

Un siècle de droits de l'enfant

Rendre hommage à l'héritage de la Déclaration
de Genève et s'engager pour son avenir



A Century of Children's Rights

Honouring the Geneva Declaration's Legacy
and Pledging Commitment for its Road Ahead



Un siècle de droits de l'enfant

Rendre hommage à l'héritage de la Déclaration
de Genève et s'engager pour son avenir

A Century of Children's Rights

Honouring the Geneva Declaration's Legacy
and Pledging Commitment for its Road Ahead

Okaju

Titre

Un siècle de droits de l'enfant – Rendre hommage à l'héritage de la Déclaration de Genève et s'engager pour son avenir

A Century of Children's Rights – Honouring the Geneva Declaration's Legacy and Pledging Commitment for its Road Ahead

Cover

© SJarkCube, The World Conference for the wellbeing of children

Auteurs

Bruce Adamsom, Michel Anglade, Simone Beck, Eric Delemar, Jörg Gerkrath, Natasha Lepage, Niall Muldoon, Charel Schmit, Ann Skelton, Eliza Smierzchalska, Philip Veerman, Renate Winter, Julien Wald

Coordination, traduction, relecture

Historical Consulting

Mise en page

OKAJU

Édité par

Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher
65, route d'Arlon
L-1140 Luxembourg

www.okaju.lu

www.kannerrechter.lu

contact@okaju.lu

ISBN

978-99987-911-3-8

Edition 04/2025



Les contenus de la présente publication sont mis à disposition, sauf mention contraire explicite, sous un contrat « Creative Commons : Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Luxembourg ».

Vous êtes libres : de partager – de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public.

Selon les conditions suivantes : Paternité. Vous devez citer le nom des auteurs.trices des articles et celui de la publication.

Pas d'utilisation commerciale. Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.

Pas de modification. Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette création.

Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur (exceptions au droit d'auteur :

copies réservées à l'usage privé du copiste, courtes citations,...)



Un siècle de droits de l'enfant

Rendre hommage à l'héritage de la Déclaration
de Genève et s'engager pour son avenir

A Century of Children's Rights

Honouring the Geneva Declaration's Legacy
and Pledging Commitment for its Road Ahead

okaju

Bruce Adamsom, Michel Anglade, Simone Beck, Eric Delemar,
Jörg Gerkrath, Natasha Lepage, Niall Muldoon, Charel Schmit, Ann Skelton,
Eliza Smierzchalska, Philip Veerman, Renate Winter, Julien Wald

Sommaire

6

Ann Skelton

Un centenaire est l'occasion de faire le bilan
A centenary provides a moment to reflect

9

Charel Schmit

Un siècle de droits de l'enfant :
un héritage et un engagement international à l'épreuve du temps
One century of children's rights: a legacy and an international
commitment that stand the test of time

15

Philip E. Veerman

La Déclaration de Genève a fait connaître les Droits de l'enfant.
Mais avons-nous fait des progrès depuis ?
The Declaration of Geneva put children's rights on the
map, but have we made any progress since then?

27

Eliza Smierzchalska

Janusz Korczak : la Déclaration de Genève en question
Janusz Korczak: Interrogating the Geneva Declaration

69

Jörg Gerkrath

Les droits humains, l'enfant et la justice
Human rights, children, and justice

99

Éric Delemar

1924-2024 : la reconnaissance de l'enfant sujet de droits reste
un enjeu sociétal, un enjeu démocratique
From 1924 to 2024: recognising children as subjects of rights
remains a social and democratic challenge

123

Simone Beck

Les enfants en zones de conflit : rêves et réalités
Children in conflict zones: dreams and realities

133

Renate Winter

La mise en œuvre de la Convention internationale
des droits de l'enfant : succès véritables ou simple ratification ?
Implementing the United Nations Convention on the Rights
of the Child: genuine successes or ratification alone?

155

Natasha Lepage and Julien Wald

Garantir les droits des enfants au nom de la justice climatique

Ensuring children's rights for climate justice

173

Bruce Adamson

L'incorporation de la Convention internationale droits de l'enfant en Écosse : un chantier de cent ans

Incorporating the United Nations Convention on the Rights of the Child in Scotland: one hundred years in the making

189

Niall Muldoon

Les droits de l'enfant en Irlande et les 20 ans de l'Ombudsman for Children's Office : des origines aux enjeux futurs

Children's rights in Ireland and 20 years of the Ombudsman for Children's Office: where we came from and what lies ahead

219

Michel Anglade

Epilogue

Epilogue

259



Déclaration de Genève

(Adoptée par le Conseil général de l'Union Internationale de Secours aux Enfants dans sa session du 23 février 1923, votée définitivement par le Comité exécutif dans sa séance du 17 mai 1923, et signée par les membres du Conseil général le 28 février 1924.)

Par la présente Déclaration des Droits de l'Enfant, dite Déclaration de Genève, les hommes et les femmes de toutes les nations, reconnaissant que l'Humanité doit donner à l'enfant ce qu'elle a de meilleur, affirment leurs devoirs, en dehors de toute considération de race, de nationalité et de croyance :

1. L'Enfant doit être mis en mesure de se développer d'une façon normale, matériellement et spirituellement.
2. L'Enfant qui a faim doit être nourri, l'enfant malade doit être soigné, l'enfant arraché doit être encouragé, l'enfant dévoyé doit être ramené, l'orphelin et l'abandonné doivent être recueillis et secourus.
3. L'Enfant doit être le premier à recevoir des secours en temps de détresse.
4. L'Enfant doit être mis en mesure de gagner sa vie et doit être protégé contre toute exploitation.
5. L'Enfant doit être élevé dans le sentiment que ses meilleures qualités devront être mises au service de ses frères.

Eglantyne Jebb

Eglantyne Jebb

C. J. T. Lee

Chittenden

H. D. Watson

Gurney

Lana Gathie & Maxine

J. Vines, W. Macdonald

Clowes

R. Groot, P. J.

F. Halford

S. Dashiell

Rob. H. Epprecht, Jr.

L. I. Young

Almond

Erica van Vliet

A. Reichen

Amundsen

Verhaegen

Monsignor Dr. Kreutz

Bacon

Marie Grégoire Renard

Edwi. Aberson

Barber

Mme Helene Bisschop

P. A. Starbuck

Dr. Ruth Neiland

H. Haakensen

P. H. Lucia

Brinkley

Willem Frederik

Smith. Cooke

Edmund Boistiss

Joh. Vlieger

Alfred Gregoire

La P. Bayle

Ann Skelton

Un centenaire est l'occasion de faire le bilan

9

Texte original en anglais, traduit en français
Original text in English, translated into French

A centenary provides
a moment to reflect

Ann Marie Skelton (née le 13 juillet 1961) est une juriste sud-africaine et une militante des droits de l'enfant, présidente du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies depuis mai 2023. Elle est professeur de droit privé à l'Université de Pretoria, où elle est titulaire de la Chaire UNESCO en droit de l'éducation en Afrique. Elle est également titulaire de la Chaire en droits de l'enfant dans un monde durable à l'Université de Leiden.

Spécialiste du droit des mineurs, Mme. Skelton s'est fait connaître en tant qu'avocate et défenseure des droits de l'Homme, d'abord au sein d'organisations à but non lucratif, puis dans le cadre du programme de contentieux stratégique du Centre pour le droit de l'enfant de l'Université de Pretoria, qu'elle a dirigé. Elle a en outre joué un rôle important dans la réforme du droit de l'enfance dans l'Afrique du Sud post-apartheid, en tant que membre de la Commission sud-africaine de réforme du droit, et plus particulièrement dans sa fonction de présidente du comité qui a rédigé la loi de 2008 sur la justice pour les enfants.

Ann Marie Skelton (born 13 July 1961) is a South African jurist and children's rights activist who has been chairperson of the United Nations Committee on the Rights of the Child since May 2023. She is a professor of private law at the University of Pretoria, where she is UNESCO Chair in Education Law in Africa, and she also holds the Chair in Children's Rights in a Sustainable World at Leiden University.

An expert on child law, Skelton rose to prominence as a practicing human rights lawyer and advocate, first in non-profit organisations and then through the strategic litigation programme of the University of Pretoria's Centre for Child Law, which was formerly headed by Skelton. In addition, through the South African Law Reform Commission, she has played a significant role in post-apartheid child law reform in South Africa, including as chair of the committee that drafted the Child Justice Act of 2008.



À Tokyo, en 1914, des enfants japonais jouent à la guerre - Japanese children playing war in Tokyo in 1914 © Bibliothèque nationale de France, EST EI-13 (403)

Un centenaire est l'occasion de faire le bilan – et ce livre nous permet de découvrir une série de réflexions et d'idées nées durant ce siècle, de contempler la situation actuelle et d'envisager l'avenir des droits de l'enfant. Le centième anniversaire de la Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant nous invite également à nous souvenir de l'œuvre pionnière de l'anglaise Eglantyne Jebb, mentionnée dans plusieurs chapitres, et de celle de Janusz Korczak, autre figure de proue de la réflexion sur les droits de l'enfant, mort avec deux cents enfants au camp d'extermination de Treblinka en 1942, 18 ans seulement après l'adoption de la Déclaration.

La dure réalité de millions d'enfants mourant de faim a poussé Eglantyne Jebb à trouver des solutions pour les enfants victimes de la guerre. Eglantyne et sa sœur Dorothy Buxton se sont efforcées d'attirer la sympathie de l'opinion publique sur les enfants de l'ennemi, afin qu'eux aussi soient

A centenary provides a moment to reflect – and this book presents us with a series of thoughts and ideas as we look back over a hundred years, contemplate the current situation, and gaze into the future of children's rights. The hundredth anniversary of the Geneva Declaration on the Rights of the Child causes us to remember the work of the English pioneer Eglantyne Jebb, who is mentioned in several chapters, and that of Janusz Korczak, another important thought leader on children's rights, who died along with two hundred children in the Treblinka camp in 1942, only 18 years after the Declaration.

The stark reality of millions of children starving to death drove Eglantyne Jebb to find solutions for children impacted by war. Eglantyne and her sister Dorothy Buxton worked to shift public sympathy towards the enemy's children, ensuring that they too were spared from starvation. Regrettably, the sisters' mission remains unfulfilled.

protégés de la famine. Malheureusement la mission des sœurs reste inachevée. Les enfants subissent à nouveau les conséquences de la guerre et des millions d'entre eux sont confrontés à la malnutrition. Selon les recherches de Save the Children, 473 millions d'enfants dans le monde vivent dans des zones de guerre¹. Les six violations graves des droits de l'enfant en temps de guerre, dont le Conseil de sécurité des Nations unies suit étroitement l'évolution, ont atteint des niveaux extrêmes ces dernières années. Les meurtres et les mutilations, le recrutement et l'exploitation d'enfants, le refus d'accès à l'aide humanitaire et les enlèvements figuraient en tête de la liste des violations vérifiées en 2023, d'après le rapport du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés publié en 2024². Le rapport indique que des enfants ont été « tués et mutilés en nombre sans précédent lors de crises dévastatrices en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, notamment dans la bande de Gaza, mais aussi au Burkina Faso, en République démocratique du Congo, au Myanmar, en Somalie, au Soudan, en Syrie ou en Ukraine, parmi bien d'autres pays »³.

Le Comité des droits de l'enfant a appelé à des cessez-le-feu, à un retour aux principes fondamentaux du droit humanitaire et à des enquêtes approfondies et impartiales sur toutes les violations graves commises à l'encontre des enfants dans le cadre des conflits armés⁴. Eglantyne Jebb et Janusz Korczak n'en attendraient pas moins de ceux d'entre

Children are again suffering the impacts of war; again, millions of them are facing malnutrition. There are 473 million children worldwide living in armed conflict zones, according to Save the Children's research¹. The six grave violations of children's rights in war, monitored by the United Nations Security Council, have reached extreme levels in recent years. According to the Report of the Secretary-General for Children and Armed Conflict issued in 2024, killing and maiming, followed by recruitment and use of children, the denial of humanitarian access, and abduction topped the list of verified violations in 2023². The report recorded that children were “killed and maimed in unprecedented numbers in devastating crises in Israel and the Occupied Palestinian Territory, notably in the Gaza Strip, in Burkina Faso, the Democratic Republic of the Congo, Myanmar, Somalia, the Sudan, the Syrian Arab Republic and Ukraine, among many other situations”³.

The Committee on the Rights of the Child has called for ceasefires, for a return to the basics of humanitarian law, and for thorough, impartial investigations of all the grave violations against children in the context of armed conflict⁴. Eglantyne Jebb and Janusz Korczak would expect nothing less from those of us who walk in their footsteps and whose task is to ensure the implementation of the successor to the 1924 Declaration – the Convention on the Rights of the Child.

¹ Thea Charlotte Andersen, Gunvor Fulkes Knag, et Ewa Sapiezynska, *Stop the War on Children – Pathways to Peace* (Save the Children, 2024), <https://resource-centre.savethechildren.net/document/stop-the-war-on-children-pathways-to-peace/>.

² Secrétaire général des Nations Unies, *Les enfants et les conflits armés : Rapport du Secrétaire général*, UN doc. A/78/842-S/2024/384 (3 juin 2024).

³ A/78/842-S/2024/384, ¶ 4.

⁴ Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « End the Killing of Children in Armed Conflict, UN Committee Urges », Communiqué de presse de l'ONU, 20 novembre 2023, <https://www.ohchr.org/en/statements/2023/11/end-killing-children-armed-conflict-un-committee-urges>.

¹ Thea Charlotte Andersen, Gunvor Fulkes Knag, and Ewa Sapiezynska, *Stop the War on Children – Pathways to Peace* (Save the Children, 2024), <https://resource-centre.savethechildren.net/document/stop-the-war-on-children-pathways-to-peace/>.

² UN Secretary-General, *Children and Armed Conflict: Rep. of the Secretary-General*, UN doc. A/78/842-S/2024/384 (3 June 2024).

³ A/78/842-S/2024/384, ¶ 4.

⁴ Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, “End the Killing of Children in Armed Conflict, UN Committee Urges,” UN press release, 20 November 2023, <https://www.ohchr.org/en/statements/2023/11/end-killing-children-armed-conflict-un-committee-urges>.

nous qui marchent dans leurs pas et dont la tâche consiste à assurer la mise en œuvre du texte qui a succédé à la Déclaration de 1924 – la Convention internationale des droits de l'enfant.

En 2023, la Cour pénale internationale a émis un mandat d'arrêt à l'encontre de la Commissaire aux droits des enfants auprès du président de la fédération de Russie pour son rôle dans le crime de guerre que constitue la déportation et le transfert illégaux d'enfants des zones occupées de l'Ukraine vers la Fédération de Russie. Cette affaire nous rappelle brutalement à quel point l'indépendance des institutions internatio-

In 2023, the International Criminal Court issued a warrant of arrest for the Commissioner for Children's Rights in the Office of the President of the Russian Federation for her part in the war crime of unlawful deportation and transfer of children from occupied areas of Ukraine to the Russian Federation. This is a stark reminder to us all of just how crucial the independence of international children's rights institutions really is. It is a core value that must be upheld – operating through the appointment processes and featuring in every aspect of the work. Some of the chapters in this book remind us of the important work of these institutions. Other chapters reflect on the



Le 22 janvier 2025, au quatrième jour d'un cessez-le-feu dans la guerre entre Israël et le Hamas, des enfants palestiniens déplacés jouent près de tentes installées le long d'une plage à Deir el-Balah, au centre de la bande de Gaza.

Displaced Palestinian children play near tents along a beach in Deir el-Balah in the central Gaza Strip on 22 January 2025, on the fourth day of a ceasefire between Israel and Hamas.

© Eyad Baba / AFP

nales de défense des droits de l'enfant est cruciale. Il s'agit d'une valeur fondamentale qui doit être défendue – à travers les processus de nomination et dans tous les autres aspects du travail. Certains chapitres de ce livre nous rappellent l'importance du travail de ces institutions. D'autres réfléchissent à la valeur de l'incorporation des droits énumérés par la Convention dans les législations nationales. Il est rafraîchissant de lire comment cette incorporation a eu lieu en Écosse, à une époque où les droits de l'enfant sont de plus en plus bafoués. La participation des enfants est un autre élément important mis en évidence dans certains chapitres du livre. Pour comprendre la manière dont les enfants eux-mêmes vivent leurs droits et traduire cela en changements positifs au niveau national, nous devons entendre ceux qui sont au plus près du terrain. Après tout, c'est au niveau local que se fait le véritable travail de la communauté internationale des droits de l'enfant.

value of incorporating the Convention. It is refreshing to read about the incorporation journey in Scotland at a time of increased pushback against children's rights. Children's participation is another important element highlighted by some of the chapters in the book. To understand the way in which children themselves experience their rights and to be able to translate this into positive change at the country level, we need to hear from those who are closest to the ground. After all, the real work of international children's rights is done at the local level.

Un siècle de droits de l'enfant : un héritage et un engagement international à l'épreuve du temps

Texte original en français, traduit en anglais
Original text in French, translated into English

One century of children's rights: a legacy and an international commitment that stand the test of time

Charel Schmit, pédagogue, a travaillé comme maître de conférences à l’Université du Luxembourg et membre de l’unité de recherche INSIDE. Outre la mise en place d’un programme d’études de bachelor en sciences sociales et éducatives pour les travailleurs sociaux, ses principaux sujets étaient le travail communautaire, les services sociaux de proximité, l’éthique professionnelle et les droits de l’enfant. De 2012 à 2020, il a travaillé comme « pédagogue-enseignant » au « Lycée technique pour professions éducatives et sociales » (LTPES). De 2005 à 2020, Monsieur Schmit a été président de l’ANCES - Association nationale des communautés éducatives et sociales, une plateforme de travail social pour les professionnels et les acteurs du secteur social au Luxembourg. Schmit était membre de la Commission nationale de l’UNESCO depuis 2006 et membre de la commission consultative des droits de l’homme au Luxembourg de 2014 à 2021. De 2020 à 2021, il fut nommé par le Ministère de la Justice et le Ministère de l’Éducation nationale, de l’Enfance et de la Jeunesse comme coordinateur des travaux préparatoires de la réforme législative du système de justice et de protection de l’enfance au Luxembourg. Le 1^{er} février 2021, il succède à M. René Schlechter comme « Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher » (OKAJU) pour un mandat de huit ans.

Charel Schmit, educationalist, worked as a senior lecturer at the University of Luxembourg and member of the research unit INSIDE. Besides the implementation of a bachelor study program in social and educational sciences for social workers, his main topics were community work, community-based social services, professional ethics, and child rights issues. From 2012 to 2020, he worked as a “pédagogue-enseignant” (teacher) at the “Lycée technique pour professions éducatives et sociales” (LTPES). From 2005 to 2020, Schmit was chairman of ANCES – Association nationale des communautés éducatives et sociales, a social work platform for professionals and stakeholders of the social sector in Luxembourg. Schmit was a member of the national commission of UNESCO since 2006 and a member of the consultative commission on human rights in Luxembourg from 2014 to 2021. From 2020 to 2021, he was appointed by the Ministry of Justice and Ministry of Education, Childhood and Youth as coordinator for the preparatory work of the legislative reform for the child justice and child protection system in Luxembourg. On 1st February 2021, he succeeded Mr. René Schlechter as “Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher” (OKAJU) for a mandate of eight years.

A world fit for children is a world fit for everyone

Gabriela Azurduy Arrieta (13) once said, in 2002, voicing a message to world leaders crafted by 400 children to address the UN General Assembly for the very first time, ‘a world fit for children ... is a world fit for everyone’.

17

L'an 2024 a marqué un siècle de lutte et d'avancées significatives pour les droits de l'enfant. En adoptant la Déclaration de Genève en 1924, la communauté internationale a posé un jalon historique : les fondations d'un mouvement international de défense des droits de l'enfant, d'un engagement sans précédent pour améliorer les conditions de vie et le bien-être des enfants du monde entier. La présente publication est destinée à rendre hommage à l'esprit pionnier d'un mouvement social centenaire trop peu palpable dans la mémoire collective. Elle est le fruit et le suivi d'une conférence donnée par le Dr. Philip Veerman sur invitation de l'OKAJU ayant eu lieu le 23 février 2023 au Mënscherechtshaus au Luxembourg, sous les auspices de la Commission luxembourgeoise pour l'UNESCO.

Aujourd'hui, 100 ans après la Déclaration de Genève et 35 ans depuis l'adoption de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CRDE), nous sommes malheureusement encore confrontés à un risque de régression dans le domaine des droits et de la protection des enfants. Les crises mondiales et notamment les violences, les conflits, l'arrivée du monde numérique et les inégalités sociales de plus en plus prononcées font peser une lourde charge sur les enfants. La pandémie a aggravé les injustices existantes et plongé de nombreux enfants dans des situations précaires. S'y ajoutent des discours conservateurs, rétrogrades, arriéristes, ou encore des normes sociales, mentalités et idéologies répressives des droits, remettant en question les droits humains en général et les droits de l'enfant en particulier.

The year 2024 marked a century of struggle and significant advances for children's rights. By adopting the Geneva Declaration in 1924, the international community set a historic milestone: the foundations of an international movement for the defence of children's rights, an unprecedented commitment to improving the living conditions and well-being of children around the world. This publication is intended to pay tribute to the pioneering spirit of a century-old social movement that is too little known in the collective memory. It is the result and follow-up to a lecture given by Dr Philip Veerman at the invitation of OKAJU on 23 February 2023 at the Mënscherechtshaus in Luxembourg, under the auspices of the Luxembourg Commission for UNESCO.

Today, 100 years after the Geneva Declaration and 35 years since the adoption of the United Nations Convention on the Rights of the Child (CRC), we are unfortunately still facing the risk of regression in the field of children's rights and protection. Global crises, particularly violence, conflict, the advent of the digital world and growing social inequalities, are placing a heavy burden on children. The pandemic has exacerbated existing injustices and plunged many children into precarious situations. Added to this are conservative, retrograde and backward-looking discourses, as well as social norms, mentalities and ideologies that repress rights, questioning human rights in general and children's rights in particular.

The memory of the historic children's rights movement should inspire, encourage and

Le souvenir du mouvement historique des droits de l'enfant doit à la fois nous inspirer, nous encourager et nous obliger à poursuivre notre engagement en faveur de la lutte pour les droits de l'enfant afin de mieux protéger le bien-être des enfants en cette période d'incertitude et de changement. Les acquis du passé nous montrent ce que nous pouvons accomplir si nous agissons ensemble pour les droits des enfants. Simultanément, ils nous incitent à rester vigilants et à nous engager sans relâche pour un avenir dans lequel tous les enfants pourront jouir pleinement de leurs droits.

Cette publication a pour but de souligner l'importance des droits de l'enfant et d'inviter à une réflexion et à un débat sur des pistes d'action pour l'avenir. L'ouvrage comportant de multiples perspectives, se veut une contribution modeste au dialogue international actuel sur les droits de l'enfant. Il s'adresse à tous ceux et celles qui s'engagent en faveur des droits de l'enfant : aux décideurs politiques et autorités publiques, aux professionnels, aux parents, aux jeunes défenseurs des droits humains et à tous les acteurs de la société civile. Que cette lecture soit également source d'inspiration pour les jeunes générations à devenir les défenseurs des droits de l'enfant !

Le combat pour les droits des enfants a traversé un siècle de changements, de bouleversements et de réinventions. Pourtant, lorsque l'on se tourne vers la réalité quotidienne des enfants d'aujourd'hui, on est frappé par une réalité tenace : bien que leurs droits soient formellement reconnus, ils peinent encore à être pleinement respectés. Une contradiction qui, si l'on y réfléchit, interroge sur notre manière de percevoir les enfants et leurs droits.

Ce livre ne se contente pas de retracer l'histoire. Il pose une question : sommes-nous prêts à faire de la place aux contributions des

compel us to continue our commitment to the fight for children's rights in order to better protect their well-being in this time of uncertainty and change. The achievements of the past show us what we can accomplish when we act together for children's rights. At the same time, they urge us to remain vigilant and to work tirelessly for a future in which all children can fully enjoy their rights.

This publication aims to highlight the importance of children's rights and to encourage reflection and debate on possible courses of action for the future. With its wide range of perspectives, this publication is intended as a modest contribution to the current international dialogue on children's rights. It is aimed at all those who are committed to children's rights: policy-makers and public authorities, professionals, parents, young human rights defenders and all actors in civil society. May this book also inspire younger generations to become defenders of children's rights!

The fight for children's rights has gone through a century of change, upheaval and reinvention. Yet when we look at the everyday reality of children today, we are struck by a persistent fact: although their rights are formally recognised, they still struggle to be fully respected. This contradiction, when we think about it, raises questions about how we perceive children and their rights.

This book does not simply retrace history. It asks a question: are we ready to make room for children? Not just to listen to them from time to time, but to grant them real legitimacy, to see them as partners in building the world around them. After all, perhaps by listening to their voices, we will finally hear more clearly what is wrong with our societies and what we need to improve for the benefit of all. 'A world fit for children

enfants ? Non pas à les écouter de temps en temps, mais à leur accorder une vraie légitimité, à les voir comme des partenaires dans la construction du monde qui les entoure. Après tout, peut-être qu'en écoutant leurs voix, nous finirions par mieux entendre ce qui ne va pas bien dans nos sociétés et ce que nous devons améliorer au profit de tous. « A world fit for children is a world fit for everyone », comme l'a déclaré Gabriela Azurduy Arrieta, âgée de 13 ans, en 2002, en transmettant aux dirigeants mondiaux un message rédigé par 400 enfants à l'occasion de leur première intervention devant l'Assemblée générale des Nations unies, « un monde digne des enfants [...] est un monde digne de tous».

Les défis restent immenses. Quand un enfant grandit dans la pauvreté, quand il doit fuir un conflit, quand il est privé d'une éducation de qualité, quand il subit des violences, tout cela nous rappelle que les droits de l'enfant ne sont pas encore universellement respectés. Mais au-delà des urgences visibles, un défi plus insidieux s'impose : celui de repenser notre relation aux enfants. Ce n'est pas à eux de s'adapter au monde des adultes, mais bien à nous de créer un environnement qui respecte pleinement leur droit à être entendus.

Il est facile de tomber dans la facilité d'un discours qui promet des solutions, qui énonce des principes. Mais la vérité, plus complexe, demande de s'immerger dans les pratiques quotidiennes. Comment, dans nos écoles, dans nos familles, dans nos institutions, faisons-nous de la place pour leurs voix ? Et comment, à tous les niveaux, pouvons-nous encourager une véritable participation, loin des symboles et des fausses représentations de l'enfance comme une étape à franchir ? Le manque d'écoute, la forme subtile de hiérarchisation des voix est encore trop présent. Comment vaincre l'adultisme et l'infantisme tellement ancrés

is a world fit for everyone,' as 13-year-old Gabriela Azurduy Arrieta said in 2002, delivering a message written by 400 children to world leaders during their first address to the United Nations General Assembly. 'A world fit for children [...] is a world fit for everyone.'

The challenges remain immense. When a child grows up in poverty, when they have to flee conflict, when they are deprived of a quality education, when they suffer violence, all of this reminds us that children's rights are not yet universally respected. But beyond the visible emergencies, a more insidious challenge looms: that of rethinking our relationship with children. It is not up to them to adapt to the adult world, but up to us to create an environment that fully respects their right to be heard.

It is easy to fall into the trap of rhetoric that promises solutions and sets out principles. But the truth is more complex and requires us to immerse ourselves in everyday practices. How do we make room for their voices in our schools, our families and our institutions? And how can we encourage genuine participation at all levels, far from the symbols and false representations of childhood as a stage to be passed through? The lack of listening and the subtle form of voice hierarchisation are still too prevalent. How can we overcome the childism that are so deeply rooted in our mindsets? Certainly, our societies must become more aware of the social domination of children by adults.

The aim of this book is not to give a history lesson, but the articles invite us to reflect on this fundamental question: are we ready to offer children not only protection and security, but also the place they deserve to participate in building the world around them?

We would like to express our sincere thanks to all the authors for their respective con-

dans nos mentalités ? Certes, nos sociétés doivent devenir plus conscientes par rapport à la domination sociale des enfants par les adultes.

L'objectif de ce livre n'est pas un cours d'histoire, mais les articles invitent à réfléchir à cette question fondamentale : sommes-nous prêts à offrir aux enfants non seulement la protection et la sécurité, mais aussi la place qu'ils méritent pour participer à la construction du monde qui les entoure ?

Que tous les auteurs soient vivement remerciés de leur contribution respective, de leurs savoirs et réflexions partagés, de leur engagement pour les droits de l'enfant. De même, l'OKAJU est reconnaissant envers tous ceux qui ont participé à la réalisation de ce projet de publication.

Les droits de l'enfant ne sont pas négociables. Ensemble, nous pouvons garantir qu'ils continuent à jouer un rôle central dans notre société et que les enfants grandissent dans un environnement sûr, sain et épanouissant.

Ce n'est qu'en continuant, main dans la main, sur la lignée de la Déclaration de Genève et les acquis de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, que nous pourrons construire un avenir meilleur pour et avec les enfants.

tributions, their shared knowledge and insights, and their commitment to children's rights. OKAJU is also grateful to all those who participated in the realisation of this publication project.

Children's rights are non-negotiable. Together, we can ensure that they continue to play a central role in our society and that children grow up in a safe, healthy and fulfilling environment.

Only by continuing to work hand in hand, in line with the Geneva Declaration and the achievements of the United Nations Convention on the Rights of the Child, can we build a better future for and with children.

1924 - 2024

21

Un engagement renouvelé pour les droits des enfants

Centenary of the Geneva Declaration

Soutenez les droits des enfants

Déclaration des droits des enfants Genève 2024

100 ans des droits de l'enfant, ça se fête ! Depuis la Déclaration de Genève de 1924, il y a eu de grandes avancées en faveur du bien-être et de la protection des enfants. On pourrait citer, par exemple les progrès en matière de santé et d'éducation. Mais force est de constater qu'en 2024 ces avancées sont assombries autant par la violence qui touche les enfants (un enfant est tué toutes les 5 minutes selon les chiffres officiels des Nations Unies) que par des défis émergents comme la digitalisation ou encore la crise climatique.

Il était grand temps de mettre à jour la 'Déclaration de Genève' et mobiliser la conscience collective autour d'un nouvel appel en faveur des droits de l'enfant : la Déclaration de Genève de 2024¹.

Advocate for Children's Rights

2024 Geneva Declaration on the Rights of the Child

A Century of Children's Rights is worth a celebration! Since the 1924 Geneva Declaration, substantial progress has been made with regard to the well-being and protection of children, notably in the health and education sectors. Yet, it's profoundly troubling that in 2024, these advances are eclipsed by the violence affecting children — a child dies every five minutes according to United Nations statistics, — and by emerging challenges such as digitization and the climate crisis.

It is high time to update the 'Geneva Declaration' and mobilize collective consciousness around a renewed commitment to children's rights: the 2024 Geneva Declaration on the Rights of the Child¹.

¹ Déclaration des droits des enfants Genève 2024
<https://declaration2024.org/centenaire-declaration-droits-enfants/>

¹ 2024 Geneva Declaration on the Rights of the Child
<https://declaration2024.org/centenary-of-the-declaration-of-geneva/>

La Déclaration de Genève de 1924 sur les droits de l'enfant nécessitait une belle commémoration.

Ainsi, fin 2022, Philip D. Jaffé, professeur à l'Université de Genève et membre du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, ainsi que Mané Kocharyan, spécialiste des droits de l'enfant et collaboratrice principale, ont pris contact avec la Ville de Genève pour mettre en lumière l'importance du centenaire de la Déclaration de Genève de 1924 et la contribution remarquable d'Eglantyne Jebb, auteure de cette Déclaration.

Il n'a pas fallu insister pour obtenir l'adhésion enthousiaste de Christina Kitsos, alors vice-présidente du Conseil administratif de Genève et aujourd'hui Maire de la Ville de Genève. Christina Kitsos n'a pas hésité à valoriser la figure historique d'Eglantyne Jebb pour soutenir son action en faveur du bien-être des enfants à Genève. Un changement décisif s'est produit lorsque Philip D. Jaffé a élaboré une version révisée et actualisée de la Déclaration de Genève sur les droits des enfants.

En partenariat avec la Ville de Genève, trois organisations de la société civile de premier plan, Save the Children, Enfants du Monde et Terre des Hommes Suisse ont décidé de s'engager résolument dans ce projet pour en assurer le succès.

The 1924 Geneva Declaration of the Rights of the Child required a fitting commemoration!

Thus, in late 2022, Philip D. Jaffé, Professor at the University of Geneva and Member of the UN Committee on the Rights of the Child, and Mane Kocharyan, a child rights specialist and a principal collaborator, approached the City of Geneva and extolled the significance of the centennial and the extraordinary contribution of Eglantyne Jebb, the author of the 1924 Geneva Declaration.

It did not take much convincing to garner the enthusiastic support of Christina Kitsos, then vice-president of Geneva's Executive Council and current Mayor of the City of Geneva. Christina Kitsos, since long a champion of children's rights, immediately saw the potential to enhance her executive and political action in favor of children's well-being in the City of Geneva.

But, a turning point occurred when Philip D. Jaffé drafted a revised and updated 2024 Geneva Declaration on the Rights of the Child. Along with the City of Geneva, three leading civil society organizations Save the Children, Enfants du Monde & Terre des Hommes Suisse decided to team up in lock-step on this project and to ensure its success.

Déclaration des droits des enfants
Genève 2024

Le 20 novembre 2024,

Commémorant le centenaire de la Déclaration de Genève, adoptée par la Société des Nations le 26 septembre 1924, qui constitue la toute première déclaration des droits de l'enfant promulguée par un organisme intergouvernemental, et donc affirmant le caractère universel du droit des enfants,

Rappelant la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) adoptée il y a 35 ans (20/11/1989) et ratifiée depuis par 196 États parties (sur 197), dont beaucoup ont également adhéré au Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (OPSC), au Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (OPAC) et au Protocole facultatif établissant une procédure de présentation de communications (OPIC),

Saluant de nombreuses réalisations significatives en matière de droits et de bien-être des enfants, au cours des cent dernières années,

Alarmé.e.s néanmoins par les centaines de millions d'enfants dans le monde touchés par la pauvreté, la violence et le changement climatique, ainsi que les nombreux défis auxquels ils sont confrontés au cours de leur vie et qui ont un impact sur leur santé physique et sur leur résilience,

2024 Geneva Declaration on the Rights of the Child

On 20 November, 2024,

Commemorating the centennial of the Geneva Declaration, adopted by the League of Nations on 26 September 1924, the first declaration of children's rights endorsed by an inter-governmental body and therefore affirming the universality of children's rights,

Recalling the UN Convention on the Rights of the Child (UNCRC) adopted 35 years ago (20/11/1989) and since ratified by 196 States Parties (out of 197), many of which also acceding to the Optional Protocol on the sale of children, child prostitution and child pornography (OPSC), the Optional Protocol on children in armed conflict (OPAC), and the Optional Protocol on a communications procedure (OPIC),

Taking note of many significant achievements over the last 100 years with regard to children's rights and wellbeing,

Alarmed nonetheless by the hundreds of millions of children around the world affected by poverty, violence, and climate change and the many other challenges they face in their lifetime that impact their physical health and mental resilience,

Profondément préoccupé.e.s par la situation des enfants d'aujourd'hui et des générations futures à moins que des actions urgentes, globales et collectives ne soient entreprises,

Reconnaissant les contributions exceptionnelles de nombreux défenseuses et défenseurs des droits humains, et en particulier des enfants défenseuses et défenseurs des droits humains,

Nous exhortons chaque État (autorités nationales et locales), organisation – gouvernementale et non gouvernementale, et toutes les personnes concernées, enfants et adultes, à

- ▷ réaffirmer leur engagement, dans un esprit de coopération et de solidarité internationales, à respecter, protéger et garantir les droits de tous les enfants consacrés dans la CDE et ses protocoles facultatifs sans aucune discrimination,
- ▷ endosser la Déclaration des droits des enfants Genève 2024 et la diffuser, appelant à s'engager pour que tous les enfants d'aujourd'hui et des générations futures :

1. puissent vivre dans des conditions de dignité et de bien-être, à l'abri de la pauvreté, et jouir du plus haut niveau de santé accessible,
2. grandissent dans des collectivités épargnées par les conflits armés,
3. soient écoutés et leur opinion prise en compte dans toutes les décisions qui les concernent, reconnaissant ainsi leur droit fondamental à participer à la construction des collectivités dans lesquelles ils vivent,
4. s'épanouissent dans un environnement sûre, propre, sain et durable, propice à leur survie, à leur développement et à la jouissance de tous leurs droits,

Deeply preoccupied by the plight of the children of today and of future generations unless urgent, comprehensive and collective action is undertaken to protect and promote their rights,

Recognizing the exceptional contributions of all human rights defenders and in particular child human rights defenders,

We exhort each and every State (local and national authorities), organisation -both governmental and non-governmental-, and all concerned persons, children and adults alike, to

- ▷ reaffirm their commitment, also in the spirit of international cooperation and solidarity, to respect, protect, and fulfil the rights of all children enshrined in the UNCRC and its Optional protocols without any discrimination,
- ▷ endorse the following Renewed Geneva Declaration for Children's Rights calling for as a matter of priority to commit that all children of today and of future generations:
 1. live in conditions of dignity and wellbeing, out of poverty, and with the highest attainable standard of health,
 2. grow up in communities no longer affected by armed conflicts,
 3. be listened to and have their opinions count in all decisions affecting them, thus recognizing their fundamental right to participate in shaping the communities they live in,
 4. flourish in a safe, clean, healthy and sustainable environment conducive to their survival, development, and to the enjoyment of all their rights,
 5. benefit from a safe and empowering experience in the fast-evolving digital environment in which they can

5. bénéficient d'une expérience sûre dans l'environnement numérique en constante évolution, en conservant leur autonomie et en ayant à disposition les outils adéquats pour naviguer en toute sécurité,
 6. soient protégés de toutes les formes de violence (physique, psychologique et sexuelle) dans tous les contextes, y compris au sein de leur foyer,
 7. voient leur intérêt supérieur respecté dans les développements technologiques et biotechnologiques actuels et futurs
 8. accèdent à des systèmes de justice adaptés aux enfants et à des recours appropriés en cas de violation de leurs droits,
 9. bénéficient d'une éducation précoce, primaire, secondaire et professionnelle gratuite et inclusive sans discrimination,
 10. vivent la richesse et la singularité positive que chaque personne pourrait souhaiter pour sa propre enfance.
- consserve their agency and be digitally literate to navigate securely,
6. be protected from all forms of violence (physical, psychological, and sexual) in all settings, including in the home,
 7. have their best interests respected in all current and future biotechnological developments,
 8. access child-friendly systems of justice and commensurate remedies when their rights are violated,
 9. are provided with free and inclusive early, primary, secondary, and vocational education with no discrimination,
 10. experience the positive uniqueness of childhood that every person could wish for himself, herself, or themselves.

Volker Türk

Filippo Grandi

Philip D. Jaffé

Christina Kitsos

Najat Maalla M'jid

Virginia Gamba

Mirjana Spoljaric Egger

Inger Ashing

Ann Skelton

Jean Zermatten

Luis Pedernera

Mikiko Otani

Benyam Dawit Mezmur

Renate Winter

Kirsten Sandberg

Yanghee Lee

Jaap E. Doeck

Marta Santos Pais

Ruth Dreifuss

Micheline Calmy Rey

Anne Hiltbold

Audrey Leuba

Beata Godenzi

Doris Charollais



Eglantyne Jebb, fondatrice de Save the Children - Save the Children's founder, Eglantyne Jebb

© Save the Children

La Déclaration de Genève a fait connaître les Droits de l'enfant. Mais avons-nous fait des progrès depuis ?

Texte original en anglais, traduit en français
Original text in English, translated into French

The Declaration of Geneva
put children's rights on the
map, but have we made any
progress since then?

Le Dr. Philip E. Veerman est un psychologue multilingue agréé et renommé, spécialisé en psychologie judiciaire, en psychologie de la santé et en droits de l'Homme.

Très actif sur le plan académique, il a lancé des projets aux Pays-Bas, au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. Il a travaillé pendant dix ans en tant qu'expert judiciaire pour les tribunaux néerlandais. Expert en droits de l'enfant, en enfance, en protection de l'enfance, en traite (des enfants), en droits de l'homme internationaux et en coopération internationale, il a travaillé avec des enfants, des adultes et des familles au sein de différents services et équipes multidisciplinaires. Il a dirigé un groupe de travail international et interdisciplinaire sur les idéologies des droits de l'enfant, qui a mené à la création de l'*International Journal on the Rights of the Child*.

Dr. Philip E. Veerman is a highly acclaimed, multilingual, experienced and chartered psychologist, specialising in forensic psychology, health psychology and human rights.

Proactive academically, he has started projects in the Netherlands, the Middle East, Africa and Asia. He worked for ten years as a forensic psychologist for the Dutch courts. As an expert in children's rights, childhood, child protection, (child) trafficking, international human rights and international cooperation, he has worked with children, adults and families within a variety of different services and multidisciplinary teams. Led an International Interdisciplinary Working group on the Ideologies of Children's Rights. This led to initiating the International Journal on the Rights of the Child.

Le 23 février 2023 marqua le centenaire de l'adoption à Genève de la première Déclaration internationale des droits de l'enfant par le Conseil général de l'Union internationale de secours aux enfants¹. L'anglaise Eglantyne Jebb, fondatrice de l'organisation Save the Children, joua un rôle important dans l'élaboration de ce texte et c'est elle qui proposa de le nommer Déclaration de Genève.

Dans le présent chapitre, j'aborderai les rôles respectifs d'Eglantyne Jebb, de Save the Children et de l'UISE et tâcherai de replacer la Déclaration de Genève dans son contexte². Je me pencherai également sur les « améliorations » apportées à la déclaration en 1924, lorsqu'elle fut adoptée par la Société des Nations. Enfin, j'essayerai de répondre aux questions suivantes : la déclaration est-elle encore pertinente aujourd'hui, comment les droits de l'enfant ont-ils évolué depuis que la déclaration a été adoptée et avons-nous fait des progrès depuis ?

Penser l'Histoire est une nécessité

Dans le magazine 'The New Yorker', Eric Alterman faisait remarquer qu'il existe un fossé entre « quelques personnes qui ont la capacité de comprendre notre société » et les autres³. Dans la suite de l'article, Alterman affirmait que la connaissance de l'histoire est un bon outil pour comprendre la société : « cela [...] nous aide à comprendre comment nous en sommes arrivés où nous en sommes et pourquoi les choses sont ce qu'elles sont ». Alterman se disait préoccupé de la baisse du nombre d'étudiants

On 23 February 2023, it was exactly 100 years since the General Council of the Save the Children International Union met in Geneva to adopt the first international Declaration on the Rights of the Child¹. Eglantyne Jebb, an Englishwoman recognised by the Save the Children Fund as the organisation's founder, played an important role in drafting the declaration and proposed its title: the Declaration of Geneva.

In this chapter I will look at the roles of Eglantyne Jebb, the Save the Children Fund and the Save the Children International Union, and attempt to put the Declaration of Geneva² into context. I will also look at the 'upgrade' that the declaration received in 1924, when it was adopted by the League of Nations. Lastly, I will try to answer the questions of whether the declaration still has some relevance today, how children's rights have evolved since the declaration was adopted, and whether we have made progress since then.

The need for historical thinking

Eric Alterman³ points out in the *New Yorker* magazine that there is a gap between "some people who have the resources to try to understand our society" and the rest, who do not. As Alterman's article continues, it becomes clear that knowledge of history is a good tool for understanding society: "it (...) helps us understand how we got here and why things are what they are". Alterman expresses concern about the falling number of history students at many American universities. Meanwhile, in the Neth-

1 Société des Nations, Déclaration internationale des droits de l'enfant (1924), <http://www.un-documents.net/gdrc1924.htm>.

2 Il existe une autre « Déclaration de Genève », portant sur les principes éthiques en matière de médecine, adoptée à Genève en 1948 par la *World Medical Association*.

3 Eric Alterman, « The Decline of Historical Thinking », *The New Yorker*, 4 février 2019.

1 League of Nations, Geneva Declaration of the Rights of the Child (1924), <http://www.un-documents.net/gdrc1924.htm>.

2 There is also another 'Declaration of Geneva'. That declaration was adopted by the World Medical Association at a meeting in Geneva in 1948 and deals with medical-ethical principles.

3 Eric Alterman, "The Decline of Historical Thinking," *New Yorker*, 4 February 2019.

en histoire dans de nombreuses universités américaines. Pendant ce temps, aux Pays-Bas, le journaliste Bas Heijne plaide pour que l'on n'abandonne pas l'enseignement de l'histoire dans le secondaire⁴. Bien sûr, je trouve préoccupant que les étudiants en pédagogie et en psychologie (développementale) en apprennent si peu sur Jean-Jacques Rousseau, Johann Heinrich Pestalozzi, Ellen Key, John Dewey et Janusz Korczak ainsi que sur leurs approches, théories, concepts et idées. Le professeur d'université néerlandais, Willem Koops écrit que « la conscience historique est en train de disparaître dans les sciences sociales en général, mais en particulier en psychologie et même en pédagogie. Il est dès lors normal que les étudiants en sciences sociales pensent que les textes publiés depuis plus de cinq ans sont obsolètes et qu'ils doutent de leur importance. La conséquence est que la roue doit être réinventée tous les jours, ce qui est un grand danger pour les sciences (sociales) d'aujourd'hui »⁵.

J'essaierai par conséquent de montrer qu'il est important de prendre en compte l'histoire du mouvement des Droits de l'enfant, pour peser la valeur de la Déclaration de Genève.

Le changement de l'image de l'enfant

Il faut également garder à l'esprit qu'il existe diverses manières de penser l'histoire. Dans mon livre, *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood*⁶, je m'appuie sur le travail de Philippe Ariès. Jusqu'à la publication en 1960 de son livre sur l'histoire de l'enfance, des concepts comme « enfant », « jeunesse » et « ado-

erlands, journalist Bas Heijne pleads that we should not do away with teaching the subject of history to high-school students⁴. Indeed, I find it concerning that today's students of pedagogy and (developmental) psychology learn little about Jean Jacques Rousseau, Johann Heinrich Pestalozzi, Ellen Key, John Dewey and Janusz Korczak or their approaches, theories, concepts and ideas. A Dutch university professor, Willem Koops, writes that "in the social sciences in general, but in particular in psychology and even pedagogy, historical awareness is disappearing. It is normal that young social scientists now are of the opinion that texts published longer than five years ago are out of date and therefore they doubt their importance. As a consequence, the wheel has to be invented every day and that is a great danger to (social) sciences today"⁵.

Therefore, I will also try to show that in evaluating the Declaration of Geneva, it is important to look at the history of the children's rights movement.

The changing image of childhood

Another thing to be aware of is that there are different approaches to historical thinking. In my book *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood*⁶, I built on the work of Philippe Ariès. Until his book on the history of childhood was published in 1960, concepts like 'child', 'youth' and 'adolescence' were considered invariable and timeless; in the Middle Ages, for example, the concept of a 'child' did not exist⁷. Ariès' book initiated a real polemic, sometimes

4 Bas Heijne, « Schaf geschiedenis niet af », NRC, 21 mai 2016, <https://www.nrc.nl/nieuws/2016/05/21/schaf-geschiedenis-niet-af-1619496-a377750>.

5 Willem Koops, « Het kind als de spiegel der beschaving », *Studium Generale Magazine* 2 (2013) : 26-28.

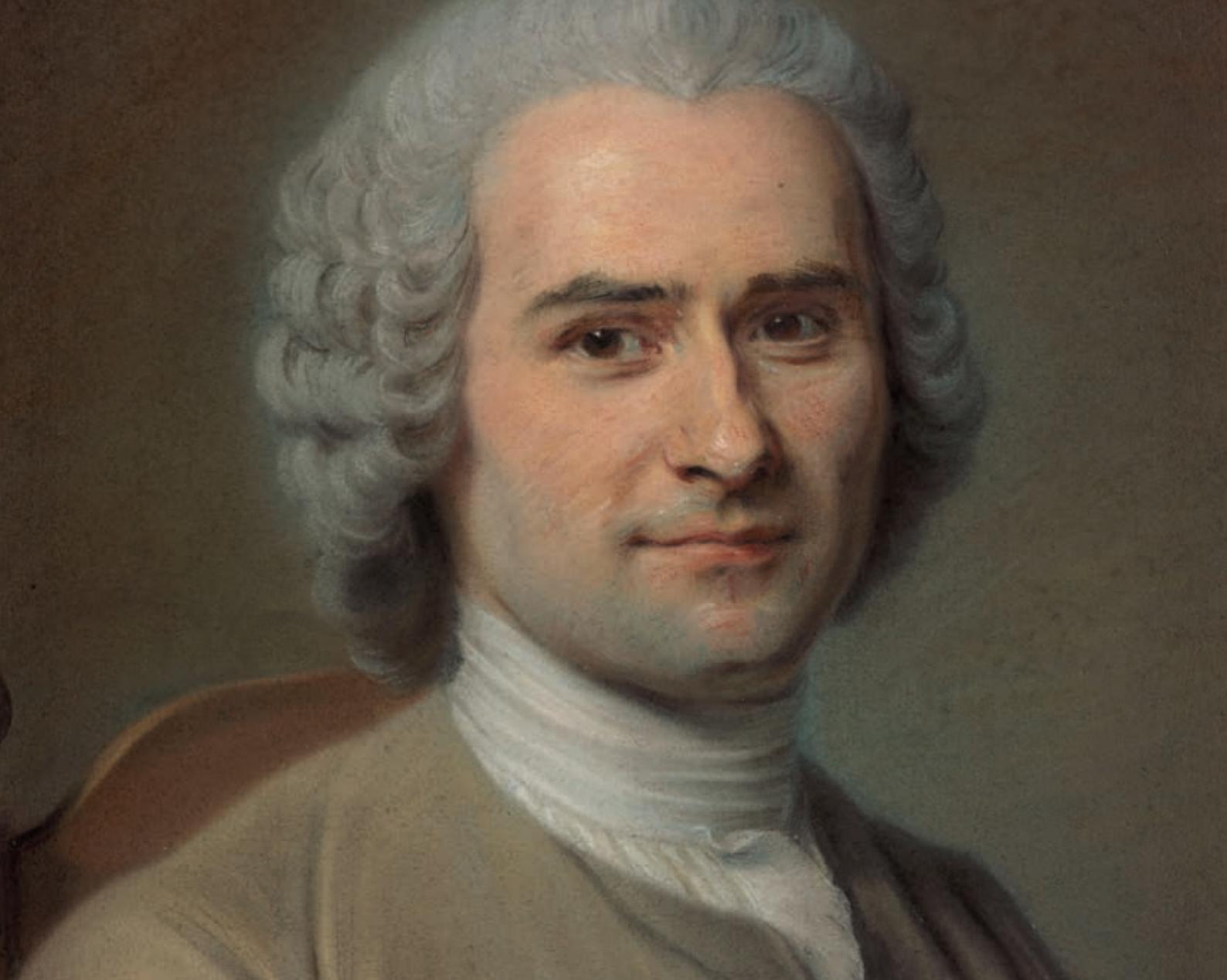
6 Philip Veerman, *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood* (Martinus Nijhoff, 1992).

4 Bas Heijne, "Schaf geschiedenis niet af," NRC, 21 May 2016, <https://www.nrc.nl/nieuws/2016/05/21/schaf-geschiedenis-niet-af-1619496-a377750>.

5 Willem Koops, "Het kind als de spiegel der beschaving," *Studium Generale Magazine* 2 (2013): 26-28.

6 Philip Veerman, *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood* (Martinus Nijhoff, 1992).

7 Philippe Ariès, *L'Enfant et la Vie Familiale sous l'Ancien Régime* (Plon, 1960).



Portrait de Johann Heinrich Pestalozzi - Portrait of Johann Heinrich Pestalozzi

© Cortesía del Museo de la Real Academia de Bellas Artes de San Fernando. Madrid

lescence », étaient considérés comme inva-
riables et intemporels. Mais au Moyen Âge
par exemple, le concept d'« enfant » n'exis-
tait pas⁷. Le livre d'Ariès déclencha une
véritable polémique autour de la question
suivante : est-ce que l'image que nous nous
faisons de la nature particulière des enfants
est restée constante au fil du temps ou est-
ce qu'Ariès a raison d'affirmer que l'image
de l'enfance a radicalement changé depuis
le Moyen Âge ? Dans mon ouvrage, j'arrive
à la conclusion que l'image de l'enfance a
bel et bien changée au XX^e siècle, comme

referred to as ‘the Ariès discussion’. This boils down to the question: is the image we have about the specific nature of children consistent across time, or is Ariès right to conclude that the image of childhood has changed radically since the Middle Ages? My book concludes that the image of childhood did change in the twentieth century, as illustrated by our shifting ideas on children’s rights: from perceiving the child as an object of rights, in need of protection, to perceiving the child as a subject of rights, whose opinion is voiced and asked for.

⁷ Philippe Ariès, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*, (Plon, 1960).

l’illustre le glissement de ce que nous considérons être les droits de l’enfant : de la perception de l’enfant comme objet de droits qui a besoin de protection à la perception de l’enfant comme un sujet de droits dont l’opinion est exprimée et sollicitée.

Dans une critique des thèses d’Ariès, John Tobin déclare que « la conception moderne de l’enfance que mettent en avant Ariès et ceux qui sont d’accord avec lui, est bien évidemment une conception occidentale. Elle s’applique aux sociétés développées du Nord globalisé »⁸. Tobin admet néanmoins que l’importance du travail d’Ariès « ne réside peut-être pas tant dans l’affirmation que le concept d’enfance est une invention moderne, que dans celle qu’il y a une conception de l’enfance spécifique à la modernité »⁹.

Cent ans plus tôt, en élaborant la Déclaration de Genève, Eglantyne Jebb et l’Union internationale de secours aux enfants réussirent à faire reconnaître les droits des enfants pour la première fois¹⁰. Je vais maintenant exposer pourquoi l’adoption de cette déclaration fut si importante, qu’elles en étaient les objectifs et quels types de droits ont été proclamés.

Eglantyne Jebb : contribuer à rendre ce monde meilleur

Née en 1876 dans l’Angleterre victorienne, Eglantyne Jebb était la quatrième d’une famille de sept enfants plutôt aisée, qui vivait dans le comté du Shropshire dans les West Midlands¹¹. Le père d’Eglantyne possé-

In a critique of Ariès’ approach, John Tobin⁸, a professor in human rights law, states that “the modern conception of childhood to which Ariès and those who follow him draw attention is of course a recognizably Western conception. It applies to the developed societies of the global North”. However, Tobin also admits that the importance of Ariès’ work “may lie not in the claim that the concept of childhood is a modern invention, but instead in the claim that there is a particular modern conception of childhood”⁹.

In drafting the Declaration of Geneva one hundred years ago, Eglantyne Jebb and the Save the Children International Union succeeded in putting children and their rights on the map for the first time¹⁰. I will now discuss why adopting this declaration was so important, what the goals might have been, and what kinds of rights were proclaimed.

Eglantyne Jebb: trying to make the world a better place

Born in Victorian England in 1876, Eglantyne Jebb¹¹ was the fourth of seven children in a rather wealthy family who lived in Shropshire, in the West Midlands. Eglantyne’s father owned an estate and had his children educated by governesses. One of these, who came from the Alsace, taught Eglantyne French and German. Eglantyne’s family was not conservative, because they believed in the education of women; in 1985, Eglantyne went to study at Lady Mar-

⁸ John Tobin, *The UN Convention on the Rights of the Child: A Commentary* (Oxford University Press, 2019), 34–37.

⁹ Tobin, *UN Convention on the Rights of the Child*, 36.

¹⁰ Joëlle Droux, « L’internationalisation de la protection de l’enfance : acteurs, concurrences et projets transnationaux (1900–1925) », *Critique Internationale* 3, n°52 (2011) : 17–33.

¹¹ Veerman, *Rights of the Child*. Cf. Chapitre 6 (« Eglantyne Jebb: The World is My Country ») et

8 John Tobin, *The UN Convention on the Rights of the Child: A Commentary* (Oxford University Press, 2019), 34–37.

9 Tobin, *UN Convention on the Rights of the Child*, 36.

¹⁰ Joëlle Droux, « L’internationalisation de la protection de l’enfance: acteurs, concurrences et projets transnationaux (1900–1925) », *Critique Internationale* 3, no. 52 (2011) : 17–33.

¹¹ Veerman, *Rights of the Child*. See: chap. 6, “Eglantyne Jebb: The World is My Country” and chap. 10, § 1, “The Declaration of Geneva”.

dait un domaine et avait confié l'éducation de ses enfants à des gouvernantes. L'une d'entre elles, qui était alsacienne, avait appris le français et l'allemand à Eglantyne. La famille n'était pas conservatrice ; elle avait foi dans l'éducation des femmes. En 1895, Eglantyne fut envoyée étudier à la Lady Margaret Hall, à Oxford. L'année suivante, elle intégra une école normale à Stockwell, un quartier du sud de Londres. Après la mort de son père en 1894, Eglantyne s'installa avec sa mère, qui habitait alors à Cambridge. Dans une biographie écrite dans les années 1960, Francesca Wilson décrit Eglantyne comme une rebelle¹². Elle entendait peut-être par là qu'Eglantyne avait choisi de ne pas se marier (contrairement à ce qu'on attendait des jeunes filles à cette époque) pour pouvoir contribuer à rendre le monde meilleur. J'y vois une ressemblance avec un autre pionnier des droits de l'enfant, Henryk Goldszmit, qui écrivait sous le nom de plume de Janusz Korczak. Celui-ci se souvenait s'être trouvé dans un parc de Londres, au cours d'un voyage depuis sa Pologne natale, lorsqu'il décida que plutôt que d'avoir des enfants, il choisirait « l'idée de servir l'enfant et ses droits »¹³. Les droits des enfants donnèrent à Jebb¹⁴ tout comme à Korczak¹⁵ un but dans l'existence. Tous les deux connurent régulièrement des épisodes de dépression. Mais leur attitude à l'égard des enfants différait toutefois. Korczak vécut heureux parmi eux dans un orphelinat juif de Varsovie de 1912 à 1942, jusqu'à ce que les Allemands les déportent au camp de concentration de Treblinka. Eglantyne

garet Hall à Oxford, et un an plus tard elle alla à une école de formation des enseignants à Stockwell, au sud de Londres. Après la mort de son père en 1894, Eglantyne搬到了与她的母亲一起居住在剑桥。一本写于1960年代的传记描绘她为一个叛逆者¹²。也许作者的意思是Eglantyne选择了不结婚（与当时的年轻女士相反）而是相反地想要帮助世界变得更美好。我注意到在另一本关于儿童权利先驱的传记中，Janusz Korczak（Dr Henryk Goldszmit的笔名）回忆起在伦敦公园（在一次来自他的祖国波兰的访问期间）时他决定“选择‘为孩子及其权利’”¹³。儿童权利给了Jebb¹⁴和Korczak¹⁵生活的目的。他们俩经常经历抑郁的感觉。就他们对孩子的感情而言，然而，他们有所不同。Korczak喜欢在华沙的一家犹太孤儿院中与孩子们一起生活，从1912年到1942年（当德国人将他和孩子们遣送到Treblinka集中营时），但Eglantyne Jebb“对权利的兴趣冷感，（...）缺乏对儿童的特别喜爱”¹⁶，这根据她的传记作者Clare Mulley，“似乎使Eglantyne成为一个不太可能的儿童权利倡导者”¹⁷。

Chapitre 10, §1 (« The Declaration of Geneva »).
 12 Francesca M. Wilson, *Rebel Daughter of a Country House: The Life of Eglantyne Jebb, Founder of The Save the Children Fund*, (George Allen and Unwin, 1967).
 13 Philip Veerman, « Janusz Korczak and the Rights of the Child », *Concern* 62 (1987) : 7–9.
 14 Clare Mulley, *The Woman Who Saved the Children: A Biography of Eglantyne Jebb*, (OneWorld, 2009).
 15 Philip Veerman, « In the Shadow of Janusz Korczak: The Story of Stefania Wilczynska », *The Melton Journal* 23 (Printemps 1990) : 8–9. Mme Stefa soutenait Korczak et veillait à ce que l'orphelinat fonctionne comme une montre suisse.

12 Francesca M. Wilson, *Rebel Daughter of a Country House: The Life of Eglantyne Jebb, Founder of The Save the Children Fund* (George Allen and Unwin, 1967).
 13 Philip Veerman, « Janusz Korczak and the Rights of the Child », *Concern* 62 (Spring 1987) : 7–9.
 14 Clare Mulley, *The Woman Who Saved the Children: A Biography of Eglantyne Jebb* (OneWorld, 2009).
 15 Philip Veerman, « In the Shadow of Janusz Korczak: The Story of Stefania Wilczynska », *The Melton Journal* 23 (Spring 1990) : 8–9. Ms Stefa supported Korczak and made sure the orphanage ran like a Swiss watch.
 16 Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 303.
 17 Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 303.

quant à elle, « avait un intérêt plutôt tiède pour les droits et [...] manquait singulièrement d'affection pour les enfants »¹⁶, ce qui, selon sa biographe Clare Mulley, « semble faire d'Eglantyne une improbable défenseure des droits des enfants »¹⁷.

Les sources disponibles dans les archives, me donnent l'impression que la famille d'Eglantyne, en particulier sa mère et l'une de ses sœurs, Dorothy Buxton, l'ont toujours soutenue dans ses activités et que Dorothy a eu une forte influence sur elle. La plupart des membres de la famille d'Eglantyne étaient connus pour leur engagement social. La mère d'Eglantyne avait sa propre organisation pour former les femmes pauvres aux métiers de l'artisanat. Sa sœur Louisa (« Lili ») Wilkinsaida le ministère britannique de l'Agriculture à créer la Women's Land Army, une organisation qui pendant la Première Guerre mondiale mobilisa des femmes aux champs pour remplacer les hommes qui avaient été enrôlés dans l'armée. Je ne pense pas par conséquent que la famille d'Eglantyne la considérait comme une « rebelle ». Mais au cas où elle le fut, à partir de 1919, elle ne resta pas sans cause, puisqu'elle embrassa celle des enfants.

En 1913, le Macedonian Relief Fund demanda à Eglantyne Jebb d'aller en mission d'observation dans les Balkans où elle fut « un témoin de premier plan de la détresse des réfugiés » qui vivaient dans une promiscuité extrême, « où les membres d'une même famille devaient se relayer pour dormir et où les enfants grelottaient dans le froid en attendant que des portions de soupe soient distribuées »¹⁸. Sa sœur Dorothy était féministe. Elle était membre de la Ligue interna-

The archive materials give me the impression that Eglantyne's family (especially her mother and one of her sisters, Dorothy Buxton) always supported her activities, and that Dorothy was a strong influence. Most of the members of Eglantyne's family were known for their strong commitment to public service and their strong social conscience. Eglantyne's mother used her own organisation to promote arts and crafts among women who were poor; and in 1919, during the First World War, Eglantyne's sister Louisa ("Lill") Wilkins was active in assisting the Board of Agriculture to set up the Women's Land Army, an organisation which, during the First World War, mobilised women in the fields to replace the men who had been drafted. I do not believe, therefore, that Eglantyne's family saw her as a 'rebel'. But even if she was rebellious, from 1919 she was certainly not a 'rebel without a cause'. That cause became the rights and welfare of children.

In 1913 the Macedonian Relief Fund asked Eglantyne Jebb to go on a fact-finding mission for them in the Balkans, where she "witnessed firsthand the plight of refugees" who were living in extremely crowded conditions, "where family members had to take turns to sleep and children would shiver in the cold waiting for portions of soup to be distributed"¹⁸. Her sister Dorothy was a feminist: she was a member of the Women's International League for Peace and Freedom, an internationalist movement to which many women belonged who had previously fought for women's right to vote¹⁹.

¹⁶ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 303.

¹⁷ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 303.

¹⁸ « Eglantyne Jebb – The Victorian Activist! », HistoryWorks, <http://www.creatingmycambridge.com/history-stories/eglantyne-jebb/>.

¹⁸ Eglantyne Jebb – The Victorian Activist! HistoryWorks, <http://www.creatingmycambridge.com/history-stories/eglantyne-jebb/>.

¹⁹ See: Linda Mahood, "Feminists, Politics and Children's Charity: The Formation of the Save the Children Fund," *Voluntary Action* 5, no. 1 (2002): 71–88. Dorothy (whose husband was the Liberal politician Charles Rodden Buxton, who switched to the Labour Party in 1917 and, like Dorothy, became a Quaker) was also involved in activities that aimed to get humanitarian aid to the Balkans.

tionale des femmes pour la paix et la liberté, un mouvement internationaliste dont de nombreuses adhérentes s'étaient déjà auparavant battues pour le droit de vote des femmes¹⁹. Dorothy devint socialiste et également pacifiste. Elle était plus extravertie et plus directe qu'Eglantyne. Frêle et de santé fragile, la force de cette dernière résidait plutôt « dans ses yeux bleus » qui sondait la conscience de ses interlocuteurs.

La Société des Nations voit le jour, le blocus alimentaire continue

Le 16 septembre 1918, lorsque les Autrichiens demandèrent des négociations de paix et les Bulgares un cessez-le-feu, les Alliés comprirent qu'ils étaient sur le point de remporter la Première guerre mondiale. Ils ne levèrent pas pour autant le blocus sur les denrées alimentaires qu'ils imposaient aux Empires centraux.

Cette pratique était héritée de la stratégie militaire qui consistait à assiéger une ville pour affamer ses habitants et les contraindre à se rendre. Le blocus continua même, après le 3 octobre 1918, quand l'Empereur Guillaume II prit la fuite pour les Pays-Bas et que le gouvernement allemand demanda l'armistice.

Herbert Hoover, futur président des États-Unis qui était alors le coordinateur pour l'assistance alimentaire en Europe, écrivit dans ses mémoires « que poursuivre le blocus alimentaire quatre mois après l'armistice était un péché contre la sagesse politique et l'humanité tout entière »²⁰.

She became a socialist and a pacifist, too. Compared with her sister Eglantyne, Dorothy was more extravert and outspoken. Eglantyne was frail and not always in good health; she was more of a ‘soft power’, appealing “with those blue eyes” to people’s conscience.

The League of Nations begins, the food blockade continues

On 16 September 1918, when the Austrians asked for peace negotiations and the Bulgarians requested a ceasefire, the Allies realised that they were on the verge of winning the First World War. They did not, however, lift the food blockade they had imposed on the Central Empires.

This practice stems from the old military strategy of placing a town under siege so that its citizens run out of food and surrender. Yet even after 3 October 1918, when the German Emperor Wilhelm II fled to the Netherlands and the new German government asked for an armistice, the food blockade continued.

Herbert Hoover (then the coordinator for food assistance in Europe), who later became president of the United States, wrote in his memoirs that “the continuation of the food blockade during the four months after the armistice was a sin against statesmanship and the whole of humanity”²⁰.

Hoover writes: “... I insisted that the war would not be won by the blockade on food for women and children, but by the blockade of military supplies and by military action.” According to Hoover, “child mor-

19 Cf. Linda Mahood, « Feminists, Politics and Children's Charity: The Formation of the Save the Children Fund », *Voluntary Action* 5, n° 1 (2002) : 71-88.

20 Herbert Hoover, *The Memoirs of Herbert Hoover. Years of Adventure. 1874-1920*, (MacMillan, 1952), 257. Cf. aussi : Dominique Marshall, « Children's Rights and Children's Action in International Relief and Domestic Welfare: The Work of Herbert Hoover Between 1914 and 1950 », *Journal of the History of Childhood and Youth* 1, no. 3 (2008): 351-388.

20 Herbert Hoover, *The Memoirs of Herbert Hoover, Years of Adventure 1874-1920* (MacMillan, 1952), 257. See also: Dominique Marshall, “Children's Rights and Children's Action in International Relief and Domestic Welfare: The Work of Herbert Hoover Between 1914 and 1950,” *Journal of the History of Childhood and Youth* 1, no. 3 (2008): 351-388.



La famille Buxton en 1912 - The Buxtons in 1912 © Courtesy of the Buxton family

Hoover écrit : « ...J'insistais sur le fait que la guerre ne serait pas gagnée par le blocus alimentaire imposé aux femmes et aux enfants, mais par un embargo sur les armes et des actions militaires ». D'après lui, « la mortalité infantile augmenta de 30% en Allemagne après la guerre, tandis qu'un tiers des enfants tombèrent malades en raison de la malnutrition »²¹. La conférence de la paix de Paris (1919-1920) déclara que lancer une guerre d'agression était un crime et que les États avaient donc pour mission de prévenir ce type de conflit. Une décision importante prise à la conférence de la paix de Paris fut d'accepter la proposition de créer la Société des Nations. Il fallut toutefois attendre un an avant que cette organisation, prédecesseuse des Nations Unies, ne tienne sa première réunion.

tality in Germany rose by 30% after the war, while one third of the children were ill owing to undernourishment”²¹. The Paris Peace Conference (1919–1920) declared that starting an aggressive war is a crime and therefore States have a duty to try to prevent it. An important decision made at the Paris Peace Conference was that of accepting the proposal to create the League of Nations. However, it still took a whole year for this predecessor of the United Nations to hold its first meeting.

The recognised founder of the Save the Children Fund: Eglantyne Jebb

Eglantyne Jebb was collecting and sharing critical information and – like her more po-

Youth 1, n° 3 (2008) : 351-388.

21 Hoover, *Memoirs*, 337.

21 Hoover, *Memoirs*, 337.

Reconnaissance d'Eglantyne Jebb comme fondatrice du Save the Children Fund

Eglantyne Jebb recueillait et partageait des renseignements importants et, à l'instar de sa sœur plus engagée politiquement et plus extravertie, elle rejoignit le Fight the Famine Council. Pour mettre fin au blocus et faire parvenir de l'aide alimentaire aux anciens ennemis, le comité utilisait des tactiques comme la sensibilisation, l'envoi de lettres, la publicité et le lobbying auprès des hommes politiques - les mêmes tactiques que celles utilisées aujourd'hui par les organisations non gouvernementales²².

Lord Parmoor (Charles Alfred Cripps), des députés du parti travailliste ainsi que des syndicalistes apportèrent leur soutien au Fight the Famine Council. Malgré cela, le gouvernement britannique ne changea pas de position.

Nouvelles tactiques

Pour attirer davantage l'attention, le Fight the Famine Council décida lors d'une réunion tenue le 15 avril 1919 de créer le Save the Children Fund. Cette initiative devait servir une cause politique plus large (tel était certainement l'avis de Dorothy, la sœur d'Eglantyne). Mais même limitée à la nécessité d'apporter un aide alimentaire aux enfants des ennemis d'hier, elle fit polémique. Les militants du Fight the Famine Council se firent remarquer lorsque Eglantyne Jebb distribua sur Trafalgar Square, à Londres, des tracts contenant le texte suivant : « Notre blocus a causé cela ! Dans toute l'Europe, des millions d'enfants meurent de faim. Nous sommes responsables. Écrivez à Lloyd George et dites que vous n'êtes pas d'accord. Levez le blocus partout ».

litically active and extraverted sister – she joined the Fight the Famine Council. In order to achieve the end of the naval blockade and let food supplies back in to former enemies, the council used tactics like awareness-raising, letter-writing, generating publicity and lobbying politicians – the same tactics used by human rights non-governmental organisations²² all the time today. In a boost for the Fight the Famine Council, it was joined by Lord Parmoor (Charles Alfred Cripps) along with members of parliament from the Labour Party and trade unionists.

Notwithstanding the council's lobbying, the British government did not change its position.

New tactics

To attract more attention, the council, in a meeting on 15 April 1919, decided to set up – as a new tactic – the Save the Children Fund. This served a wider political cause (certainly for Eglantyne's sister Dorothy), but even relief work feeding "(former) enemy children" was still controversial for many. The activists attracted attention when Eglantyne Jebb distributed handbills in London's famous Trafalgar Square with text reading: "Our blockade has caused this! All over Europe millions of children are starving to death. We are responsible. Write to Lloyd George and say you will not stand it. Raise the blockade everywhere."

Because Eglantyne Jebb had not shown the text to the censor before it was printed, she was fined five pounds for unpatriotic behaviour. She intended not to pay it, because refusing to pay would attract even more publicity. And this publicity helped by ensuring that the Save the Children Fund's

22 New Tactics in Human Rights, <https://www.newtactics.org>.

22 New Tactics in Human Rights, <https://www.newtactics.org>.

Eglantyne Jebb n'avait pas soumis ce texte à la censure avant son impression et écopa d'une amende de cinq livres pour comportement antipatriotique. Elle refusa de s'en acquitter pour attirer l'attention davantage encore. Cette publicité contribua à faire du premier meeting du Save the Children Fund au Royal Albert Hall un succès. Eglantyne Jebb y fit son entrée au bras de George Bernard Shaw. Interrogé sur les raisons pour lesquelles il soutenait cet événement antipatriotique, Shaw répondit : « Je n'ai pas d'ennemis de moins de sept ans »²³.

La « fondatrice oubliée » du Save the Children Fund : Dorothy Buxton

Cent ans après la naissance d'Eglantyne Jebb, une cérémonie fut organisée au siège du Comité international de la Croix-Rouge à Genève. Le président du Save the Children Fund, Lord Gore-Booth, y évoqua la mémoire de deux Anglaises exceptionnelles « qui firent tant pour soulager la souffrance humaine, Florence Nightingale et Eglantyne Jebb »²⁴. Cette dernière fut quasiment élevée au rang de sainte²⁵. Emily Baughan²⁶ et Juliano Fiori²⁷ ont eu le mérite d'avoir davantage mis en lumière Dorothy Buxton, la sœur d'Eglantyne Jebb, dont les mérites ont été sous-estimés dans les écrits de Francesca Wilson²⁸, Mulley²⁹, Waltraut

first public meeting, held at London's Royal Albert Hall, was well attended. Eglantyne Jebb entered the Royal Albert Hall arm in arm with the writer Bernard Shaw. Asked why he was supporting this unpatriotic event, Shaw answered, "I have no enemies under seven"²³.

The 'forgotten founder' of the Save the Children Fund: Dorothy Buxton

A hundred years after the birth of Eglantyne Jebb, a ceremony was held at the headquarters of the International Committee of the Red Cross in Geneva. The chair of the Save the Children Fund, Lord Gore-Booth, evoked the memory of two outstanding Englishwomen "who did so much to alleviate human suffering, Florence Nightingale and Eglantyne Jebb"²⁴. It appeared that Eglantyne Jebb was being given a saintlike status²⁵. Emily Baughan²⁶ and Juliano Fiori²⁷ deserve much credit for shining the spotlight on Eglantyne Jebb's sister, Dorothy Buxton. In what has been written on Eglantyne Jebb by Francesca Wilson²⁸, Mulley²⁹, Waltraut Kerber-Ganse³⁰ and Gillian Wilson³¹, in my own book (in the chapter³² on Eglantyne Jebb and in the part entitled

23 Gillian Wilson, « The White Flame », *World's Children* (septembre 1976): 6.

24 Jean-Georges Lossier, « Tribute to the memory of Eglantyne Jebb », *International Review of the Red Cross* (1976) : 543–551.

25 Depuis mars 2021, il existe un parc Eglantyne Jebb au cœur de Genève. Le 7 février 2024, ses ossements furent exhumés et solennellement enterrés au Cimetière des Rois à Genève, réservé aux dignitaires qui ont fait la notoriété de la ville. Des membres du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies prononcèrent des discours à l'occasion de la cérémonie.

26 Emily Baughan, *Saving the Children: Humanitarianism, Internationalism, and the Empire* (University of California Press, 2021).

27 Emily Baughan et Juliano Fiori, « Save the Children, the Humanitarian Project, and the Politics of Solidarity: Reviving Dorothy Buxton's Vision », *Disasters* 39, n° 2 (2015) : 129–145.

28 Wilson, *Rebel Daughter of a Country House*.

29 Mulley, *Woman who Saved the Children*.

23 Gillian Wilson, "The 'White Flame,'" *World's Children* (September 1976): 6.

24 Jean-Georges Lossier, "Tribute to the memory of Eglantyne Jebb," *International Review of the Red Cross* (1976): 543–551.

25 Since March 2021 there has been a Parc Eglantyne Jebb at the heart of Geneva. On 7 February 2024, her remains were reburied at the Cemetery of Kings in Geneva (preserved for dignitaries who promoted Geneva) at a ceremony where members of the UN Committee on the Rights of the Child spoke.

26 Emily Baughan, *Saving the Children: Humanitarianism, Internationalism, and the Empire* (University of California Press, 2021).

27 Emily Baughan and Juliano Fiori, "Save the Children, the Humanitarian Project, and the Politics of Solidarity: Reviving Dorothy Buxton's Vision," *Disasters* 39, no. 2 (2015): 129–145.

28 Wilson, *Rebel Daughter of a Country House*.

29 Mulley, *Woman who Saved the Children*.

30 Waltraut Kerber-Ganse, "Eglantyne Jebb – A Pioneer of the Convention on the Rights of the Child," *International Journal of Children's Rights* 23, no. 2 (2015): 272–282.

31 Wilson, "White Flame," 6.

32 Veerman, *Rights of the Child*, 87–92 and 155–159.

Kerber-Ganse³⁰ et Gilian Wilson³¹, ainsi que dans mon propre livre, dans le chapitre consacré à Eglantyne Jebb³². En lisant Baughan, on a l'impression qu'il n'y avait pas de rivalité entre les deux sœurs. Pourtant la jeune organisation qu'était le Save the Children Fund a délibérément changé de cap, se transformant d'un groupe de pression politique engagé, pour lequel l'aide aux enfants n'était qu'une tactique visant à atteindre ses véritables objectifs, à savoir des conditions de paix plus équitables, des liens plus étroits entre les nations et le libre-échange, en organisation humanitaire neutre dont l'unique objectif était d'aider les enfants.

Baughan pense que c'est Dorothy Buxton qui poussa sa sœur à distribuer les tracts sur Trafalgar Square, sachant pertinemment que cela entraînerait son arrestation, mais aussi que ce coup de publicité servirait la cause³³. Eglantyne paraissait bien moins « compromis » que Dorothy qui déjà connue en tant que féministe et socialiste. L'impression que Baughan a retiré de la lecture de nombreux documents d'archives, est que la sœur d'Eglantyne avait fait un choix stratégique pour montrer que faire un don pour la cause des enfants était un acte apolitique et n'avait rien d'antipatriotique. Le fait de se tenir en retrait et de pousser Eglantyne à prendre la direction du Save the Children Fund, illustré, selon Baughan, un tournant politique et une intention délibérée de dépolariser l'image de Save the Children auprès du public³⁴.

Une image nouvelle et apolitique

La nécessité d'une telle image apolitique

³⁰ Waltraut Kerber-Ganse, « Eglantyne Jebb – A Pioneer of the Convention on the Rights of the Child », *International Journal of Children's Rights* 23, n° 2 (2015) : 272–282.

³¹ Wilson, « White Flame », 6.

³² Veerman, *Rights of the Child*, 87–92 et 155–159.

³³ Petà Dunstan, *Campaigning for Life: A Biography of Dorothy Frances Buxton*, (Lutterworth, 2018).

³⁴ Baughan et Fiori, « Save the Children », 132.

Declarations and Conventions: Past and Present), the influence of Dorothy Buxton has indeed been underexposed. The impression one gets from reading Baughan is that there was no sibling rivalry between Eglantyne and Dorothy; rather, the young organisation took a deliberate change of course: from being a committed political pressure group (which helped children as a tactic for achieving its true aims, which were fairer conditions of peace, closer connections between nations, and free trade) towards being a neutral humanitarian organisation whose aim was solely to help children.

Baughan believes that it was Dorothy Buxton³³ who pushed her sister forward to distribute the leaflets on Trafalgar Square, knowing full well that this would lead to not only Eglantyne's arrest but also plenty of publicity for the good cause. Eglantyne was relatively “uncontaminated” (Dorothy was known to be a socialist and a feminist, more a part of the ‘hard core’ than the quieter Eglantyne). Baughan's impression (from reading many archive materials) is that Eglantyne's sister made a strategic choice to show that donating to the cause of children was a non-political act and that there was nothing unpatriotic about it. Stepping out of the limelight and pushing Eglantyne forward to lead the Save the Children Fund symbolised, according to Baughan, a switch in policy and “a conscious attempt to depoliticise the public image of Save the Children”³⁴.

A new, non-political image

The need for such a non-political image of the Save the Children Fund became clear in 1921, when the Save the Children Fund sent food to Soviet Russia in response to the famine there. The suspicious Soviets were

³³ Petà Dunstan, *Campaigning for Life: A Biography of Dorothy Frances Buxton* (Lutterworth, 2018).

³⁴ Baughan and Fiori, “Save the Children,” 132.

devint évidente en 1921, lorsque le Save the Children Fund achemina de la nourriture en Union Soviétique où sévissait une famine. Méfiants, les Soviétiques hésitèrent d'abord à accepter l'aide de cette organisation nouvellement créée. Mais le fait que Charles Roden Buxton³⁵, l'époux de Dorothy, avait fait partie d'une délégation du parti travailliste reçue en Russie³⁶, finit par convaincre les Soviétiques de faire confiance au Save the Children Fund. À la recherche de la bonne stratégie de relations publiques, le Save the Children Fund trouva dans ces années-là la « formule magique » pour lever des fonds en découvrant « le pouvoir de l'image d'enfants victimes de la faim »³⁷. Les photographies soulignaient l'innocence des enfants. De même, pour son logo, le Save the Children Fund choisit un nourrisson emmailloté, inspiré de l'un des fameux carreaux de céramique du sculpteur Andrea de la Robbia (1435-1525), visibles sur la façade de l'orphelinat pour les enfants trouvés de l'Ospedale degli Innocenti à Florence (qui abrite aujourd'hui l'Innocenti Research Center de l'UNICEF).

La Save the Children International Union

Save the Children fit son entrée officielle sur la scène des organisations non gouvernementales internationales le 6 janvier 1920. Le lancement eut lieu dans le grand salon du Palais de l'Athénée, où avait également été fondé le Comité International de la Croix Rouge. Le Save the Children Fund (d'Eglantyne et Dorothy) et le Comité international de secours aux enfants (de Berne) fondèrent ensemble l'Union internationale de secours aux enfants, « sous le

reluctant to accept relief from the newly formed Save the Children Fund. But the fact that Charles Roden Buxton³⁵, Dorothy's husband, had been part of a British Labour Party delegation to Russia³⁶ convinced the Soviets that the Save the Children Fund could be trusted. In its search for the right public relations strategy, the Save the Children Fund found in those years the 'magic formula' for fundraising and discovered "the visual power of images of child hunger victims"³⁷. These photographs underlined the innocence of children. Similarly, for its logo, the Save the Children Fund chose an infant in swaddling clothes, modelled after one of the famous ceramic glaze tiles by the sculptor Andrea de la Robbia (1435–1525) on the façade of the Orphanage for Foundlings, the Ospedale degli Innocenti, in Florence (now the UNICEF Innocenti Global Office of Research and Foresight).

The Save the Children International Union

Save the Children entered the arena as an international non-governmental organisation on 6 January 1920. It was launched in the Grand Salon of the Palais de l'Athénée (where the International Committee of the Red Cross was also founded). The Save the Children Fund (of Eglantyne and Dorothy) and the Comité International de Secours aux Enfants (in Bern) jointly founded the Save the Children International Union. This was done "under the patronage of the ICRC [International Committee of the Red Cross]"³⁸. Because one of the principles of the Committee is strict neutrality, it would

³⁵ Victoria Bunsen, *Charles Roden Buxton: A Memoir*, (George Allen & Unwin, 1948).

³⁶ Charles Roden Buxton, *In a Russian Village* (The Labour Publishing Company, 1922).

³⁷ Baughan and Fiori, « Save the Children », 133.

³⁵ Victoria Bunsen, *Charles Roden Buxton: A Memoir* (George Allen & Unwin, 1948).

³⁶ Charles Roden Buxton, *In a Russian Village* (The Labour Publishing Company, 1922).

³⁷ Baughan and Fiori, "Save the Children," 133.

³⁸ Lara Bolzman, "The Advent of Child Rights on the International Scene and the Role of the Save the Children International Union 1920–1945," *Refugee Survey Quarterly* 927, no. 4 (2009): 26–36.

patronage du CICR [Comité International de la Croix Rouge] »³⁸. Un des principes du Comité étant la stricte neutralité, il n'aurait jamais accepté le patronage de cette organisation si la neutralité n'avait pas été l'un des principes de travail de l'Union internationale de secours aux enfants. L'Union entendait « s'abstenir de toute action directe, mais centraliser et distribuer des fonds pour soulager en tous lieux la misère des enfants »³⁹. Un tel patronage est unique dans l'histoire du Comité International de la Croix Rouge.

Internationalisme

Eglantyne Jebb ne se contenta pas de créer cette organisation non gouvernementale nouvelle dans le but de coordonner les activités de secours à travers le monde, elle ajouta la protection de l'enfance au nombre de ses missions. Elle était par ailleurs convaincue que les enfants « favoriseraient la réconciliation entre les nations et promouvriraient un internationalisme d'un type nouveau – ce qu'elle appelait le "supranationalisme" »⁴⁰. Cette vision romantique du monde exprimait l'espoir que les enfants seraient un instrument de la paix. Eglantyne était également très à l'aise dans la communication avec les personnes que nous appellerions aujourd'hui des VIP. Ses efforts pour établir des relations avec des personnalités aussi influentes que le dirigeant libéral suisse Gustave Ador et le baron C. F. de Geer se révélèrent payants. Ador fut ministre du Conseil national Suisse de 1889 à 1917 et son président en 1901⁴¹. Il

never have agreed to patronise this international organisation if that neutrality had not also been one of the working principles of the Save the Children International Union. The Union intended to “abstain from all direct action, but centralise and distribute funds for relief of distress among children everywhere”³⁹. In the history of the International Committee of the Red Cross, this patronage is unique.

Internationalism

Eglantyne Jebb not only started this new international non-governmental organisation with the purpose of coordinating relief activities all over the world, but she also added child protection to its remit. And there was more: Eglantyne Jebb thought that children would “foster reconciliation between nations and promote a new kind of internationalism – what she called “supranationalism”⁴⁰. This romantic world view expresses the hope that children would be the instrument for peace. Eglantyne also felt very much at ease about communicating with the types of people we would now call VIPs. Her efforts to build relationships with such influential people as the Swiss Liberal politician Gustave Ador and Baron C. F. de Geer would pay off later on. Ador was a minister of the Swiss National Council from 1889 to 1917 (and was president of the Council in 1901)⁴¹, and he chaired the International Committee of the Red Cross from 1910 to 1928. Eglantyne Jebb asked most of these important people to become members of the Save the Children International Union's General Council, which met

³⁸ Lara Bolzman, « The Advent of Child Rights on the International Scene and the Role of the Save the Children International Union 1920–1945 », *Refugee Survey Quarterly* 927, n° 4 (2009) : 26–36.

³⁹ J'ai trouvé des informations sur le Comité international de secours aux enfants sur LONSEA.org (le moteur de recherches de la Société des Nations).

⁴⁰ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 274.

⁴¹ Shai M. Dromi, *Above the Fray: The Red Cross and the Making of the Humanitarian NGO Sector* (University of Chicago Press, 2020), 118–119. Ador avait été le président de la Confédération suisse en 1919.

³⁹ I found information about the Save the Children International Union on LONSEA.org (the League of Nations Search Engine).

⁴⁰ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 274.

⁴¹ Shai M. Dromi, *Above the Fray: The Red Cross and the Making of the Humanitarian NGO Sector* (University of Chicago Press, 2020), 118–119. Ador was president of Switzerland in 1919.



Une cuisine russe parrainée par le fonds suédois de Save the Children - A Russian kitchen sponsored by the Swedish Save the Children Fund © Save the Children

présida aussi le Comité International de la Croix Rouge de 1910 à 1928. Eglantyne Jebb demanda à la plupart de ces personnalités de devenir membres du Conseil général de l'Union internationale de secours aux enfants, qui se réunissait au moins une fois par an. Gustave Ador était sans doute la plus influente de ces personnalités, et il plaide fort pour que Genève joue un rôle central dans les organisations internationales. C'est grâce à son action que la Société des Nations, fondée en 1919, déménagea de Londres à Genève en 1920. Il y avait aussi une compétition avec les Belges, qui bataillaient dur pour faire de Bruxelles l'épicentre des activités de protection des enfants⁴². Dans un excellent article, Domi-

at least once a year. Gustave Ador was probably the most influential of these people, and he strongly advocated for Geneva to play a central role. He was the driving force who had successfully lobbied for the newly formed League of Nations (founded in 1919) to be moved from London to Geneva, which happened in 1920. There was also competition, with the Belgians lobbying hard to make Brussels the heart of international child protection activities⁴². An excellent article by Dominique Marshall⁴³ illustrates that there was no consensus among politicians on the new status of childhood; rather, it "was contested at every point". On top of that, attempts to create a Child Wel-

42 Dominique Marshall, « The Construction of Children as an Object of International Relations: The Declaration of Children's Rights and the Child Welfare Committee of the League of Nations, 1900–1924 », *The In-*

42 Dominique Marshall, « The Construction of Children as an Object of International Relations: The Declaration of Children's Rights and the Child Welfare Committee of the League of Nations, 1900–1924 », *The International Journal of Children's Rights* 7, no. 2 (1999): 103–147.

43 Marshall, "Construction of Children," 104.

nique Marshall montre qu'il n'y avait pas alors de consensus parmi les hommes politiques sur le nouveau statut de l'enfance, au contraire, « chaque point était contesté »⁴³. En outre, les tentatives de créer un comité de protection de l'enfance au sein de la Société des Nations échouèrent en raison des oppositions et des concurrences internes⁴⁴.

Entre-temps, Eglantyne Jebb et Dorothy Buxton étaient parvenues à inciter un groupe d'éminentes pacifistes et féministes suédoises à mettre sur pied un Save the Children Fund en Suède (Rädda Barnen). Lindkvist, qui s'est penché sur l'histoire du Save the Children Fund suédois, écrit : « Ces femmes n'étaient pas sentimentales, ni "charitables" au sens classique du terme. Elles travaillaient pour aider les enfants miséreux [...] mais ne parlaient pas exclusivement de charité. D'emblée, elles ont parlé de droits, de solidarité, de devoirs sociaux, d'aide à l'autonomie »⁴⁵.

1923 : une année de crise

Le journaliste et historien néerlandais Frans Verhagen qui a écrit un livre sur l'année 1923, l'a décrite comme « l'année charnière [...] cinq ans après la "Grande Guerre", de nombreux pays ont pris un nouveau tournant. Nous pouvons dire que ce tournant eut des conséquences énormes sur le long terme »⁴⁶. Se référant à la situation en Allemagne, l'écrivain Volker Ullrich a décrit 1923 comme l'année qui a précédé « la

fare Committee of the League of Nations faced opposition and internal competition after the League of Nations was established in 1919⁴⁴.

In the meantime, Eglantyne Jebb and Dorothy Buxton had managed to inspire a group of prominent Swedish pacifists and feminists to set up a Save the Children in Sweden (Rädda Barnen). Lindkvist, who examined the history of the Save the Children Fund's Swedish counterpart, writes: “These women were not sentimental nor, in the usual sense of the word, *charitable ladies*. They worked to help destitute children [...] but they did not talk exclusively of charity. From the beginning, they spoke of rights, of solidarity, of social duties, of help to self-help”⁴⁵.

1923: a year of crisis

The Dutch journalist and historian Frans Verhagen⁴⁶, who wrote a book about the year 1923, describes that year as “the turning point year [...] five years after the 'Great War' developments in many countries took a new turn. We can speak of a turning point which had enormous consequences in the long term.” In the context of Germany, the German writer Volker Ullrich describes 1923 as being the year before “the fall into the abyss”⁴⁷.

On 11 January 1923, French and Belgian troops marched into Germany to occupy the Ruhr region. This was in response to Germany not making the reparation pay-

⁴³ International Journal of Children's Rights 7, n° 2 (1999) : 103–147.

⁴⁴ Marshall, « Construction of Children », 104.

⁴⁵ Marshall, « Construction of Children », 104. Cf. aussi : Joëlle Droux, « Children and Youth: A Central Cause in the Circulatory Mechanisms of the League of Nations (1919–1939) », *Prospects* 45, n° 1 (2015) : 63–76.

⁴⁶ Linde Lindkvist, « Rights for the World's Children: Rädda Barnen and the Making of the UN Convention on the Rights of the Child », *Nordic Journal of Human Rights* 36, n° 3 (2018) : 287–303.

⁴⁷ Frans Verhagen, *1923 het jaar van de omslag* (Boom uitgeverij, 2022).

⁴⁴ Marshall, “Construction of Children,” 104. See also: Joëlle Droux, “Children and Youth: A Central Cause in the Circulatory Mechanisms of the League of Nations (1919–1939)”, *Prospects* 45, no. 1 (2015): 63–76.

⁴⁵ Linde Lindkvist, “Rights for the World's Children: Rädda Barnen and the Making of the UN Convention on the Rights of the Child,” *Nordic Journal of Human Rights* 36, no. 3 (2018): 287–303.

⁴⁶ Frans Verhagen, *1923 het jaar van de omslag* (Boom uitgeverij, 2022).

⁴⁷ Voker Ullrich, *Deutschland 1923: Das Jahr Am Abgrund* (C.H. Beck, 2023).

chute dans l'abîme »⁴⁷.

Le 11 janvier 1923, les troupes françaises et belges occupèrent la Ruhr pour obliger l'Allemagne à payer les réparations qui lui avaient été imposées par le traité de Versailles, après la Première Guerre mondiale⁴⁸. L'Union internationale de secours aux enfants étant (selon Bolzman⁴⁹) née du souhait de ses fondateurs de parvenir à « la pacification et l'unification des nations », son assemblée générale se réunit le 23 février 1923, au beau milieu de la crise.

L'idée d'une déclaration

Eglantyne Jebb et l'Union internationale de secours aux enfants n'étaient pas les seules à avoir eu l'idée d'une déclaration des droits de l'enfant. Dans mon livre *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood*⁵⁰, je cite la plupart des déclarations antérieures susceptibles d'avoir inspiré Jebb. Il se peut que Dorothy Baxton et son époux, qui s'étaient rendus en Russie, aient eu connaissance de la déclaration des droits de l'enfant, présentée quatre mois après la révolution d'Octobre à l'occasion de la première conférence des organisations pour l'éveil culturel, tenue à Moscou du 23 au 28 février 1918. Le texte original émanait de l'Association pour l'éducation libre et avait été dévoilé au congrès Prolet'cult. Malheureusement, le Parti communiste se montra très vite extrêmement méfiant envers de telles initiatives.

Une autre déclaration avait été adoptée par la conférence conjointe de l'Internationale des jeunes travailleurs et de l'Internatio-

ments which, after the First World War, it was obliged to do under the Treaty of Versailles⁴⁸. Given that the Save the Children International Union was (according to Bolzman⁴⁹) the outcome of its founders' desire for “the pacification and unification of nations”, the organisation's General Assembly convened in the midst of this crisis, on 23 February 1923.

The idea of a declaration

The idea of a declaration of children's rights was not unique to Eglantyne Jebb and the Save the Children International Union. In my book *The Rights of the Child and the Changing Image of Childhood*⁵⁰ I describe most of the earlier declarations that might have inspired Jebb. For example, Dorothy Buxton and her husband (who had been in Russia) might have known about the Declaration of the Rights of the Child that was presented four months after the October Revolution at the first conference of the Organisations for Cultural Enlightenment, which was held in Moscow from 23 to 28 February 1918. The original draft came from the Association for Free Education for the Prolet'cult Congress. Sadly, the Communist Party soon became very suspicious about such initiatives.

Another declaration was adopted by the joint conference of Young Workers' International and the International Union of Socialist Youth, which was held in Salzburg on 21 August 1922. This declaration was called the Programme of Immediate Demands, but it was often referred to as the Declaration of the Rights of the Adolescent. The two organisations drafted “a minimum pro-

47 Voker Ullrich, *Deutschland 1923. Das Jahr Am Abgrund* (C.H. Beck, 2023).

48 Conan Fischer, *The Ruhr Crisis, 1923–1924* (Oxford University Press, 2003).

49 Bolzman, « Advent of Child Rights », 26–36.

50 Veerman, *Rights of the Child*, 281, 435–437, 318–319, 438, 325–328 et 439–443.

48 Conan Fischer, *The Ruhr Crisis, 1923–1924* (Oxford University Press, 2003).

49 Bolzman, “Advent of Child Rights,” 26–36.

50 Veerman, *Rights of the Child*, 281, 435–437, 318–319, 438, 325–328, and 439–443.

nale de l'union des jeunes socialistes, qui s'était tenue à Salzbourg le 21 août 1922. Cette déclaration s'intitule Programme de revendications immédiates, mais elle est souvent appelée Déclaration des droits de l'adolescent. Les deux organisations élaborèrent « un programme minimal pour la protection de la jeunesse ». Eglantyne Jebb connaissait cette déclaration : George Werner⁵¹, qui avait été le président de l'Union internationale de secours aux enfants de 1921 à 1923 et son vice-président de 1923 à 1929, l'aida en 1924 avec Etienne Clouzot à donner à la Déclaration de Genève « sa forme finale ».

Le Conseil International des Femmes était un organisme-cadre pour les mouvements féministes. Eglantyne Jebb était en contact régulier avec l'une de ses dirigeantes, l'écosaise Ishbel Hamilton-Gordon, marquise d'Aberdeen et de Temair – présidente du Comité de 1893 à 1936. À la conférence du Comité International des Femmes tenue en Norvège en 1920, les Conseils des Femmes d'Italie et des États-Unis présentèrent des résolutions demandant au Comité d'élaborer une charte de l'enfant. Un comité fut désigné pour élaborer un projet et en 1922 ses membres se réunirent à La Haye. Les résultats de leurs travaux furent présentés à l'exécutif du Conseil International des Femmes et aux conseils nationaux. La charte était un document volumineux : elle comprenait sept sections, divisées chacune en un nombre substantiel de paragraphes. Le premier paragraphe s'ouvrait sur cette phrase forte : « Cette charte repose sur le principe que chaque enfant naît avec le

gramme for the protection of youth". Eglantyne Jebb knew about this declaration: George Werner⁵¹, who had been president of the Save the Children International Union from 1921 to 1923 and its vice-president from 1923 to 1929, helped her (together with Etienne Clouzot) to put the Declaration of Geneva "in its final form".

The International Council of Women was an umbrella organisation for women's movements. Eglantyne Jebb was regularly in touch with its powerful Scottish member, Ishbel Hamilton-Gordon, Marchioness of Aberdeen and Temair, who was the Council's president – a post she held between 1893 and 1936. At the International Council of Women's conference in Norway in 1920, the women's councils of Italy and the United States submitted resolutions requesting the Council draft a children's charter. A committee was appointed to write a draft, and in 1922 they met in The Hague. The results were presented to the executive of the International Council and the national councils. The charter was not a short document: it consisted of seven sections, each divided into a substantial number of paragraphs. The first principle opens with the powerful sentence: "This Charter is based on the principle that every child is born with the inalienable right to have the opportunity of full physical, mental and spiritual development"⁵².

Eglantyne Jebb thought that this children's charter was too detailed and felt that it "resembled a list of standard minimum rules, rather than a declaration of funda-

⁵¹ Georges Werner, « Remise de la "Déclaration de Genève" au Conseil d'Etat de Genève pour les Archives », *Revue Internationale de la Croix-Rouge* 6, n° 63 (1924) : 155–156. J'ai trouvé les informations concernant Georges Werner et la *Save the Children International Union* sur LONSEA.org (le moteur de recherches de la Société des Nations). Selon Andrée Morier, « The Declaration of the Rights of the Child », *International Review of the Red Cross* 26 (1963) : 227–233 (la citation provient de la page 229).

⁵² Georges Werner, "Remise de la 'Déclaration de Genève' au Conseil d'Etat de Genève pour les Archives," *Revue Internationale de la Croix-Rouge* 6, no. 63 (1924): 155–156. I found information on Georges Werner and the Save the Children International Union on LONSEA.org (the League of Nations Search Engine). According to Andrée Morier, "The Declaration of the Rights of the Child," *International Review of the Red Cross* 26 (1963): 229.

⁵² Veerman, *Rights of the Child*, 439–443.

droit inaliénable d'avoir l'opportunité de se développer pleinement sur le plan physique, mental et spirituel »⁵².

Eglantyne Jebb pensait que cette Charte de l'Enfant était trop détaillée et estimait qu'elle ressemblait à « une liste de règles standard minimum » plutôt qu'à une « déclaration de principes fondamentaux »⁵³. Cependant, à mon avis, la première phrase de la Charte de l'Enfant du Conseil International des Femmes est davantage rédigée dans le langage des droits que ne l'est la Déclaration de Genève, sur laquelle nous allons désormais nous pencher.

Le mythe et la réalité

Dès leur création, le Save the Children Fund et l'Union internationale de secours aux enfants se sont illustrés dans le domaine des relations publiques et de la construction de mythes. Un des mythes fondateurs est l'histoire suivante : Eglantyne aimait se rendre au Mont Salève, un sommet de neuf-cent mètres situé en France, mais non loin de Genève, d'où l'on a une vue magnifique sur le lac, les montagnes du Jura et même, par temps clair, sur le Mont Blanc. Elle avait déclaré à des amis anglais qu'elle souhaitait que l'Union publie une déclaration, facile à traduire et à comprendre⁵⁴. A son arrivée à Genève en 1922, Eglantyne entraîna Etienne Clouzot, le secrétaire général, loin de son bureau, dans un petit restaurant au sommet du Mont Salève où elle lui fit part de ses projets. Clouzot fut convaincu et ils se mirent immédiatement à ébaucher un projet. Je ne doute pas qu'il y a de nombreux endroits bucoliques dans les environs de Genève, mais même s'il s'avérait qu'Eglantyne Jebb a organisé une rencontre

mental principles»⁵³. However, in my view, the opening sentence of the International Council of Women's children's charter is written more in the language of rights than is the Declaration of Geneva, on which we will shine the spotlight now.

The myth and the reality

Since their early days, the Save the Children Fund and the Save the Children International Union had been accomplished at public relations and myth-building. As one myth has it, Eglantyne liked to go to Mount Salève, a 900-metre high mountain near Geneva but on French soil, from where there is a magnificent view of the lake, the Jura mountains and, when the weather is clear, even the Mont Blanc. She had told friends in England that she wanted the Union to issue a short declaration that would be easy to translate and easy to understand⁵⁴. When Eglantyne arrived in Geneva in 1922, she whisked Etienne Clouzot (the secretary-general) away from his office and into a quiet restaurant at the top of Mount Salève, where she disclosed her plans. Clouzot was convinced, and they immediately began work on a draft. I am sure that there are many inspiring places they could have gone to at Lac Léman in Geneva, but if indeed it is true that Eglantyne Jebb had to hold a meeting on Mount Salève to draft the Declaration of Geneva then this reveals a narcissistic personality trait: the similarities bring to mind the biblical story of Moses, who departed to the mountain and stayed there for 40 days and nights in order to receive the Ten Commandments.

The myth remains a beautiful story. Yet in reality, an earlier draft of the Declaration of Geneva appeared in the Save the Children

52 Philip Veerman, *Rights of the Child*, 439–443.

53 « How the Declaration Was Born », *International Child Welfare Review* 7 (1970) : 40.

54 « How the Declaration », 40.

53 “How the Declaration Was Born,” *International Child Welfare Review*, no. 7 (1970): 40.

54 “How the Declaration,” 40.

au Mont Salève pour esquisser la Déclaration de Genève, cela ne ferait que révéler un trait narcissique de sa personnalité. Cet épisode fait penser au récit biblique de Moïse se retirant sur le mont Sinaï pendant quarante jours et quarante nuits pour y recevoir les Dix Commandements.

L'histoire est belle. Mais en réalité, une première ébauche de la Déclaration de Genève parut dans le Bulletin de l'Union internationale de secours aux enfants le 30 octobre 1922. Mulley écrit qu'Eglantyne Jebb avait proposé que l'Union adopte « un document définissant les devoirs des adultes envers les enfants que chaque pays devrait adopter soit par le biais d'une action de l'État, soit par une initiative privée »⁵⁵. En outre Moody, citant les archives de l'Union, souligne qu'à l'automne 1922, un processus de consultation avait eu lieu pour élaborer une introduction au texte de la Charte de l'Enfant⁵⁶. Jebb écrit : « Si nous voulons [...] continuer à travailler dans l'intérêt des enfants [...] la seule façon de le faire semble être d'évoquer un effort de coopération des nations pour protéger leurs propres enfants suivant une ligne constructive plutôt que charitable. Je crois que nous devrions revendiquer certains droits pour les enfants et travailler à leur reconnaissance universelle⁵⁷. »

Le processus de consultation déboucha sur plusieurs ébauches d'« une sorte de Déclaration des droits de l'enfant »⁵⁸. Une version en particulier commença à circuler, elle comportait sept points. Jebb avait du mal à obtenir des retours sur ce texte et trouvait cela parfois frustrant. La marquise d'Aberdeen et de Temair, qui était aussi membre du conseil de l'Union, pro-

International Union bulletin on 30 October 1922. Mulley writes that Eglantyne Jebb had proposed that the Union adopt “a document defining the duties of adults towards children, which each country should recognise either by means of State intervention or by private action”⁵⁵. Furthermore, Moody⁵⁶, quoting from the Union's archives, states that in autumn 1922 a consultation process had taken place to arrange input into the text of a children's charter. Justifying the need for a conclusion, Jebb wrote: “If we wish [...] to go on working for children [...] the only way to do it seems to be to evoke a cooperative effort of the nations to safeguard their own children on constructive rather than charitable lines. I believe that we should claim certain rights for children and labour for their universal recognition”⁵⁷.

The consultation process led to several drafts of “some sort of Declaration on the Rights of the Child”⁵⁸. A dominant version that circulated was a declaration that contained seven points. Receiving feedback on this was not easy for Jebb, and she sometimes found it very frustrating. Ishbel Hamilton-Gordon, the Marchioness of Aberdeen (who was also a member of the Union's Council), proposed that the International Council of Women's children's charter should replace the Union's charter⁵⁹. According to Mulley, Lady Aberdeen disapproved of the shorter Union charter. All this consulting gave Jebb the feeling that she was having to make too many compromises. According to Mulley, by January 1923, when she presented *A Children's Charter, A Declaration of the Rights of Childhood*, Jebb felt that the original set of prin-

⁵⁵ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 305.

⁵⁶ Zoe Moody, *Les Droits de l'Enfant. Genèse, institutionnalisation et diffusion (1924-1989)*, (Éditions Alphil-Presses universitaires Suisses, 2016), 109-110.

⁵⁷ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 109, 110.

⁵⁸ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 109, 110.

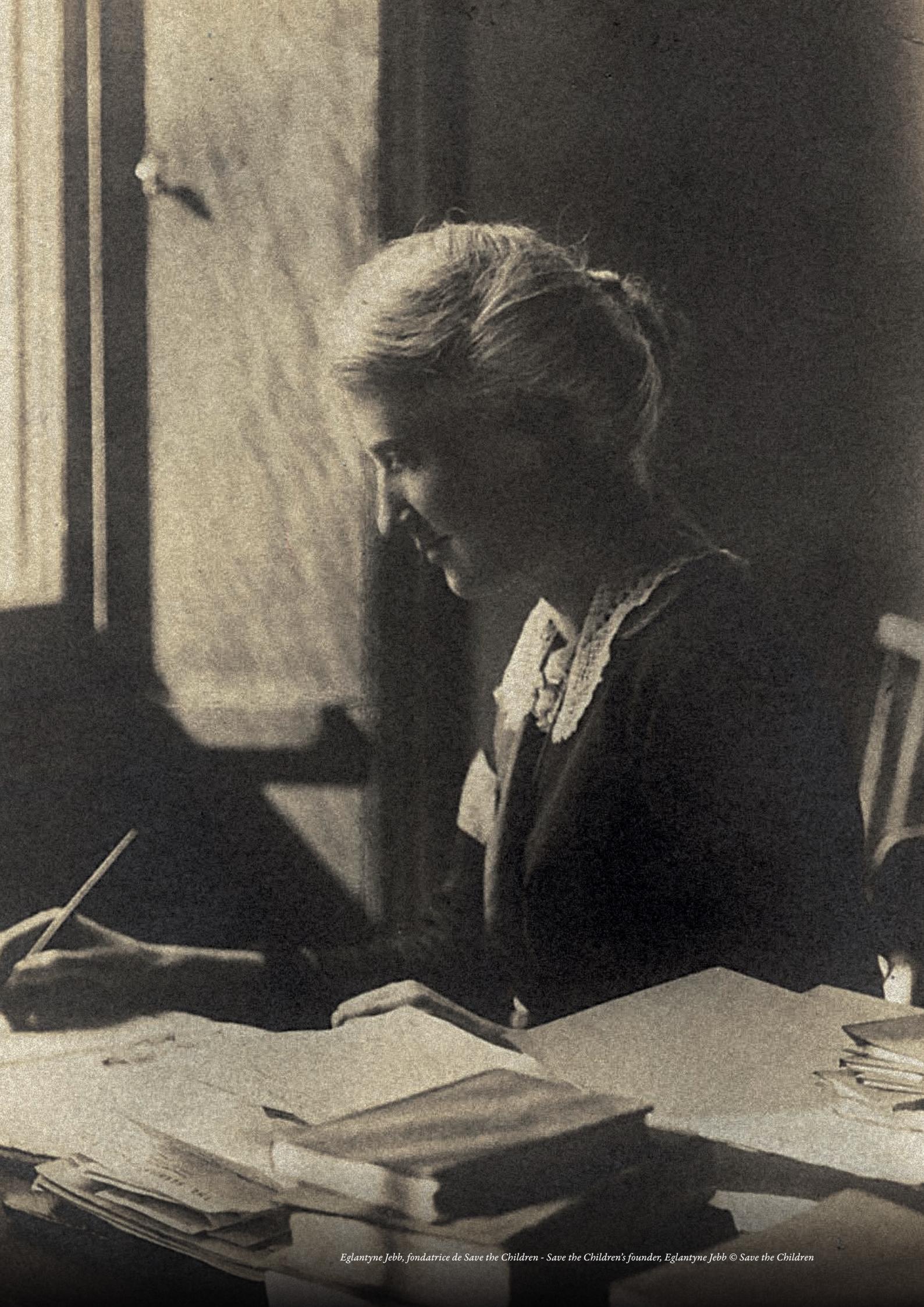
⁵⁹ Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 305.

⁶⁰ Zoe Moody, *Les Droits de l'Enfant. Genèse, institutionnalisation et diffusion (1924-1989)*, (Éditions Alphil-Presses universitaires Suisses, 2016), 109, 110.

⁵⁷ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 109, 110.

⁵⁸ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 109, 110.

⁵⁹ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 109, 110.



Eglantyne Jebb, fondatrice de Save the Children - Save the Children's founder, Eglantyne Jebb © Save the Children

posa que la charte du Conseil International des Femmes remplace celle de l'Union⁵⁹. D'après Mulley, Lady Aberdeen désaprouvait la charte de l'Union qui était plus courte. Toutes ces consultations donnèrent à Jebb l'impression qu'elle devait faire trop de concessions. D'après Mulley, quand Jebb présenta A Children's Charter. A Declaration of the Rights of Childhood en janvier 1923, elle eut le sentiment que les articles originaux avaient été trop édulcorés et lui préféra la Charte de l'Enfant de Lady Aberdeen⁶⁰. Lorsque Jebb se vit proposer de présenter le projet de déclaration devant l'assemblée de l'Union internationale de secours aux enfants pour approbation, elle saisit sa chance et révisa le document avec l'aide de son allié Etienne Clouzot (qui comme mentionné plus haut fut secrétaire général de l'Union de 1921 à 1929) ainsi que celle de Georges Werner⁶¹. Elle fit ensuite traduire leur texte en français⁶². Selon Mulley, après maintes consultations, la déclaration fut « finalement approuvée » à la 4e assemblée générale de l'Union, le 17 mai 1923⁶³. La version française de la Déclaration de Genève fut adoptée par l'Union en février 1923. Il est donc correct de dire que la Déclaration de Genève a d'abord été adoptée par l'assemblée générale de l'Union et que la Société des Nations lui a emboîté le pas en 1924⁶⁴. Une affiche belge mentionne les deux dates : le 23 février 1923 pour l'adoption de la déclaration par l'assemblée générale de l'Union internationale de secours aux enfants et le 17 mai 1923 pour son adoption par le Comité exécutif de l'Union. Un événement fut organisé le

ples had been watered down too much and preferred Lady Aberdeen's children's charter⁶⁰. When it was proposed that Jebb take the draft of the declaration to the Save the Children International Union's meeting for approval, she took her chances and revised the document with her confidant Étienne Clouzot (who, as mentioned earlier, was secretary-general of the Union from 1921 to 1929) and Georges Werner⁶¹, and had it translated into French⁶². According to Mulley⁶³, after many consultations, the declaration was "finally approved" by the Fourth General Council of the Union on 17 May 1923. The French copy of the Declaration of Geneva was adopted and approved by the Union in February 1923. Therefore, it is correct to state that the Declaration of Geneva was first adopted by the Union's General Council and that the League of Nations adopted this text too in 1924⁶⁴. A Belgian poster mentions both dates: on 23 February 1923 it was adopted by the Save the Children International Union's General Council, and on 17 May 1923 it was adopted by the Union's Executive Committee.

The Save the Children International Union organised an event on 28 February 1924 at which prominent figures in the Union signed the French version of the document.

Eglantyne Jebb proposed the title 'Declaration of Geneva' (certainly pleasing Gustave Ador and others who were lobbying for the recognition of the 'spirit of Geneva' and promoting Geneva as the 'city of international organisations'). There was probably

59 Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 109, 110.

60 Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 306.

61 Morier, « Declaration of the Rights of the Child », 229.

62 Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 111. Moody indique que le comité éditorial était composé de Werner (professeur de droit à l'Université de Genève), Clouzot (directeur de la *Revue Internationale de la Croix-Rouge*) et William Andrew MacKenzie (trésorier de la CISE). Eglantyne Jebb en était la présidente.

63 Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 306.

64 Philip Veerman, « Le jour où les enfants sont devenus sujets », *Le Temps*, 29 octobre 2012.

60 Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 306.

61 Morier, "Declaration of the Rights of the Child," 229.

62 Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 111. Moody states that the appointed editorial committee consisted of Werner (a law professor at the University of Geneva), Clouzot (director of the *International Review of the Red Cross*) and William Andrew MacKenzie (treasurer of the ISCU), with Eglantyne Jebb as the chair.

63 Mulley, *Woman Who Saved the Children*, 306.

64 Philip Veerman, "Le jour où les enfants sont devenus sujets," *Le Temps*, 29 October 2012.

28 février 1924 pour marquer la signature de la version française du document par des personnalités importantes de l'Union.

Eglantyne Jebb proposa de nommer le document « Déclaration de Genève », ce qui plut assurément à Gustave Ador et à tous ceux qui œuvraient pour « l'esprit de Genève » et pour la promotion de la ville au rang de « cité des organisations internationales ». Il y avait sans doute aussi une autre raison de nommer le texte « Déclaration de Genève » : cela lui conférait une certaine neutralité et je ne fais pas ici allusion à la neutralité suisse. Des membres du Save the Children Fund s'étaient opposé à l'intitulé « Déclaration des droits de l'enfant », trouvant qu'il y était trop question de droits. Le terme « Déclaration » était aussi moins fort – et donc plus acceptable – que celui de « Charte ».

Toutefois, lorsque la déclaration fut adoptée par la Société des Nations, le président de l'Assemblée, Giuseppe Motta, déclara : « L'approbation de la déclaration par l'Assemblée en fait, pour ainsi dire, la Charte des enfants de la Société »⁶⁵. Étant donné que de nombreux membres du Conseil général de l'Union avaient des liens avec le Comité International de la Croix Rouge, il n'est pas non plus inutile de souligner qu'ils devaient apprécier l'association qui pouvait être faite avec les Conventions de Genève. Moody explique que Jebb avait d'ailleurs envisagé d'ajouter la Déclaration de Genève aux Conventions de Genève⁶⁶. Mais l'idée fut abandonnée car jugée irréalistique.

Faire connaître la Déclaration de Genève

L'article 42 de la Convention internationale

also another reason for naming it the Declaration of Geneva: it gave the declaration a neutral title, and I am not referring to the Swiss neutrality here. There were members of the Save the Children Fund who had opposed the title *Charter of the Rights of the Child* on the basis of there being too much talk of rights. The word *declaration* was also less strong – and therefore more acceptable – than the word *charter*.

However, when the Declaration was adopted in the League of Nations, the President of the Assembly, Giuseppe Motta, stated: “The Assembly’s approval of the Declaration, makes it, so to speak, the Children’s Charter of the League”⁶⁵. And with so many members of the Union’s General Council having connections with the International Committee of the Red Cross, it should be pointed out that they liked the association that people might have with the (Red Cross) Geneva Conventions. Moody⁶⁶ explains that Jebb had played with the idea that the Declaration of Geneva could be added to the Geneva Conventions, but the idea was abandoned as being unrealistic.

Making the Declaration of Geneva known

Under Article 42 of the United Nations Convention on the Rights of the Child, adopted by the UN General Assembly in 1989, “States Parties undertake to make the principles and provisions of the Convention widely known, by appropriate and active means, to adults and children alike.”

Although the Declaration of Geneva did not contain such a principle, the Save the Children International Union, great

⁶⁵ Cité par Geraldine van Bueren dans *The International Law on the Rights of the Child* (Kluwer Academic Publishers/Martinus Nijhoff, 1995), 7.

⁶⁶ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 112.

⁶⁵ As quoted by Geraldine van Bueren in *The International Law on the Rights of the Child* (Kluwer Academic Publishers/Martinus Nijhoff, 1995), 7.

⁶⁶ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 112.

des droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1989, stipule que « Les États parties s'engagent à faire largement connaître les principes et les dispositions de la présente Convention, par des moyens actifs et appropriés, aux adultes comme aux enfants ».

Même si la Déclaration de Genève ne contenait pas de telle recommandation, l'Union internationale de secours aux enfants qui excellait dans la communication, lança immédiatement une campagne de relations publiques. J'ai déjà mentionné que le 28 février 1924, des signatures furent ajoutées à la déclaration à l'occasion d'une cérémonie solennelle au Musée d'art et d'histoire de Genève. De nombreux diplomates et représentants d'organismes internationaux étaient présents et un exemplaire de la Déclaration de Genève fut signé par les membres de l'Union internationale de secours aux enfants. L'événement fit grand bruit et de nombreux journaux à travers le monde en parlèrent.

L'une des histoires les plus émouvantes alors relayées est celle de Gustave Ador, le premier signataire de la déclaration au Musée d'art et d'histoire, lisant la Déclaration depuis la Tour Eiffel, le 21 novembre 1923, dans le cadre d'un programme radiophonique⁶⁷. J'ai tenté sans succès d'obtenir plus d'informations au sujet de cette émission auprès de Radio France⁶⁸. Mais alors même que je me demandais s'il ne s'agissait pas d'une légende, le Comité International de la Croix-Rouge m'a envoyé une photo montrant le baron de Geer aux côtés de Gustave Ador dans le studio, lors de l'enregistrement.

at public relations, immediately began a publicity campaign. I have already mentioned that on 28 February 1924, signatures were added to the declaration. This was done as part of an impressive ceremony in Geneva's Museum of Arts and History. In the presence of many diplomats and representatives from international organisations, a copy of the Declaration of Geneva was signed by members of the Save the Children International Union. It was an appealing story, and many newspapers around the world reported on the declaration.

One of the most heartwarming public relations stories is that of Gustave Ador (the first person to sign the declaration in the Museum of Arts and History) reading⁶⁷ the declaration for a radio programme broadcast from the Eiffel Tower on 21 November 1923. I attempted to get more information about this broadcast from Maison Radio France, but I was not successful⁶⁸. Just as I was beginning to think that it was 'fake news', however, the International Committee of the Red Cross sent me a photograph of the broadcast with Baron de Geer in the studio with Gustave Ador.

The biggest boost: adoption by the League of Nations

Dominique Marshall⁶⁹ states that "there was considerable ambivalence about the Declaration and its authors within the League of Nations". And there had been competing developments: in 1919 the International Labour Organization had adopted a convention fixing the minimum age for admitting children into industrial employment and a convention on night work performed

⁶⁷ Selon Georges Werner.

⁶⁸ Pierre Descaves, *Quand la radio s'appelait « Tour Eiffel »* (Table Ronde, 1963).

⁶⁷ According to Georges Werner.

⁶⁸ Pierre Descaves, *Quand La radio s'appelait "Tour Eiffel"* (Table Ronde, 1963).

⁶⁹ Marshall, "Construction of Children," 130.

La plus grande avancée : l'adoption par la Société des Nations

D'après Dominique Marshall « il y avait une grande incertitude autour de la Déclaration et de ses auteurs au sein de la Société des Nations »⁶⁹. Plusieurs projets concurrents étaient ébauchés au même moment. En 1919, l'Organisation internationale du Travail avait adopté une convention fixant l'âge minimum pour l'embauche des enfants dans l'industrie ainsi qu'une convention sur leurs conditions de travail de nuit. Marshall rapporte également que les membres du Secrétariat social de la ligue étaient au courant que le Conseil International des Femmes avait adopté une Charte de l'Enfant en 1920. L'Union internationale de secours aux enfants, toujours selon Marshall, « espérait tenir le premier rôle dans la rédaction d'un projet définitif qui pourrait être adopté par tous les pays »⁷⁰. « C'est semble-t-il l'accent mis sur un document rédigé en termes simples qui semble avoir donné l'avantage à la [déclaration de Jebb] dans cette compétition, [...] Soumettre la déclaration à la Société des Nations, était dans la droite ligne de l'une des stratégies de l'UISE [l'Union internationale de secours aux enfants] visant à conférer de la "légitimité" à sa charte⁷¹ ».

L'époux de Dorothy Buxton, Charles, était alors l'un des représentants de la Grande-Bretagne à la Société des Nations. Le fait que le Premier ministre britannique Ramsay MacDonald (à la tête d'un gouvernement travailliste minoritaire en 1924) était présent à Genève s'avéra tout aussi décisif. Les excellentes relations qu'Eglantyne Jebb entretenait avec Gustave Ador mais aussi avec l'ancien président de la Confédération suisse, Giuseppe Motta, qui en 1924 présidait la Société des Nations, se

by young people employed in industry. Marshall also reports that the members of the League of Nations' Social Secretariat were aware that the International Council of Women had adopted a children's charter in 1920. The Save the Children International Union "hoped", according to Marshall, "to take the main role in drafting of a definite project which could be adopted by all countries"⁷⁰. "What made [Jebb's declaration] more popular in the face of this competition seems to have been her emphasis on a simple document. [...] Submitting the Declaration to the League of Nations was a continuation of one of the SCIU's [Save the Children International Union's] strategy to give the charter 'validity'"⁷¹.

At the time, Dorothy Buxton's husband, Charles, was a representative of Great Britain at the League of Nations. Also helpful was the fact that Ramsay MacDonald (the British prime minister of a minority Labour government from 1924) was in power and present in Geneva. Now it paid off that Eglantyne Jebb had such excellent contacts with Gustave Ador and Giuseppe Motta (the Swiss politician who was president of the fifth assembly of the League of Nations in 1924). It was the former Swiss president Giuseppe Motta who brought the proposal (with the support of Ramsay MacDonald) to adopt the declaration to the Fifth Committee of the League of Nations (dealing with child welfare). Eglantyne and her associates played the lobby game well: by approaching Jorges Valdes Mendeville, the Chilean representative at the League of Nations, they ensured that the proposal came from a neutral person and obtained a unanimous vote in favour. "The Assembly endorses the declaration of the rights of the child, commonly known as the Declaration of Geneva and invites the State Members of

69 Marshall, « Construction of Children », 130.

70 Marshall, « Construction of Children », 131.

71 Marshall, « Construction of Children ».

70 Marshall, "Construction of Children," 131.

71 Marshall, "Construction of Children."

révèlèrent également payantes. C'est Motta qui, avec le soutien de Ramsay MacDonald, fit en sorte que la déclaration soit soumise à l'appréciation de la commission de la Société des Nations chargée de la protection de l'enfance. L'action coordonnée d'Eglantyne Jebb et de ses alliés s'avéra efficace : en approchant Jorges Valdes Mendiéville, le représentant chilien à la Société des Nations, ils s'assurèrent que la proposition émanait d'une personnalité neutre et la déclaration fut votée à l'unanimité. « L'Assemblée adopte la Déclaration des Droits de l'enfant, communément appelée Déclaration de Genève et invite les États membres de la Société des Nations à observer ses principes pour l'établissement du bien-être des enfants⁷². »

Cependant je ne voudrais pas donner l'impression qu'à Genève tout le monde partageait le même enthousiasme à l'égard de la Déclaration de Genève. Eglantyne Jebb était une lobbyiste douée, qui avait fait circuler le projet de texte dans trente-sept langues et qui carburait à la « vitamine R » - c'est-à-dire grâce à ses nombreuses relations. Marshall écrit que l'adoption rapide et unanime de la Déclaration de Genève « a été favorisée par la domination exercée par la Grande-Bretagne sur les différentes agences de la Ligue »⁷³. Marshall est d'avis que « l'adoption de la Déclaration des droits de l'enfant, en septembre 1924, était grandement due à l'influence britannique et à des considérations élitistes »⁷⁴ et ajoute plus loin : « En 1922 le Département social du Secrétariat avait tendance à rejeter l'UISE [l'Union internationale de secours aux enfants], considérée comme inefficace et inutile. Une fois que l'action d'urgence contre la famine était devenue moins pres-

the League to be guided by its principles in the work of child welfare»⁷².

However, I do not mean to give the impression that everybody in Geneva was equally enthusiastic about the efforts to get the Declaration of Geneva adopted. Eglantyne Jebb was a good lobbyist, having circulated the translations of the draft declaration in 37 languages, and she had a lot of 'vitamin R' (relationships). Marshall⁷³ writes that the "immediate circumstances" of the quick and universal endorsement of the Declaration of Geneva "were helped by the domination Britain exerted on the various agencies of the League". Marshall is of the opinion that efforts to come to the "the adoption of a Declaration of Children's Rights in September 1924 were heavily influenced by British and elitist considerations"⁷⁴. Marshall writes: "In 1922, members of the Social Section of the Secretariat tended to dismiss the SCIU [Save the Children International Union] as inefficient and useless. Once the emergency work of famine became less pressing, they thought that the organisation had become unfocused"⁷⁵. Marshall shows us that even the 'neutral' efforts by Eglantyne Jebb were seen as connected with British political interests, although this is now forgotten by some. The adoption by the League of Nations gave the Declaration of Geneva its significance – not the signing ceremony on 23 February 1923 or the proclamation broadcast from the Eiffel tower.

The content of the declaration

The preamble of the declaration states that "men and women of all nations recognise

⁷² Records of the Fifth Assembly, *League of Nations Official Journal* (1924), §23 ¶179. Cf. aussi : Resolution of the Assembly, 26 septembre 1924, *League of Nations Official Journal* (octobre, 1924), §21 ¶42–43.

⁷³ Marshall, « Construction of Children », 133.

⁷⁴ Marshall, « Construction of Children », 128.

⁷⁵ Marshall, « Construction of Children », 130. Records of the Fifth Assembly, *League of Nations Official Journal* (1924), § 23 ¶ 179. See also: Resolution of the Assembly, 26 September 1924, *League of Nations Official Journal* (October 1924), § 21 ¶ 42–43.

⁷³ Marshall, "Construction of Children," 133.

⁷⁴ Marshall, "Construction of Children," 128.

⁷⁵ Marshall, "Construction of Children," 130.

sante, l'avis était que l'organisation était devenue sans objet⁷⁵ ». Marshall souligne que les efforts « neutres » d'Eglantyne Jebb étaient perçus comme liés aux intérêts politiques britanniques, même si certains l'oublient aujourd'hui. C'est bien son adoption par la Société des Nations qui donna son importance à la Déclaration de Genève et non la cérémonie de signature du 23 février 1923, ni la proclamation diffusée depuis la tour Eiffel.

Le contenu de la Déclaration

Le préambule de la Déclaration déclare que « les hommes et les femmes de toutes les nations reconnaissent que l'Humanité doit donner à l'enfant ce qu'elle a de meilleur ». Par « ce qu'elle a de meilleur », il fallait entendre sa promptitude à subvenir à « ces besoins de l'enfant devant être satisfaits à tout prix, même en période de tension économique »⁷⁶. Comme Geraldine van Bueren le nota elle aussi, la Déclaration de Genève « n'a jamais eu pour but de créer un instrument imposant aux États des obligations contraignantes. Le devoir fait à l'humanité de procurer à l'enfant «ce qu'elle a de meilleur», incombaît aux hommes et aux femmes. Il revenait donc aux adultes d'assurer le bien-être des enfants »⁷⁷. Aujourd'hui, un rôle plus important est dévolu aux États. La CIDE par exemple a été principalement ratifiée par ces derniers. Au moment de la rédaction de la Convention de Genève, les enfants étaient considérés comme « des bénéficiaires d'actions en leur faveur plutôt que des détenteurs de droits particuliers », comme l'observe Geraldine van Bueren⁷⁸. Chanlett et Morier ajoutent que « dans l'absolu, la Déclaration incarne les principes de base du bien-être

that mankind owed to the Child the best it has to give.” “The best it has to give” being understood as its readiness to provide for “those needs of children that should be met at all costs, even in times of economic pressure”⁷⁹. As Geraldine van Bueren also observed, the Declaration of Geneva “was never intended to create an instrument which placed binding obligations upon States. The duty to provide the child with ‘the best it has to give’ was [...] on men and women i.e., adults, to ensure the welfare of children”⁸⁰. Nowadays, we give the State a more important role; for example, the United Nations Convention on the Rights of the Child is mainly ratified by States Parties. At the time when the Declaration of Geneva was written, as Geraldine Van Bueren observes, children were regarded as “recipients of treatment rather than holders of specific rights”⁸¹. Chanlett and Morier⁸² add that “in its broadest sense, the Declaration embodies basic principles of child welfare, leaving appropriate action to each country, within its needs and resources.”

Bruno Cabanes⁸³ sees the drafting of the Declaration of Geneva in a more critical light: “The 1924 Declaration clearly belongs to the post-war context, in which children were at the heart of all the various efforts for peace and rebuilding, precisely because their fate went beyond national borders. The issue of children’s rights was in essence transnational. The child as a universal figure, a fiction to which all of the signatories to the 1924 Declaration sub-

75 Marshall, « Construction of Children », 130.

76 *The World's Children* 3, n° 3 (1923), 111. Cf. : Veerman, *Rights of the Child*, 218, note 22.

77 Van Bueren, *International Law* (Martinus Nijhoff, 1995), 7.

78 Van Bueren, *International Law*, 7.

76 *The World's Children*, 3, no. 3 (April 1923): 111. See: Veerman, *Rights of the Child*, 218, note 22.

77 Van Bueren, *International Law*, 7.

78 Van Bueren, *International Law*, 7.

79 Eliska Chanlett and G. M. Morier, “Declaration of the Rights of the Child,” *International Child Welfare Review* 22, no. 1 (1968): 4. Chanlett and Morier state that the declaration “went a step further than Part XIII of the Treaty of Versailles, which already mentions in its Preamble the protection of the young”.

80 Bruno Cabanes, *The Great War and the Origins of Humanitarianism, 1918–1924* (Cambridge University Press, 2014), 298.

de l'enfant, laissant à chaque pays le soin de prendre les mesures appropriées, en fonction de ses besoins et ressources »⁷⁹.

Bruno Cabanes analyse la rédaction de la Déclaration de Genève avec un regard plus critique : « La Déclaration de 1924 est à situer clairement dans le contexte de l'après-guerre, durant lequel les enfants étaient au cœur de tous les efforts de paix et de reconstruction, précisément parce que leur sort dépassait les frontières nationales. La question des droits de l'enfant était par essence transnationale. L'enfant en tant que figure universelle, inventée, à laquelle tous les signataires de la Déclaration de 1924 adhéraient et souscrivaient, était considéré comme un être apolitique capable d'unifier les efforts de paix. Les enfants étaient considérés comme les bénéficiaires par excellence de la réconciliation d'après-guerre »⁸⁰. Dans un autre passage, Cabanes exprime cela plus brutalement : « Le culte de l'enfant universel, une fiction élaborée par le droit international, fut répandu en même temps que celui de la neutralité et de l'innocence – des valeurs que la Première Guerre mondiale avait violées avec une extrême brutalité, mais que les fondateurs du Save the Children Fund voulaient encore honorer »⁸¹. Les recherches de Cabanes et Marshall nous font réaliser que même si le mouvement international pour les droits de l'enfant débuta avec la Déclaration de Genève, il était lié à différents intérêts, notamment à ceux de la Grande-Bretagne qui était toujours une grande puissance coloniale. Le mouvement des droits de l'enfant n'étant pas particulièrement prompt à l'autocritique

scribed, was conceived of as an apolitical being who could unify peace efforts. Children were portrayed as the ultimate beneficiary of post-war reconciliation.” Or, in stronger language from Cabanes: “The cult of the universal child, a fiction drawn up by international law, was spread, [along] with [that] that of neutrality and innocence – values that World War I had violated with extraordinary brutality, but which the Save the Children Fund’s founders still wanted to honour”⁸¹. The archaeological digging by Cabanes and Marshall reveals that even though the international children’s human rights movement began with the Declaration of Geneva, it was connected with various interests (for instance, Britain still being an important colonial power). The children’s rights movement is not especially self-critical⁸², and more archaeological work is recommended.

Principle I of the declaration states that “each child must be given the means for his or her normal development, both materially and spiritually”. The ‘child study movement’ stimulated research into the child and child development as legitimate work⁸³. In a draft of the declaration that was circulated in 1922 but was not adopted, the text still read: “Tout enfant doit être mis en mesure de se développer normalement au physique comme au moral”, which would have raised further ethical questions about what is ‘normal’.

I discussed the content of the Declaration of Geneva with a Dutch children’s rights activist⁸⁴ to see if she still experienced the five

79 Eliska Chanlett et G. M. Morier, « Declaration of the Rights of the Child », *International Child Welfare Review* 22, nr° 1^(1968) : 4. Charlett et Morier affirment que la déclaration « allait plus loin que la Partie XIII du Traité de Versailles qui mentionnait déjà la protection de la jeunesse dans son Préambule ».

80 Bruno Cabanes, *The Great War and the Origins of Humanitarianism, 1918–1924* (Cambridge University Press, 2014), 298.

81 Cabanes, *Great War*, 297.

82 Cabanes, *Great War*, 297.

83 A critical voice in the field of human rights is David Kennedy (of Harvard Law School), the author of *The Dark Side of Virtue: Reassessing International Humanitarianism* (Princeton University Press, 2004).

84 Alexander W. Siege and Sheldon H. White, “The Child Study Movement: Early Growth and Development of the Symbolized Child,” *Advances in Child Development* 17 (1982): 233–285.

84 Brigitte Boswinkel, coordinator of the Dutch Child’s

tique⁸², des travaux de recherche sur son histoire sont plus que jamais nécessaires.

Article 1 de la déclaration établit que « L'enfant doit être en mesure de se développer d'une façon normale, matériellement et spirituellement ». Le Child Study Movement encourageait la recherche sur l'enfant et son développement⁸³. Le brouillon de la Déclaration qui circula en 1922 disait : « Tout enfant doit être mis en mesure de se développer normalement au physique comme au moral », une formulation qui aurait soulevé des questions éthiques sur ce qui est « normal ».

Lors d'un échange avec une militante néerlandaise des droits de l'enfant⁸⁴, je lui ai demandé si elle considérait que les cinq principes de 1923 étaient toujours pertinents. Elle a été émue par le fait que l'article 1^{er} concernait le développement de l'enfant. Elle a immédiatement fait le lien avec les préoccupations actuelles aux Pays-Bas au sujet de la santé mentale des jeunes et du nombre croissant d'entre eux qui ont des idées suicidaires.

Il est également intéressant de noter que si aujourd'hui nous nous préoccupons de la santé mentale des jeunes, nous ne donnons plus la priorité au développement spirituel de l'enfant⁸⁵. Cette préoccupation a été reléguée au paragraphe I de l'article 27 de la

principles from 1923 as relevant. She found it moving that the first principle deals with child development. She immediately made the link with concerns today in the Netherlands about the mental health of young people and the rising number who are experiencing suicidal thoughts.

Interestingly, although nowadays we worry about young people's mental health, we no longer prioritise the spiritual development of the child⁸⁵. This is hidden away in paragraph 1 of Article 27 (on the standard of living) of the United Nations Convention on the Rights of the Child⁸⁶.

Principle II also deals with the duty of the community towards the individual child: “The child that is hungry must be fed; the child that is sick must be nursed; the child that is backward must be helped; the delinquent child must be reclaimed; and the orphan and waif⁸⁷ must be sheltered and succoured.”

Jebb later (1927) pointed out that in the past, priority had been given to those who were the most useful to the community, and here another moral standard was set out⁸⁸. The opening clauses of Principle II are concerned with material resources and health. The “child that is backward” probably refers to children with intellectual disabilities. Edward Fuller⁸⁹ explained that the implementation of this part of the princi-

82 David Kennedy (Harvard Law School) laisse entendre une voix critique dans le domaine des droits de l'Homme. Il est l'auteur de *The Dark Side of Virtue: Reassessing International Humanitarianism* (Princeton University Press, 2004).

83 Alexander W. Siege et Sheldon H. White, « The Child Study Movement: Early Growth and Development of the Symbolized Child », *Advances in Child Development* 17 (1982) : 233–285.

84 Brigitte Boswinkel, coordinatrice du *Dutch Child's Rights Collective*. J'aimerais la remercier pour ces contributions à ce chapitre.

85 Philip Veerman, « Is Religion a Friend or Foe of Children's Rights? » dans *Droits de l'enfant et croyances religieuses. Autonomie, éducation, tradition*, dir. P.D. Jaffé, N. Langenegger Roux, Z. Moody, Ch. Nanchen, et J. Zermatten (Université de Genève, Institut international des Droits de l'enfant, 2019), 80–93.

Rights Collective. I am grateful for her input in this part of the chapter.

86 Philip Veerman, « Is Religion a Friend or Foe of Children's Rights? » In *Droits de l'enfant et croyances religieuses: Autonomie, éducation, tradition*, ed. P. D. Jaffé, N. Langenegger Roux, Z. Moody, Ch. Nanchen, and J. Zermatten (Université de Genève, Institut International des Droits de l'enfant, 2019), 80–93.

87 “States Parties recognise the right of every child to a standard of living adequate for the child's physical, mental, spiritual, moral and social development”.

88 Eglantyne Jebb, *International Responsibilities for Child Welfare* (Save the Children International Union, 1927), 7.

89 Edward Fuller, “Great Britain and the Declaration of Geneva,” *The World's Children* 5, no. 2 (1924): 57.

CIDE et corrélée au niveau de vie⁸⁶.

Article 2 porte lui aussi sur les devoirs de la collectivité envers l'enfant : « L'enfant qui a faim doit être nourri ; l'enfant qui est malade doit être soigné ; l'enfant arriéré doit être encouragé ; l'enfant dévoyé doit être ramené ; l'orphelin et l'abandonné doivent être recueillis et secourus ».

En 1927, Jebb fit remarquer que par le passé, la priorité était donnée aux enfants qui étaient les plus utiles à la communauté et que l'article 2 établissait donc une nouvelle norme morale⁸⁷. Les clauses sur lesquelles s'ouvrent l'article 2 ont trait aux conditions matérielles et à la santé. Le terme « arriéré » renvoie probablement à l'enfant atteint d'un handicap mental. Edward Fuller a expliqué que la mise en œuvre de cet aspect de l'article a souvent été contrariée par le manque de fonds, puisqu'en 1924 l'action sociale était en grande partie financée par des dons privés⁸⁸.

Le principe voulant que l'enfant ayant des démêlés avec la justice ne soit pas seulement puni, mais aussi accompagné et réinséré était nouveau à cette époque. Les tribunaux pour mineurs étaient un concept récent. Le premier avait été mis en place à Chicago en 1898.

Article 3 stipule que « L'enfant doit être le premier à recevoir des secours en temps de détresse ».

Bruno Cabanes considère que l'article 2 est le plus important, « dans la mesure où, comme le préambule, il légitime l'exis-

ple was often prevented by lack of funding, since in 1924 so much depended on charity.

The principle that children who got into trouble with the law should be not only punished but also treated and rehabilitated was new at the time. Juvenile courts were a new phenomenon (the first of these was opened in 1898 in Chicago).

Principle III states that “The child must be the first to receive relief in times of distress”. Bruno Cabanes⁹⁰ finds Principle III to be the most important “insofar as it, like the Preamble, legitimizes the existence of specific rights for children by virtue of their position in society. [...] The experience of the Great War and the symbol of the child as a martyr that grew out of it, left their mark on the Declaration of the rights of the Child.” Fuller explains that this principle is not only important in times of war, but “must always have priority”⁹¹. People knew after the First World War what “times of distress” were. However, the question which could immediately be raised here is that of who pays for relief in times of distress. The declaration does not provide an answer here, although the preamble directs itself to “men and women of all nations” and not to States. However, by attaining recognition of the principles of the declaration by the League of Nations, the Save the Children International Union managed “to get under the skin of States and to establish some sort of complicity”⁹².

Our children today are also living in a “time of distress” – at the time of writing, it is a year since the Russian invasion of Ukraine, the earthquake in Turkey and Syria, a civil war in Sudan, and the Hamas terrorist attack on Israel on 7 October 2023, followed by the war with HAMAS in Gaza and now

86 « Les États parties reconnaissent le droit de tout enfant à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social. »

87 Eglantyne Jebb, *International Responsibilities for Child Welfare*(Save the Children International Union, 1927), 7.

88 Edward Fuller, « Great Britain and the Declaration of Geneva », *The World's Children* 5, n° 2 (1924) : 57.

90 Cabanes, *Great War*, 292.

91 Fuller, “Great Britain and the Declaration,” 75.

92 Cabanes, *Great War*, 295.

tence des droits propres à l'enfant en vertu de sa place dans la société. [...]. L'expérience de la Grande Guerre et le symbole de l'enfant martyr qui en découla, impactèrent durablement la Déclaration des droits de l'enfant »⁸⁹. Fuller explique que ce principe n'est pas seulement important en temps de guerre « mais doit toujours avoir la priorité »⁹⁰. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les gens savaient ce qu'étaient les « temps de détresse ». Ils pouvaient en revanche se demander à qui il revenait de financer les secours en de telles périodes. La déclaration n'apporte aucune réponse à ce sujet. Son préambule est adressé à « des hommes et des femmes de toutes les nations » mais pas aux États. En obtenant la reconnaissance de la Déclaration par la Société des Nations, l'Union internationale de secours aux enfants réussit cependant à « s'immiscer parmi les États et à établir une sorte de connivence »⁹¹.

Nos enfants vivent eux aussi aujourd'hui « des temps de détresse ». A l'heure où j'écris, un an s'est écoulé depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le tremblement de terre en Turquie et en Syrie, le début d'une guerre civile au Soudan et l'attaque terroriste du Hamas sur Israël, le 7 octobre 2023, suivie par la guerre avec le Hamas à Gaza et maintenant, la famine à Gaza⁹². Parfois, les enfants sont les premières cibles, comme en Ukraine, et on peut se demander si l'aide leur parvient réellement. Les ministères des Affaires Étrangères et de la Coopération des États qui fournissent des aides ou participent au financement d'actions humanitaires n'ont souvent même pas de politique centrée sur la question des enfants. L'article 3 est donc toujours d'actualité.

⁸⁹ Cabanes, *Great War*, 292.

⁹⁰ Fuller, « Great Britain and the Declaration » : 75.

⁹¹ Cabanes, *Great War*, 295.

⁹² Alex De Waal, « Famine in Gaza: An Example of the Global Humanitarian Crisis », *The American Journal of Clinical Nutrition* 119, n° 6 (2024) : 1 383–1 385.

famine in Gaza⁹³. Sometimes, children are the first to be targeted (as was the case in Ukraine), and there may be questions about whether relief is reaching them at all. Often, the ministries of foreign affairs and development cooperation of States that provide aid or pay into a humanitarian relief fund do not even have a policy on children's issues and are not child-focused. Therefore, principle III is still relevant.

Nevertheless, although the Declaration of Geneva gives the impression that it deals with the whole realm of children's rights, this principle shows that the orientation was actually towards children in times of war and its aftermath. This is understandable, given that the declaration was drafted just a few years after the horrors of the First World War. Today we value children's participation rights, but when the declaration was drafted children were expected to obey; their participation in decision-making⁹⁴ would have been confined to strange dreams. In the United Nations Convention on the Rights of the Child, we now have Article 12 on respect for the views of the child – something that would have been unthinkable in 1923. The child has now also become a subject of rights, not just an object of rights to be protected. From the beginning, the United Nations Committee on the Rights of the Child has rejected “the charity mentality and paternalistic approaches”⁹⁵. Cabanes writes: “By explicitly placing children under adult protection, the text of the Declaration outlines the shape of ideal society where the weakest may live in safety,

⁹³ Alex De Waal, “Famine in Gaza: An Example of the Global Humanitarian Crisis,” *The American Journal of Clinical Nutrition* 119, no. 6 (2024): 1383–1385.

⁹⁴ Philip Veerman and Lesia Kop, “Opinie: Laat kinderen en jongeren zoveel mogelijk meepraten als volwaardige burgers,” *De Volkskrant*, 31 July 2004, <https://www.volkskrant.nl/columns-opinie/opinie-laat-kinderen-en-jongeren-zoveel-mogelijk-meepraten-als-volwaardige-burgers~b3d22c88e/>.

⁹⁵ UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 1 on the Aims of Education, UN doc. CRC/GC/2001/1.

Quoi qu'il en soit, bien que la Déclaration de Genève donne l'impression de traiter des Droits de l'enfant en tout temps, cet article montre qu'il est en réalité axé sur leurs droits en temps de guerre et au lendemain à celles-ci. C'est compréhensible, étant donné que la Déclaration a été rédigée quelques années à peine après les horreurs de la Première Guerre mondiale. Aujourd'hui, nous valorisons les droits qui favorisent la participation des enfants, mais quand la Déclaration a été rédigée, on attendait de ces derniers qu'ils obéissent. Qu'ils participent à des décisions aurait été considéré comme une fantasmagorie⁹³. L'article 12 de la CIDE, qui insiste sur le respect de l'opinion de l'enfant, aurait été impensable en 1923. L'enfant est devenu un sujet actif de droits et non plus un objet passif à protéger par le droit. Depuis sa création, le Comité des Nations Unies pour les droits de l'enfant, a rejeté « la mentalité de charité et les approches paternalistes »⁹⁴. Cabanes écrit : « En plaçant explicitement les enfants sous la protection des adultes, le texte de la Déclaration dessine le schéma d'une société idéale où le plus faible peut vivre en sécurité, à l'abri du besoin. Les enfants étaient considérés comme des êtres fragiles et innocents qu'il fallait protéger, surtout "en temps de détresse". Les enfants n'étaient pas considérés comme des sujets de droit ou comme de futurs citoyens. L'accent était mis sur leurs droits sociaux et sur l'obligation faite aux adultes "de les nourrir, prendre soin d'eux, les protéger et les éduquer, en particulier lorsqu'ils ont faim, qu'ils sont malades ou en danger" »⁹⁵. »

Dans un journal néerlandais, j'ai lu un ar-

free from want. Children were perceived as fragile and innocent beings to be protected, particularly 'in times of distress'. Children were not seen as legal subjects or as future citizens." The focus was on welfare rights and the obligations of adults "to nourish, care for, protect and educate them [children], especially when they are starving, sick or in danger"⁹⁶.

In a Dutch newspaper I read a very moving story about a midwife in Amsterdam who, in response to the earthquake in Turkey, started to collect items (such as nappies) for babies there. The headline read "Who thinks of the smallest?"⁹⁷ This is definitely in the spirit of this principle. There are, however, challenges. "Children should", says the former chief executive of Save the Children UK, Mike Aaronson⁹⁸, "be the first to get help, however, we cannot single out children for special help without addressing broader social, economic, cultural and political factors".

The declaration contained no non-discrimination principle such as we now find in Article 2 of the Convention on the Rights of the Child. Yet in a draft from 1922 (the one that still had seven principles rather than five) there was such a principle: "The child shall receive help, without any consideration of race, nationality and (religious) belief"⁹⁹. Perhaps we should read the beginning of Principle III, which starts with "the child", as "any child, without discrimination"¹⁰⁰. This is probably what Jebb wanted, given that she desired that the dec-

93 Philip Veerman et Lesia Kop, « Opinie: Laat kinderen en jongeren zoveel mogelijk meepraten als volwaardige burgers », *De Volkskrant*, 31 juillet 2004, <https://www.volkskrant.nl/columns-opinie/opinie-laat-kinderen-en-jongeren-zoveel-mogelijk-meepraten-als-volwaardige-burgers~b3d22c88e/>.

94 Comité des droits de l'enfant, Observation générale 1 sur les buts de l'éducation, UN doc. CRC/GC/2001/1.

95 Cabanes, *Great War*, 296.

96 Cabanes, *Great War*, 296.

97 Jeroen Den Blijker, "Wie denkt er aan de allerkleinsten?", *Trouw*, 15 February 2023, 6.

98 Michael Aaronson, "Are Children's Rights History?", *LSE blog*, 1 April 2019, <http://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2019/01/childrens-rights/>.

99 "L'enfant doit être assisté en dehors de toute considération de race, de nationalité et de croyances".

100 See: Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 110.

ticle très touchant sur une sage-femme d'Amsterdam qui, en réaction au tremblement de terre en Turquie, s'est mise à collecter des biens de première nécessité, des couches pour bébés par exemple. Le titre de l'article demandait : « Qui pense aux plus petits⁹⁶ ? ». Cette action est totalement dans l'esprit de l'article 3 de la Déclaration de Genève. Mais il y a des difficultés. Comme l'a dit Mike Aaronson⁹⁷, ancien directeur exécutif de Save the Children UK : « Les enfants devraient être les premiers à recevoir de l'aide. Mais nous ne pouvons pas leur accorder une aide spéciale sans tenir compte de facteurs sociaux, économiques, culturels et politiques plus larges. »

La déclaration ne contenait alors aucun article de non-discrimination tel que l'article 2 de la CIDE. Le brouillon de 1922 (celui qui comportait sept articles plutôt que cinq) en contenait un lui : « L'enfant doit être secouru en dehors de toute considération de race, de nationalité et de croyance⁹⁸ ». Là où l'article 3 évoque « L'enfant », nous devrions peut-être lire : « Tout enfant, sans discrimination »⁹⁹. C'est sans doute ce qu'aurait voulu Jebb, qui souhaitait que la Déclaration de Genève soit universelle¹⁰⁰. Toute la philosophie à l'origine du Save the Children Fund était ancrée dans l'idée fondamentale qu'il fallait aussi aider les autres, comme les bébés autrichiens pour lesquels Eglantyne Jebb manifesta à Trafalgar Square.

Article 4 « L'enfant doit être mis en mesure de gagner sa vie et doit être protégé contre toute exploitation ».

On ne voit plus du tout les choses de la même

⁹⁶ Jeroen Den Blijker, « Wie denkt er aan de allerkleinsten? », *Trouw*, 15 février 2023, 6.

⁹⁷ Michael Aaronson, « Are Children's Rights History? », *LSE blog*, 1er avril 2019, <http://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2019/01/childrens-rights>.

⁹⁸ Cf. : Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 110.

⁹⁹ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 129.

¹⁰⁰ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 110.

laration would be universal¹⁰¹. The whole philosophy behind setting up the Save the Children Fund was rooted in the basic idea that we should also help others, such as the Austrian babies for whom Eglantyne Jebb demonstrated on Trafalgar Square.

Principle IV states that “The Child must be in a position to earn a livelihood and must be protected against every form of exploitation.” The focus on earning a livelihood that we see nowadays is different, with the emphasis more on ensuring that the child can really be a child (Article 31 of the Convention on the Rights of the Child formulated the right to leisure, play and culture). In the phrase “to earn a livelihood”, we can trace close connotations with child labour, which we are more careful about today. In one draft of the Declaration of Geneva that was circulated among Union members, one of the seven principles read: “Work by children shall be protected everywhere, especially against all forms of exploitation” (“Le travail de l'enfant sera protégé partout contre toute exploitation”)¹⁰². I am pleased that this draft principle did not make it into the final Declaration of Geneva, as it would have hampered efforts to arrive at better rules on the minimum age for employment. Nevertheless, it took us until 1973 to get International Labour Organization convention No. 138 on an absolute minimum age for employment¹⁰³.

¹⁰¹ Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 129.

¹⁰² Moody, *Les Droits de l'Enfant*, 110.

¹⁰³ “The Minimum shall not be less than the age of completion of compulsory schooling and in any case not be less than 15 years,” as stated in International Labour Organization, *Minimum Age Convention*, 26 June 1973, no. 138, UNTS 14862, art. 2, § 3. Other International Labour Organization conventions on working age that were already in place included the Convention dealing with the Minimum Age for Work in Industry (1919), the Minimum Age Convention for Work at Sea (1920), the Minimum Age Convention for Work in Agriculture (1921) and the Minimum Age Convention concerning Trimmers and Stokers (1921).

Declaration of Geneva

The present Declaration of the Rights of the Child, known as the "Declaration of Geneva", men and of all nations, recognising that Mankind owes to the best that it has to give, declare and accept it as that, beyond and above all considerations of race, or creed:

THE CHILD must be given the means requisite for its normal development, both materially and spiritually.

THE CHILD that is hungry must be fed; the child that is sick must be nursed; the child that is backward must be helped; the delinquent child must be reclaimed; and the orphan and the waif must be sheltered and succoured.

THE CHILD must be the first to receive relief in times of distress.

THE CHILD must be put in a position to earn a livelihood and must be protected against every form of exploitation.

THE CHILD must be brought up in the consciousness that its talents must be



Image historique tirée des archives de Save the Children - A historical image from the Save the Children archive © Save the Children

manière aujourd’hui où l’accent est davantage mis sur la possibilité pour l’enfant de vivre une vraie vie d’enfant. L’article 31 de la Convention internationale des droits de l’enfant met l’accent sur le droit aux loisirs, aux jeux et à l’accès à la culture. « Gagner sa vie » pourrait être compris comme une validation du travail des enfants. Dans l’une des ébauches de la Déclaration de Genève qui passèrent entre les mains des membres de l’Union, l’un des sept articles stipulait : « Le travail de l’enfant sera protégé partout, en particulier contre toutes les formes d’exploitation »¹⁰¹. Je suis heureux que cet article n’ait pas été inscrit dans la version finale, car il aurait entravé les efforts pour parvenir à de meilleures règles sur l’âge mi-

In Principle IV, the child is considered to be an independent individual whose purpose in life is not to serve others. The second part of the principle is concerned with child slavery, child prostitution and trafficking.

However, we must also view this principle against the backdrop of Britain as a colonial power encouraging young labourers in the colonies to learn trades like carpentry. The Save the Children Fund funded many such projects. The Save the Children International Union organised an International Conference on African Children in June 1931. Interestingly there were only five Africans at the conference. I have observed that it is only in recent years that the decolonisation of children rights¹⁰⁴ has

101 Elizabeth Faulkner et Conrad Nyamutata, « Decolonisation of Children’s Rights », *International Journal of Children’s Rights* 28, n° 1 (2022) : 66–88.

104 Elizabeth Faulkner and Conrad Nyamutata, “Decolo-

nimum d'accès à l'emploi. Il a tout de même fallu attendre 1973 pour que la convention n° 138 de l'Organisation internationale du Travail soit adoptée¹⁰².

L'article 4 dit que l'enfant doit être considéré comme un individu libre, dont le but dans la vie n'est pas d'être au service des autres. La deuxième partie de l'article cible l'esclavage, la prostitution et le trafic de mineurs. Nous devons cependant aussi replacer cet article dans le contexte de l'Empire colonial britannique, où les enfants étaient encouragés à apprendre un métier manuel, comme la menuiserie. Le Save the Children Fund finança de nombreux projets de ce type. L'Union internationale de secours aux enfants organisa aussi une conférence internationale sur les enfants africains en juin 1931. On notera que seuls cinq Africains y participèrent. J'ai pu constater que la décolonisation des droits de l'enfant n'est devenue un sujet à part entière qu'au cours de ces dernières années¹⁰³. Des enquêtes ont été ouvertes en Australie et au Canada sur les atrocités commises dans des pensionnats pour enfants autochtones. Le militant des droits de l'enfant aux Pays-Bas qui m'a aidé à analyser les articles de la Déclaration de Genève m'a fait remarquer que ses auteurs avaient reporté sur les enfants bon nombre de problèmes de la société¹⁰⁴.

Article 5 « L'enfant doit être élevé dans le sentiment que ses meilleures qualités doivent être mises au service de ses frères ».

102 « L'âge minimum [...] ne devra pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout cas à 15 ans », comme indiqué dans Organisation internationale du Travail, *Convention sur l'âge minimum*, 26 Juin 1976, n° 138, UNTS 14862, art. 2, ¶3. Il y avait déjà eu des conventions antérieures, comme la Convention sur l'âge minimum dans l'industrie (1919), Convention sur l'âge minimum dans la pêche (1920), la Convention sur l'âge minimum dans les travaux agricoles (1923) ainsi que la Convention sur l'âge minimum pour les soutiers et les chargeurs (1921).

103 Faulkner et Nyamutata, « Decolonisation of Children's Rights », 66–88.

104 Merci à Brigitte Boswinkel pour son aide.

become an issue. Investigations have begun into the atrocities committed in residential schools for indigenous children in Australia and Canada. The child rights activist in the Netherlands who was my sparring partner in analysing the principles pointed out that those drafting the Declaration of Geneva were passing many of society's problems on to children¹⁰⁵.

Principle V states that “the child must be brought up in the consciousness that its talents must be devoted to the service of its fellow-men.”

Bruno Cabanes¹⁰⁶ is of the opinion that Principle V “does not express a right, in the strict sense of the word, so much as an ideal, characteristic of the early days of the League of Nations”.

Writing in 1951, Fuller observed that Principle V, like the preamble of the declaration, “stands out by its *universal quality*” (my emphasis)¹⁰⁷. In the present day, this principle clashes with nationalistic ideas about education. As I wrote in 1992, “The need to have enemies is the foe of the universality of children's rights”¹⁰⁸. This principle resembles paragraph 1(b) of Article 29 (Aims of Education) of our present Convention on the Rights of the Child, which reads: “States Parties agree that education shall be directed to the development of respect for human rights and fundamental freedoms, and for the principles enshrined in the Charter of the United Nations”. And in paragraph 1(a) of Article 29 of the Convention on the Rights of the Child, we find the word *talents* from Principle V of the Declaration of Geneva: “States Parties agree that education of the child shall be directed to

nisation of Children's Rights,” *International Journal of Children's Rights* 28, no. 1 (2022): 66–88.

105 Thanks to Brigitte Boswinkel for her input here.

106 Cabanes, *Great War*, 293.

107 Fuller, “Great Britain and the Declaration,” 116.

108 Veerman, *Rights of the Child*, 397.

Bruno Cabanes estime que l'article 5 est plus un idéal qu'un droit au sens strict du terme, dans l'esprit caractéristiques des débuts de la Société des Nations¹⁰⁵.

Fuller observait en 1951 que l'article 5, tout comme le préambule de la déclaration, « se démarque par sa qualité universelle » (c'est moi qui souligne)¹⁰⁶. Aujourd'hui, cet article entre en conflit avec les idées nationalistes sur l'éducation. Comme je l'écrivais en 1992, le fait d'avoir des ennemis bat en brèche l'universalisme des droits de l'enfant »¹⁰⁷. Ce principe ressemble au paragraphe 1(b) de l'article 29 de l'actuelle Convention des droits de l'enfant qui définit les objectifs de l'éducation : « Les États parties conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à [...] inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies ». Et dans le paragraphe 1(a) de ce même article 29 des droits de l'enfant il est question de « ses dons et de ses aptitudes », une formulation qui fait penser à « ses meilleures qualités », invoquées dans l'article 5 de la Déclaration de Genève. Le paragraphe 1(a) dit : « Les États parties conviennent que l'éducation de l'enfant doit viser à [...] favoriser l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités ».

Avons-nous fait des progrès depuis la Déclaration de Genève ?

Avec la publication de la Déclaration de Genève il y a cent ans, le concept général des droits de l'enfant devint pour la première fois un sujet de débat dans une organisation

the development of the child's personality, talents and mental and physical abilities to their fullest potential.”

Have we made progress since the Declaration of Geneva?

With the publication of the Declaration of Geneva 100 years ago, the general concept of children's rights became a subject of debate in an intergovernmental organisation for the first time¹⁰⁹. Owing to this, children's rights have been on the map since 1924. However, the conceptualisation of children's rights has changed a great deal since then, in particular since 1948 as a result of discussions in various human rights departments of the United Nations. The image of childhood in 1924 was one of the child needing protection and being the object of rights. Nowadays, the child is, according to the 1989 United Nations Convention on the Rights of the Child, also a *subject* of rights, whose opinion must be heard.

Children were not consulted when their rights were formulated in 1923 (this was also the case when the Convention on the Rights of the Child was debated in the United Nations between 1978 and 1989). It was not until July 2024 that the intergovernmental working group set up to draft an Optional Protocol to the United Nations Convention on the Rights of the Child¹¹⁰ was asked “to ensure the meaningful participation of children [...] and in particular to give children the opportunity to express their views on the topic of the proposed Optional Protocol [...]”¹¹¹. Finally, children's and adolescents' participation has

105 Cabanes, *Great War*, 293.

106 Fuller, « Great Britain and the Declaration », 116.

107 Veerman, *Rights of the Child*, 397.

109 Child labour, however, has been debated before in the International Labour Organization.

110 This is an Optional Protocol on the rights to early childhood education, free pre-primary education and free secondary education.

111 Human Rights Council A/HRC/56/L.8/Rev.1, at ¶ 5 (8 July 2024).

intergouvernementale¹⁰⁸. Cela a permis de donner une plus grande visibilité aux droits de l'enfant. Mais, la conceptualisation des droits de l'enfant a beaucoup changé depuis, en particulier depuis 1948, en raison des débats qui ont eu lieu dans les institutions des Nations Unies chargées des droits de l'Homme. En 1924, l'enfant était perçu comme un être en besoin de protection et comme un objet de droits. Depuis l'adoption de la Convention internationale des droits de l'enfant en 1989, il est devenu un sujet de droits, dont l'opinion doit être entendue.

Les enfants n'ont pas été consultés lorsque leurs droits ont été formulés en 1923. Ils ne l'ont lu pas plus été entre 1978 et 1989, quand la Convention des droits de l'enfant a été débattue aux Nations Unies. Ce n'est qu'en juillet 2024 que le groupe de travail intergouvernemental chargé d'élaborer un Protocole facultatif à la Convention internationale des droits de l'enfant¹⁰⁹ a été invité à « assurer la participation significative d'enfants [...] et en particulier, de donner aux enfants l'opportunité d'exprimer leurs points de vue sur le sujet du Protocole Optionnel proposé [...] »¹¹⁰. La participation d'enfants et d'adolescents est enfin prise au sérieux dans l'élaboration des droits de l'homme qui les concernent.

Les droits à la participation sont certes importants, mais nous n'avons même pas encore réussi à mettre en œuvre l'article 2 de la Déclaration de Genève : « L'enfant qui a faim doit être nourri ; l'enfant qui est malade doit être soigné ». Comme l'écrit Alex de Waal :

started to be taken seriously when drafting human rights standards about them.

Though participation rights are important, we have not yet succeeded in implementing even Principle II of the Declaration of Geneva (“The child that is hungry must be fed; the child that is sick must be nursed”). As Alex de Waal writes:

In countries from Afghanistan to Yemen, Ethiopia to Haiti, and especially in Sudan, armed actors are disregarding humanitarian laws and principles. Either deliberately or recklessly, they are starving children and mothers with catastrophic consequences. Famine has long been a product of war, and over the last few years diplomats and lawyers have sought to strengthen the international legal regime against it, including an amendment to the Rome Statute of the International Criminal Court that prohibits starvation in non-international armed conflicts and the Resolution at the United Nations Security Council introducing new measures to act swiftly when armed conflict threatens to cause a food crisis. All such measures point to global humanitarian obligations that are not being met¹¹².

A shift occurred when the Declaration of Geneva was debated by the League of Nations in 1924. From being a charitable concept alone, the idea of children became more of a political one as well. Although children were at first viewed as an object of charity, Eglantyne Jebb discovered that the political scene of the League of Nations and, later, the United Nations¹¹³ became a means to advance children's rights and well-being.

¹⁰⁸ Le travail de mineurs a néanmoins fait l'objet de débats au sein de l'Organisation internationale du Travail.

¹⁰⁹ Conseil des droits de l'homme A/HRC/56/L.8/Rev.1, §5 (8 Juillet 2024).

¹¹⁰ Il s'agit d'un protocole facultatif sur les droits à l'éducation préscolaire, à l'enseignement pré primaire gratuit et à l'enseignement secondaire gratuit.

¹¹² De Waal, “Famine in Gaza,” 1383–1385.

¹¹³ Regional forums such as the African Union became important too.

Dans des pays comme l'Afghanistan, le Yémen, l'*Éthiopie*, Haïti et surtout le Soudan, des hommes armés ne tiennent aucun compte des droits et des principes humanitaires. Par choix ou par imprudence, ils affament des enfants et des mères, ce qui a des conséquences catastrophiques. La guerre est depuis longtemps cause de famines et, ces dernières années, des diplomates et des juristes ont cherché à renforcer l'arsenal juridique international visant à combattre celles-ci, notamment par un amendement du Statut de Rome de la Cour pénale internationale criminalisant la famine dans des conflits armés non-internationaux et par une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU introduisant de nouvelles mesures pour agir rapidement lorsqu'un conflit armé risque de causer une crise alimentaire. Toutes ces mesures visent des obligations humanitaires qui ne sont pas respectées au niveau mondial¹¹¹.

Un changement s'est produit lorsque la Déclaration de Genève a été débattue à la Société des Nations en 1924. Le concept d'enfant qui était alors purement caritatif est devenu plus politique. Alors que les enfants étaient à l'origine considérés comme des objets de charité, Eglantyne Jebb a découvert que la tribune politique qu'offrait la Société des Nations, comme plus tard les Nations Unies¹¹², était un moyen de faire avancer la question des droits et du bien-être de l'enfant.

Stanley Cohen estimait que les gens qui refusent de détourner le regard devant les atrocités ou la souffrance humaine partagent « le sentiment d'appartenir à une humanité commune [...] s'ils n'aident pas, ils éprouvent un profond sentiment de honte pour leur passivité »¹¹³. Eglantyne



Un autoportrait d'Eglantyne Jebb intitulé « The Champion Walker » - A sketched self-portrait by Eglantyne Jebb called The Champion Walker © Save the Children

Stanley Cohen¹¹⁴ thought that people who refuse to look away from atrocities or human suffering see themselves as having “a sense of self as part of a common humanity [...] if they do not help, they feel a deep shame of passivity”. Eglantyne Jebb and her sister did not look away. The Declaration of Geneva promoted universal humanitarianism. Nevertheless, nowadays we are looking the other way, as Cohen described it, even though television and social media are bringing atrocities against children right into our living rooms and onto our iPhones.

The idea of discriminatory humanitarianism is alive and well. For instance, the BBC reported in February 2023¹¹⁵ that the Syrian regime had finally given the go-ahead for

111 De Waal, « Famine in Gaza », 1 383–1 385.

112 Des forums internationaux comme l'Union Africaine sont également devenus importants.

113 Stanley Cohen, *States of Denial: Knowing About Atrocities and Suffering* (Polity Press, 2001).

114 Lyse Doucet, “Crisis upon Crisis: Why it's Hard to Get Help to Syria after Earthquake,” *BBC News*, 11 February 2023.

Jebb et sa sœur n'ont pas détourné le regard. La Déclaration de Genève a fait avancer l'idée d'humanitarisme universel. Pourtant, comme l'écrivait Cohen, nous détournons le regard alors que la télévision et les réseaux sociaux font entrer les atrocités perpétrées contre les enfants dans nos foyers et nos smartphones.

L'humanitarisme discriminatoire se porte bien lui aussi. En février 2023 la BBC rapportait par exemple que le régime syrien avait finalement donné son accord pour que l'aide humanitaire parvienne dans toutes les parties du pays touchées par le tremblement de terre¹¹⁴. Il s'opposa toutefois à l'ouverture des postes-frontières qui auraient permis d'acheminer l'aide à ceux qu'il considérait comme des rebelles. Stephen Hopgood, qui a étudié l'humanitarisme et l'ordre international post-libéral pose ces questions : « Le fait de traiter tout le monde de la même manière ou en fonction de ses besoins doit-il être une exigence pour toutes les formes d'action humanitaire ? Si tel est le cas, ne sommes-nous pas astreints au respect de la règle la plus fondamentale de l'ordre libéral : la non-discrimination¹¹⁵ ? » Lui-même pense que le respect de cette règle est lié à la version « ordre-du-monde-libéral » de l'action humanitaire¹¹⁶. Je crois qu'il vaut la peine de se battre pour celle-ci. Mais livrons-nous une bataille déjà perdue ? La lecture de Hopgood ne m'a pas rendu optimiste : les « fondements des normes libérales universelles et de la gouvernance globale sont en train de s'écrouler » constate-t-il, ajoutant : « Ce qui semblait être une aurore est en fait un coucher de soleil¹¹⁷. »

¹¹⁴ Lyse Doucet, « Crisis upon Crisis: Why it's Hard to Get Help to Syria after Earthquake », BBC News, 11 février 2003.

¹¹⁵ Stephen Hopgood, « When the Music Stops: Humanitarianism in a Post-Liberal World Order » *Journal of Humanitarian Affairs* 1, no 1 (2019) : 13.

¹¹⁶ Stephen Hopgood, *The Endtimes of Human Rights* (Cornell University Press, 2013), 1.

¹¹⁷ Hopgood, *Endtimes*, 1.

the delivery of humanitarian aid to all parts of the country in response to the earthquake. Yet they still resisted opening more border crossings that would let aid in to those they considered to be rebels. Stephen Hopgood, who studied humanitarianism and the post-liberal world order, asked the following questions: “must treating everyone similarly, or according to need, be a requirement of all forms of humanitarianism? If so, doesn't that commit us to the most basic rule of the liberal order – non-discrimination?” He thinks that this is linked to “the liberal-world-order version of humanitarian action”¹¹⁶. I believe this is something worth fighting for. But are we fighting a battle that has already been lost? Reading Hopgood did not make me feel optimistic: the “foundations of universal liberal norms and global governance are crumbling”¹¹⁷, he states, continuing with “What seemed like a dawn is in fact a sunset”¹¹⁸.

With a land war in Europe once again, the Middle East close to all-out war, and the rising star of China, accompanied by the changing balance of power and the rise of dictatorial regimes, the principle of universalism to which the Declaration of Geneva contributed is in danger. There are signs that China is striving for an alternative human rights model that would put not universality but the “development of States”¹¹⁹ and recognition of cultural differences at the centre. No wonder children's rights are in a “polycrisis”¹²⁰.

¹¹⁶ Stephen Hopgood, “When the Music Stops: Humanitarianism in a Post-Liberal World Order,” *Journal of Humanitarian Affairs* 1, no. 1 (2019): 13.

¹¹⁷ Stephen Hopgood, *The Endtimes of Human Rights* (Cornell University Press, 2013).

¹¹⁸ Hopgood, *Endtimes*.

¹¹⁹ Adviesraad internationale Vraagstukken, *Mensenrechten: Kernbelang in een geopolitiek krachtenveld* (Advisory Council for International Affairs, 2022).

¹²⁰ Ann Skelton, *International Children's Rights in Polycrisis: Interconnected Pathways to Social Justice and a Sustainable Future* (lecture, University Leiden, 12 April 2024).

Avec le retour de la guerre en Europe, un Proche-Orient au bord de l'abîme, une Chine de plus en plus puissante, le changement des rapports de force mondiaux et la montée des régimes dictatoriaux, le principe d'universalisme que la Déclaration de Genève avait contribué à diffuser est désormais en danger. Des signes indiquent que la Chine cherche à élaborer une alternative au modèle des droits humains, centrée non pas sur l'universalisme, mais le « développement des États » et la reconnaissance des différences culturelles¹¹⁸. Pas étonnant que les droits des enfants soient en « polycrise »¹¹⁹.

Dans ce contexte, la Déclaration de Genève et la Convention internationale des droits de l'enfant ainsi que ses Protocoles facultatifs élaborés sur la base de la Déclaration de Genève sont plus importants que jamais. Dans les années 1989-2010, nous étions grisés par le succès de la Convention internationale des droits de l'enfant. Celle-ci a été ratifiée par la quasi-totalité des États de la planète. Mais désormais, il semble que nous naviguons à contre-courant. Pour beaucoup, les principes de l'humanitarisme et de l'universalisme qui sous-tendent la Déclaration de Genève, tout comme les obligations découlant du droit international humanitaire et des droits humains sont des lueurs d'espoir. Cent ans après l'adoption de la Déclaration de Genève par la Société des Nations, il est devenu évident que nous devons continuer à nous battre pour ces principes et pour les droits formulés en 1989 dans la Convention internationale des droits de l'enfant.

In this context, the Declaration of Geneva and the United Nations Convention on the Rights of the Child and its Optional Protocols, which were built on the Declaration of Geneva, are more important than ever. In the years 1989–2010, we seemed to be intoxicated by the success of the Convention of the Rights of the Child. Then, there was an almost universal ratification of the Convention on the Rights of the Child, but now it suddenly looks as if we are sailing against the wind. For many people, the principles of humanitarianism and universalism that underpinned the Declaration of Geneva and the obligations under international humanitarian and human rights law are beacons of hope. One hundred years since the Declaration of Geneva was adopted by the League of Nations, it has become clear that we still need to fight for these principles and for the children's rights that were formulated in 1989 in the United Nations Convention on the Rights of the Child.

¹¹⁸ Adviesraad internationale Vraagstukken, *Mensenrechten: Kernbelang in een geopolitiek krachtenveld* (Advisory Council for International Affairs, 2022).

¹¹⁹ Ann Marie Skelton, *International Children's Rights in Polycrisis: Interconnected Pathways to Social Justice and a Sustainable Future*, (Leçon inaugurale, Université de Leiden, 12 avril 2024).



Janusz Korczak et Stefania Wilczyńska photographiés à la fin des années 1930 à Varsovie
Janusz Korczak and Stefania Wilczyńska photographed in Warsaw in the late 1930s

© Ghetto Fighters' House Museum, Israel

Janusz Korczak : la Déclaration de Genève en question

Texte original en français, traduit en anglais
Original text in French, translated into English

**Janusz Korczak:
Interrogating the Geneva
Declaration**

Née en 1971 à Gdansk, en Pologne, Eliza Smierzchalska vit à Bruxelles. Artiste autodidacte, elle travaille dans le domaine du cinéma d'auteur et de l'illustration. Passionnée par la figure et l'œuvre de Janusz Korczak, elle travaille actuellement à une biographie graphique de ce pédagogue et écrivain polonais. Elle a traduit et illustré son livre-culte, *Le roi Mathias I^r*.

Born in 1971 in Gdansk, Poland, Eliza Smierzchalska lives in Brussels. She is a self-taught artist who works in the fields of auteur cinema and illustration. Fascinated by the personality and work of Janusz Korczak, she is currently working on a graphic biography of this Polish teacher and writer. She has also translated and illustrated his cult children's book, King Matt the First.

Aborder les droits de l'enfant dans la perspective de Janusz Korczak / Henryk Goldszmit demande de se défaire d'un certain nombre d'idées reçues, de clichés et d'erreurs biographiques, qui découlent d'une part de la destruction de la ville de Varsovie et de la restriction des libertés des chercheurs pendant la période communiste et d'autre part du contexte émotionnel particulièrement difficile lié à sa mort à Treblinka, qui a fait de l'homme un héros et un martyr. La première biographie qui lui fut consacrée, écrite par Hanna Mortkowicz-Olczakowa¹, parut en 1949. Mais à peine publié, son ouvrage *Janusz Korczak* fut retiré des librairies : « Les fonctionnaires en charge de l'édition et de l'éducation nationale ont irrévocablement qualifié les livres de Korczak de nuisibles et d'inutiles. [...] Mon livre qui parlait de la vie de Korczak, et qui a été publié en 1949, a eu droit au même sort que toute son œuvre² », explique Hanna Mortkowicz-Olczakowa en 1956, dans son article de presse « À propos de Janusz », quand l'évolution du contexte politique a permis une réparation de son livre. Dès la préface, elle attire l'attention sur les pièges tendus par la légende tissée autour de Janusz Korczak le jour même de sa dernière marche vers l'Umschlagplatz³, l'étoffe du héros et du martyr ayant eu tendance à occulter l'homme :

Le conflit entre la véritable vie d'un être humain et la légende est dangereux. Surtout

To approach children's rights from the perspective of Janusz Korczak (whose birth name was Henryk Goldszmit), we must throw out a number of preconceived ideas, clichés and biographical errors; some of them stem from the destruction of the city of Warsaw and the restriction of researchers' freedoms during the Communist period, and some of them stem from the especially difficult emotional context linked to Korczak's death in Treblinka, which made him a hero and a martyr. The first biography devoted to him, written by Hanna Mortkowicz-Olczakowa¹, appeared in 1949. But as soon as it was published, her book *Janusz Korczak* was withdrawn from bookshops. When changes in the political context enabled her book to be republished, Hanna Mortkowicz-Olczakowa explained in her 1959 opinion piece "About Janusz", that "the officials in charge of publishing and national education irrevocably described Korczak's books as harmful and useless. [...] My book, which dealt with Korczak's life and was published in 1949, suffered the same fate as all his work"². Right from the preface, she draws attention to the pitfalls of the legend that began to be woven around Janusz Korczak on the day of his last march to the Umschlagplatz³, the fabric of the hero and martyr tending to obscure the man:

1 Hanna Mortkowicz-Olczakowa, *Janusz Korczak* (J. Mortkowicz, 1949). Hanna Mortkowicz-Olczakowa (1905–1968) était la fille des amis et éditeurs de Janusz Korczak, Janina et Jakub Mortkowicz. Elle est aussi la mère de Joanna Olczak-Ronikier qui signera à son tour une biographie de Korczak en 2002.

2 Les citations des auteurs suivants ont été traduites du polonais vers le français par Eliza Smierzchalska : Marta Ciesielska, Grzegorz Kasdepke, Janusz Korczak, Manfred Liebel, Piotr Matywiecki, Hanna Mortkowicz-Olczakowa, Joanna Olczak-Ronikier, Marta Rakoczy et Bożena Wojnowska. Pour les textes de Janusz Korczak, la traductrice s'est référée aux *Œuvres* (*Dzieła*) (Varsovie, 1992–2022).

3 Le point de rassemblement d'où les Juifs du ghetto de Varsovie étaient déportés à Treblinka.

1 Hanna Mortkowicz-Olczakowa, *Janusz Korczak* (J. Mortkowicz, 1949). Hanna Mortkowicz-Olczakowa (1905–1968) was the daughter of Janusz Korczak's friends and publishers, Janina and Jakub Mortkowicz. She was also the mother of Joanna Olczak-Ronikier, who wrote a biography of Korczak in 2002.

2 Hanna Mortkowicz-Olczakowa, "O Janusz," *Przegląd Kulturalny*, 19 (1956): n.p. Quotes from the following authors have been translated from Polish into French by Eliza Smierzchalska: Marta Ciesielska, Grzegorz Kasdepke, Janusz Korczak, Manfred Liebel, Piotr Matywiecki, Hanna Mortkowicz-Olczakowa, Joanna Olczak-Ronikier, Marta Rakoczy and Bożena Wojnowska. For the texts by Janusz Korczak, the translator has referred to the Works (*Dzieła*) (Warsaw, 1992–2022).

3 The assembly point from which Jews from the Warsaw ghetto were deported to Treblinka.

quand la légende est aussi imposante que celle de la mort de Janusz Korczak et de ses deux cents enfants... [...] Le feu qui a ravagé sa ville et son entourage a englouti presque tous les exemplaires de ses livres et la totalité de l'immense documentation qu'il a récoltée pendant des années. Il ne subsiste plus que quelques livres et quelques rares amis et compagnons de travail.

Ces livres et ces personnes peuvent aujourd'hui entreprendre un dialogue difficile et exigeant avec la légende. Et ils ont le devoir de le faire⁴.

Grâce au colossal travail éditorial initié en 1977 par Hanna Kirchner, Alexander Lewin et Stefan Wołoszyn, on peut désormais nuancer les propos de Hanna Mortkowicz-Olczakowa. Leur collection commentée des *Œuvres de Korczak*, dont le premier tome a été publié en 1992, se compose à ce jour de quinze tomes en vingt volumes et sa publication n'est pas encore achevée⁵. La documentation réunie dans le tome 13, publié en 2017 sous le titre *La théorie et la pratique. Articles pédagogiques (1919-1939)*⁶, apporte un nouvel éclairage sur la manière dont Janusz Korczak / Henryk Goldszmit appréhendait le concept de protection de l'enfance et celui de droits de l'enfant. Enfin, avec la parution en 2023 du livre *Un autre visage de Korczak*, de Bożenna Wojnowska, qui structure et synthétise une importante partie des commentaires et des recherches ayant accompagné l'édition

The conflict between the real life of a human being and the legend is a dangerous one. Especially when the legend is as imposing as that of the death of Janusz Korczak and his two hundred children [...] The fire that ravaged his town and his community swallowed up almost all the copies of his books and the immense documentation he had collected over the years. All that remains are a few books and a handful of friends and colleagues.

These books and these people can now undertake a difficult and demanding dialogue with the legend. And they have a duty to do so⁴.

Thanks to the colossal editorial work begun in 1977 by Hanna Kirchner, Alexander Lewin and Stefan Wołoszyn, we can now nuance Hanna Mortkowicz-Olczakowa's comments. Their annotated collection of Korczak's Works, the first volume of which was published in 1992, now consists of fifteen volumes in twenty books, and its publication is not yet complete⁵. The material collected in volume 13, published in 2017 under the title Theory and Practice. Pedagogical articles (1919–1939)⁶, sheds new light on Korczak / Goldszmit's approach to the concept of child protection and children's rights. Finally, with the publication in 2023 of the book Another Side of Korczak by Bożena Wojnowska, which organises and synthesises the bulk of the commentary and research that accompanied the publication of the Works, we are finally

4 Mortkowicz-Olczakowa, *Janusz Korczak*, 8–9.

5 Janusz Korczak, *Dzieła*, 16 t. (IBL, Latona, 1992–2025). Hanna Kirchner (1930), Alexander Lewin (1915–2002) et Stefan Wołoszyn (1911–2004) étaient membres du Comité pour la célébration du centenaire de la naissance de Janusz Korczak, comité dont Marta Ciesielska a été nommée secrétaire. L'entreprise éditoriale a été soutenue au fil des ans par différentes associations et institutions, polonaises et internationales. En plus du travail de membres du Comité éditorial, les *Œuvres (Dzieła)* sont le fruit de la collaboration de plusieurs autres historiens et chercheurs.

6 *Dzieła*, t. 13, *Teoria a praktyka. Artykuły pedagogiczne (1919–1939)* (IBL, 2017).

4 Mortkowicz-Olczakowa, *Janusz Korczak*, 8–9.

5 Janusz Korczak, *Dzieła*, 16 vols. (IBL, Latona, 1992–2025). Hanna Kirchner (1930), Alexander Lewin (1915–2002) and Stefan Wołoszyn (1911–2004) were members of the Committee for the Celebration of the Centenary of the Birth of Janusz Korczak, of which Marta Ciesielska was appointed secretary. The publishing venture has been supported over the years by various Polish and international associations and institutions. In addition to the work of the members of the editorial committee, the Works (*Dzieła*) are the fruit of the collaboration of several other historians and researchers.

6 *Dzieła*, vol. 13, *Teoria a praktyka. Artykuły pedagogiczne (1919–1939)* (IBL, 2017).

des *Oeuvres*, nous sommes enfin en mesure de nous figurer avec plus de justesse ce que Korczak entendait par droits de l'enfant.

Un terreau socio-culturel propice

*Un autre visage de Korczak*⁷ dresse une image claire du milieu dans lequel Janusz Korczak a évolué, alors que son identité complexe a subi des distorsions au fil des différentes biographies qui lui ont été consacrées, faisant de lui tour à tour un Polonais ou un Juif plus ou moins assimilé. L'une des thèses les plus importantes de l'ouvrage de Bożena Wojnowska consiste à mettre en lumière « les parallèles entre le modèle culturel de l'intellectuel polonais, modèle que Korczak vénérait depuis sa jeunesse, et le modèle culturel juif réformateur, fondé sur les aspirations émancipatrices de la Haskala⁸ ». Prendre en compte cette double influence culturelle permet « de situer la thématique de “l'enfant” plus précisément dans le contexte des mouvements d'émancipation de l'époque et en particulier des aspirations auto-émancipatrices des Juifs, qui revendaquaient le droit à l'autodétermination⁹ ».

Henryk Goldszmit naît vers 1878¹⁰ à Varsovie, dans une famille juive progressiste liée au mouvement de la Haskala, et dans un climat d'oppression sociale dû à l'occupation de cette partie de la Pologne par l'Empire russe.

« Le mouvement de la Haskala s'est fixé pour objectifs la modernisation interne de la communauté juive et la revalorisation de sa place dans la société et la culture des pays d'implantation, préconisant la réforme du

in a position to interpret more accurately what Korczak meant by children's rights.

A fertile socio-cultural soil

73

Another Side of Korczak⁷ provides a clear picture of the environment in which Korczak evolved, whereas various other biographies devoted to him have distorted his complex identity by making him alternately a Pole or a more-or-less assimilated Jew. One of the most important theses of Bożena Wojnowska's book is “the parallels between the cultural model of the Polish intellectual, a model that Korczak revered from his youth, and the cultural model of the Jewish reformist, based on the emancipatory aspirations of the Haskala”⁸. Taking this dual cultural influence into account allows us “to situate the theme of ‘the child’ more precisely in the context of the emancipation movements of the time, and in particular the self-emancipatory aspirations of the Jews, who were demanding the right to self-determination”⁹.

Henryk Goldszmit was born in Warsaw around 1878¹⁰ into a progressive Jewish family that was linked to the Haskala movement. At that time, there was a climate of social oppression due to the Russian Empire's occupation of that part of Poland. According to Wojnowska:

The Haskala movement set itself the goal of modernising the Jewish community internally and enhancing its place in the society and culture of the countries in which Jews settled, advocating for the reform of Judaism and disseminating secular knowledge.

7 Bożena Wojnowska, *Inna twarz Korczaka. Szkice o dwoistej tożsamości (i nie tylko)* (Austeria, 2023.)

8 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 7. La Haskala est le mouvement juif des Lumières porté par le philosophe allemand Moses Mendelssohn (1729-1786).

9 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 7.

10 On ignore si Korczak est né le 22 juillet 1878 ou 1879. Lui-même hésitait sur l'année de sa naissance.

7 Bożena Wojnowska, *Inna twarz Korczaka: Szkice o dwoistej tożsamości (i nie tylko)* (Austeria, 2023).

8 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 7. Haskala refers to the Jewish Enlightenment movement led by the German philosopher Moses Mendelssohn (1729-1786).

9 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 7.

10 It is not known whether Korczak was born on 22 July 1878 or 22 July 1879. He himself was unsure of the year of his birth.

judaïsme et diffusant un savoir laïque. [...] Les Goldszmit rejoignirent les rangs de l'intelligentsia juive de Varsovie, de plus en plus nombreuse à adhérer à l'expérience de la Haskala qui consistait à reconstruire leur propre communauté, mais dans un pays politiquement asservi et fortement marqué par les divisions sociétales »¹¹.

C'est ainsi qu'Henryk Goldszmit et sa sœur Anna reçoivent une éducation laïque en plusieurs langues¹², dont le yiddish est exclu en raison de la volonté de leurs parents de rompre avec le judaïsme traditionnel. Bien que laïque, cette éducation est néanmoins imprégnée des valeurs juives telles que l'amour du prochain, l'engagement à porter secours aux pauvres et aux orphelins, le sens de la responsabilité individuelle et collective dans la réparation du monde. La Haskala prône le droit à l'autodétermination et insiste sur l'importance de l'éducation comme vecteur du changement : « L'idée de la mission des intellectuels auprès du large cercle des "frères non éclairés" a pris forme : il fallait leur apporter l'éducation, leur inculquer la citoyenneté, éliminer les superstitions religieuses et les éduquer à la tolérance »¹³. Józef et Jakub Goldszmit, le père et l'oncle de Henryk, publient en polonais des biographies de Juifs célèbres ainsi que des articles destinés avant tout à la communauté juive mais aussi aux Polonais curieux de mieux connaître leurs voisins¹⁴. Aux propositions d'assimilation faites par le milieu positiviste polonais, les Juifs progressistes répondent en termes de rapprochement et de dialogue dans le respect des différences culturelles de chacun, pour s'ouvrir aux échanges d'expériences et construire un partenariat. Car les intellec-

[...] *The Goldszmit family joined the ranks of Warsaw's Jewish intelligentsia, more and more of whom were embracing the Haskala experience, which consisted of rebuilding their own community, but in a country that was politically enslaved and strongly marked by societal divisions¹¹.*

As a result, Henryk Goldszmit and his sister Anna received a secular education in several languages¹², excluding Yiddish because of their parents' desire to break with traditional Judaism. Although secular, this education was nevertheless imbued with Jewish values, such as love of one's neighbour, a commitment to helping orphans and poor people, and a sense of individual and collective responsibility for repairing the world. Haskala advocates for the right to self-determination and stresses the importance of education as a vehicle for change: "The idea of the duty of intellectuals towards the wide circle of 'unenlightened brothers' took shape: they had to be educated, taught citizenship, relieved of religious superstition and educated in tolerance"¹³. Józef Goldszmit (Henryk's father) and Jakub Goldszmit (Henryk's uncle) published biographies of famous Jews in Polish, as well as articles aimed primarily at the Jewish community but also at Poles who wanted to learn more about their neighbours¹⁴. In response to the Polish positivist milieu's proposals for assimilation, the progressive Jews called for rapprochement and dialogue, and for respecting each other's cultural differences, to open up exchanges of experience and build a partnership. On their part, the Polish intellectuals were also fighting for the right to self-determination and for national and social emancipation.

11 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 23–25.

12 Anna Goldszmit (1875–1942) fut traductrice asservementée.

13 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 25.

14 Józef Goldszmit et Jakub Goldszmit, *O prawo do szacunku. Wybór pism*, dir. Bożena Wojnowska et Marlena Sęczek (IBL, 2017).

11 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 23–25.

12 Anna Goldszmit (1875–1942) was a sworn translator.

13 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 25.

14 Józef Goldszmit and Jakub Goldszmit, *O prawo do szacunku. Wybór pism*, ed. Bożena Wojnowska and Marlena Sęczek (IBL, 2017).

tuels polonais, de leur côté, luttent eux aussi pour le droit à l'autodétermination et pour une émancipation nationale et sociale.

En 1885, l'enseignante et militante pour les droits des femmes et les droits sociaux Jadwiga Szczawińska¹⁵ crée à Varsovie une université clandestine pour les femmes, l'Université volante, qui compte parmi ses professeurs les meilleurs intellectuels et scientifiques polonais. Les cours s'ouvrent rapidement aux élèves masculins qui viennent y pallier la médiocrité de l'enseignement dispensé par l'Université tsariste de Varsovie, où Henryk Goldszmit, jeune écrivain passionné de pédagogie, étudie la médecine. L'Université volante, qu'il rejoint, se caractérise par « le scepticisme envers les soi-disant lois de l'Histoire qui allait de pair avec l'affirmation du libre arbitre des individus »¹⁶. L'université fonctionne en petits cercles de travail où les élèves côtoient, dans une proximité avec les enseignants renforcée par la clandestinité, des personnalités éminentes et radicales comme les pédagogues Jan Władysław Dawid et Waclaw Nałkowski, la sociologue et économiste féministe Zofia Daszyńska-Golińska ou encore la pédagogue et activiste des droits de l'enfant Stefania Sempołowska¹⁷. Ces enseignants imprègnent leurs élèves de « deux impératifs moraux essentiels : celui de respecter la dignité de tout être humain, et l'obligation de solidarité avec les démunis. Grâce à eux, une nouvelle génération de Polonais a vu jour, des gens dotés d'une pensée autonome, engagés et créatifs »¹⁸.

In 1885, Jadwiga Szczawińska¹⁵, a teacher and campaigner for women's rights and social rights, set up a clandestine university for women in Warsaw – the Flying University – whose professors included some of Poland's best intellectuals and scientists. The courses soon opened up to male students, who enrolled to supplement the mediocre teaching provided by the Tsarist University in Warsaw: the institution where Henryk Goldszmit, as a young writer with a passion for education, was studying medicine. The Flying University, which he joined, was characterised by “scepticism towards the so-called laws of History, which went hand in hand with the affirmation of the free will of individuals”¹⁶. The university operated in small working circles, where, in a closeness made stronger by clandestinity, students rubbed shoulders with eminent and radical figures including the pedagogues Jan Władysław Dawid and Waclaw Nałkowski, the feminist sociologist and economist Zofia Daszyńska-Golińska, and the pedagogue and children's rights activist Stefania Sempołowska¹⁷. These teachers imbued their pupils with “two essential moral imperatives: the need to respect the dignity of every human being, and the obligation to show solidarity with those in need”. This led to “a new generation of Poles” emerging that was made up of “independent thinkers, committed and creative”¹⁸.

Without ever joining a political party¹⁹, Henryk Goldszmit became actively in-

¹⁵ Jadwiga Szczawińska-Dawidowa (1864–1910) épousa Jan Władysław Dawid, éditeur de la revue de gauche radical *La Voix*, dans laquelle Henryk Goldszmit publia plusieurs articles.

¹⁶ Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 102.

¹⁷ Stefania Sempołowska, institutrice, écrivaine, journaliste et activiste sociale est une figure emblématique de la lutte pour les droits de l'enfant en Pologne.

¹⁸ Joanna Olczak-Ronikier, *Korczak : Próba biografii* (W.A.B., 2012), 88.

¹⁵ Jadwiga Szczawińska-Dawidowa (1864–1910) married Jan Władysław Dawid, editor of the radical left-wing magazine *The Voice*, in which Henryk Goldszmit published several articles.

¹⁶ Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 102.

¹⁷ Stefania Sempołowska, a teacher, writer, journalist and social activist, is an emblematic figure in the fight for children's rights in Poland.

¹⁸ Joanna Olczak-Ronikier, *Korczak : Próba biografii* (W.A.B., 2012), 88.

¹⁹ Despite his closeness to left-wing circles, Korczak never belonged to a political party. In the 1930s, he was criticised for this by his former pupils, who were disappointed by his refusal to publicly support Marxist or Zionist struggles.

Sans jamais se lier à un parti politique¹⁹, Henryk Goldszmit s'implique activement dans le mouvement social soutenu par des structures comme la Société Bienfaitrice de Varsovie et ses bibliothèques gratuites, la Société des Colonies de Vacances, la Société d'Aide aux Orphelins, ou encore l'Institut d'hygiène de Varsovie. Pour Henryk Goldszmit « les idées qui émanaient [de l'Université volante] fortifiaient les acquis d'activisme et de responsabilité sociale appris à la maison, intensifiaient le non-conformisme et le sentiment de désaccord avec la réalité, ainsi que le désir de sortir du statu quo »²⁰.

Ce mouvement social rallie les Polonais et les Juifs, car « l'élément commun [...] était le projet de moderniser la pensée et la société en assurant et en renforçant l'identité collective. Du côté juif, pour empêcher la communauté de se dissoudre dans l'océan des adeptes d'autres religions, et du côté polonais pour se défendre contre la domination russe et la dénationalisation »²¹. Des deux côtés, l'accent est mis sur l'importance de l'éducation – des enfants comme des adultes – soutenue par des valeurs fondamentales, telle que l'amour du prochain. Une forme d'amour désintéressée et exigeante, comme l'exprime le philosophe et sociologue Zygmunt Bauman dans *L'amour liquide* :

Aimer son prochain peut exiger un acte de foi ; le résultat, cependant, est l'acte de naissance de l'humanité. C'est également le passage décisif de l'instinct de survie à la moralité. Passage qui fait de la moralité une partie, peut-être une condition sine qua non, de la survie. Avec cet ingrédient,

volved in a social movement supported by organisations such as the Warsaw Benevolent Society and its free libraries, the Holiday Camp Society, the Orphan Aid Society and the Warsaw Hygiene Institute. For Goldszmit, “the ideas that emanated [from the Flying University] strengthened the knowledge of activism and social responsibility acquired at home, intensified non-conformism and the feeling of disagreement with reality, as well as the desire to break away from the status quo”²⁰.

Poles and Jews were united by this social movement, because “the common element [...] was the project to modernise thought and society by ensuring and strengthening collective identity. On the Jewish side, it aimed to prevent the community from dissolving in the ocean of followers of other religions, and on the Polish side it aimed to defend Poland against Russian domination and denationalisation”²¹. On both sides, the emphasis was on the importance of education – for children and adults alike – underpinned by fundamental values such as love of one's neighbour. This is a selfless and demanding form of love, as expressed by the philosopher and sociologist Zygmunt Bauman in *Liquid Love*:

*Loving your neighbour may require a leap offaith; the result, though, is the birth act of humanity. It is also the fateful passage from the instinct of survival to morality. This is a passage that renders morality a part, perhaps a conditio sine qua non, of survival. With that ingredient, survival of a human becomes the survival of humanity in the human*²².

Henryk Goldszmit was barely 20 years old when, in 1899, under the pseudonym

19 Tout en étant proche des milieux de gauche, Korczak n'a jamais appartenu à un parti politique. C'est ce que lui reprocheront dans les années 1930 ses anciens pupilles, déçus de son refus de soutenir publiquement les combats marxistes et/ou sionistes.

20 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 94.

21 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 26.

20 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 94.

21 Wojnowska, *Inna twarz Korczaka*, 26.

22 Zygmunt Bauman, *Liquid Love: On the Frailty of Human Bonds* (Polity Press, 2003), 78.

*la survie d'un humain devient celle de l'humanité dans l'humain*²².

Henryk Goldszmit a vingt ans à peine lorsqu'il signe en 1899, sous le pseudonyme « Janusz », une série d'articles sur l'enfance dans l'hebdomadaire *La Salle de lecture pour tous*, dont celui intitulé « L'évolution de l'amour du prochain » :

*Les enfants ne sont pas des personnes en devenir, ce sont déjà des personnes à part entière. Oui, ce sont des individus, pas des poupées. Nous pouvons nous adresser à leur intelligence, ils nous répondront. Adressons-nous à leur cœur, ils nous comprendront*²³.

Si le postulat selon lequel l'enfant est déjà une personne à part entière ne quittera jamais Korczak, la posture teintée d'utopie positiviste et de charité judéo-chrétienne du jeune pédiatre va subir un bouleversement profond en 1904, à l'occasion de son premier contact avec un groupe d'enfants. Il relatera cette expérience en 1918 dans *Comment aimer un enfant. Les colonies de vacances* :

« Je dois beaucoup aux colonies de vacances. C'est là que j'ai rencontré une collectivité d'enfants, c'est là que j'ai appris, grâce à mes seuls efforts, le b.a.-ba de la pratique éducative. Riche d'illusions, pauvre d'expérience, sentimental et jeune, je pensais que je pourrais beaucoup parce que je voulais beaucoup. Mon désir était de faire de ces quatre semaines de colonies pour les enfants déshérités une véritable parenthèse de joie et d'allégresse qu'aucune larme ne saurait ternir. ²⁴ *» La réalité ramène le jeune édu-*

“Janusz”, he wrote a series of articles on childhood for the weekly magazine *The Reading Room for Everyone*. This included an article entitled “The Evolution of Love of One's Neighbour”:

*Children are not people in the making, they are already people in their own right. Yes, they are individuals, not dolls. We can speak to their minds, and they will respond. If we speak to their hearts, they will understand us*²³.

Although Korczak would never depart from the postulate that the child is already a person in their own right, the posturing of the young paediatrician, tinged with positivist utopianism and Judeo-Christian charity, was to undergo a profound change in 1904 when he had his first contact with a group of children. He recounted this experience in 1918 in *How to Love a Child. Holiday Camps*:

*I owe a lot to holiday camps. That's where I got to know a class of children, that's where I learnt, through my own efforts, the ABCs of educational practice. Rich in illusions, poor in experience, sentimental and young, I thought I could do a lot because I wanted a lot. My desire was to make these four weeks of camps for underprivileged children a real interlude of joy and gladness that no tear could tarnish*²⁴.

Reality brought the young educator back down to earth on the first evening, when the children responded to his kindness with rowdiness and he lost his temper. He ended up grabbing one of the boys and threatening to make him sleep outside on the veranda.

22 Zygmunt Bauman, *L'amour liquide : de la fragilité des liens entre les hommes* (Éditions du Rouergue, 2004), 97.

23 Janusz Korczak, « Rozwój idei miłości bliźniego w XIX wieku, » in *Dzieła*, vol. 3/1, *Na mównicy. Publicystyka społeczna, 1898-1912* (Latona, 1994), 223.

24 Janusz Korczak, « Jak kochać dziecko », dans *Dzieła*, t. 7, *Jak kochać dziecko. Momenty wychowawcze. Prawo dziecka do szacunku* (Latona, 1993), 220.

23 Janusz Korczak, “Rozwój idei miłości bliźniego w XIX wieku, » in *Dzieła*, vol. 3/1, *Na mównicy. Publicystyka społeczna, 1898-1912* (Latona, 1994), 223.

24 Janusz Korczak, “Jak kochać dziecko,” in *Dzieła*, vol. 7, *Jak kochać dziecko. Momenty wychowawcze. Prawo dziecka do szacunku* (Latona, 1993), 220.



Janusz Korczak avec un ensemble instrumental de la Maison de l'Orphelin située au 92 rue Krochmalna à Varsovie. Photographie de 1931.
Janusz Korczak with an instrumental ensemble from the Orphans Home at 92 Krochmalna Street in Warsaw. Photographed in 1931.

© Ghetto Fighters' House Museum, Israel

cateur sur terre dès le premier soir, quand les enfants répondent à sa bienveillance par le chahut et lui font perdre son sang-froid. Il finit par empoigner l'un d'entre eux en le menaçant de le faire dormir dehors, dans la véranda.

Le deuxième jour en début de soirée, un des garçons est venu me prévenir que ce serait à nouveau le chahut dans le dortoir, mais que si je m'avais à frapper encore quelqu'un, ils ne se laisseraient plus faire : ils s'étaient armés de bâtons.

J'ai compris que les enfants étaient une force avec laquelle il fallait compter. On peut en faire des collaborateurs fidèles comme on peut les décourager par manque de respect. Par un curieux concours de circonstances, ces vérités m'ont été enseignées à coups de bâton.

He describes what he subsequently learned from this:

Early in the evening of the second day, one of the boys came to warn me that the dormitory was going to be rowdy again, but that if I hit anyone again, they wouldn't take it any more: they'd armed themselves with sticks.

I realised that children are a force to be reckoned with. You can make them loyal collaborators or you can discourage them through lack of respect. By a curious combination of circumstances, I was taught these truths with a stick.

The next day, during a walk in the forest, I spoke for the first time, not to children, but with children. I spoke with them not about what I wanted them to be, but about what they wanted to be or could be. I think it was then that I realised, also for the first time, that you can learn a lot from children, that they too make their own demands and con-

Le lendemain, au cours d'une promenade dans la forêt, j'ai parlé pour la première fois, non pas aux enfants, mais avec les enfants. J'ai parlé avec eux non pas de ce que je voudrais qu'ils soient, mais de ce qu'ils voulaient ou pouvaient être. Je crois que c'est alors que j'ai réalisé, pour la première fois aussi, que l'on peut beaucoup apprendre des enfants, qu'eux aussi posent, et ont le droit de poser, leurs exigences et leurs conditions, qu'ils peuvent avoir leurs objections²⁵.

Un écrivain engagé en faveur de la cause des enfants

Cette expérience n'est pourtant pas le premier contact avec des enfants en situation précaire de celui qui, depuis son premier roman publié en 1901, se fait appeler de son nom de plume : Janusz Korczak²⁶. Ce premier roman, *Les enfants des rues*, est une fiction élaborée à partir des notes prises lors de ses nombreuses visites dans les quartiers malfamés de Varsovie, et met en scène l'histoire d'un homme fortuné qui entreprend de sortir deux enfants de la rue en les entourant d'amour et de bienveillance. Cependant l'un des enfants préfère recouvrer sa liberté, même au prix de la misère, tandis que l'autre, restant habiter la riche demeure, se renferme sur elle-même, car : « on ne pouvait atteindre son cœur qu'avec un amour désintéressé et sincère, pas avec un amour pétri du sentiment du devoir et de l'engouement pour une idée »²⁷. Korczak brosse ici

ditions, and have the right to do so, that they can have their own objections²⁵.

A writer committed to the cause of children

The experience described above was not the first time that Janusz Korczak, who had been calling himself by his pen name since 1901²⁶, had come into contact with children in precarious situations. His first novel, *Children of the Streets*, is based on notes he had taken during his many visits to Warsaw's slums. It tells the story of a wealthy man who sets out to rescue two children from the streets by showering them with love and kindness. However, one of the children chooses to regain his freedom at the expense of poverty, while the other, who remains in the rich man's house, closes in on herself because: "you could only reach her heart with a love that was disinterested and sincere, not with a love steeped in a sense of duty and infatuation with an idea"²⁷. Here, Korczak paints portraits of children who, despite their precarious circumstances, embody a dignity and integrity that the wealthy philanthropist lacked.

Korczak's second novel, *Child of the Drawing Room*, was published in 1907 and solidified his reputation as a writer. In this book, the hero flees "the symbolic violence [...] the bourgeois education that makes the child a hostage who is forbidden to go down

25 Korczak, « Jak kochać dziecko », 232 et suivantes.

26 Henryk Goldszmit a commencé à publier dès l'âge de 18 ans dans plusieurs revues éducatives, sociales ou satyriques, en utilisant différents pseudonymes. Le pseudonyme « Janusz » est en lien avec les articles qui traitent de l'enfance et qui étaient publiés dans *La salle de lecture pour tous, revue éducative de gauche dans laquelle il était particulièrement impliqué*. Lors d'un concours littéraire, il utilisera le pseudonyme « Korczak », nom du héros d'un roman de Kraszewski qui incarnait les idéaux de respect de l'autre et de coopération entre Polonais et Juifs si chers à la famille Goldszmit. Le pseudonyme « Janusz Korczak », qui finira par supplanter son nom civil, serait ainsi lié à la volonté de Henryk Goldszmit d'incarner le combat engagé pour la défense du respect de l'enfant.

27 Janusz Korczak, « Dzieci ulicy », dans *Dziela t. 1 : Dzieci ulicy*, in *Dziela*, vol. 1, *Dzieci ulicy. Dziecko salonu* (Latona, 1992), 192.

25 Korczak, "Jak kochać dziecko," 232 et seq.

26 Henryk Goldszmit began publishing at the age of 18 in a number of educational, social and satirical magazines, using various pseudonyms. The pseudonym Janusz is linked to the articles dealing with childhood that were published in *The Reading Room for Everyone*, a left-wing educational magazine in which he was especially involved. In a literary competition, he used the pseudonym Korczak, the name of the hero of a Kraszewski novel, who represented the ideals of respect for others and cooperation between Poles and Jews that were so dear to the Goldszmit family. The pseudonym "Janusz Korczak", which eventually replaced his civil name, was thus linked to Henryk Goldszmit's desire to embody the fight to defend respect for children.

27 Janusz Korczak, "Dzieci ulicy," in *Dziela*, vol. 1, *Dzieci ulicy. Dziecko salonu* (Latona, 1992), 192.

des portraits d'enfants qui, malgré la précarité, incarnent une dignité et une intégrité qui font défaut au riche philanthrope.

Dans son deuxième roman, publié en 1907, *L'enfant de salon*, qui vaudra à Korczak sa renommée d'écrivain, le héros fuit « la violence symbolique [...] de l'éducation bourgeoise qui fait de l'enfant un otage à qui il est interdit de descendre l'échelle sociale, dont l'enfance est stigmatisée par des obligations et un contrôle intensifs dissimulés sous une bienveillance sociale et familiale de façade »²⁸. Dans ce roman révolutionnaire par sa forme qui mêle autobiographie, fiction, poésie, théâtre et notes journalistiques prises sur le vif, se déploie la vision d'une société avec toutes ses contradictions, ses déviances et sa folie, dont le seul garant de dignité humaine est l'enfant. Korczak dénonce la passivité des classes sociales privilégiées, responsables de la pauvreté et des maux qu'elle engendre, toutefois sans jamais idéaliser ses personnages ou les réduire au rôle de victimes en attente d'être secourues.

Lorsque quelques années plus tôt, ses amis, conscients de son talent littéraire, s'étonnaient de son choix d'études, Korczak répondait que « la littérature c'est des mots, la médecine c'est des actes »²⁹. De fait, il a réussi à conduire parallèlement ces deux activités. Sa vie est un exemple difficile à égaler dans le domaine de l'engagement pour la cause des enfants démunis et victimes de violence, non seulement par l'énergie déployée sur le terrain, mais aussi par la posture intellectuellement intransigeante de Korczak quant à la manière de vivre cet engagement.

the social ladder, whose childhood is stigmatised by intensive obligations and control concealed under a façade of social and family benevolence»²⁸. In this revolutionary novel, which combines autobiography, fiction, poetry, theatre and journalistic notes taken on the spot, Korczak presents a vision of a society with all its contradictions, deviancies and madness, in which the only guarantor of human dignity is the child. Korczak denounces the passivity of the privileged social classes, who bear responsibility for poverty and the evils it engenders, but without ever idealising his characters or reducing them to the role of a victim waiting to be rescued.

A few years earlier, Korczak's friends, who were well aware of his literary talent, expressed surprise that he had chosen to study a different subject. Korczak replied that “literature is just words, while medicine is deeds”²⁹. In reality, he managed to pursue these two activities in parallel. His life is an example that is difficult to match when it comes to commitment to the cause of deprived children and victims of violence – not only in terms of the energy Korczak put into it, but also in terms of his intellectually intransigent stance on how to live out this commitment.

It was also in 1907 that the Orphans' Aid Society entrusted Korczak with the project of opening a modern orphanage for Jewish children in Warsaw. But just a few months after the orphanage was officially opened, the First World War broke out and Henryk Goldszmit, a doctor, was sent to the front.

ieci ulicy. Dziecko salonu (Latona, 1992), 192.

28 Marta Rakoczy, «Prawa dziecka według Korczaka. Polityka szacunku przeciw polityce troski», *Dialog* 6, n° 787 (juin, 2022), <https://www.dialog-pismo.pl/w-numerach/prawa-dziecka-wedlug-korczaka-polityka-szacunku-przeciw-polityce-troski>.

29 Janusz Korczak, «Spowiedź motyla», *Dzieła*, t. 6, *Sława. Opowiadania (1898–1914)* (Latona, 1994), 176.

28 Marta Rakoczy, “Prawa dziecka według Korczaka. Polityka szacunku przeciw polityce troski,” *Dialog* 6, no. 787 (June 2022), <https://www.dialog-pismo.pl/w-numerach/prawa-dziecka-wedlug-korczaka-polityka-szacunku-przeciw-polityce-troski>.

29 Janusz Korczak, “Spowiedź motyla,” in *Dzieła*, vol. 6, *Sława. Opowiadania (1898–1914)* (Latona, 1994), 176.

C'est aussi au cours de l'année 1907 que la Société d'Aide aux Orphelins lui confie le projet d'ouvrir à Varsovie un orphelinat moderne pour les enfants juifs. Mais quelques mois à peine après l'inauguration de la Maison de l'Orphelin éclate la Première Guerre mondiale : Henryk Goldszmit, médecin, est envoyé au front.

Dès qu'il en a la possibilité, il va prêter main-forte dans les orphelinats et les refuges pour enfants de la région de Kiev, où il reste de 1914 à 1918. C'est durant cette période qu'il écrit un texte qui deviendra le livre de référence pour quiconque s'intéresse à Janusz Korczak : *Comment aimer un enfant* (1918), rédigé sur des bouts de papier numérotés, « dans un hôpital de campagne sous le fracas des canons, pendant la guerre, quand le précepte de tolérance ne suffisait plus »³⁰.

Si le médecin, au centre de la tragédie humanitaire, dénonce le sort effroyable des enfants en temps de guerre, rien de cela ne transparaît cependant dans les pages de *Comment aimer un enfant* : Korczak s'applique à y dépeindre une enfance ordinaire, celle d'un être humain qui vient au monde dans des circonstances et un milieu *a priori* favorables, où les conditions matérielles n'entrent pas en ligne de compte. Cela a de quoi surprendre. On pourrait ramener cette démarche d'écrivain à un besoin de fuir l'insoutenable horreur de la réalité. Mais Korczak n'a jamais fui devant les horreurs de la réalité, y compris – et même à plus forte raison – dans la nuit noire de l'humanité. Écrire ce livre, qu'il avait déjà en projet avant-guerre, est plus que jamais placer la dignité de l'enfant au fondement de tout : c'est un acte de résistance.

C'est dans *Comment aimer un enfant* que se trouve son appel à une Charte universelle des droits de l'enfant :

Whenever he could, Korczak went to help in orphanages and children's refuges in the Kiev region, where he was posted from 1914 to 1918. It was during this period that he wrote a text that would become the reference book for anyone interested in Janusz Korczak: *How to Love a Child* (1918), written on numbered scraps of paper "in a field hospital under the roar of cannon-fire, during the war, when the precept of tolerance was no longer enough"³⁰.

Working at the centre of this humanitarian tragedy, the young doctor denounced the appalling fate of children in wartime. Yet none of this is apparent in the pages of *How to Love a Child*: Korczak endeavours to depict an ordinary childhood, that of a human being who comes into the world in circumstances and in an environment that are *a priori* favourable, where material conditions are not a factor. This may come as a surprise. One could reduce the author's approach to a need to flee from the unbearable horror of reality. But Korczak never ran away from these horrors, even – and even more so – in humanity's darkest hour. He had planned to write this book before the war began; placing the dignity of the child at the heart of everything was therefore an act of resistance.

It is in *How to Love a Child* that we find his call for a universal charter of children's rights:

37. Be careful. Either we come to an immediate agreement, or we leave each other forever. It will take some effort of will to call to order any thought that would like to escape or evade, any floating feeling.

I appeal to the Magna Carta Libertatis [sic] on the rights of the child. There may be oth-

30 Korczak, « Jak kochać dziecko », 113.

30 Korczak, "Jak kochać dziecko," 113.

37. Attention. Ou bien nous nous mettons tout de suite d'accord, ou bien nous nous quittons à jamais. Un effort de volonté sera nécessaire pour rappeler à l'ordre toute pensée qui voudrait s'esquiver ou se dérober, tout sentiment flottant.

J'en appelle à la Magne Carta Libertatis [sic] des droits de l'enfant. Il y en a peut-être d'autres, j'en ai relevé trois fondamentaux.

- 1. Le droit de l'enfant à mourir.*
- 2. Le droit de l'enfant à vivre le moment présent.*
- 3. Le droit de l'enfant à être ce qu'il est³¹.*

Rares sont les publications consacrées à Janusz Korczak et aux droits de l'enfant qui citent ce premier droit, le droit à mourir. Cette formulation, si elle provoque un profond malaise, s'entend dans l'esprit de Korczak comme le droit de l'enfant *de ne pas avoir peur de mourir* – car Korczak cible bel et bien nos propres peurs d'adultes qui, à force d'interdits imposés à l'enfant, finissent par tuer sa force vitale et son sentiment de liberté. Korczak explicite ainsi quelques pages plus loin le mécanisme par lequel parents et éducateurs abîment insidieusement la psyché de l'enfant, avec de réelles répercussions sur sa future vie d'adulte :

La crainte pour la vie de l'enfant se manifeste par la crainte d'un accident qui le rendrait infirme, ce qui réveille la crainte pour sa santé, d'où surgit le souci de l'hygiène... Et voici un nouvel engrenage : celui de la propreté et de la sécurité qui s'étend aux robes, aux bas et aux chaussures. Il ne s'agit plus du trou dans le front mais du trou dans le pantalon. Il ne s'agit plus de la santé de l'enfant mais de celle de notre portefeuille.

ers, but I have identified three fundamental ones.

- 1. A child's right to die.*
- 2. The child's right to live in the present moment.*
- 3. The child's right to be what the child is³¹.*

Very few publications devoted to Janusz Korczak and children's rights mention this first right: the right to die. This formulation, although it provokes deep unease, is understood in Korczak's mind as the child's right not to be afraid of dying – for Korczak is indeed targeting our own fears as adults, which, by way of the prohibitions we impose on children, end up extinguishing their vitality and their sense of freedom. A few pages further on, Korczak explains the mechanism by which parents and educators insidiously damage the child's psyche, with real repercussions for the child's life as an adult:

The fear for the child's life manifests itself in the fear of an accident that would cripple that child, which awakens the fear for their health, from which arises the concern for hygiene... And here's a new spiral: that of cleanliness and safety, which extends to dresses, stockings and shoes. It's no longer about the hole in the forehead, but the hole in the trousers. It's no longer about the child's health, but about the health of our wallets.

It sets the wheels of our comfort in motion: "Don't run like that, there are cars! Don't run like that, you'll get dirty! Don't run like that, I've got a headache!"

And this monstrous machine works for long years to crush the will, crush the energy, wear the child's strength to the bone. [...]

31 Korczak, « Jak kochać dziecko », 43.

31 Korczak, "Jak kochać dziecko," 43.

Cela met en mouvement le rouage de notre confort : « Ne cours pas comme ça, il y a des voitures ! Ne cours pas comme ça, tu vas te salir ! Ne cours pas comme ça, j'ai mal à la tête ! »

Et cette machine monstrueuse travaille de longues années à broyer la volonté, écraser l'énergie, user jusqu'à la trame les forces de l'enfant. [...] De crainte de voir la mort nous arracher l'enfant, nous l'arrachons à la vie. Refusant qu'il puisse mourir, nous ne le laissons pas vivre³².

Cette peur de la mort sape la confiance de l'enfant en lui-même et en l'espace dans lequel il expérimente sa prise sur la réalité. Un autre mécanisme détruit sa relation au temps : « Ayant grandi nous-mêmes dans l'attente passive et destructrice de ce qui va advenir, nous nous pressons sans cesse vers des lendemains qui chantent [...] et quand le lendemain arrive, on en attend un nouveau »³³. Cette attitude nous enferme et enferme l'autre dans une continue attente, au détriment du moment présent : « Une moitié de l'humanité n'existe donc pas encore »³⁴.

Nous avons naïvement peur de la mort, inconscients que la vie est une suite de moments qui meurent et naissent à nouveau³⁵.

Korczak professe ici une véritable philosophie de vie, aux répercussions immenses sur la vie d'adulte et l'organisation même de la société.

Les droits de l'enfant « à mourir », « à vivre le moment présent » et « à être ce qu'il est » relèvent ainsi, dans l'esprit de Korczak, du droit à vivre libre de l'article

Fearing that death would snatch the child from us, we snatch the child from life. Refusing to let the child die, we do not let them live³².

This fear of death undermines children's confidence in both themselves and the space in which they experience their grip on reality. Another mechanism destroys the child's relationship with time: "Having grown up with a passive and destructive expectation of what is to come, we are constantly rushing towards a brighter tomorrow [...] and when tomorrow arrives, we expect a new one"³³. This attitude traps us and others in a constant state of expectation, to the detriment of the present moment: "Half of humanity does not yet exist"³⁴.

We are naively afraid of death, unaware that life is a series of moments that die and are born again³⁵.

Here, Korczak professes a philosophy of life that has immense repercussions on adult life and the very structure of society.

In the spirit of Korczak, the rights of the child "to die", "to live in the present moment" and "to be what the child is" are part of the right to live in freedom enshrined in Article 1 of the Universal Declaration of Human Rights, which states that "All human beings are born free and equal"³⁶. The rights of the child form the basis of this, because human beings are born as children and not as adults. This is why Korczak questions certain paradoxical statements in the Geneva Declaration.

32 Korczak, « Jak kochać dziecko », 46.

33 Korczak, « Jak kochać dziecko », 46.

34 Korczak, « Jak kochać dziecko », 46.

35 Korczak, « Prawo dziecka do szacunku », dans *Dzieła*, t. 7, *Jak kochać dziecko. Momenty wychowawcze. Prawo dziecka do szacunku* (Latona, 1993), 453.

32 Korczak, "Jak kochać dziecko," 46.

33 Korczak, "Jak kochać dziecko," 46.

34 Korczak, "Jak kochać dziecko," 46.

35 Korczak, "Prawo dziecka do szacunku," in *Dzieła*, vol. 7, *Jak kochać dziecko. Momenty wychowawcze. Prawo dziecka do szacunku* (Latona, 1993), 453.

36 G.A. Res. 217 (III) A, Universal Declaration of Human Rights (10 December 1948), art. 1.

1^{er} de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* selon lequel « Tous les êtres humains naissent libres et égaux »³⁶. Les droits de l'enfant en constituent le socle, les êtres humains naissant enfants et non adultes. C'est pourquoi Korczak remet en cause certains énoncés paradoxaux de la Déclaration de Genève.

La Déclaration de Genève : droits ou devoirs?

Six ans après la fin de la Première Guerre mondiale, lors de l'Assemblée générale de la Société d'Aide aux Orphelins de 1924, Janusz Korczak se référera une première fois à la Déclaration de Genève en ces termes :

Travaillons conformément à la fois aux injonctions éternelles et traditionnelles, et conformément à la Déclaration moderne du Conseil général de l'Union internationale de secours aux enfants.

Les différents points de la Déclaration se lisant comme suit :

« *L'enfant qui a faim doit être nourri.* »
 « *L'enfant orphelin et l'enfant abandonné doivent être recueillis et secourus.* »
 « *L'enfant doit être le premier à recevoir des secours en temps de détresse* »³⁷.

En utilisant le terme « injonctions », Korczak souligne qu'assurer la protection des enfants fait de tout temps partie des devoirs des adultes. C'est une injonction adressée à tous : parents, éducateurs ou simples citoyens et par conséquent aussi à l'État. « Les enfants constituent un pourcentage important de l'humanité, de la po-

The Geneva Declaration: rights or duties?

Six years after the end of the First World War, at the General Assembly of the Orphans' Aid Society in 1924, Janusz Korczak referred to the Geneva Declaration for the first time in the following terms:

Let us work in accordance with both eternal and traditional injunctions, and in accordance with the modern Declaration of the General Council of the International Save the Children Union.

The various points of the Declaration read as follows:

“The child that is hungry must be fed”.
 “The orphan and the waif must be sheltered and succoured”.
 “The child must be the first to receive relief in times of distress”³⁷.

By using the term “injunctions”, Korczak emphasises that ensuring the protection of children has always been one of the duties of adults. It is an injunction addressed to everyone – parents, educators and ordinary citizens – and consequently to the State. “Children make up a large percentage of humanity, of the population, of the nation, of its inhabitants, of our fellow citizens – they are constant companions. They have been, they will be and they are”³⁸. Children are part of human society; therefore, they are co-owners of everything we have received from previous generations. They need protection because “an unjust force rules the world. Whoever can, plunders and steals. Women are harmed ‘because they are women’, Black people ‘because they are black’, Asians ‘because they are yellow’, Jews ‘be-

³⁶ AG Rés. 217 (III) A, *Déclaration universelle des droits de l'homme* (10 décembre 1948), art. 1.

³⁷ Janusz Korczak, « *Sprawozdanie Towarzystwa 'Pomoc dla Sierot' za rok 1924* », *Dzieła*, t. 14*: *Pisma rozproszone, Listy, 1913–1939* (IBL, 2008), 121.

³⁸ Janusz Korczak “Sprawozdanie Towarzystwa ‘Pomoc dla Sierot’ za rok 1924,” in *Dzieła*, vol. 14*, *Pisma rozproszone, Listy, 1913–1939* (IBL, 2008), 121.

³⁸ Korczak, “*Prawo dziecka do szacunku*,” 447.

pulation, de la nation, de ses habitants, de nos concitoyens - ce sont des compagnons de tous les instants. Ils l'ont été, ils le seront et ils le sont »³⁸. Les enfants font partie de la société humaine et de ce fait ils sont co-propriétaires de tout ce que nous avons reçu des générations précédentes. Ils ont besoin de protection car « une force injuste gouverne le monde. Celui qui le peut pille et vole. On fait du mal aux femmes ‘parce que ce sont des femmes’, aux Noirs ‘parce qu’ils sont noirs’, aux Asiatiques ‘parce qu’ils sont jaunes’, aux Juifs ‘parce qu’ils ont un nez pas comme il faut’. On maltraite les ouvriers, les paysans, les aveugles, les bossus, les vieillards et les enfants »³⁹.

Fils d'avocat, Janusz Korczak accordait beaucoup d'importance aux lois, aux chartes et aux réglementations qui constituaient la pierre de touche du système de l'auto-gestion de ses deux orphelinats⁴⁰. Écrivain, il était conscient du poids des mots. En 1929, dans *Le droit de l'enfant au respect*, il critique la Déclaration de Genève : « Les législateurs genevois ont confondu les droits et les devoirs. Le ton de la Déclaration est celui de la sollicitation et non celui de l'exigence, c'est un appel au bon vouloir, une demande de bienveillance⁴¹ ». Il fustige ainsi non seulement le manque de moyens matériels alloués au soin des enfants, mais aussi l'amalgame sémantique entre droits et devoirs qui, en assimilant la protection de l'enfance aux droits des enfants plutôt qu'aux devoirs des adultes, dénature le sens même de droits de l'enfant.

Le souci de subvenir aux besoins matériels des enfants nous a totalement coupés de

cause they have bad noses'. Workers, peasants, the blind, hunchbacks, old people and children are mistreated»³⁹.

As the son of a lawyer, Janusz Korczak attached great importance to the laws, charters and regulations that formed the cornerstones of the self-management system at his two orphanages⁴⁰. As a writer, he was aware of the weight of words. In 1929, in *The Child's Right to Respect*, he criticised the Geneva Declaration: “The Geneva legislators confused rights and duties. The tone of the Declaration is one of solicitation rather than requirement; it is an appeal to goodwill, a request for benevolence”⁴¹. He criticised not only the lack of material resources allocated to childcare, but also the semantic confusion between rights and duties: by equating child protection with the rights of children rather than with the duties of adults, this distorts the very meaning of children’s rights:

*Our preoccupation with providing for children's material needs has totally cut us off from an understanding of their value, their rights and their strength*⁴².

To paraphrase Marta Rakoczy, this confusion has given rise to a policy of protection and care that is opposed to the policy of respect that was so dear to Korczak. The policy of care presents the child solely through the prism of lack: as an incomplete, fragile and vulnerable being, and therefore a powerless one. As Rakoczy writes:

The weakness of the child, constituted as an a priori of child protection policy, carries

38 Korczak, « Prawo dziecka do szacunku », 447.

39 Janusz Korczak, « Nie wróżę powodzenia! », dans Dzieła, t. 13, *Teoria a praktyka. Artykuły pedagogiczne (1919-1939)* (IBL, 2017), 64.

40 La Maison de l'Orphelin était un orphelinat pour les enfants juifs, et Notre Maison, dirigé par Maria Falska, pour les enfants catholiques.

41 Korczak, « Prawo dziecka do szacunku », 448.

39 Janusz Korczak, “Nie wróżę powodzenia!” in Dzieła, vol. 13, *Teoria a praktyka. Artykuły pedagogiczne (1919-1939)* (IBL, 2017), 64.

40 Orphan's Home was an orphanage for Jewish children, and Our Home, run by Maria Falska, was an orphanage for Catholic children.

41 Korczak, “Prawo dziecka do szacunku,” 448.

42 Korczak, “Nie wróżę powodzenia!”, 64.

la compréhension de leur valeur, de leurs droits et de leur force⁴².

De cette confusion est née, pour paraphraser Marta Rakoczy, une politique de protection et de soin qui s'oppose à la politique du respect chère à Korczak. La politique du soin présente l'enfant uniquement à travers le prisme du manque, comme un être inachevé, fragile et vulnérable, et de ce fait impuissant.

La faiblesse de l'enfant, constituée comme un a priori à la politique de la protection de l'enfance, comporte le risque de priver l'enfant de son libre arbitre. Plus la prise en charge et la protection de l'enfant sont vues comme des valeurs essentiellement positives, plus la faiblesse qui lui est imputée est grande. Plus la faiblesse qui lui est attribuée est grande, moins on lui offre de possibilités de s'occuper lui-même de ses propres défauts et faiblesses. Pourtant, la capacité de reconnaître et de remédier soi-même à ses erreurs est fondamentale selon Korczak à l'élaboration de la vie politique⁴³.

La force décisionnelle des enfants

Quinze ans après la Déclaration de Genève, Korczak dressait le bilan suivant :

« les politiciens et les législateurs essaient prudemment et se trompent. Ils se consultent entre eux et prennent des décisions au sujet de l'enfant, mais qui serait assez naïf pour demander à l'enfant lui-même son avis et son consentement ? Qu'est-ce qu'un enfant aurait à dire ? Et l'enfant trotte, dépité, avec son livre scolaire, son ballon et sa poupee. Il pressent qu'il se passe au-dessus de lui, sans sa participation aucune, quelque chose d'important et de grave, quelque chose qui

the risk of depriving the child of their free will. The more the care and protection of children are seen as essentially positive values, the greater the weakness attributed to them [children]. The greater the weakness attributed to children, the fewer opportunities they have to deal with their own flaws and weaknesses. Yet Korczak believes that the ability to recognise and remedy one's own mistakes is fundamental to the development of political life⁴³.

The decision-making power of children

Fifteen years after the Geneva Declaration, Korczak drew the following conclusion:

Politicians and legislators try cautiously and make mistakes. They consult each other and make decisions about the child, but who would be naive enough to ask children for their opinion and consent? What would a child have to say? And the child trots off, dejected, with a schoolbook, ball or doll. The child senses that something important and serious is happening above them, without their participation, something that determines right and wrong, punishes and rewards and breaks⁴⁴.

Korczak worked with children who had suffered various traumas, and he saw their ability to make decisions, to “take charge of their lives”, as a path to recovery. He saw children not as weak, but as individuals who have a right to be vulnerable and who deserve respect for their shortcomings and recognition of their qualities. In this way, each child is treated as a unique individual, with their own characteristics and abilities, who can make a valuable contribution to social life, earning the recognition of others. It is respect for children’s weaknesses, and therefore for their strengths, that Ko-

42 Korczak, « Nie wróżę powodzenia! », 64.

43 Marta Rakoczy, « Prawa dziecka według Korczaka ».

43 Rakoczy, “Prawa dziecka według Korczaka”.

44 Korczak, “Prawo dziecka do szacunku,” 430–431.

détermine le bien et le mal, punit et récom-pense et brise⁴⁴. »

Korczak s'occupait d'enfants qui avaient subi divers traumas et il voyait dans leur capacité décisionnelle, dans le sentiment de « prendre sa vie en main », une voie vers la guérison. Il ne considérait pas l'enfant comme un être faible, mais comme un individu qui a le droit d'être vulnérable et qui mérite qu'on respecte ses manquements et reconnaissasse ses qualités. Ainsi, chaque enfant est traité comme un sujet unique qui possède des caractéristiques et des capacités propres qui peuvent apporter une contribution précieuse à la vie sociale, gagnant ainsi la reconnaissance des autres. C'est au respect des faiblesses, et par conséquent des forces de l'enfant, qu'appelle Korczak dans la brochure *Le droit de l'enfant au respect* (1929). Du respect pour son ignorance, pour ses larmes, pour ses échecs et pour le difficile et exigeant travail de son corps en croissance. En 1929, dans la deuxième édition de *Comment aimer un enfant*, il ajoute le commentaire suivant au chapitre 37, dans lequel il avait esquissé la *Magna Carta* des droits de l'enfant : « Depuis, ces idées s'étant cristallisées dans mon esprit, je pense que le premier et incontestable droit de l'enfant est celui d'exprimer ses pensées et de participer activement à nos réflexions et à nos jugements à son égard⁴⁵ ».

À un moment d'effervescence démocratique dans un pays qui vient de retrouver son indépendance, Korczak initie les enfants à la politique en créant le personnage du petit roi Mathias, qui parcourt le chemin initiatique le menant de l'enfant-roi tyranique au dirigeant responsable. Il pose ainsi aux adultes la question de la participation des enfants au débat public dans les affaires qui les concernent :

Korczak calls for in *The Child's Right to Respect*, published in 1929. Respect for the child's ignorance, tears, failures, and the difficult and demanding work of a growing body. In 1929, in the second edition of *How to Love a Child*, Korczak added the following commentary to chapter 37, in which he had sketched out the *Magna Carta* of children's rights: "Since then, these ideas having crystallised in my mind, I believe that the first and indisputable right of children is that of expressing their thoughts and of participating actively in our reflections and judgements concerning them"⁴⁵.

At a time of democratic enthusiasm in a country that had just regained its independence, Korczak introduced children to politics by creating the character of Little King Matty, who follows the path from tyrannical child-king to responsible leader. In this way, he raises (for adults) the issue of children's participation in public debate in matters that concern them:

The ministers bowed their heads; Matt had never before given such a long and fair speech. It was true: children were citizens too, and therefore also had the right to govern. But how? Could the children manage it? Weren't they too stupid?

The ministers couldn't say that children were stupid, because Matt himself was a child. Never mind, let's give it a try⁴⁶.

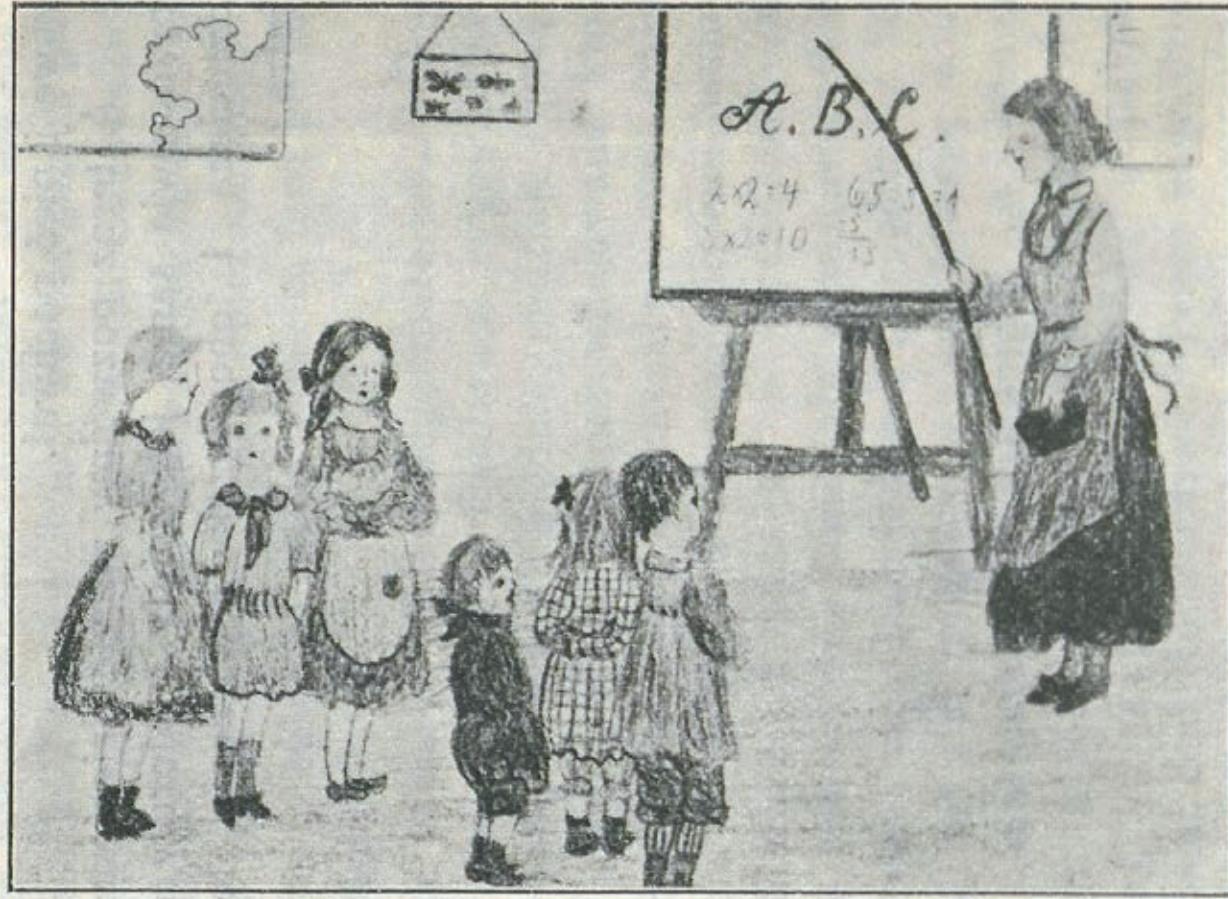
Democracy is a fragile system with many enemies, and Matt's attempt ends in failure. But mistakes and failures are treasures in Korczak's eyes, because they have great educational value. To describe all the participatory systems that Korczak, Stefania Wil-

⁴⁴ Korczak, « Prawo dziecka do szacunku », 430-431.

⁴⁵ Korczak, « Jak kochać dziecko », 43.

⁴⁶ Korczak, « Jak kochać dziecko », 43.

⁴⁶ Janusz Korczak, *Le roi Mathias 1er [King Matt the First]*, trans. Eliza Smierchalska (Éditions du Rocher, 2017), 196.



Dessin primé lors du concours de dessins illustrant la Déclaration de Genève⁵⁰ - A winning drawing in the competition to illustrate the Geneva Declaration⁵⁰
© Biblioteka Narodowa, Deklaracja praw dziecka w twórczości dziecięcej

Les ministres baissèrent la tête, Mathias n'avait encore jamais prononcé un discours aussi long et aussi juste. C'était la vérité, les enfants aussi étaient des citoyens et ils avaient donc aussi le droit de gouverner. Mais comment faire ? Les enfants allaient-ils y arriver ? N'étaient-ils pas trop bêtes ?

Les ministres ne pouvaient pas dire que les enfants étaient bêtes, puisque Mathias lui-même était un enfant. Tant pis, il faudrait essayer⁴⁶.

La démocratie étant un système fragile qui compte de nombreux ennemis, l'essai de Mathias va se solder par un échec. Or les erreurs et les échecs sont un trésor aux yeux de Korczak, en ce qu'ils possèdent une grande valeur éducative. Décrire tous les dispositifs participatifs que lui-même, Stefania

czyńska⁴⁷, Maria Falska⁴⁸ and the children in their care experimented with on a daily basis deserves an article in itself. These systems, which took a variety of forms, aimed to create spaces, not only within the orphanage but also in public life, where children's voices would be taken into account. Korczak wanted to free children from the feeling of powerlessness, because "the feeling of powerlessness engenders respect for strength. [...] We teach by our own example to ignore the weakest. Bad school, dark omen"⁴⁹.

⁴⁷ Stefania Wilczyńska (1886–1942), an educator, was Janusz Korczak's closest collaborator. She was involved in the Orphan's Home project from the outset, and she lived and worked there for the rest of her life. She too was murdered with the children in Treblinka.

⁴⁸ Maria Rogowska-Falska (1877–1944) was an educationalist who ran the Our Home orphanage for Catholic children, founded in 1919 with Korczak.

⁴⁹ Korczak, "Prawo dziecka do szacunku," 430.

⁵⁰ The competition was organised by the Polish Committee for the Protection of Children, and the winning drawings were published in 1928 in the booklet Deklaracja praw dziecka w twórczości dziecięcej (Warszawa, 1928). The caption reads: "1. Drawing on the theme: 'The child must be enabled to develop normally, spiri-

46 Janusz Korczak, *Le roi Mathias 1er*, trad. Eliza Smierchalska (Éditions du Rocher, 2017), 196.

Wilczyńska⁴⁷, Maria Falska⁴⁸ et les enfants qui étaient à leur charge ont expérimentés au quotidien mérite un article en soi. De formes diverses, ces dispositifs visaient à créer des espaces au sein de l'orphelinat, mais aussi dans la vie publique, où la parole des enfants serait prise en compte. Korczak voulait sortir les enfants du sentiment d'impuissance, car « le sentiment d'impuissance engendre le respect de la force. [...] Nous enseignons par notre propre exemple à ignorer les plus faibles. Mauvaise école, sombre présage »⁴⁹.

Un siècle plus tard, où en sommes-nous dans la compréhension des droits de l'enfant ? La Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989⁵¹ signe un tournant important, puisqu'elle constitue un document ayant force de loi. Elle pose la question de l'intérêt supérieur de l'enfant et définit ce dernier comme un sujet de droit. La mise en application de la Convention est pourtant de plus en plus difficile, car elle est critiquée par les représentants de l'adultisme, qui estiment qu'il est nécessaire d'inculquer d'abord aux enfants le sens du devoir avant de leur octroyer des droits, ce qui conduit à faire des droits un privilège que l'enfant doit mériter. La Convention n'est pas non plus dénuée d'incohérences. Grzegorz Kas-

A century later, where do we stand in our understanding of children's rights? The Convention on the Rights of the Child, adopted by the United Nations General Assembly on 20 November 1989⁵¹, marks an important turning point, because it is a legally binding document. It raises the question of the best interests of the child and defines the child as a subject of law. However, it is becoming increasingly difficult to apply the Convention due to criticism from representatives of adultism, who believe that it is necessary to instil a sense of duty in children before granting them rights, which leads to rights being seen as privileges that a child must earn. The Convention is not without inconsistencies, either. Grzegorz Kasdepke, one of Poland's most popular children's authors, makes this point with humour in his book I've Got the Right! Everything You Always Wanted to Know About Children's Rights but Were Afraid to Ask, first published in 2007. In the preface, Kasdepke stages a dialogue between himself – the author who is beginning to write the book – and his son, Kacper, about the difficulties that arise when discussing children's rights. This helps us to understand how the Convention eludes children and draws our attention to the fact that this text, despite the intention of making children actors in their own lives, is above all a debate between adults:

[...] how do you write about children's rights without scaring adults?

– Scare the adults?! Kacper was stunned.

– Yes, I sighed. Some people say that children are too spoilt and that we should talk less about rights and more about duties.

– Erm... Kacper grimaced.

– You know... I cleared my throat. Maybe there is some truth in that. But duties are one thing, rights are another.

47 Stefania Wilczyńska (1886-1942), éducatrice, fut la plus proche collaboratrice de Janusz Korczak. Impliquée dès le début dans le projet de la Maison de l'Orphelinat, elle y vivra et s'en occupera toute sa vie. Elle aussi mourra assassinée avec les enfants à Treblinka.

48 Maria Rogowska-Falska (1877-1944), pédagogue, dirigea l'orphelinat pour enfants catholiques Notre-Maison, fondé en 1919 avec Janusz Korczak.

49 Korczak, « Prawo dziecka do szacunku », 430.

50 Le concours a été organisé par le Comité polonais de la protection de l'enfance, et les dessins primés ont été publiés en 1928 dans la brochure *Deklaracja praw dziecka w twórczości dziecięcej* (Warszawa, 1928). La légende mentionne : « 1. Dessin sur le thème : 'L'enfant doit être mis en mesure de se développer d'une façon normale, spirituellement' exécuté par H.K., 11 ans, élève du collège de Bydgoszcz ».

51 AG Rés. 44/25, Convention relative aux droits de l'enfant (20 novembre 1989).

tually', by H.K., aged 11, a pupil at Bydgoszcz College".

51 G.A. Res. 44/25, Convention on the Rights of the Child (20 November 1989).

depke, l'un des auteurs jeunesse les plus populaires en Pologne, le souligne avec humour dans son livre *J'ai le droit ! Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les droits de l'enfant sans jamais oser le demander* (2007). Dans la préface, Kasdepke met en scène un dialogue entre lui-même – l'auteur qui commence la rédaction du livre – et son fils Kacper, à propos des difficultés qui surgissent dès lors qu'on aborde les droits de l'enfant. Il nous aide à comprendre comment la CIDE échappe aux enfants et il attire notre attention sur le fait que ce texte, bien que visant à faire de l'enfant un acteur de sa vie, relève avant tout d'un débat entre adultes :

[...] comment écrire à propos des droits des enfants sans effrayer les adultes ?

– Effrayer les adultes ?! Kacper était abasourdi.

– Eh oui, soupirai-je. Certains disent que les enfants sont trop gâtés et qu'il faudrait parler moins des droits et plus des devoirs.

– Euh... Kacper fit la grimace.

– Tu sais... je me raclai la gorge. Peut-être qu'il y a quelque chose de vrai là-dedans. Mais les devoirs sont une chose, les droits en sont une autre.

Et je me lançai dans une explication frénétique comme quoi les droits de l'enfant ne portent en aucun cas atteinte à l'autorité des parents, des tuteurs ou des enseignants. Qu'au contraire, les droits de l'enfant sont de leur côté ! Parce que, prenons un exemple, seuls les parents peuvent décider en quoi peut croire un enfant et non le gouvernement du pays dans lequel il vit. Et ainsi de suite.

– Tu comprends ? demandai-je avec enthousiasme.

– Plus ou moins, grogna Kacper⁵².

And I launched into a frenzied explanation to the effect that children's rights in no way undermine the authority of parents, guardians or teachers. On the contrary, children's rights are on their side! Because, for example, only parents can decide what a child can believe in, not the government of the country in which the child lives. And so on and so forth.

– Do you understand? I asked enthusiastically.

– More or less, growled Kacper⁵².

Indeed, while the Convention on the Rights of the Child grants the child their place as a subject of law, it also creates confusion in that it “associates in the normative discourse rights and duties which, in certain articles, become indistinguishable from each other. This is particularly obvious in the article on the right to education, which is also an obligation of the child”⁵³. For example, the terms “States Parties recognise the right of the child to education”, “encourage”, “ensure” and “promote” in Article 28 are followed in Article 29 by three instances of the terms “the development of respect for” and “the preparation of the child for responsible life”, which subjugate rather than subject the child⁵⁴. This ultimately leads to a paradox: “You have the right to study!”⁵⁵. In The Child's Right to Respect, Korczak points out the contradiction already present in the Geneva Declaration: “we have forced children to do intellectual work”⁵⁶ – compulsory work, for which children are not paid. Korczak also drew attention to another danger of compulsory schooling, which places on the child “the heavy burden of reconciling the

⁵² Grzegorz Kasdepke, *Mam prawo! czyli nieomal wszystko, co powinniście wiedzieć o prawach dziecka, a nie macie kogo zapytać!*, 6e éd. (Wydawnictwo Literatura, 2022), 6-7.

⁵³ Grzegorz Kasdepke, *Mam prawo! czyli nieomal wszystko, co powinniście wiedzieć o prawach dziecka, a nie macie kogo zapytać!*, 6e éd. (Wydawnictwo Literatura, 2022), 6-7.

⁵⁴ Rakoczy, “Prawa dziecka według Korczaka”.

⁵⁵ G.A. Res. 44/25, arts. 28 and 29.

⁵⁶ Kasdepke, *Mam prawo!*, 105.

⁵⁶ Korczak, “Prawo dziecka do szacunku,” 448.

En effet, si la CIDE accorde à l'enfant sa place de sujet de droit, elle instaure aussi une confusion en ce qu'elle « associe dans le discours normatif les droits et les devoirs qui, dans certains articles, deviennent impossibles à distinguer les uns des autres. Cela est particulièrement flagrant dans l'article relatif au droit à l'éducation qui est également une obligation de l'enfant »⁵³. Ainsi les termes : « les États parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation », « encouragent », « assurent » et « favorisent » de l'article 28, sont suivis dans l'article 29 de trois occurrences des termes « inculquer à l'enfant le respect de », et « préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie », qui l'assujettissent au lieu de le rendre sujet⁵⁴. Ce qui conduit finalement à un paradoxe : « Tu as le droit d'étudier ! »⁵⁵. Dans *Le droit de l'enfant au respect*, Janusz Korczak relève cette contradiction déjà présente dans la Déclaration de Genève : « nous avons constraint les enfants au travail intellectuel »⁵⁶. Un travail obligatoire, pour lequel les enfants ne sont pas rémunérés. Korczak attire aussi l'attention sur un autre danger de l'obligation scolaire qui fait porter à l'enfant « la lourde charge de concilier les intérêts parfois divergents de deux autorités parallèles. Les conflits entre la famille et l'école accablent l'enfant »⁵⁷. Dans *Le droit de l'enfant au respect*, il réprouve le fait que la protection de l'enfance, qui est un devoir des adultes, soit présentée comme un droit de l'enfant. Il dénonce ainsi un glissement insidieux qui consiste à faire passer pour des droits des devoirs qu'on impose en réalité aux enfants. Ces incohérences qui continuent de véhiculer un modèle de domination paternaliste n'échappent pas à l'esprit vif et vigilant des enfants, particulièrement sensible au sentiment d'injustice.

sometimes divergent interests of two parallel authorities. Conflicts between the family and the school overwhelm the child”⁵⁷. In *The Child's Right to Respect*, he criticises the fact that child protection, which is a duty borne by adults, is presented as a right of children. He denounces the insidious decline that consists of passing off as ‘rights’ the duties that are actually imposed on children. These inconsistencies, which continue to convey a model of paternalistic domination, do not escape the keen and vigilant minds of children, who are especially sensitive to feelings of injustice.

*Children and teenagers are not spoilt, resentful or rebellious. These are risky times. The hypocrisy of the humanist discourse on freedom and benevolence has reached children's ears*⁵⁸. It's too late to hide from them the fact that beating them is against the law. They know it. They react in their own way: with scheming, with contempt, with little pranks that are meant to be mean, or they seek out those weaker than themselves to test their own strength. [...] I'm watching the child's case very closely, and that's why I'm so pessimistic, which I think is unfortunately justified⁵⁹.

In Louise Tourret's series of radio programmes *Avoir raison avec...* [Being right with...] devoted to Janusz Korczak and broadcast on France Culture in August 2024, Jodie Soret, Head of the “programmes, advocacy and public affairs” service at UNICEF France, admitted that “the way in which children's participation is implemented today is a little empty, and the problem is that they can clearly feel this and therefore end up developing a form of mistrust towards participation processes”⁶⁰.

53 Rakoczy, « Prawo dziecka według Korczaka ».

54 AG Rés. 44/25, arts. 28 et 29.

55 Kasdepke, *Mam prawo !*, 105.

56 Korczak, « Prawo dziecka do szacunku », 448.

57 Korczak, « Prawo dziecka do szacunku », 448.

57 Korczak, “Prawo dziecka do szacunku,” 448.

58 Emphasis added by the author.

59 Janusz Korczak, “Dzieci-bóstwa i dzieci ubóstwa,” in *Dzieła*, vol. 13. Teoria a praktyka. Artykuły pedagogiczne (1919–1939) (IBL, 2017), 145.

60 Louise Tourret, host, *Avoir raison avec...*, podcast,

Les enfants et les adolescents ne sont pas gâtés, rancuniers ou rebelles. Nous traversons en effet une période risquée. L'hypocrisie du discours humaniste sur la liberté et la bienveillance est arrivée aux oreilles des enfants⁵⁸. Il est trop tard pour leur cacher que la loi interdit de les battre. Ils le savent. Ils réagissent à leur manière : avec des manigances, du mépris, des petites bêtises qui se voudraient méchantes ou bien ils cherchent des plus faibles qu'eux pour tester leur propre force. [...] Je surveille la cause de l'enfant de très près, c'est la raison de mon pessimisme, que je pense malheureusement justifiée⁵⁹.

Dans la série d'émissions radiophoniques réalisée par Louise Tourret *Avoir raison avec...* consacrée à Janusz Korczak et diffusée en août 2024 sur France Culture, Jodie Soret, responsable du service « Programmes, plaidoyer et affaires publiques » chez UNICEF France, admet que : « la façon de mettre en œuvre la participation des enfants aujourd'hui est un peu vide et le problème c'est qu'ils peuvent clairement le ressentir et donc finalement développer une forme de défiance envers des processus de participation »⁶⁰. Elle poursuit en notant que les jeunes s'indignent que leur avis ne soit pas pris en compte, surtout pour les questions liées au changement climatique : « ils ont l'impression d'être mis hors-jeu, alors que c'est leur avenir qui se joue et qu'ils devraient être les premiers à être écoutés »⁶¹. Korczak tirait déjà la sonnette d'alarme en disant que « les doutes et les réserves émis par les enfants ne nous

She went on to note that young people are indignant that their opinions are not taken into account, especially when it comes to climate change: “they feel they are being sidelined, when it is their future that is at stake and they should be the first to be listened to”⁶¹. Korczak was already sounding the alarm when he said that “the doubts and reservations expressed by children do not seem serious to us” while, at the same time:

We plunder the mountains, cut down trees and exterminate animals. Forests and wetlands disappear beneath our cities. We settle further and further away.

We have humiliated the world, subjugated the ore and the beasts, enslaved people of colour, crudely established international relations and placated the masses. A just world is still a long way off, and the ravages and neglect are only increasing.

*The child's democratic sense is clear and ignores hierarchies*⁶².

A pedagogue for adults

Janusz Korczak / Henryk Goldszmit was an active and renowned pedagogue. Today, he is seen primarily as a children's pedagogue, whereas during his lifetime his educational activities were largely geared towards adults. From his first educational articles published in 1898 in the magazine *The Reading Room for Everyone* to the series of courses and lectures given at Maria Grzegorzewska's State Institute for Special

58 Souligné en gras par l'autrice.

59 Janusz Korczak, « Dzieci-bóstwa i dzieci ubóstwa », dans *Dzieła t. 13, Teoria a praktyka. Artykuły pedagogiczne. (1919-1939)* (IBL, 2017), 145.

60 Louise Tourret, animatrice, *Avoir raison avec..., podcast, épisode 4, «Janusz Korczak, l'invention du droit des enfants»*, Radio France, 8 août 2024, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/avoir-raison-avec/janusz-korczak-l-invention-du-droit-des-enfants-8142445>.

61 Tourret, *Avoir raison avec...*

episode 4, “Janusz Korczak, l'invention du droit des enfants,” Radio France, 8 August 2024, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/avoir-raison-avec/janusz-korczak-l-invention-du-droit-des-enfants-8142445>.

61 Tourret, *Avoir raison avec...*

62 Korczak, “Prawo dziecka do szacunku,” 432 et seq.

semblent pas sérieux » alors que :

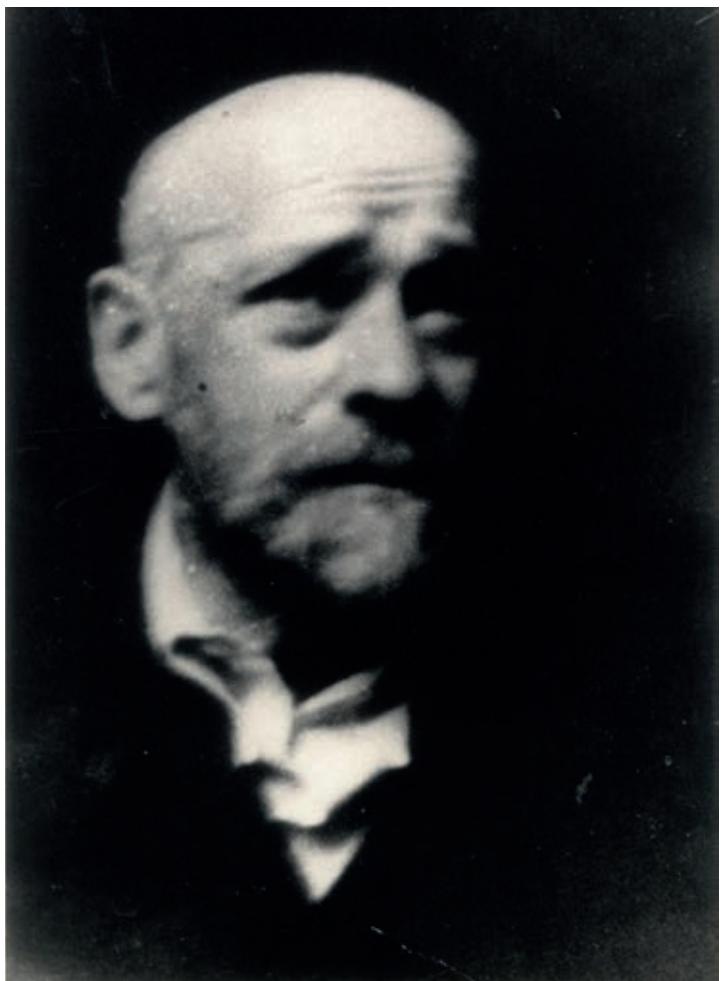
Nous pillons les montagnes, abattons des arbres, exterminons les animaux. Des forêts et des marécages disparaissent sous nos agglomérations. Nous nous implantons toujours plus loin.

Nous avons humilié le monde, soumis le minerai et les bêtes, nous avons réduit en esclavage les peuples de couleur, nous avons grossièrement établi les relations internationales et calmé les masses. Un monde juste est encore loin, les ravages et la négligence ne font que croître.

Le sens démocratique de l'enfant est limpide et ignore les hiérarchies⁶².

Un pédagogue pour adultes

Janusz Korczak / Henryk Goldszmit fut un pédagogue actif et réputé. Aujourd’hui, il est essentiellement perçu comme un pédagogue de l’enfance, alors que de son vivant son activité pédagogique était en grande partie tournée vers les adultes. Dès ses premiers articles éducatifs publiés en 1898 dans la revue *Salle de lecture pour tous* jusqu’aux cycles de cours et de conférences donnés à l’Institut d’État d’éducation spéciale de Maria Grzegorzewska⁶³, en passant par *La Bourse*⁶⁴ et de nombreuses prises de parole publiques, orales ou écrites, Janusz Korczak a consacré énormément de temps à l’éducation des adultes et des futurs éducateurs. Vis-à-vis des enfants, il se définissait comme « un père avec tous ses défauts :



Janusz Korczak. Photographié par une adolescente, Chana Rotwand Rodnianska, pendant le séjour de Korczak à Mezenin en 1935 Janusz Korczak.

Photographed by a teenager, Chana Rotwand Rodnianska, during Korczak's stay in Mezenin in 1935.

© Ghetto Fighters' House Museum, Israel

Education⁶³, via The Grant⁶⁴ and numerous oral and written public speeches, Korczak devoted an enormous amount of time to educating adults and future educators. In relation to children, he defined himself as “a father with all his faults: he never has time, he’s always upset about something, he’s tir-

62 Korczak, « Prawo dziecka do szacunku », 432 et suivantes.

63 Maria Grzegorzewska (1888-1967), docteure en philosophie à la Sorbonne, proche amie et collaboratrice de Korczak, dirigea l’Institut d’État d’éducation spéciale de 1922 jusqu’à sa mort.

64 Programme de soutien aux jeunes étudiants qui offrait logement et nourriture en échange de quelques heures d’activité avec les enfants. La Bourse était avant tout destinée aux futurs travailleurs de l’enfance désireux de faire un stage à l’orphelinat de Korczak pendant leurs études à Varsovie.

63 Maria Grzegorzewska (1888-1967), a doctor of philosophy at the Sorbonne and a close friend and collaborator of Korczak, headed the State Institute for Special Education from 1922 until her death.

64 A support programme for young students that offered accommodation and food in exchange for a few hours of activity with the children. The Grant was primarily intended for future childcare workers who wanted to do an internship at the Korczak orphanage during their studies in Warsaw.

il n'a jamais le temps, il est toujours énervé par quelque chose, il est fatigant, il ne sait rien, il est strict, mais parfois, rarement, il est très gentil, très sage, il connaît beaucoup d'histoires, qu'il ne veut pas toujours raconter »⁶⁵. Contrairement à l'usage répandu à l'époque de l'Éducation nouvelle⁶⁶ et qui est encore la norme aujourd'hui, il refusait de théoriser une méthode et mettait en garde contre une application irréfléchie des dispositifs qui fonctionnaient dans la Maison de l'Orphelin. Dans le résumé d'un cycle de cours⁶⁷ sur l'éducation participative, Korczak prévient que « tant que l'enfant n'a pas obtenu le respect qui lui est dû, tant que nous ne le reconnaissons pas comme l'expert de ses propres états psychiques et des difficultés qui peuvent en découler, tant qu'existe l'immense décalage entre ce que nous voulons et ce qu'il peut, tant que les faux-semblants et le mensonge, la contrainte et l'oppression ne seront pas remplacés par la tolérance à l'égard de son développement spontané, en accord avec la sphère de ses réels intérêts »⁶⁸, la participation des enfants sera vouée à l'échec.

De ses cours et conférences il reste quelques traces, dont l'article cité ci-dessus, ou encore le résumé succinct d'un plan de cours, *Les droits de l'enfant en tant qu'individu*, composé de sept intitulés dont voici le dernier:

7) Le droit de l'enfant à la démocratisation de l'éducation. L>individualisme. L>enfant pour lui-même. Les enfants privilégiés, le chouchou, le confident, le larbin. Les fayots. Les copains insupportables. Plaintes. Sympathies et antipathies parmi les enfants.

⁶⁵ Janusz Korczak, « Do nieznanego adresata », dans *Dzieła*, t. 14**, *Pisma rozproszone. Listy*, (IBL, 2008), 220.

⁶⁶ L'Éducation nouvelle est un courant pédagogique humaniste né à la fin du XIX^e siècle, qui s'appuie sur les principes d'une participation active des individus à leurs apprentissages. Ses figures les plus connues aujourd'hui sont Maria Montessori, Ovide Decroly ou encore Célestin Freinet.

⁶⁷ Formation de deux ans pour enseignants en exercice à l'Institut national d'enseignement de Varsovie.

⁶⁸ Janusz Korczak, « Z zagadnień wychowania zakładowego », dans *Dzieła*, t. 13, *Teoria a praktyka. Artykuły pedagogiczne (1919–1939)* (IBL, 2017), 220.

ing, he doesn't know anything, he's strict, but sometimes, rarely, he's very kind, very wise, he knows a lot of stories, which he doesn't always want to tell»⁶⁵. Contrary to the widespread practice of the New Education at the time⁶⁶, as is still the norm today, he refused to theorise a method and warned against the ill-considered application of the systems that worked at the Orphan's Home. In the summary of a series of courses⁶⁷ on participatory education, Korczak warned that children's participation will be doomed to failure for:

*as long as children have not obtained the respect due to them, as long as we do not recognise them as the experts of their own psychic states and the difficulties that may arise from them, as long as there is a huge gap between what we want and what they can do, as long as pretence and lies, coercion and oppression are not replaced by tolerance of their spontaneous development, in line with their real interests*⁶⁸.

Some traces of Korczak's courses and lectures remain, including the article quoted above and the brief summary of a course outline, *The Rights of the Child as an Individual*, with seven headings, the last of which is as follows:

7) The child's right to democratic education. Individualism. Children for themselves. Privileged children, the darling, the confidant, the stooge. The suck-ups. Unbearable friends. Complaints. Sympathy and antipathy among children. Freedom of feelings.

⁶⁵ Janusz Korczak, "Do nieznanego adresata," in *Dzieła*, vol. 14**, *Pisma rozproszone. Listy* (IBL, 2008), 220.

⁶⁶ The New Education is a humanist educational movement that emerged at the end of the nineteenth century and is based on the principles of active participation by individuals in their learning. Its best-known figures today are Maria Montessori, Ovide Decroly and Célestin Freinet.

⁶⁷ A two-year course for practising teachers at the National Education Office in Warsaw.

⁶⁸ Janusz Korczak, "Z zagadnień wychowania zakładowego," in *Dzieła*, vol. 13, *Teoria a praktyka. Artykuły pedagogiczne (1919–1939)* (IBL, 2017), 220.

Liberté des sentiments. L'éducateur en tant que porte-parole des droits de l'enfant⁶⁹.

Marta Ciesielska fait remarquer que :

« *Cet ensemble de droits, singulier par sa combinaison originale de généralités et de micro-problèmes, peut être lu comme une invitation à la réflexion, à la discussion, au questionnement, voire à la recherche d'un langage informel et libre, car il ne craint pas les termes familiers, simples et expressifs. Pour que la topographie des droits de l'enfant ne se limite pas aux cercles professionnels, mais soit véritablement inclusive, et qu'elle invite à un débat général – conformément à l'appel de Korczak pour la démocratisation de l'éducation⁷⁰ ».*

Vers une refonte de la Déclaration de droits de l'enfant ?

Janusz Korczak / Henryk Goldszmit était un porte-parole engagé et attentif « du droit des enfants à avoir des droits »⁷¹. Sans esquiver les polémiques, n'hésitant pas à en déclencher lui-même, toujours prêt au débat, il se situait pourtant au-delà des clivages, faisant partie « de ces êtres rares qui, tout au long d'une vie lucide voient le monde à partir de son centre, car ils se trouvent au centre d'eux-mêmes »⁷².

Korczak aimait les enfants comme peu d'entre nous sont prêts ou capables, mais ce qu'il

The educator as spokesperson for children's rights⁶⁹.

Marta Ciesielska points out that:

This set of rights, singular in its original combination of generalities and micro-problems, can be read as an invitation to reflection, discussion, questioning and even the search for an informal and free language, because it does not shy away from colloquial, simple and expressive terms. To ensure that the topography of children's rights is not confined to professional circles, but is truly inclusive, and that it invites general debate – in line with Korczak's call for the democratisation of education⁷⁰.

Towards an overhaul of the Declaration of the Rights of the Child?

Janusz Korczak / Henryk Goldszmit was a committed and attentive advocate for “the right of children to have rights”⁷¹. He never shied away from controversy, never hesitated to initiate it himself, and was always ready for a debate. Yet he stood above all divisions, being “one of those rare beings who, throughout a lucid life, see the world from its centre, because they are at the centre of themselves”⁷².

Korczak loved children as few of us are ready or able to love, but what he loved in children was their humanity. Humani-

69 Janusz Korczak, « Prawa dziecka jako jednostki », dans *Dzieła*, t. 13, *Teoria a praktyka. Artykuły pedagogiczne (1919-1939)* (IBL, 2017), 314.

70 Marta Ciesielska, « [Janusz Korczak] Prawa dziecka jako jednostki, opracowała Marta Ciesielska », *Przegląd Krytyczny* 2, n° 1 (2020) : 126, <https://doi.org/10.14746/pk.2020.2.1.08>.

71 Bogusław Śliwerski, « Prawo dziecka do swoich praw », dans *Prawa dziecka wczoraj, dziś i jutro – perspektywa korczakowska*, dir. Marek Michałak (Biuro Rzecznik Praw Dziecka, 2018), brpd.gov.pl..

72 Piotr Matywiecki, « Jak Henryk Goldszmit wychował Janusza Korczaka », *Midrasz: pismo żydowskie* 12, n° 68 (2002) : 17.

69 Janusz Korczak, “Prawa dziecka jako jednostki,” in *Dzieła*, vol. 13, *Teoria a praktyka. Artykuły pedagogiczne (1919-1939)* (IBL, 2017), 314.

70 Marta Ciesielska, “[Janusz Korczak] Prawa dziecka jako jednostki, opracowała Marta Ciesielska,” *Przegląd Krytyczny* 2, no. 1 (2020): 126, <https://doi.org/10.14746/pk.2020.2.1.08>.

71 Bogusław Śliwerski, “Prawo dziecka do swoich praw,” in *Prawa dziecka wczoraj, dziś i jutro – perspektywa korczakowska*, ed. Marek Michałak (Biuro Rzecznik Praw Dziecka, 2018), brpd.gov.pl..

72 Piotr Matywiecki, “Jak Henryk Goldszmit wychował Janusza Korczaka,” *Midrasz: pismo żydowskie* 12, no. 68 (2002): 17.

aimait chez eux était leur humanité. L'humanité sous sa forme la meilleure – ni déformée, ni tronquée, ni réduite, ni mutilée, complète dans sa naissance et son inachèvement enfantins, pleine d'une promesse pas – encore – trahie et d'un potentiel toujours intransigeant. [...] Il vaudrait peut-être mieux changer les habitudes du monde et faire de l'habitat humain un lieu plus accueillant pour la dignité humaine, afin que prendre de l'âge n'exige pas la compromission de l'humanité de l'enfant⁷³.

Henryk Goldszmit, enfant d'une famille polonaise juive progressiste, jeune étudiant révolté contre l'oppression sociale et éta-tique, médecin et éducateur qui a voué sa vie à protéger les enfants sans jamais perdre de vue leurs droits, a été assassiné à Treblinka.

Janusz Korczak, écrivain, penseur, éducateur des adultes formé par les enfants, est vivant. « Ce personnage mythique qui entaille le monde avec le tranchant d'un scalpel »⁷⁴ nous invite à nous « hisser à la hauteur des enfants »⁷⁵ parce que nous partageons ce monde avec eux. Il nous demande de mettre de côté notre attachement à « l'autorité » pour accéder à ce que les enfants peuvent nous offrir. Janusz Korczak nous invite à nous engager sur un chemin difficile, celui des questions et des remises en question. Il nous demande de revoir notre conception des droits de l'enfant car, comme le dit Manfred Liebel : « Si nous comprenions l'essence des droits de l'enfant comme les droits 'des' enfants, c'est-à-dire des droits qu'ils peuvent eux-mêmes établir et mettre en œuvre (ou qui garantissent que les décisions qui les concernent ne puissent être prises contre leur volonté), alors l'his-

ty at its best – undistorted, untruncated, untrimmed and unmaimed, whole in its childish inchoateness and nascence, full of as-yet-unbetrayed promise and as-yet-unbetrayed potential. [...] It would perhaps be better to change the world's ways and make the human habitat more hospitable to human dignity, so that coming of age would not require the compromising of a child's humanity⁷³.

Henryk Goldszmit, the child of a progressive Polish-Jewish family, a young student who rebelled against social and state oppression, a doctor and educator who devoted his life to protecting children without ever losing sight of their rights, was murdered in Treblinka.

Janusz Korczak, writer, thinker and adult educator trained by children, is still alive. This “mythical figure who cuts the world with the edge of a scalpel”⁷⁴ invites us to “rise to the level of children”⁷⁵ because we share this world with them. He asks us to put aside our attachment to “authority” and embrace what children have to offer. Korczak invites us to take the difficult path of questioning and rethinking. He asks us to rethink our concept of children’s rights because, as Manfred Liebel puts it: “If we understand the essence of children’s rights as the rights ‘of’ children, i.e. rights which they themselves can establish and implement (or which ensure that decisions affecting them cannot be taken against their will), then the history of children’s rights is still in its infancy”⁷⁶. Working with children, valuing who they are, what they bring to us and what they teach us, is a civilisa-

73 Bauman, *L'Amour liquide*, 102-103.

74 Matywiecki, « Jak Henryk Goldszmit », 17.

75 Janusz Korczak, « Kiedy znów będę mały », *Dzieła*, t. 9, *Bankructwo małego Dżeka. Kiedy znów będę mały (Lato-na, 1994)*, 185.

73 Bauman, *Liquid Love*, 82–83.

74 Matywiecki, “Jak Henryk Goldszmit,” 17.

75 Janusz Korczak, “Kiedy znów będę mały,” in *Dzieła*, vol. 9, *Bankructwo małego Dżeka. Kiedy znów będę mały (IBL, 1994)*, 185.

76 Manfred Liebel, “Nieznanne aspekty historii praw dziecka,” in *Prawa dziecka w kontekście międzykulturowym: Janusz Korczak na nowo odczytany* (Wydawnictwo Akademii Pedagogiki Specjalnej, 2017), 44.

toire des droits de l'enfant en est encore à ses débuts⁷⁶ ». La coopération avec les enfants, la valorisation de ce qu'ils sont, de ce qu'ils nous apportent et nous enseignent, est un choix de civilisation porteur de profonds changements. Ce choix est-il trop difficile, trop dangereux pour notre monde ?

tional choice that brings profound changes. Is this choice too difficult, too dangerous for our world?

⁷⁶ Manfred Liebel, « Nieznane aspekty historii praw dziecka », dans *Prawa dziecka w kontekście międzykulturowym: Janusz Korczak na nowo odczytany* (Wydawnictwo Akademii Pedagogiki Specjalnej, 2017), 44

CHAP. IX.

Du droit des Peres & des Meres sur leurs Enfants. Et du Royaume Patrimonial.

S O M M A I R E.

- I. Que la Puissance paternelle ne vient point de la generation.
- II. Que la domination sur les Enfans appartient à celuy qui les a le premier en sa puissance.
- III. Que la Seigneurie sur les enfans appartient originellement à la mere.
- IV. Qu'un enfant exposé appartient à celuy qui l'esteve.
- V. Que les enfans appartiennent au souverain.
- VI. En un mariage où le mari & la femme son esgaux, les enfans appartiennent à la mere, si la loy civile, ou quelque contract particulier n'en ont autrement ordonné.
- VII. Les enfans ne sont pas moins sous la puissance de leurs peres que les esclaves sous celle de leurs Maistres, & les Subiects sous celle de l'Estat.
- VIII. De l'honneur que l'on doit à ses parents & à ses Maistres.
- IX. En quoy consiste la liberte, & la difference qu'il y a entre les bourgeois & les esclaves.
- X. Qu'an Regne Patrimonial on a le mesme droit sur les inferieurs, qu'en un Estat d'Institution politique.
- XI. Que la question du droit de la succession n'a lieu qu'en la Monarchie.
- XII. Que le Monarque peut disposer par Testament de sa souverainete.
- XIII. Qu'il la peut vendre, ou la donner.
- XIV. Qu'il est touſtours à presumir que le Roy qui meurt sans faire testament veut que son Royaume demeure Monarchie.
- XV. Et qu'un de ses enfans luy succede.
- XVI. Et que ce soit un fils plustost qu'une fille.
- XVII. Et l'ainné, plustost que le cadet.
- XVIII. Ou son frere, plustost qu'aucun autre, s'il n'a point d'enfans.
- XIX. Que de la mesme sorte que l'on succede à un Royaume, l'on succede au droit de la succession.

I. Socrate est homme, doncques il est animal, l'Argument est bon, & sa force en est tres-evidente, parce qu'il n'est necessaire pour cognoistre la verité de cette conclusion,

Que la puissance paternelle ne vienne point de la generation.

Les droits humains, l'enfant et la justice



Texte original en français, traduit en anglais
Original text in French, translated into English

Human rights, children,
and justice

Après des études de droit en France (Montpellier I, Paris II, Strasbourg III), Jörg Gerkrath obtient un doctorat en droit en 1996. Il commence sa carrière académique à l’Université Robert Schuman de Strasbourg avant de rejoindre le Kulturwissenschaftliches Institut à Essen comme chercheur postdoctoral dans le projet « Staatswerdung Europas ». Maître de conférences à Strasbourg, il devient ensuite professeur de droit public à l’Université d’Avignon en 2000. Depuis 2006, il enseigne le droit public et européen à l’Université du Luxembourg, se spécialisant en droit européen, constitutionnel, comparé et des droits fondamentaux. Auteur d’ouvrages sur le droit constitutionnel européen et la jurisprudence de la Cour constitutionnelle du Luxembourg, il coordonne aussi des publications sur le droit d’asile et la révision de la Constitution luxembourgeoise. Il est membre du comité éditorial de l’European Constitutional Law Review.

After studying law in France (Montpellier I, Paris II, Strasbourg III), Jörg Gerkrath obtained a doctorate in law in 1996. He began his academic career at Robert Schuman University in Strasbourg before joining the Kulturwissenschaftliches Institut in Essen as a postdoctoral researcher in the ‘Staatswerdung Europas’ project. From his role as a lecturer in Strasbourg, he went on to become professor of public law at Avignon University in 2000. Since 2006, he has taught public and European law at the University of Luxembourg, where he specialises in European, constitutional, comparative and fundamental rights law. The author of works on European constitutional law and the case law of the Constitutional Court of Luxembourg, he also coordinates publications on the right of asylum and the revision of the Luxembourg Constitution. He is a member of the editorial board of the European Constitutional Law Review.

Introduction

Célébrant le centenaire de la reconnaissance des droits de l'enfant, il ne paraît pas inutile de jeter un regard en arrière pour mieux comprendre l'esprit qui les ont façonnés.

Comme les droits universels de l'Homme, les droits de l'enfant ont leurs sources matérielles dans la philosophie du droit naturel. S'inspirant des grands auteurs grecs et romains de l'Antiquité, qui avaient enseigné que l'être humain - doué de raison - était capable de déduire de l'observation de la nature un certain nombre de lois naturelles, les auteurs des siècles dits des Lumières ont en effet bâti tout un système philosophique et juridique de devoirs et de droits de l'Homme découlant des lois de la nature. Cette philosophie du droit naturel a influencé ensuite les rédacteurs des premières déclarations des droits en Amérique et en France. De multiples correspondances témoignent de l'impact direct que certains auteurs ont exercé sur les rédacteurs des déclarations de droits du XVIII^e siècle². La référence à la recherche du bonheur (*pursuit of happiness*), qui figure dans la déclaration d'indépendance américaine remonte ainsi clairement aux écrits de Vattel pour lequel la vie, la liberté et la recherche du bonheur étaient les droits inhérents à la nature hu-

Introduction

As we celebrate the centenary of the recognition of children's rights, it is worth looking back to understand better the spirit that shaped them.

Like universal human rights, children's rights have their material sources in the philosophy of natural law. Inspired by the great Greek and Roman writers of Antiquity, who taught that human beings – endowed with reason – could deduce a certain number of natural laws from their observations of nature, the authors of the so-called Age of Enlightenment built a whole philosophical and legal system of human duties and rights derived from the laws of nature. This philosophy of natural law subsequently influenced the drafters of the first declarations of rights in America and France. Numerous correspondences testify to the direct impact that certain authors had on the drafters of declarations of rights in the eighteenth century². The reference to the 'pursuit of happiness' in the American Declaration of Independence can clearly be traced back to the writings of Vattel, for whom life, liberty and the pursuit of happiness were rights inherent in human nature that every civil society should protect.

Although children's rights were thought to have been derived from natural law by phi-

1 Texte écrit de l'allocution d'ouverture présentée le 17 juillet 2024 lors du séminaire d'été de l'OKAJU relatif aux défis actuels en matière des droits de l'enfant, cf. <https://www.summerseminar.lu>.

2 On sait que des idées développées par Emer de Vattel dans son *Droit des Gens*, réédité posthumement en 1775 par Charles Guillaume Frédéric Dumas, ont directement influencé les auteurs de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis. Cf. Brian Richardson, « The Use of Vattel in the American Law of Nations », *The American Journal of International Law* 106, n°. 3 (juillet 2012) : 547-571. Il y a eu des échanges de lettres très riches notamment entre Dumas et Hamilton à cet égard.

1 Written text of the opening speech given on 17 July 2024 at the OKAJU summer seminar on the current challenges of children's rights; see: <https://www.summerseminar.lu>.

2 We know that the ideas developed by Emer de Vattel in his *Droit des Gens*, republished posthumously in 1775 by Charles Guillaume Frédéric Dumas, directly influenced the authors of the United States Declaration of Independence. Cf. Brian Richardson, "The Use of Vattel in the American Law of Nations," *The American Journal of International Law* 106, no. 3 (July 2012): 547–571. Dumas and Hamilton exchanged some very interesting letters on this subject.

maine que chaque société civile devait protéger.

Pour les droits de l'enfant, et bien qu'ils aient été pensés comme découlant du droit naturel par certains philosophes tels que Samuel de Pufendorf ou encore Christian Wolff dès le milieu du XVIII^e siècle, la consécration dans des textes de droit positif a été bien plus longue.

Il a fallu attendre le XX^e siècle pour voir apparaître la consécration d'un statut juridique de l'enfant et la reconnaissance de ses droits individuels. À l'heure actuelle, les droits de l'enfant sont solidement ancrés dans de multiples déclarations visant ou bien les droits humains universels ou les droits catégoriels spécifiques de l'enfant.

Dans la mesure où les droits de l'enfant s'inscrivent néanmoins dans le contexte plus général des droits humains, leur mise en œuvre implique nécessairement une délicate mise en balance avec les droits d'autrui. Dans le contexte de la justice, cela signifie dès lors que l'obligation d'accorder une considération primordiale à l'intérêt supérieur de l'enfant ne signifie pas pour autant que les droits de l'enfant bénéficient d'une sorte de primauté automatique.

Des droits et obligations des enfants selon la philosophie du droit naturel des XVII^e et XVIII^e siècles

Les philosophes et juristes appartenant aux écoles de droit naturel et notamment à celle dite de la Suisse romande³ se sont attachés en premier lieu à énoncer les devoirs de l'Homme découlant de la loi naturelle. Recherchant à établir un système cohérent de règles régissant toute société civile, ils ont raisonné en termes de droits,

philosophers such as Samuel de Pufendorf and Christian Wolff in the mid-eighteenth century, it took much longer for those rights to be enshrined in positive law.

It was not until the twentieth century that children's legal status was enshrined, and their individual rights recognised. Today, the rights of the child are firmly anchored in several declarations covering both universal human rights and the specific rights of the child.

Given that children's rights are also part of the broader context of human rights, their implementation necessarily requires a balance with the rights of others. In the context of justice, this means that the obligation to give primary consideration to the best interests of the child does not mean that children's rights automatically take precedence.

The rights and obligations of children according to the philosophy of natural law of the seventeenth and eighteenth centuries

The philosophers and jurists belonging to the schools of natural law, in particular those of Swiss Romandy³, set out primarily the duties of humans arising from natural law. Seeking to establish a coherent system of rules governing civil society, they reasoned in terms of rights, duties, obligations, responsibilities, accountability and discernment. In their search for the foundations of civil society, they contrasted Man's state of nature with his state as a member of civil society. For them, the transition from one to the other implied the respect of natural laws. Therefore, in civil society, the only duty of the government (the 'Leviathan', according to Hobbes, or the State)

³ Emer de Vattel, Jean-Jacques Burlamaqui, Jean Barbeyrac, Jean-Jacques Rousseau.

³ Emer de Vattel, Jean-Jacques Burlamaqui, Jean Barbeyrac and Jean-Jacques Rousseau.

de devoirs, d'obligations, de responsabilités, d'imputabilité et de discernement. Dans leur recherche des fondements de la société civile, ils ont opposé l'état de nature de l'Homme à son état comme membre de la société civile. Le passage de l'un à l'autre impliquait pour eux le respect des lois naturelles. Le gouvernement de la société civile, le « Léviathan » cher à Hobbes ou l'État tout court ne pouvait de ce fait avoir pour fonction que de garantir la liberté et le bonheur de tous.

Tout naturellement leurs réflexions portaient alors d'abord sur les devoirs de l'Homme à l'égard de soi-même, à l'égard de sa famille, à l'égard de la société civile et à l'égard de Dieu. Ils partageaient la recherche des fondements de toute société civile qu'ils déduisaient de la réflexion philosophique sur le droit naturel. Dans leurs efforts d'analyser ce droit naturel comme un système complet de principes, d'institutions, de droits et d'obligations, ils se sont aussi penchés sur les lois naturelles gouvernant la plus petite société humaine : la famille.

D'une certaine manière ils avaient l'ambition de montrer que les relations entre les membres d'une société quelconque devaient être organisées en suivant les mêmes principes. Pour eux, le droit naturel, à l'instar des autres « sciences naturelles » pouvait être construit scientifiquement⁴. Il avait vocation à s'appliquer tant à la famille, qu'à la société civile ou la société des nations. Droit naturel et droit des gens n'étaient pas conçus comme deux sphères distinctes.

Dans ce cadre limité, il ne sera pas possible de rendre compte de toute la richesse de leur pensée ni de faire droit à l'ensemble des auteurs pertinents. On se bornera de ce fait

is to guarantee the freedom and happiness of all.

Naturally, their reflections focused first and foremost on one's duties to oneself, to one's family, to civil society and to God. They shared the search for the foundations of any civil society, which they deduced from philosophical reflection on natural law. In their efforts to analyse natural law as a complete system of principles, institutions, rights and obligations, they also looked at the natural laws governing the smallest human society: the family.

In a way, their ambition was to show that relations between the members of any society should be organised according to the same principles. For them, natural law, like other 'natural sciences', could be constructed scientifically⁴. It was intended to be applied equally to the family, civil society and the society of nations. Natural law and the law of nations were not conceived as two distinct spheres.

Within this limited framework, it will not be possible to give an account of all the richness of these philosophers' thought or to include all the relevant authors. We will therefore limit ourselves to citing the writings of Thomas Hobbes, Samuel von Pufendorf, Jean-Jacques Burlamaqui and Christian Wolff, available in French and, in the case of the latter, also in German. The excellent translations of their Latin manuscripts by Jean Barbeyrac, Samuel Sorbière and Samuel Formey give a clear idea of their agreements and disagreements on the subject.

Thomas Hobbes (1588–1679) is probably best known for his *Leviathan*, published in English in London in 1651. However, he

⁴ Voir en ce sens, Heinrich Mitteis, *Über das Naturrecht* (Akademie Verlag, 1948), 6.

⁴ In this regard, see: Heinrich Mitteis, *Über das Naturrecht* (Akademie Verlag, 1948), 6.

à ne citer que les écrits de Thomas Hobbes, Samuel von Pufendorf, Jean-Jacques Burlamaqui et Christian Wolff, accessibles en langue française et, pour le dernier, aussi en langue allemande. Les excellentes traductions réalisées à partir de leurs manuscrits latins par Jean Barbeyrac, Samuel Sorbière et Samuel Formey permettent en effet de bien saisir leurs accords et désaccords en la matière.

Thomas Hobbes (1588 – 1679) est certainement d'abord connu pour son Leviathan publié en 1651 à Londres en langue anglaise. Il avait pourtant écrit deux autres ouvrages importants en latin pendant son séjour forcé en France. De Cive, publié en latin en 1642⁵, a été ensuite traduit par Samuel Sorbière et publié en français en 1649 sous le titre *Elemens philosophiques du citoyen. Traicté politique, où Les Fondements de la Société civile sont découverts*⁶. Dans sa préface, qu'il consacre en grande partie à la méchanceté de l'homme, il considère que « Si vous ne donnez pas aux enfants tout ce qu'ils désirent, ils pleurent, ils se fâchent, ils frappent leurs nourrices, et la nature les porte à en user de la sorte. Cependant ils ne sont pas à blâmer [...] étant privés de l'usage de la raison, ils sont exempts de tous les devoirs des autres hommes ». Il leur reconnaît donc le bénéfice de l'ignorance qui les exempte en quelque sorte des obligations humaines et des conséquences de leur méconnaissance.

Plus loin, dans le corps de l'ouvrage, il consacre encore un chapitre au sujet « Du droit des Pères & des Mères sur leurs Enfants. Et du Royaume Patrimonial »⁷. Il y défend l'idée que la mère, si elle élève l'enfant, en est aussi la maîtresse et reste libre de

wrote two other important works in Latin during his forced stay in France. *De Cive*, published in Latin in 1642⁵, was later translated by Samuel Sorbière and published in French in 1649 under the title *Elemens philosophiques du citoyen. Traicté politique, où Les Fondements de la Société civile sont découverts* (Philosophical Elements of the Citizen. Political treatise, in which the Foundations of Civil Society are Discovered)⁶. In his preface, which he devotes in large part to the wickedness of humanity, he considers that “If you do not give children everything they desire, they cry, they get angry, they hit their nurses, and nature leads them to use it in this way. However, they are not to blame [...] being deprived of the use of reason, they are exempt from all the duties of other men”⁷. He therefore makes allowances for their ignorance, which in a way exempts them from human obligations and from the consequences of their ignorance.

Later, in the body of the work, he devotes another chapter to the subject of “Du droit des Pères & des Mères sur leurs Enfants. Et du Royaume Patrimonial” (“On the Rights of Fathers and Mothers over their Children. And of the Patrimonial Kingdom”)⁸. In it, he defends the idea that although a mother brings up her child, she is also the child's mistress and remains free to dispose of any children that belong to her.

Hobbes continues this reasoning in a second work, entitled *De Corpore politico*. According to him, “Whether they are brought up by the father, by the mother, or by anyone else, children are therefore absolutely subject to the person who brings them up, or preserves them. They can even alienate

5 Thomas Hobbes, *Elementorum Philosophiae: sectio tertia; de cive* (n.p., 1642).

6 Thomas Hobbes, *Elemens philosophiques du citoyen* (chez Jean Blaeu, 1649).

7 Hobbes, *Précédé*, 157.

5 Thomas Hobbes, *Elementorum Philosophiae: sectio tertia; de cive* (n.p., 1642).

6 Thomas Hobbes, *Elemens philosophiques du citoyen* (chez Jean Blaeu, 1649).

7 Editor's note: Unless otherwise specified, translations are based on the French version of the article.

8 Hobbes, *Précédé*, 157.

se défaire des enfants qui lui appartiennent.

Hobbes poursuit ce raisonnement dans un second ouvrage intitulé *De Corpore politico*. Selon lui, « Qu'ils soient élevés par le père, par la mère, ou par qui que ce soit, les enfants sont donc absolument soumis à celui ou celle qui les élève, ou les préserve. Ils peuvent même les aliéner, c'est-à-dire céder leur domination, en les vendant, ou les donnant en adoption ou en servitude ; ils peuvent les donner comme otages, les tuer pour rébellion, ou les sacrifier pour la paix, selon les lois naturelles, lorsqu'en leur âme et conscience ils le jugent nécessaire⁸ ». On le voit, dans la vision de Hobbes, très pessimiste sur la nature de l'homme, l'enfant qui n'est soumis à aucune obligation n'a point de droits propres. En cela il sera rapidement contredit par d'autres éminents penseurs de l'époque.

Samuel Baron von Pufendorf, (1632-1694) publie ainsi en 1673 une version abrégée de son grand chef d'œuvre de 1672⁹. Intitulé *De officio hominis et civis* et traduit par Jean Barbeyrac dès 1707 sous le titre *Les devoirs de l'homme et du citoyen tels qu'ils lui sont prescrits par la loi naturelle*, Pufendorf y consacre un chapitre entier aux « devoirs réciproques d'un père & d'une mère & de leurs enfants »¹⁰. Il y avance l'idée que le pouvoir paternel repose sur la loi naturelle et sur « un consentement tacite des Enfans. Car on a lieu de présumer, que si un Enfant avait en venant au monde l'usage de la Raison, & qu'il pût considérer que, sans le soin de ses Parens & sans l'autorité que ce

them, meaning give up their domination, by selling them, or giving them up for adoption or servitude; they can give them as hostages, kill them for rebellion, or sacrifice them for peace, according to the laws of nature, when in their soul and conscience they deem it necessary to do so⁹. As we can see, in Hobbes's very pessimistic view of human nature, a child who has no obligations does not have rights of their own. In this, he was quickly contradicted by other eminent thinkers of the time.

Samuel Baron von Pufendorf (1632–1694) published an abridged version of his 1672 masterpiece in 1673¹⁰. Entitled *De officio hominis et civis* and translated by Jean Barbeyrac in 1707 under the title *Les devoirs de l'homme et du citoyen tels qu'ils lui sont prescrits par la loi naturelle* (On the Duty of Man and Citizen According to Natural Law)¹¹ Pufendorf devotes an entire chapter to the “reciprocal duties of a father & a mother & their children”¹². He puts forward the idea that paternal power rests on natural law and on “the tacit consent of Children. For there is reason to presume that if a child had the use of reason when coming into the world, and could consider that, without the care of his parents and without the authority that this care requires, he would infallibly perish, he would willingly submit to their direction, on condition that, for their part, they undertook to give him a good education”¹³.

9 Thomas Hobbes, “*De Corpore Politico*,” chap. 23, § 8, in *Éléments de loi*, trad. Arnaud Milanese (Allia, 2006), 149.

10 Subsequently translated into French by the tireless Jean Barbeyrac, Baron de Pufendorf, *Le droit de la Nature et des Gens; ou Système général des principes les plus importants de la morale, de la jurisprudence, et de la politique*, 2nd ed. (chez Pierre de Coup, 1712), 2 vols.

11 Samuel Pufendorf, *Pufendorf: On the Duty of Man and Citizen According to Natural Law*, trans. M. Silverthorne, ed. James Tully (Cambridge University Press, 1991).

12 Baron de Pufendorf, *Les devoirs de l'homme et du Citoyen, tels qu'ils lui sont prescrits par la Loi Naturelle*, 6th ed., trans. Jean Barbeyrac (chez Henri-Albert Gosse, 1748), 273.

13 de Pufendorf, *Les devoirs*, 274.

8 Thomas Hobbes, « *De Corpore Politico* », chap. 23, § 8, dans *Éléments de loi*, trad. Arnaud Milanese (Allia, 2006), 149.

9 Traduit ensuite en français par l'inlassable Jean Barbeyrac, Baron de Pufendorf, *Le droit de la Nature et des Gens ; ou Système général des principes les plus importants de la morale, de la jurisprudence, et de la politique*, 2^e édition (chez Pierre de Coup, 1712), 2 ts.

10 Baron de Pufendorf, *Les devoirs de l'homme et du Citoyen, tels qu'ils lui sont prescrits par la Loi Naturelle*, 6^e éd., trad Jean Barbeyrac (chez Henri-Albert Gosse & Comp., 1748), 273.

soin demande, il périra infailliblement, il se soumettoit volontiers à leur direction, à la charge que, de leur côté, ils s'engageassent à lui donner une bonne éducation »¹¹.

Jean-Jacques Burlamaqui, (1694-1748), se distingue parmi les philosophes et juristes du XVIII^e siècle en ce qu'il a excellé dans la présentation claire et systématique des principes du droit naturel. Resté à l'ombre d'un certain Jean-Jacques Rousseau, l'autre grand « Citoyen de la République de Genève », Burlamaqui est certainement l'auteur le plus original des deux et souvent considéré comme maître à penser de Rousseau. Il avait la santé fragile et n'a publié qu'un seul ouvrage de son vivant. Ses *Principes du droit naturel* de 1747, livre conffectionné à partir de ses notes de cours à l'Université de Genève, constituent une véritable somme du droit naturel devant préfigurer un *Système complet sur le droit de la nature & des gens*, qu'il n'a jamais eu le temps d'écrire.

S'agissant de l'état de famille, Burlamaqui estime qu'en raison de leur faiblesse, les enfants « se trouvent naturellement assujettis à leurs Parents ; & que la Nature donne à ceux-ci toute l'autorité & tout le pouvoir nécessaire, pour gouverner ceux dont ils doivent procurer l'avantage »¹². L'autorité parentale n'est donc point absolue ou arbitraire. Elle doit tendre à procurer à l'enfant tout ce dont il a besoin. Burlamaqui développe cette idée dans le chapitre VII traitant « Du Droit pris pour Faculté & de l'Obligation qui y répond ». Pour lui le droit et l'obligation sont « deux termes corrélatifs, comme parlent les Logiciens ». Comment, se demande-t-il, « pourrait-on attribuer à un Père le droit de former les Enfants à la sagesse & à la vertu, par une bonne éducation, sans reconnoître en même tems que les

Jean-Jacques Burlamaqui (1694-1748) stands out among the philosophers and jurists of the eighteenth century for having excelled in the clear and systematic presentation of the principles of natural law. Burlamaqui, who remained in the shadow of Jean-Jacques Rousseau, the other great 'citizen of the Republic of Geneva', is certainly the most original of the two and is often regarded as Rousseau's teacher. He was in poor health and published only one work during his lifetime. His *Principes du droit naturel* (Principles of Natural Law) of 1747, a book compiled from his lecture notes at the University of Geneva, was a veritable sum of natural law that was to foreshadow a *Système complet sur le droit de la nature & des gens* (Complete System of Natural Law and the Law of Nations), which he never had time to write.

Regarding the state of the family, Burlamaqui considers that, because of their weakness, children "are naturally subject to their Parents; & that Nature gives the latter all the authority & all the necessary power to govern those whose benefit they must procure"¹⁴. Parental authority is therefore neither absolute nor arbitrary. It must aim to provide the child with everything the child needs. Burlamaqui develops this idea in Chapter 7 dealing with 'Du Droit pris pour Faculté & de l'Obligation qui y répond' (On the Law as a Faculty and the Obligation that Responds to it). For him, *right* and *obligation* are "two correlative terms, as the Logicians say". How, he asks himself, "could one attribute to a Father the right to train Children in wisdom and virtue, through a good education, without at the same time recognising that Children must submit to their Father's authority; and that not only are they obliged not to resist, but they must also contribute, through

11 De Pufendorf, *Les Devoirs*, 274

12 Jean-Jacques Burlamaqui, *Principes du droit naturel* (chez Barrillot & Fils, 1748), 46.

14 Jean-Jacques Burlamaqui, *Principes du droit naturel* (chez Barrillot & Fils, 1748), 46.

Enfans doivent se soumettre à la direction Paternelle ; & que non-seulement ils sont obligés de n'y point résister, mais encore qu'ils doivent concourir par leur docilité & leur obéissance, à l'exécution des vues que leur Père se propose par rapport à eux ? ». L'idée d'un droit à l'éducation est alors déjà sous-jacente chez lui comme chez Pufendorf. Si les enfants ne sauront avoir d'obligations qu'une fois parvenus à l'âge de raison et de discernement, ils sont titulaires de droits dès leur naissance selon sa logique. Par exemple, écrit-il, « le droit d'exiger que personne ne nous maltraite & ne nous offense, n'appartient pas moins aux Enfans, & même à ceux qui sont encore dans le sein de leur Mère, qu'aux Hommes faits »¹³.

Christian Wolff, (1679-1754), est probablement l'auteur qui est allé le plus loin dans la prise en compte de l'enfant au sein de la famille. Son ouvrage *Institutiones juris naturae et gentium*, publié à Halle en 1750 a été rapidement traduit, tant en français qu'en allemand. Dans la traduction allemande, réalisée par Gottlob Samuel Nicolai en 1754, se trouve un chapitre dédié à la société paternelle¹⁴. Mais loin de disserter sur la seule autorité parentale, il y développe assez extensivement les obligations des parents à l'égard de leurs enfants. Dans la traduction française de 1758, on peut ainsi lire que « Les enfants ont même naturellement le droit d'exiger que leurs parents ne leur donnent point de mauvais exemples »¹⁵.

Wolff va jusqu'à considérer que tout géniteur d'un enfant, qu'il soit naturel ou légi-

their docility and obedience, to the execution of the goals their father sets in relation to them? ». The idea of a right to education was already underlying his work, as it was in that of Pufendorf. Burlamaqui reasons that although children will only have obligations once they have reached the age of reason and discernment, they are entitled to rights from birth. For example, he wrote, “the right to demand that no one mistreats or offends us belongs no less to children, and even to those who are still in their mother's womb, than to fully grown men”¹⁵.

Christian Wolff (1679–1754) is probably the author who went the furthest in taking account of the child within the family. His *Institutiones juris naturae et gentium*, published in Halle in 1750, was quickly translated into both French and German. The German translation, by Gottlob Samuel Nicolai in 1754, includes a chapter dedicated to paternal society¹⁶. But far from discussing parental authority alone, he extensively develops the obligations of parents towards their children. In the French translation of 1758, we read that “Children naturally have the right to demand that their parents do not set them bad examples”¹⁷.

Wolff goes so far as to consider that every parent of a child, whether natural or legitimate, must ensure the child's education. Each parent must contribute as much as they can. Following Wolff's logic, a society should be established between man and

13 Burlamaqui, *Principes*, 80-84.

14 Christian Wolff, *Grundsätze des Natur- und Völkerrechts worin alle Verbindlichkeiten und alle Rechte aus der Natur des Menschen in einem beständigen Zusammenhange hergeleitet werden*, trad. G.S. Nicolai, (Rengerische Buchhandlung, 1754), 648 : « Von der väterlichen Gesellschaft und väterlicher Gewalt » (« De la société paternelle et de la violence paternelle »).

15 Christian Wolff, *Principes du droit de la nature et des gens*. Extrait du grand ouvrage latin de Mr. De Wolff. Par Mr. Formey, trad. Samuel Formey, (chez Marc Michel Rey, 1758), 226, 229.

15 Burlamaqui, *Principes*, 80-84.

16 Christian Wolff, *Grundsätze des Natur – und Völkerrechts worin alle Verbindlichkeiten und alle Rechte aus der Natur des Menschen in einem beständigen Zusammenhange hergeleitet werden*, trans. G.S. Nicolai (Rengerische Buchhandlung, 1754), 648: “Von der väterlichen Gesellschaft und väterlicher Gewalt” (“On paternal society and paternal violence”).

17 Christian Wolff, *Principes du droit de la nature et des gens*. Extrait du grand ouvrage latin de Mr. De Wolff. Par Mr. Formey, trans. Samuel Formey (chez Marc Michel Rey, 1758), 226, 229.

time, doit en assurer l'éducation. Chacun des parents doit y contribuer autant qu'il peut. Il s'en suit même dans sa logique qu'une société doit être érigée entre homme et femme dans le but « de la génération et de l'éducation des enfants ». C'est la société maritale¹⁶.

On le voit, les fondements de la reconnaissance de droits aux enfants se trouvent dans la philosophie du droit naturel. Il a fallu cependant attendre plus de deux siècles pour qu'ils soient insérés dans des textes de droit positif.

Des multiples sources de droit positif en vigueur

Aujourd'hui, en 2024, nous pouvons célébrer le premier centenaire de la reconnaissance des droits de l'enfant au niveau international. C'est un long chemin qui a été parcouru. Nous pouvons même nous réjouir du fait que de multiples déclarations, traités, chartes et conventions consacrent les droits de l'enfant en tant que normes juridiques obligatoires.

Cela pose cependant quelques défis. Qui dit multiplicité de sources dit aussi besoin de coordination et de conciliation. Pour ceux qui, comme les magistrats, sont amenés à appliquer les normes en vigueur à une affaire donnée se posera alors souvent la question du champ d'application exact d'un droit reconnu, voire de l'applicabilité tout court d'un traité ou d'une charte en droit interne. Si de surcroît il y a une multiplicité de normes susceptibles de s'appliquer

woman for the “generation and education of children”. This is a marital society¹⁸.

As we can see, the foundations for recognising children's rights are to be found in the philosophy of natural law. However, it was not until more than two centuries later that these rights were enshrined in positive law.

Multiple sources of positive law in force

Today, in 2024, we can celebrate the first centenary of the recognition of children's rights at the international level. We have come a long way. We can even rejoice in the fact that numerous declarations, treaties, charters and conventions have enshrined children's rights as binding legal norms.

However, this poses some challenges. Where there is a multiplicity of sources, there is also a need for coordination and conciliation. For those people, such as judges, who have to apply the current norms to a given case, there will often be questions about how exactly a recognised right applies, or even whether a treaty or charter is applicable in domestic law. Moreover, lawyers are well aware of the difficulties that can arise when multiple norms are likely to apply simultaneously while stating the right in question in different ways or allowing for divergent interpretations. That said, they also have enough imagination to arrive at a comprehensive application and ensure that interpretation is consistent in practice.

The enshrinement of children's rights in specific legal documents also raises questions

¹⁶ Wolff, *Principes*, 628–629 : « [...] so müssen die, welche ein Kind zeugen, dasselbe auch erziehen [...] Da zur Erziehung so wohl der Mutter, als des Vaters Sorge und Fleiß erforder wird; so muss ein jeder zur Erziehung des Kindes so viel beytragen, als er kann. ». (« [...] ceux qui engendrent un enfant doivent aussi l'éduquer [...] Comme l'éducation requiert le soin et l'application de la mère comme du père, chacun doit contribuer autant qu'il le peut à l'éducation de l'enfant »).

¹⁸ Wolff, *Principes*, 628–629: “[...] so müssen die, welche ein Kind zeugen, dasselbe auch erziehen [...] Da zur Erziehung so wohl der Mutter, als des Vaters Sorge und Fleiß erforder wird; so muss ein jeder zur Erziehung des Kindes so viel beytragen, als er kann.” (“[...] those who father a child must also bring it up [...] Since the upbringing of a child requires the care and diligence of both mother and father, each must contribute as much as they can to the upbringing of the child”).

simultanément tout en énonçant le droit en question de manière différente ou permettant des interprétations divergentes, les juristes mesurent les difficultés qui peuvent en résulter. Cela dit, ils ont aussi suffisamment d'imagination pour aboutir à une application englobante et une interprétation conforme en pratique.

La consécration des droits de l'enfant par des documents juridiques spécifiques soulève par ailleurs des questions relevant d'une vieille controverse opposant les Droits universels de l'Homme aux « droits catégoriels » dont il conviendra de justifier la consécration. Danièle Lochak y a consacré une contribution fort convaincante¹⁷. Elle écrit notamment qu'« Un mode d'énonciation 'catégoriel' apparaît dans certains cas comme une façon de prendre en compte la vulnérabilité de certains groupes dans le but de garantir l'effectivité véritable des droits proclamés comme universels sur une base d'égalité. [...] Ainsi, la reconnaissance des droits de l'enfant par la Convention de 1989 est une façon de prendre acte de leur vulnérabilité particulière pour réaffirmer, d'une part, qu'ils jouissent de l'intégralité des droits de l'Homme (droit au respect de la vie privée et familiale, droit à un nom et à une nationalité, liberté de pensée et de religion, droit à la santé, droit à l'éducation...) et, de l'autre, qu'on doit leur accorder la protection spécifique dont ils ont besoin en raison de leur minorité (protection contre les violences, notamment sexuelles, les mauvais traitements, l'exploitation...) »¹⁸. On ne peut que partager cette approche qui se reflète désormais clairement dans les textes pertinents adoptés au cours du siècle passé.

À partir du XIX^e siècle, les enfants commencent à bénéficier d'une protection par-

arising from the long-standing controversy around the difference between universal human rights and 'categorical rights', the enshrinement of which must be justified. Danièle Lochak has made a very convincing contribution to this debate¹⁹. She writes that:

a "categorical" mode of enunciation appears in some cases to be a way of taking into account the vulnerability of certain groups in order to guarantee the true effectiveness of rights proclaimed as universal on a basis of equality. [...] Thus, the recognition of children's rights in the 1989 Convention is a way of acknowledging their particular vulnerability in order to reaffirm, on the one hand, that they enjoy all human rights (the right to respect for private and family life, the right to a name and nationality, freedom of thought and religion, the right to health, the right to education...) and, on the other hand, that they must be granted the specific protection they need because of their minority (protection against violence, particularly sexual violence, ill-treatment, exploitation...).²⁰

We can only agree with this approach, which is now clearly reflected in the relevant texts that have been adopted over the past century.

From the nineteenth century onwards, children began to benefit from special protection. The first regulations were adopted at the national level in the fields of work, justice and education. However, it was not until the twentieth century that international texts covering all their rights were adopted.

In 1919, the League of Nations set up a Committee for the Protection of Children. On 26 September 1924, the Committee adopt-

17 Danièle Lochak, « Penser les droits catégoriels dans leur rapport à l'universalité », *Revue des Droits de l'Homme*, 3 (2013) : 1-10.

18 Lochak, « Penser », 1-10.

19 Danièle Lochak, « Penser les droits catégoriels dans leur rapport à l'universalité », *Revue des Droits de l'Homme*, 3 (2013) : 1-10.

20 Lochak, « Penser », 1-10 [translated from French].

ticulière. Les premières réglementations sont adoptées en matière de travail, de justice ou d'éducation au niveau national. Il faut toutefois attendre le XX^e siècle pour que des textes internationaux englobant l'ensemble de leurs droits soient adoptés.

En 1919, la Société des Nations (SdN) crée un comité de protection de l'enfance. Le 26 septembre 1924 elle adopte la Déclaration de Genève¹⁹, premier texte international sur les droits spécifiques de l'enfant. Le texte est inspiré des travaux de Janusz Korczak, considéré comme le père des droits de l'enfant. Rédigée par Eglantyne Jebb, cette brève Déclaration, composée d'un préambule et de cinq articles, énonce que les hommes et les femmes de toutes les nations ont le devoir de respecter le droit de l'enfant à disposer des moyens nécessaires à son développement, à bénéficier d'une aide spéciale en cas de besoin, à être le premier à recevoir des secours, à la liberté économique, à la protection contre l'exploitation et à une éducation lui inculquant une conscience sociale et le sens du devoir.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 accorde une place somme toute assez modeste aux droits de l'enfant. Elle affirme que « la maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale »²⁰. En ce qui concerne le droit à l'éducation, elle ajoute en outre que « les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants »²¹.

La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales

¹⁹ League of Nations, Geneva Declaration of the Rights of the Child (1924), <http://www.un-documents.net/gdrc1924.htm>.

²⁰ AG Rés. 217 (III) A, Déclaration universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948), art. 25 § 2.

²¹ AG Rés. 217 (III) A, art. 26 § 3.

ed the Declaration of Geneva²¹, the first international text on the specific rights of the child. The text was inspired by the work of Janusz Korczak, considered to be the father of children's rights. Written by Eglantyne Jebb, this brief Declaration, composed of a preamble and five articles, states that men and women of all nations have a duty to respect child's right to have the means necessary for their development, to receive special assistance when needed, to be the first to receive aid, to have economic freedom, to be protected against exploitation and to have an education that instils social awareness and a sense of duty.

The 1948 Universal Declaration of Human Rights accords a relatively modest place to the rights of the child. It states that “motherhood and childhood are entitled to special care and assistance. All children, whether born in or out of wedlock, shall enjoy the same social protection”²². Regarding the right to education, it adds that “parents have a prior right to choose the kind of education that shall be given to their children”²³.

The 1950 Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, on the other hand, contains no provision on children's rights²⁴. Although Article 8, insofar as it guarantees the right to a normal family life, does not contain any explicit procedural requirements, the European Court of Human Rights has ruled that the child must be sufficiently involved in decisions relating to his or her family and private life. The general principles, set out in the landmark Sahin v. Germany and Sommerfeld v. Germany judgments in 2003²⁵, were defined to ensure

²¹ League of Nations, Geneva Declaration of the Rights of the Child (1924), <http://www.un-documents.net/gdrc1924.htm>.

²² G.A. Res. 217 (III) A, Universal Declaration of Human Rights (10 December 1948), art. 25 § 2.

²³ G.A. Res. 217 (III) A, art. 26 § 3.

²⁴ Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms (4 November 1950), CETS 005.

²⁵ Sahin v. Germany, 30943/96, § 72–74, Eur. Ct. H.R.

(CEDH) de 1950, quant à elle, ne contient pas de disposition consacrant un quelconque droit de l'enfant²². Bien que l'article 8, en ce qu'il garantit le droit à une vie familiale normale, ne contienne aucune exigence procédurale explicite, la Cour Européenne des Droits de l'Homme a jugé que l'enfant doit être suffisamment associé aux décisions relatives à sa vie familiale et privée. Les principes généraux, énoncés dans les arrêts de principe *Sahin c. Allemagne* et *Sommerfeld c. Allemagne* en 2003²³, ont été définis pour assurer à l'enfant le droit d'être consulté et entendu afin de protéger son intérêt supérieur. Suivant l'âge et la maturité de l'enfant, des entretiens avec des experts, qui sont ensuite chargés d'en rendre compte au juge, peuvent être considérés comme suffisants.

Après la Seconde Guerre mondiale, une seconde Déclaration des droits de l'enfant est adoptée par l'Organisation des Nations unies (ONU) le 20 novembre 1959²⁴. Comme la première ainsi que la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, ces déclarations de l'Assemblée générale des Nations-Unies n'ont cependant pas de force juridique obligatoire.

Ce n'est qu'avec les deux pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques (PDCP) et aux droits économiques, sociaux et culturels (PDSEC), signés en 1966 et entrés en vigueur en 1976 pour les États les ayant ratifiés, que des dispositions de traités internationaux consacrent explicitement quelques droits des enfants. Le PDCP contient ainsi deux dispositions qui assurent une protection aux enfants, que ce soit en matière de publicité de la justice

the child's right to be consulted and heard in order to protect the child's best interests. Depending on the age and maturity of the child, interviews with experts, who are then responsible for reporting back to the judge, may be considered sufficient.

After the Second World War, a second Declaration of the Rights of the Child was adopted by the United Nations on 20 November 1959²⁶. Like the Universal Declaration of Human Rights, this declaration by the United Nations General Assembly is not legally binding.

It was not until the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, which were signed in 1966 and came into force in 1976 for those States that had ratified them, that international treaty provisions explicitly enshrined several children's rights. The International Covenant on Civil and Political Rights contains two provisions that provide protection for children, both in terms of public access to justice (article 14) and in terms of their protection in the event of the dissolution of their parents' marriage (article 23)²⁷. The major contribution comes from article 24 of the Covenant, which directly recognises the right of the child to have access, without any discrimination, "to such measures of protection as are required by his status as a minor", the right to a registered name and the right to acquire a nationality²⁸.

The Covenant adds two other provisions concerning the obligation of States to take measures to protect children "from econ-

²² Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (4 novembre 1950), CETS 005.

²³ *Sahin c. Allemagne*, 30943/96, ¶72–74, CEDH (2003); *Sommerfeld c. Allemagne*, 31871/96, ¶70, ¶72, CEDH (2003).

²⁴ AG Rés. 1386 (XIV), Déclaration des droits de l'enfant (20 novembre 1959).

(2003); *Sommerfeld v. Germany*, 31871/96, ¶ 70, ¶ 72, Eur. Ct. H.R. (2003).

²⁶ G.A. Res. 1386 (XIV), Declaration on the Rights of the Child (20 November 1959).

²⁷ G.A. Res. 2200A (XXI), International Covenant on Civil and Political Rights (16 December 1966), arts. 14 and 23.

²⁸ G.A. Res. 2200A (XXI), art. 24.

(article 14) ou en ce qui concerne leur protection en cas de dissolution du mariage de leurs parents (article 23)²⁵. L'apport majeur résulte de l'article 24 du Pacte, lequel reconnaît directement à l'enfant le droit d'avoir un accès, sans aucune discrimination « aux mesures de protection qu'exige sa condition de mineur », le droit au nom enregistré et le droit d'acquérir une nationalité²⁶.

Le PDESC y ajoute deux autres dispositions qui concernent l'obligation des États de prendre des mesures de protection des enfants « contre l'exploitation économique et sociale »²⁷ et pour assurer « la diminution de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant »²⁸.

L'étape majeure ne sera franchie qu'en 1989 avec l'adoption de la Convention de New York relative aux droits de l'enfant. Elle introduit notamment le principe cardinal que « dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale »²⁹. Plus concrètement cela signifie notamment que les États parties « garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité »³⁰. Il faut encore donner à l'enfant « la possibilité d'être entendu dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directe-

ment et social exploitation »²⁹ and to ensure “the reduction of the stillbirth-rate and of infant mortality, and for the healthy development of the child”³⁰.

The major step was not taken until 1989 with the adoption of the New York Convention on the Rights of the Child. This introduced the cardinal principle that “in all actions concerning children, whether undertaken by public or private social welfare institutions, courts of law, administrative authorities or legislative bodies, the best interests of the child shall be a primary consideration”³¹. More specifically, this means that States Parties “shall assure to the child who is capable of forming his or her own views the right to express those views freely in all matters affecting the child, the views of the child being given due weight in accordance with the age and maturity of the child”³². The child must also be given “the opportunity to be heard in any judicial and administrative proceedings affecting the child, either directly, or through a representative or an appropriate body”³³.

More specifically, regarding the rights of the child “in justice”, article 40 sets out a number of obligations for State Parties. They recognise: the right of every child alleged as, accused of, or recognized as having infringed the penal law to be treated in a manner consistent with the promotion of the child's sense of dignity and worth, which reinforces the child's respect for the human rights and fundamental freedoms of others and which takes into account the child's age and the desirability of promoting the child's reintegration and the child's assuming a constructive role in society³⁴.

²⁵ AG Rés. 2200A (XXI), Pacte international relatif aux droits civils et politiques (16 décembre 1966), arts. 14 et 23.

²⁶ AG Rés. 2200A (XXI), art. 24.

²⁷ AG Rés. 2200A (XXI), art. 10 ¶ 3.

²⁸ AG Rés. 2200A (XXI), art. 12 ¶ 2.

²⁹ AG Rés. 40/25, Convention relative aux droits de l'enfant (20 novembre 1989), art. 3.

³⁰ AG Rés. 40/25, art. 12, ¶ 1.

²⁹ G.A. Res. 2200A (XXI), art. 10 ¶ 3.

³⁰ G.A. Res. 2200A (XXI), art. 12 ¶ 2.

³¹ G.A. Res. 44/25, Convention on the Rights of the Child (20 November 1989), art. 3.

³² G.A. Res. 44/25, art. 12, ¶ 1

³³ G.A. Res. 44/25, art. 12, ¶ 2.

³⁴ G.A. Res. 44/25, art. 40.

ment, soit par l’intermédiaire d’un représentant ou d’un organisme approprié »³¹.

En ce qui concerne plus précisément les droits de l’enfant « en justice » l’article 40 énumère de nombreuses obligations à destination des États signataires. Ces derniers reconnaissent en effet « à tout enfant suspecté, accusé ou convaincu d’infraction à la loi pénale le droit à un traitement qui soit de nature à favoriser son sens de la dignité et de la valeur personnelle, qui renforce son respect pour les droits de l’homme et les libertés fondamentales d’autrui, et qui tienne compte de son âge ainsi que de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société et de lui faire assumer un rôle constructif au sein de celle-ci »³². La Convention rappelle en outre que les États doivent veiller au respect des droits de l’enfant en matière de justice en tenant compte « des dispositions pertinentes des instruments internationaux »³³.

Ce rappel est en effet utile compte tenu de la multiplicité des instruments existants afin de garantir que l’enfant puisse jouir effectivement des droits classiques de tout justiciable et notamment des droits de la défense.

Dans le domaine du droit du travail, l’Organisation Internationale du Travail (OIT) a adopté en 1991 la Convention sur les pires formes de travail des enfants³⁴, appelant à l’interdiction et à l’élimination immédiate de toute forme de travail susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des enfants. Là aussi on observe que le souci de protéger l’enfant dans tous les contextes.

The Convention also mentions that States must ensure respect for the rights of the child in matters of justice, considering “the relevant provisions of other international instruments”³⁵.

This reminder is indeed useful, given the multiplicity of existing instruments designed to ensure that children can effectively enjoy the same rights as any other litigant has, in particular the rights of the defence.

In the field of labour law, the International Labour Organization adopted the Worst Forms of Child Labour Convention in 1991³⁶, which called for the prohibition and immediate elimination of all forms of work that are likely to harm the health, safety or morals of children. Here, too, we can see that there is a concern with protecting children in all contexts.

More recently still, the Charter of Fundamental Rights of the European Union reaffirms in its articles 14 (the right to education) and 24 (the rights of the child) the rights of the child as they result from the New York Convention. Under Article 24 of the Charter, children “shall have the right to such protection and care as is necessary for their well-being. They may express their views freely. Such views shall be taken into consideration on matters which concern them in accordance with their age and maturity”³⁷. In all actions concerning children, whether taken by public authorities or private institutions, “the child’s best interests must be a primary consideration”³⁸. Finally, every child has the “right to maintain on a regular basis a personal relationship and direct contact with both his or her parents, un-

³¹ AG Rés. 40/25, art. 12, ¶ 2.

³² AG Rés. 40/25, art. 40.

³³ AG Rés. 40/25, art. 32.

³⁴ Organisation internationale du travail, Convention sur les pires formes de travail, 17 juin 1999, n° 182, UNTS 2133, 161.

³⁵ G.A. Res. 44/25, art. 32.

³⁶ International Labour Organization, Worst Forms of Labour Convention, 17 June 1999, no. 182, UNTS 2133, 161.

³⁷ O.J. 2000 C 364/3, Charter of Fundamental Rights of the European Union, art. 24, ¶ 1.

³⁸ O.J. 2000 C 364/3, art. 24, ¶ 2.

Plus récemment encore, la Charte des Droits fondamentaux de l’Union européenne réaffirme les droits de l’enfant tels qu’ils résultent de la Convention de New York dans ses articles 14 (droit à l’éducation) et 24 (Droits de l’enfant). En vertu de cet article 24 de la Charte, les enfants « ont droit à la protection et aux soins nécessaires à leur bien-être. Ils peuvent exprimer leur opinion librement. Celle-ci est prise en considération pour les sujets qui les concernent, en fonction de leur âge et de leur maturité »³⁵. Dans tous les actes relatifs aux enfants, qu’ils soient accomplis par des autorités publiques ou des institutions privées, « l’intérêt supérieur de l’enfant doit être une considération primordiale »³⁶. Tout enfant a enfin « le droit d’entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents, sauf si cela est contraire à son intérêt »³⁷. L’intérêt de la Charte réside notamment dans le fait qu’elle bénéficie de la primauté qui caractérise le droit de l’UE par rapport au droit interne des États membres. Il faut cependant être conscient du fait qu’à la différence de la CEDH, la Charte n’a vocation à s’appliquer que lorsque l’État agit dans le champ d’application du droit de l’Union.

Le nouveau texte de la Constitution luxembourgeoise, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2023, reprend lui aussi le principe majeur de la Convention sur les droits de l’enfant en précisant dans son nouvel article 15 que dans toute décision qui le concerne, « l’intérêt de l’enfant est pris en considération de manière primordiale »³⁸. On note avec étonnement que l’intérêt de l’enfant n’a cependant pas été qualifié de « supérieur ». Du moins le nouveau texte reconnaît aussi que chaque enfant « peut exprimer son

less that is contrary to his or her interests»³⁹. The value of the Charter lies in the fact that it benefits from the primacy of European Union law over the domestic law of the Member States. However, it is important to bear in mind that, unlike the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, the Charter is intended to apply only when the State is acting within the scope of European Union law.

The new text of the Constitution of Luxembourg, which came into force on 1 July 2023, also incorporates the main principle of the Convention on the Rights of the Child, specifying in its new Article 15 that in any decision concerning the child, “the interests of the child shall be given primary consideration”⁴⁰. Surprisingly, however, the interests of the child are not described as “best”. At least the new text also recognises that every child “may express their views freely on any matter affecting them. Their views shall be taken into account, having regard to the child’s age and understanding” and that the child “has the right to such protection, measures and care as are necessary for the child’s wellbeing and development”⁴¹.

However, regarding the Grand-Ducal succession, the same Constitution establishes direct discrimination between legitimate and illegitimate children. Article 56, paragraph 1 states that the office of Head of State “is hereditary in the direct descendants of His Royal Highness Adolphe, Grand Duke of Luxembourg, Duke of Nassau, by order of primogeniture and by representation. Only children born of marriage have the right of succession”⁴². On this point, the Luxembourg Constitution clearly does not comply

³⁵ J.O. 2000 C 364/3, Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne, art. 24, ¶ 1.

³⁶ J.O. 2000 C 364/3, art. 24, ¶ 2.

³⁷ J.O. 2000 C 364/3, art. 24, ¶ 3.

³⁸ Constitution du Grand-Duché de Luxembourg, 1er juillet 2023, art. 15.

³⁹ O.J. 2000 C 364/3, art. 24, ¶ 3.

⁴⁰ Constitution du Grand-Duché de Luxembourg, 1 July 2023, art. 15.

⁴¹ Constitution du Grand-Duché de Luxembourg, 1 July 2023, art. 15.

⁴² Constitution du Grand-Duché de Luxembourg, 1 July 2023, art. 56 ¶ 1.

opinion librement sur toute question qui le concerne. Son opinion est prise en considération, eu égard à son âge et à son discernement » et qu'il « a droit à la protection, aux mesures et aux soins nécessaires à son bien-être et son développement »³⁹.

Il demeure que s'agissant de la succession grand-ducale, cette même constitution établit une discrimination directe entre enfants légitimes et enfants naturels. L'article 56 (1) dispose en effet que la fonction de Chef de l'État « est héréditaire dans la descendance directe de Son Altesse Royale Adolphe, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, par ordre de primogéniture et par représentation. Seuls les enfants nés d'un mariage ont le droit de succéder »⁴⁰. Sur ce point, la Constitution luxembourgeoise n'est clairement pas conforme au PDCP, à la CEDH et à la Convention de New York. Dans la mesure où le Grand-Duché respecte en principe scrupuleusement la primauté des traités ratifiés sur le droit interne, on pourrait s'attendre, le cas échéant, à des débats juridiques intéressants. Y a-t-il une justification pour une telle discrimination ou du moins un intérêt légitime qui commanderait cette dérogation à un droit fondamental ?

De la nécessaire mise en balance des droits de l'enfant

Lorsqu'on s'interroge sur l'application concrète d'un droit humain précis dans une situation donnée, se posent inévitablement les questions juridiques de son champ d'application, des restrictions qui peuvent lui être imposées - y compris les limites intrinsèques de ces dernières - et de l'éventuelle mise en balance de ce droit avec les droits d'autrui. C'est ainsi pour tous les droits

with the International Covenant on Civil and Political Rights, the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, or the New York Convention. Insofar as the Grand Duchy scrupulously respects the primacy of ratified treaties over domestic law, we might expect some interesting legal debates. Is there any justification for such discrimination, or at least any legitimate interest that would require this derogation from a fundamental right?

The need to balance children's rights

When considering the practical application of a specific human right in a given situation, it is inevitable that the legal issues of its scope, the restrictions that may be imposed on it (including the intrinsic limits of those restrictions) and the possible balancing of that right against the rights of others will arise. This applies to all rights that are not non-derogable, including the rights of the child in the 1989 Convention, with the notable exception of the prohibition of torture and cruel, inhuman or degrading treatment or punishment (article 37), which is non-derogable.

In matters of justice, where several parties are likely to be able to assert interests worthy of protection or particular rights, it will thus be necessary to guarantee the rights and freedoms of each party. As children have a clear legal personality⁴³, they will be able to assert their rights – either personally, if they have the necessary discernment to do so, or through a representative, who will have the task of defending their rights. Adults will still make the decision on whether a child is mature enough to defend themselves, to testify or to take responsibility for their actions. It is therefore difficult to assume that

39 Constitution du Grand-Duché de Luxembourg, 1er juillet 2023, art. 15.

40 Constitution du Grand-Duché de Luxembourg, 1er juillet 2023, art. 56 ¶ 1.

43 Cf. Patricia Buirette, *Réflexions sur la Convention internationale des droits de l'enfant* (RBDI, 1990), 54.

qui ne sont pas indérogeables et donc aussi pour les droits de l'enfant de la Convention de 1989, à l'exception notable de l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (article 37) qui, elle, est indérogeable.

En matière de justice, où plusieurs parties sont susceptibles de pouvoir faire valoir des intérêts dignes de protection ou des droits particuliers, il sera ainsi nécessaire de garantir les droits et libertés de chacun. Dans la mesure où l'enfant est désormais clairement revêtu de la personnalité juridique⁴¹, il pourra faire valoir ses droits que ce soit personnellement, s'il est doté du discernement nécessaire pour le faire, soit par l'intermédiaire d'un représentant qui aura pour tâche de défendre ses droits. Il demeure que la décision sur le point de savoir à quel point l'enfant est suffisamment mature pour se défendre, pour témoigner ou pour assumer la responsabilité de ses actes, sera prise par des adultes. Il est difficile de présumer qu'aucune discrimination en fonction de l'âge n'en résultera en pratique dans des cas particuliers.

Il incombera aux États ayant ratifié les différents instruments juridiques mentionnés ci-dessus d'assumer tant leurs obligations positives, y compris de type procédural, que leurs obligations négatives. Cela signifie concrètement qu'ils doivent notamment mettre en place un ensemble de règles juridiques destinées à garantir en pratique que les droits de l'enfant soient effectivement respectés par l'ensemble des acteurs. L'exemple du contentieux climatique nous enseigne alors que l'intérêt supérieur de l'enfant peut et doit aussi signifier que les États ont actuellement l'obligation de protéger les droits des générations futures face au changement climatique et à la protec-

no age-based discrimination will result in practice in specific cases.

States that have ratified the various legal instruments mentioned above will be responsible for meeting both their positive obligations, including procedural obligations, and their negative obligations. In concrete terms, this means that they must put in place a set of legal rules designed to ensure in practice that the rights of the child are effectively respected by all stakeholders. The example of climate litigation teaches us that the best interests of the child can and must also mean that States currently have an obligation to protect the rights of future generations in the face of climate change and environmental protection. Any inaction or ineffective measures taken will therefore be contrary to the best interests of the child, because this will pass the burden of combating climate change and adapting to that change to the future generations to which the child belongs⁴⁴.

The question of respect for children's rights within the justice system will arise in different ways depending on the child's status in the system. Whether a child is involved as a witness, defendant, civil party, victim, litigant or claimant obviously changes the child's status and, therefore, the extent of the child's rights and duties. Some of these statuses have already been analysed in depth, while others have attracted less attention from researchers and experts⁴⁵.

The rights of the child may then be recognised as having what is known as a horizon-

⁴⁴ Cf. the judgments of the European Court of Human Rights of 9 April 2024 in the cases of *Klimaseniorinnen v. Switzerland* and *Duarte Agostinho v. Portugal* and 33 other States.

⁴⁵ As for young people in conflict with the law, see the excellent publication by OKAJU: Charel Schmit, Fanny Dedebach, Renate Winter, and Siliva Allerezza, eds., *Jeunes en conflit avec la loi et droits de l'enfant. Acquis et futurs défis pour le système de justice* (OKAJU éditions, 2022), 297.

41 Cf. Patricia Buirette, *Réflexions sur la Convention internationale des droits de l'enfant* (RBDI, 1990), 54.

É L È M E N S
 P H I L O S O P H I Q V E S
 D U C I T O Y E N.
 T R A I C T E' P O L I T I Q V E,

où

Les Fondemens de la Societé
 civile sont découverts,

P A R
 T H O M A S H O B B E S,

E T

Traduictz en François par un
 de ses amis.



A A M S T E R D A M,
 De l'Imprimerie de JEAN BLAEV.
 M D C X L I X.

tion de l'environnement. Toute inaction ou prise de mesures inefficaces sera ainsi contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant, car cela reportera la charge de lutter contre le changement climatique et de s'adapter à ces changements aux générations futures auxquelles il appartient⁴².

La question du respect des droits de l'enfant dans le cadre du système de justice se posera de différentes manières en fonction de la qualité que revêt l'enfant. Qu'il soit impliqué en tant que témoin, accusé, partie civile, victime, justiciable ou requérant change bien évidemment son statut et de ce fait l'ampleur de ses droits et devoirs. Certains de ces statuts ont d'ores et déjà fait l'objet d'analyses approfondies alors que d'autres ont moins attiré l'attention des chercheurs et experts⁴³.

Les droits de l'enfant pourront alors se voir reconnaître ce que l'on appelle un effet direct horizontal (Drittewirkung en allemand). Cela signifie que ces droits pourront être opposés aux autres personnes impliquées dans une procédure donnée. Si l'État doit veiller au respect des droits de l'enfant, il en va de même pour toute autre personne physique ou morale, privée ou publique. Il conviendra alors de toujours se rappeler de la vulnérabilité spéciale d'un enfant vis-à-vis des institutions et des adultes.

Que l'enfant soit considéré comme l'auteur présumé d'un délit ou d'un crime ou qu'il en soit la victime, il convient de toujours mettre en balance l'objectif de la protection de l'enfant et celui de la protection des victimes. Les droits de tout justiciable doivent

tal direct effect (*Drittewirkung* in German). This means that these rights can be invoked against other people involved in a given procedure. While the State must ensure that children's rights are respected, the same applies to any other natural or legal person, private or public. The special vulnerability of children in relation to institutions and adults should always be borne in mind.

Whether a child is considered to be the victim or the alleged perpetrator of an offence or a crime, the objective of protecting the child must always be weighed against that of protecting the victims. The rights of any litigant must therefore be interpreted and applied in the light of the principle of the best interests of the child.

Setting an age of criminal responsibility that takes account of a child's degree of discernment at the various stages of development is certainly necessary in the interests of legal predictability and security. The existence of such a legal age should not, however, prevent the judge from assessing *in concreto* the degree of discernment of a juvenile offender.

The concept of the best interests of the child is therefore likely to be complex and often difficult to implement. The 1959 Declaration on the Rights of the Child already referred to the principle, stating that "the best interests of the child shall be the paramount consideration [in the enactment of laws for this purpose]" and "the guiding principle of those responsible for his education and guidance"⁴⁶. It can be considered that the Convention on the Rights of the Child "extends the principle of the best interests of the child to 'all' decisions affecting them. This is a radical turning point"⁴⁷.

⁴² Cf. les arrêts de la CEDH du 9 avril 2024 dans les affaires Klimaseniorinnen c. Suisse et Duarte Agostinho c. Portugal et 33 autres États.

⁴³ Pour ce qui est des jeunes en conflit avec la loi cf. l'excellente publication de l'OKAJU : Charel Schmit, Fanny Dedebach, Renate Winter, et Siliva Allerezza, dir., Jeunes en conflit avec la loi et droits de l'enfant. Acquis et futurs défis pour le système de justice (OKAJU éditions, 2022), 297.

⁴⁶ G.A. Res. 1386 (XIV), principles 2 and 7.

⁴⁷ Thomas Hammarberg, "Le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant: ce qu'il signifie et ce qu'il implique pour les adultes," *Journal du Droit des Jeunes* (March 2011): 10.

alors faire l'objet d'une interprétation et d'une application à la lumière du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant.

La fixation d'un âge de la responsabilité pénale qui tienne compte du degré de discernement d'un enfant aux différents stades de son évolution est certainement nécessaire dans l'intérêt de la prévisibilité et de la sécurité juridiques. L'existence d'un tel âge légal ne devrait cependant pas interdire au juge d'apprécier *in concreto* le degré de discernement d'un délinquant mineur.

Le concept d'intérêt supérieur de l'enfant est alors susceptible d'une mise en œuvre complexe et souvent difficile. La Déclaration sur les droits de l'enfant de 1959 mentionnait déjà le principe, disposant que « l'intérêt supérieur de l'enfant doit être la considération déterminante [dans l'adoption des lois] » ainsi que « le guide de ceux qui ont la responsabilité de son éducation et de son orientation »⁴⁴. On a pu considérer que la Convention relative aux droits de l'enfant (CNUDE) « étend le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant à 'toutes' les décisions les intéressant. C'est là un tournant radical »⁴⁵.

Ce concept est néanmoins difficile à saisir. En témoignent déjà les différentes versions linguistiques de la CNUDE. En allemand on y lit en effet qu'il s'agit du « Wohl des Kindes » (« bien-être de l'enfant »), en anglais il est précisé que « the best interests of the child shall be a primary consideration ». On comprend aisément que la signification de ces termes n'est pas nécessairement identique.

Si ce concept laisse naturellement une ample

The concept is nevertheless difficult to grasp. The different language versions of the Convention on the Rights of the Child are a proof of this. The German version refers to the “Wohl des Kindes” (“Welfare of the Child”), while the French version is concerned with the “superior interest of the child” (“l'intérêt supérieur de l'enfant”). It is easy to see that these terms do not necessarily have the same meaning.

While this concept naturally leaves a wide margin of interpretation, its scope is general. The United Nations Committee on the Rights of the Child went even further, defining the best interests of the child as a “general principle” to guide the interpretation of the Convention as a whole⁴⁸.

The use of the word “children” in the plural form in the first line means, according to the interpretation of the Committee on the Rights of the Child, that the article is applicable both to a particular child and to groups of children or children in general, thereby increasing its relevance in terms of policy guidance and action while allowing for targeted application in individual cases.

The idea that the interests of the child are “superior”⁴⁹ can in no way mean that the rights of the child systematically take precedence over the legitimate interests or fundamental rights of others. Interpreted in the light of the principle of the “best interest” of the child, the normative clauses of the Convention gain both clarity and depth. It is also clear that the principle of the best interests of the child cannot be invoked to justify a violation of the child's rights.

⁴⁴ AG Rés. 1386 (XIV), princ. 2 et 7.

⁴⁵ Thomas Hammarberg, « Le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant : ce qu'il signifie et ce qu'il implique pour les adultes », Journal du Droit des Jeunes (mars 2011) : 10.

⁴⁸ Hammarberg, “Le principe”: 11.

⁴⁹ Editor's note: for the purpose of the translation into English, given that the text was written in French, we can consider that the author intended to use the term “superior”, even if the appropriate translation in the legal framework in English would be “best”.

marge d'appréciation, son champ d'application est général. Le Comité des droits de l'enfant des Nations unies est allé encore plus loin, en définissant l'intérêt supérieur de l'enfant comme un « principe général » devant servir de guide pour l'interprétation de l'ensemble de la Convention⁴⁶.

L'emploi du terme « enfants » au pluriel dans la première ligne signifie, selon l'interprétation qu'en a donné le Comité des droits de l'enfant, que l'article est applicable tant à un enfant en particulier qu'à des groupes d'enfants ou aux enfants en général, ce qui en accroît la pertinence en termes d'orientations et d'actions politiques tout en permettant une application ciblée dans des cas individuels.

L'idée que l'intérêt de l'enfant soit « supérieur » ne peut en aucun cas signifier pour autant que les droits de l'enfant primeraient systématiquement sur les intérêts légitimes ou les droits fondamentaux d'autrui. Interprétées à l'aune du principe de « l'intérêt supérieur » de l'enfant, les clauses normatives de la Convention gagnent à la fois en clarté et en profondeur. Il est évident par ailleurs que le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant ne saurait être invoqué pour justifier une violation de ses droits.

Il reste que la Convention ne détermine pas ce qui, dans une situation donnée, est dans l'intérêt supérieur d'un enfant. On peut concevoir par exemple que le travail des enfants peut se justifier dans certaines situations, notamment pour contribuer à subvenir aux besoins de toute la famille, tant que cela n'empêche pas son accès à l'éducation.

La mise en œuvre de ce concept sera nécessairement délicate en matière de justice. Cela requiert toute une série de mesures de précaution concernant la communication

However, the Convention does not determine what, in a given situation, is in the best interests of a child. It is conceivable, for example, that child labour may be justified in certain situations, in particular to help meet the needs of the whole family, as long as this does not prevent access to education.

The implementation of this concept will necessarily be delicate in terms of justice. It requires a whole series of precautionary measures concerning communication with the child and how they are treated by the bodies and staff involved. Good cooperation between the police, justice and child protection services will be crucial in this respect. It must also be ensured that the people who will be dealing with the child are trained.

The conventional concept of the child now grants children a new legal status. Their actual capacities are taken into account, as well as the need to grant children evolving responsibilities and freedoms. The child is recognised as a legal person in their own right, whose own interests must be “discovered” in order to be protected.

In matters of justice, the primary task of ensuring that the best interests of the child have been taken into account will ultimately fall to judges. Read in the light of this principle, Articles 12 and 40 tell them what is in the child's best interests and what is not. The purpose of Article 12 is not to leave all powers to the child, but to ensure that the child is consulted and involved in the decision-making process.

What is meant by making this “best” interest “a primary consideration”? In practice, it will be necessary to carefully weigh up the various interests involved. But how do we strike the right balance when one child's interests conflict with those of other children?

46 Hammarberg, « Le principe », 11.

avec l'enfant ainsi que son traitement par les organes et le personnel impliqués. La bonne coopération des services de police, de justice et de protection de l'enfance sera déterminante à cet égard. La formation des personnes qui seront les interlocuteurs de l'enfant doit également être assurée.

Le concept conventionnel de l'enfant lui confère maintenant un statut juridique nouveau. Sont prises en considération ses capacités réelles ainsi que la nécessité de lui accorder des responsabilités et libertés évolutives. L'enfant est reconnu comme une personne juridique à part entière, dont l'intérêt propre doit être « découvert » pour pouvoir être protégé.

En matière de justice, la tâche primordiale de s'assurer que l'intérêt supérieur de l'enfant a été pris en compte incombera en dernier lieu aux juges. Lus à la lumière de ce principe, les articles 12 et 40 leur indiquent ce qui est de cet intérêt et ce qui ne l'est pas. L'objet de l'article 12 n'est pas de laisser tous pouvoirs à l'enfant, mais de garantir qu'il sera consulté et qu'il sera appelé à participer au processus de décision.

Que faut-il entendre par faire de cet intérêt qualifié de « supérieur » « une considération primordiale ». En pratique, il sera nécessaire de bien peser les différents intérêts en présence. Comment établir un juste équilibre cependant lorsque l'intérêt d'un enfant entre en conflit avec celui d'autres enfants ?

La Convention ne fixe pas de normes précises sur la manière d'évaluer l'intérêt supérieur de l'enfant. Ce principe doit être entendu comme définissant une exigence procédurale : l'obligation pour les décideurs de vérifier avant toute décision ayant des effets sur un enfant ou un groupe d'enfants, si la solution proposée est compatible avec l'intérêt supérieur de l'enfant, ce der-

The Convention does not lay down precise norms on how to assess the best interests of the child. This principle should be understood as defining a procedural requirement: the obligation for decision-makers to verify, before any decision is taken that has an impact on a child or a group of children, whether the proposed solution is compatible with the best interests of the child, after the child has been heard.

Because children are no longer legally incompetent, they must be able to defend their rights personally before the courts; and it is children, rather than their parents, who will be liable for any abuses they may commit in the exercise of those rights. Children may express their opinion on any matter concerning them⁵⁰, for example, in divorce proceedings, parentage, educational assistance, guardianship or emancipation. However, Article 12 does not require the decision to be taken in accordance with the wishes expressed by the child. The child may intervene directly or through a representative. But who listens to the child: the judge or a third party? Should the child be left alone to express their views, or should they be given a spokesperson? If so, should it be a lawyer or should a new profession of 'mediator-representative' be created?

These are the many questions that the legislator or judge will have to find answers to. Positive legal texts, international instruments in particular, provide them with some guidance. Legislators can also draw inspiration from the writings of natural law philosophers. Indeed, positive law must continually be judged against the yardstick of natural law, which serves as our frame of reference and awareness of truly 'just' law.

⁵⁰ G.A. Res. 44/25, art. 12.

nier ayant été entendu.

L'enfant n'étant plus un incapable juridique, il doit être à même d'assurer personnellement la défense de ses droits devant la justice et il sera personnellement responsable, et non plus ses parents, des abus qu'il pourra commettre à l'occasion de leur exercice. Il peut exprimer son avis sur toute question le concernant⁴⁷, comme par exemple dans le cadre d'une procédure de divorce, de filiation, en matière d'assistance éducative, de tutelle ou encore d'émancipation. Cependant l'article 12 n'impose pas que la décision soit prise en conformité avec les vœux exprimés par l'enfant. Ce dernier pourra intervenir directement ou par l'intermédiaire d'un représentant. Mais qui entend l'enfant : le magistrat ou un tiers ? Doit-on laisser l'enfant s'exprimer seul ou convient-il de lui donner un porte-parole ? S'agira-t-il d'un avocat ou devra-t-on créer une nouvelle profession de médiateur-représentant ?

Voilà les nombreuses questions que le législateur ou le juge devra trancher. Les textes de droit positif et notamment les instruments internationaux leur fournissent une certaine guidance. Les écrits des philosophes du droit naturel peuvent également leur servir d'inspiration. Le droit positif doit en effet continuellement être jugé à l'aune du droit naturel qui nous sert de cadre de référence et de conscience d'un droit véritablement « juste ».

47 AG Rés. 40/25, art. 12.

1924-2024 : la reconnaissance de l'enfant sujet de droits reste un enjeu sociétal, un enjeu démocratique

Texte original en français, traduit en anglais
Original text in French, translated into English

From 1924 to 2024:
recognising children as subjects
of rights remains a social and
democratic challenge

Né à Fougères en 1969, Éric Delemar a consacré sa carrière à la protection de l'enfance. Formé en éducation spécialisée à Askoria et en psychocriminologie à l'Université Rennes 2, il a occupé divers postes en Ille-et-Vilaine, comme éducateur, chef de service puis directeur adjoint du Centre départemental de l'enfance. Depuis 2020, il est Défenseur des enfants et Adjoint de la Défenseure des droits, premier homme à exercer cette fonction au national. Membre du réseau européen des Défenseurs des droits de l'enfant, il œuvre pour promouvoir les principes de la Convention internationale des droits de l'enfant et supervise chaque année des milliers de dossiers, réclamations et instructions concernant des atteintes aux droits des enfants.

Born in Fougères in 1969, Éric Delemar has devoted his career to child protection. Trained in specialised education at Askoria and in psychocriminology at Rennes 2 University, he has held a number of positions in Ille-et-Vilaine, as an educator, head of service and then deputy director of the Centre départemental de l'enfance (Childhood Centre for Ille-et-Vilaine). Since 2020, he has been Ombudsman for children (Défenseur des enfants) and deputy to the Ombudswoman for rights (Défenseure des droits), the first man to hold this position at national level (in France). As a member of the European Network of Ombudspersons for Children, he works to promote the principles of the United Nations Convention on the Rights of the Child and each year supervises thousands of cases, complaints and instructions concerning violations of children's rights.

En 1924, la Société des Nations adopte la Déclaration de Genève¹, un texte historique qui reconnaît et affirme pour la première fois l'existence de droits spécifiques aux enfants, mais surtout la responsabilité des adultes à leur égard.

Au début des années 1920 et alors que le monde vient de vivre l'horreur de la Première Guerre mondiale qui a fait plus de 20 millions de morts et autant de blessés, plus d'un million d'orphelins vont subir famines et maladies. La Société des Nations déclare alors, dans la Déclaration de 1924, que « l'humanité doit donner à l'enfant ce qu'elle a de meilleur », en les protégeant des guerres, en luttant contre la pauvreté des enfants et contre toutes les violences qui leur sont faites.

Cette Déclaration a été influencée par les travaux de Janusz Korczak², qui fut un témoin très impacté par les conséquences des guerres, des conflits tsaristes et des traumatismes de la Première Guerre mondiale. Il est alors convaincu que l'éducation à la non-violence, des adultes envers les enfants, mais également entre les enfants eux-mêmes, est un enjeu fondamental pour nos démocraties, un enjeu de civilisation.

Suite à la Déclaration de Genève, une seconde Déclaration dédiée aux droits de l'enfant est adoptée en 1959 par l'Assemblée générale des Nations Unies qui déclare

In 1924 the League of Nations adopted the Declaration of Geneva¹, a historic text that was the first to recognise and affirm the existence of specific rights for children and, most importantly, the responsibilities that adults have towards them.

In the early 1920s, shortly after the horror of the First World War, in which more than twenty million people died and just as many were wounded, more than a million orphans were suffering from famine and disease. In its 1924 Declaration, the League of Nations declared that humankind “must give children the best it has to offer” by protecting them from war, combating child poverty and tackling all forms of violence against children.

This Declaration was influenced by the work of Janusz Korczak², who directly witnessed consequences of war, the Tsarist conflicts and the trauma of the First World War. He was convinced that education in non-violence – in the context of violence not only by adults towards children but also between children themselves – is a fundamental issue for our democracies and for civilisation.

Following the Declaration of Geneva, a second Declaration on the Rights of the Child was adopted in 1959 by the United Nations General Assembly, which declared that “the child [...] shall be given opportunities and facilities [...] to enable him to develop phys-

¹ Société des Nations, Déclaration de Genève des droits de l'enfant (1924), <https://www.humanium.org/fr/texte-integral-declaration-de-geneve/#:~:text=L'enfant%20qui%20a%20faim,doivent%20être%20recueillis%20et%20secourus.>

² Pour plus de détails sur la vie de Korczak, voir Dominique Prusak et Anna Szmac, « Jonas Korczak : La Parole est aux enfants, » podcast, Radio France, 5 août 2017, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-heure-du-documentaire/janusz-korczak-la-parole-est-aux-enfants-5550216> et Louise Tourret, animatrice, *Avoir raison avec...*, podcast, épisode 4, « Janusz Korczak, l'invention du droit des enfants », Radio France, 8 août 2024, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/avoir-raison-avec/janusz-korczak-l-invention-du-droit-des-enfants-8142445>.

¹ League of Nations, Geneva Declaration of the Rights of the Child (1924), <http://www.un-documents.net/gdrc1924.htm>.

² For more details on Korczak's life, see: Dominique Prusak and Anna Szmac, "Jonas Korczak: la parole est aux enfants," podcast, Radio France, 5 August 2017, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-heure-du-documentaire/janusz-korczak-la-parole-est-aux-enfants-5550216> and Louise Tourret, host, *Avoir raison avec...*, podcast, episode 4, "Janusz Korczak, l'invention du droit des enfants," Radio France, 8 August 2024, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/avoir-raison-avec/janusz-korczak-l-invention-du-droit-des-enfants-8142445>.



Des écoliers jouent au football pieds nus après la fin des cours à Bhaktapur, au Népal, le 21 janvier 2025

Schoolchildren playing football barefoot after class in Bhaktapur, Nepal, on 21 January 2025

© Amit Machamasi / NurPhoto / NurPhoto via AFP

que « l'enfant doit [...] se voir accorder des possibilités et des facilités [...] afin d'être en mesure de se développer d'une façon saine et normale sur le plan physique, intellectuel, moral, spirituel et social, dans des conditions de liberté et de dignité »³.

Trente ans plus tard, le 20 novembre 1989, un texte plus complet est consacré par l'Assemblée générale des Nations Unies, la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE). Ce texte a été soumis aux Nations Unies dix ans auparavant à l'initiative de la Pologne, le pays de Janusz Korczak, dès lors qu'aucune des deux Déclarations précédentes n'était contraignante et n'englobait l'ensemble

ically, mentally, morally, spiritually and socially in a healthy and normal manner and in conditions of freedom and dignity”³.

Thirty years later, on 20 November 1989, the United Nations General Assembly adopted a more comprehensive text, the Convention on the Rights of the Child. This text had been submitted to the United Nations ten years earlier on the initiative of Poland, Janusz Korczak's home country, on the grounds that neither of the two previous declarations was binding or covered all the rights of the child. The Convention on the Rights of the Child, which is universal in scope and binding on States that have ratified it, contains 54 articles, includ-

³ AG Rés. 1386(XIV), Déclaration des Droits de l'Enfant (20 novembre 1959), <https://documents.un.org/doc/resolution/gen/nr0/143/32/pdf/nr014332.pdf>.

3 G.A. Res. 1386 (XIV), Declaration on the Rights of the Child (20 November 1959), <https://archive.crin.org/en/library/legal-database/un-declaration-rights-child-1959.html>.

des droits de l'enfant. La CIDE, texte à vocation universelle et contraignant pour les États l'ayant ratifiée, comprend 54 articles dont celui qui porte sur le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant et qui fait écho à ce que Janusz Korczak appelait dans ses écrits « le droit de l'enfant au respect »⁴. L'article 3.1 de la CIDE proclame ainsi :

Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale⁵.

La notion d'intérêt supérieur de l'enfant est définie comme la recherche du meilleur intérêt de l'enfant⁶ et vise à assurer la jouissance effective de tous ses droits ainsi que le respect de son développement global, que ce soit sur le plan physique, mental, spirituel, moral, psychologique ou social, à la lumière de sa vulnérabilité particulière. L'intérêt supérieur de l'enfant est donc à la fois un objectif, une ligne de conduite, une notion guide, un principe procédural, une règle d'interprétation, un droit subjectif qui doit éclairer, habiter et irriguer toutes les normes, procédures et décisions concernant chaque enfant⁷.

Outre la reconnaissance de l'intérêt supérieur de l'enfant, la CIDE déclare que l'enfant devient dès sa naissance détenteur de l'ensemble des droits de l'Homme dans une vision universelle, indivisible, indissociable

ing one on the principle of the best interests of the child, which echoes what Janusz Korczak called “the child's right to respect”⁴. Article 3, paragraph 1 of the Convention states:

In all decisions concerning children, whether taken by public or private social welfare institutions, courts, administrative authorities or legislative bodies, the best interests of the child must be a primary consideration⁵.

The concept of the best interests of the child is defined as the pursuit of the child's best interests⁶ and aims to ensure the effective enjoyment of all of a child's rights and respect for a child's overall development, whether physical, mental, spiritual, moral, psychological or social, in the light of the child's particular vulnerability. The best interests of the child are therefore at once an objective, a guideline, a guiding concept, a procedural principle, a rule of interpretation and a subjective right that must inform, inhabit and irrigate all standards, procedures and decisions concerning each child⁷.

In addition to recognising the best interests of the child, the Convention on the Rights of the Child declares that from birth, the child is a holder of all human rights in a universal, indivisible, inseparable and interdependent vision, and that being a small human being does not mean having a small set of rights.

This year [2024], we are celebrating the centenary of the Geneva Declaration. It has to be said that while historic progress has been

4 Janusz Korczak, *Le droit de l'enfant au respect* (Faber, 2009).

5 AG Rés 40/25, Convention relative aux droits de l'enfant (20 novembre 1989), art. 3 ¶1.

6 Le « meilleur » intérêt de l'enfant plutôt que l'intérêt « supérieur » de l'enfant aurait d'ailleurs été une traduction plus heureuse de l'expression anglaise « *the best interests of the child* ».

7 Cf. Comité des Droits de l'Enfant, Observation générale n° 14 sur le droit de l'enfant à ce que son intérêt supérieur soit une considération primordiale UN doc. CRC/C/GC/14, art.3 ¶ 1.

4 Janusz Korczak, *Le droit de l'enfant au respect* (Faber, 2009).

5 G.A. Res. 44/25, Convention on the Rights of the Child (20 November 1989), art. 3 ¶ 1.

6 In French, the *meilleur* ['best'] interests of the child rather than the *supérieur* ['superior'] interests of the child would have been a better translation of the English expression 'the best interests of the child'.

7 Cf. UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 14 on the Right of a Child to Have Their Best Interests Taken as a Primary Consideration, UN doc. CRC/C/GC/14, art. 3 ¶ 1.

et interdépendante, et que petit être humain ne veut pas dire petit droit.

Nous fêtons cette année [2024] le centenaire de la Déclaration de Genève, et force est de constater que si, en théorie, des progrès historiques ont été consacrés, spécialement incarnés par la CIDE, la lutte pour la protection effective des enfants dans les conflits armés, pour lutter contre toutes les formes de violence, pour éradiquer la pauvreté des enfants, reste un enjeu de civilisation à travers le monde.

Les enfants et adolescents grandissent en effet dans un monde aux crises et bouleversements multiples : réchauffement climatique, terrorisme, peur de la pauvreté et du déclassement, guerres partout dans le monde et aujourd’hui en Europe. A l’heure des réseaux sociaux et de l’information en continu, notre monde particulièrement anxiogène a des répercussions sur leur santé mentale et nécessite plus que jamais des politiques de prévention et de protection à la hauteur de ces enjeux.

Pour que les droits de l’enfant deviennent un sujet politique il faut les rendre publics. C’est ce que notre société a commencé à faire ces dernières années et nous n’avons d’ailleurs jamais autant entendu parler en France dans les médias des violences faites aux enfants, de leurs conséquences sur le développement des enfants et de leur nécessaire protection. Il nous incombe, en tant qu’adultes, une très forte responsabilité, à savoir faire en sorte que les enfants victimes n’aient plus besoin d’attendre d’être des anciens enfants pour être enfin écoutés, enfin entendus⁸.

Accueillir la parole d’un enfant et d’un ado-

made in theory, especially as embodied in the Convention on the Rights of the Child, the fight for the effective protection of children in armed conflicts, to combat all forms of violence and to eradicate child poverty, remains a challenge for civilisation worldwide.

Children and teenagers are growing up in a world of multiple crises and upheavals: global warming, terrorism, wars all over the world (and now in Europe), and the threat of poverty and downward social mobility. In this age of social networks and non-stop news, our particularly anxiety-provoking world is having repercussions on young people’s mental health; now more than ever, we need prevention and protection policies that are equal to the challenge.

For children’s rights to become a political issue, they have to be made public. This is what our society has started to do in recent years, and we have never before heard so much in the French media about violence against children, the consequences for their development, and the need to protect them. As adults, we have a huge responsibility to ensure that child victims no longer have to wait until they are former children to be listened to and heard⁸.

Welcoming the views of children and adolescents means offering them a listening ear and a caring, reliable, reassuring and secure presence for as long as is necessary. We need to provide good-quality support that respects the time children need to confide in us and, sometimes, to denounce acts that have far-reaching consequences for their future. Children need an adult who will take the time to listen to them, who will understand them, who will think

⁸ Sur le droit au respect de l’opinion de l’enfant, cf. Comité des Droits de l’Enfant, Observation générale n° 12 sur Le droit de l’enfant d’être entendu, UN doc. CRC/C/GC/12.

⁸ On the child’s right have their views respected, cf. UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 12 on The Right of the Child to be Heard, UN doc. CRC/C/GC/12.



Séance de la Société des Nations du 3 septembre 1924 à Genève - League of Nations session held in Geneva on 3 September 1924

© Bibliothèque nationale de France, EST EI-13 (1145)

lescent, c'est lui proposer une écoute et une présence bienveillante, fiable, rassurante et sécurisée aussi longtemps que nécessaire. Un accompagnement de bonne qualité et respectueux du temps nécessaire à l'enfant pour se confier et dénoncer parfois des faits très lourds de conséquence pour son devenir. L'enfant a besoin d'un adulte qui prendra le temps de l'écouter, quelqu'un qui le comprendra, qui réfléchit et ressent de l'empathie pour lui, qui lui propose des paroles et entrevoit des relais ou solutions possibles.

Il nous faut donner le courage aux enfants de prendre la parole et ne pas attendre qu'ils passent à l'acte, envers eux-mêmes ou envers les autres, pour enfin se sentir obligés de les écouter. C'est un processus

about them and empathise with them, and who will talk to them and see possible ways forward or solutions.

We need to give children the courage to speak out rather than waiting for them to act out –towards themselves or others – before we finally feel obliged to listen to them. This is a pedagogical process that should continually influence the actions of adults and all childcare professionals. To achieve this, children must be considered as subjects of rights and subjects of consideration, rather than simply objects of care.

In France, in this anxiety-ridden world, there is increasing talk of an absence of authority. Supporters of traditional education are questioning the July 2019 law



Janusz Korczak à l'orphelinat avec plusieurs de ses jeunes protégés - Janusz Korczak with several of his young charges, at the orphanage
© Ghetto Fighters' House Museum, Israel / Photo Archive

pédagogique qui devrait influer en permanence l'action des adultes et de tous les professionnels de l'enfance. Pour cela il faut considérer l'enfant comme sujet de droits, sujet de prise en compte, plutôt que simple objet de prise en charge.

En France, dans ce monde anxiogène, les discours sur l'absence d'autorité se multiplient. Des partisans d'une éducation

dubbed the "anti-spanking law". This law amended the Civil Code by stating that "parental authority is exercised without physical or psychological violence". At the time, some members of the public were reluctant to support the law due to concerns that it would lead to a diminution of authority, and some members of parliament opposed it with the argument that the

traditionnelle remettent en cause la loi de juillet 2019 surnommée « loi anti-fessée ». Cette loi a modifié le Code civil en rappelant que « l'autorité parentale s'exerce sans violences physiques ou psychologiques ». À l'époque, une partie de l'opinion publique avait affiché sa réticence, inquiète d'un recul de l'autorité et des parlementaires s'étaient opposés au texte, estimant que l'État n'avait pas à s'immiscer dans l'éducation des enfants.

La CIDE reste un texte éminemment moderne, qui vient reconnaître l'enfant comme un *alter ego*, un égal, un autre soi - mais un autre que soi ; différent, sans être réductible à sa différence⁹. Pourquoi le fait qu'un adulte puisse mesurer 50 centimètres de plus et peser 50 kilos de plus, lui donnerait-il le droit d'utiliser la force pour contraindre ? Si une personnalité se rendait dans les médias pour prôner la violence envers les personnes âgées ou envers les personnes en situation de handicap, des excuses seraient *a minima* exigées. De même, nous nous offusquerions, à juste titre, de la violence commise envers les animaux. Mais notre société accepte encore que l'on puisse aller dire à la télé qu'on peut frapper nos enfants pour les éduquer. C'est là une ignorance qui empêche des progrès humains pourtant fondateurs de notre humanité et de notre solidarité.

Ce retour de l'autorité, par la peur et la violence, plutôt que par la légitimité, la transmission des savoirs dans des postures bienveillantes est pourtant totalement contradictoire avec les engagements internationaux des États. Les travaux de grands pédagogues, tel Janusz Korczak, comme l'apport des neurosciences nous invitent à une révolution éducative et pédagogique,

State had no right to interfere in children's education.

The Convention on the Rights of the Child remains an eminently modern text that recognises the child as an *alter ego*, an equal, another self – but other than one-self; different, without being reducible to that difference⁹. Why should the fact that an adult is 50 centimetres taller and 50 kilos heavier give them the right to use force to coerce? If a celebrity in the media were to appear to advocate violence against elderly or disabled people, at the very least an apology would be demanded. Similarly, we would rightly take offence at violence committed against animals. But our society still accepts that we can go on TV and say that we can hit our children to educate them. This ignorance is hindering the human progress that is the foundation of our humanity and our solidarity.

This return to authority, based on fear and violence rather than on legitimacy and the transmission of knowledge through benevolent attitudes, is totally at odds with the international commitments of States. The work of great educationalists such as Janusz Korczak, along with the contributions of neuroscience, call for a revolution in education and teaching: we know that a child brought up with kindness and empathy, and helped to connect with and express their emotions, will become empathetic and sociable, and will not develop aggressive or antisocial behaviour.

This is proof that Janus Korczak's thinking is still very much alive today and that his thoughts on the place of children in our society continue to be a source of debate. While much remains to be done to protect

⁹ Dans le même sens, cf. Anne-Catherine Rasson, *La vulnérabilité de l'enfant et la justice constitutionnelle : de l'intérêt de l'enfant aux droits de l'enfant* (Larcier, à paraître).

⁹ In the same way, cf. Anne-Catherine Rasson, *La vulnérabilité de l'enfant et la justice constitutionnelle: de l'intérêt de l'enfant aux droits de l'enfant* (Larcier, forthcoming).

car nous savons qu'un enfant élevé avec bienveillance, empathie, que l'on aide à se connecter à ses émotions, à les exprimer, va devenir lui-même empathique, sociable et ne développera pas des comportements agressifs et antisociaux.

Preuve que la pensée de Janus Korczak reste bien vivante aujourd'hui et que sa réflexion sur la place accordée à l'enfant dans notre société continue à être source de débats. Si beaucoup reste à faire pour préserver les enfants, où qu'ils naissent, des effets de la guerre, de la pauvreté, de la maltraitance familiale ou institutionnelle et de tous les autres facteurs de souffrance, plus personne aujourd'hui ne peut nier le fait que l'enfant est un sujet de droits.

children, wherever they are born, from the effects of war, poverty, abuse in families and in institutions, and all the other forms of suffering, no one today can deny that children are subjects of rights.

Les enfants en zones de conflit : rêves et réalités

Texte original en français, traduit en anglais
Original text in French, translated into English

**Children in conflict zones:
dreams and realities**

Après des études d’histoire et de lettres (latin, littérature allemande) à Fribourg-en-Brisgau, Simone Beck a enseigné au Lycée Michel Lucius et à l’Athénée de Luxembourg. Elle a interrompu sa carrière d’enseignante en 1993 pour assumer la responsabilité de la communication et de la coordination des projets internationaux dans le cadre de Luxembourg Capitale européenne de la culture 1995. Quelques années plus tard, elle est devenue codirectrice de l’Institut Pierre Werner. Simone Beck est présidente de la Commission luxembourgeoise pour l’UNESCO depuis 2015 et coordinatrice de ons stad, le magazine culturel de la Ville de Luxembourg.

After studying history and literature (Latin, German literature) in Freiburg im Breisgau, Simone Beck taught at the Lycée Michel Lucius and the Athénée de Luxembourg. She interrupted her teaching career in 1993 to take on responsibility for the communication and coordination of international projects as part of Luxembourg’s time as the European Capital of Culture 1995. A few years later, she became co-director of the Institut Pierre Werner. Simone Beck has been President of the Luxembourg Commission for the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) since 2015 and coordinates ons stad, the cultural magazine of the City of Luxembourg.

« Les cas avérés de crimes contre les enfants dans les zones de conflit sont affolants, mais ces chiffres ne font qu'effleurer la surface. On estime que 473 millions d'enfants – soit 19% des enfants dans le monde – vivent dans des zones de conflit, et chacun de ces enfants a une histoire et une expérience de conflit qui lui sont propres »¹.

– Save the Children

Pour la plupart des téléspectateurs et des consommateurs de médias sociaux, les noms de Gaza, Yémen, Ukraine, Soudan, Haïti ou encore Syrie évoquent des champs de ruines ou d'infinis camps de réfugiés. Les cieux nocturnes sont éclairés par des trajectoires de missiles ou des explosions d'infrastructures vitales pour les populations locales. Dans d'autres reportages, nous voyons des régions desséchées dont le sol aride ne permet plus la plus infime agriculture, avec des êtres humains hagards, au regard éteint. Les caméras montrent des hommes qui déblayent, qui protestent, qui s'expriment devant les caméras ou qui posent en vainqueurs, brandissant armes et drapeaux. Des femmes, des hommes ou des enfants sont étendus sur des lits d'hôpital, blessés, amputés. Les caméras ne peuvent pas montrer l'infinie détresse que ces conflits ou ces régions ravagées par des catastrophes naturelles imposent aux populations civiles. Les parents sentent les menaces peser sur leurs enfants qui n'ont plus d'abri. Comment protéger sa fille dans un camp fait de tentes qu'elle doit traverser la nuit à la recherche des toilettes ? Comment éviter que son garçon ne se fasse enrôler comme soldat ? Comment protéger les femmes contre les violences physiques dont, même dans un pays en paix, elles ne sont pas à l'abri ?

“The documented cases of crimes against children in conflict zones are horrific, yet these figures likely only scratch the surface. With an estimated 473 million children – or 19% globally – living in conflict areas, each of these children has a unique story and conflict experience”.

– Save the Children

For most television viewers and social media consumers, the names Gaza, Yemen, Ukraine, Sudan, Haiti and Syria evoke images of ruins or sprawling refugee camps. The night skies are illuminated by the trajectories of missiles or explosions of infrastructure vital for local populations. In other news reports, we see parched regions where the arid soil no longer supports any agriculture, with people looking haggard and despondent. Cameras show men clearing debris, protesting, speaking to the media or posing as victors, brandishing weapons and flags. Women, men and children lie on hospital beds, injured or with amputations. The cameras cannot capture the infinite distress that the conflicts and natural disasters ravaging these regions impose on civilians. Parents feel the threats looming over their children, who no longer have shelter. How can they protect a daughter who has to traverse a camp made of tents at night to find the toilets? How can they prevent a son from being recruited as a soldier? How can women be protected from physical violence, when they are not even safe in peaceful countries? How can they obtain food and water when there is none? These are only short-term concerns. What future awaits these men, women and children who must live in a nightmare that never ends? The fate of children, who are often orphans,

¹ Save the Children, « World more dangerous than ever for children with crimes in conflict at highest level in 2023 » [traduit de l'anglais], communiqué de presse, 31 octobre 2024, <https://www.savethechildren.net/news/world-more-dangerous-ever-children-crimes-conflict-highest-level-2023>.

¹ Save the Children, “World more dangerous than ever for children with crimes in conflict at highest level in 2023,” press release, 31 October 2024, <https://www.savethechildren.net/news/world-more-dangerous-ever-children-crimes-conflict-highest-level-2023>.



Des enfants soldats de l'Union nationale karen montent la garde lors du 51e anniversaire de l'insurrection contre la junte militaire. Photographié le 31 janvier 2000 à Tak (Myanmar). - Child soldiers in the Karen National Union stand guard on the 51st anniversary of the uprising against the military junta. Photographed on 31 January 2000 in Tak, Myanmar.

© AFP / Pornchai Kittigwongsakul

Comment se procurer nourriture et eau quand il n'y en a pas ? Et ceci ne sont que des soucis du court terme. Quel avenir attend ces hommes, ces femmes, ces enfants qui doivent vivre dans un cauchemar quotidien ? Le sort des enfants qui souvent sont orphelins, en fuite, déplacés, enrôlés, menacés par des violences sexuelles doit nous préoccuper ici.

En 2023, 460 millions d'enfants vivaient dans des zones de conflit et 43,3 millions en déplacement forcé ; selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), « ce chiffre a doublé en l'espace d'une décennie, et surtout, est le plus élevé jamais enregis-

on the run, displaced, recruited or threatened by sexual violence, must concern us here.

In 2023, 460 million children were living in conflict zones and 43.3 million had been forcibly displaced; according to the United Nations Children's Fund (UNICEF), “This figure has doubled in the space of a decade, and is the highest recorded since the Second World War”². Since 2013, then, a number of countries – most of them members of the United Nations, whose conventions on children’s rights they have either ratified or

² “Les enfants dans les conflits” [translated from French], UNICEF, <https://www.unicef.fr/convention-droits-enfants/urgences/conflicts-armes/enfants-et-conflits/>.

tré depuis la Seconde Guerre mondiale² ». Depuis 2013 donc, des États – en très grande partie membres des Nations Unies, dont ils ont sinon ratifié ou du moins signé toutes les conventions concernant les droits des enfants – ont réussi à faire doubler le nombre des enfants contraints d'abandonner un cadre de vie qui leur garantissait sécurité et équilibre. Des conflits qu'ils ne comprennent pas exposent ces enfants à des menaces auxquelles leurs familles ne sont pas préparées. Le manque de nourriture, d'eau, d'infrastructures hygiéniques va de pair avec la perte d'un cadre de vie régulier : école, aire de jeux, repas en famille, détente et sommeil. Cette vie est remplacée par un déplacement constant, une perte de repères, des menaces physiques, des mariages de mineures ou encore des enrôlements comme enfants soldats. Il ne faut pas avoir des talents poussés de clairvoyance pour deviner que ces crimes commis envers un demi-milliard de jeunes êtres humains génèrent des générations grandissant dans un environnement de désolation, de destruction et de haine, sentiment qu'ils risquent de transmettre à leurs enfants. Les bébés nés de mariages forcés ou de viols ne connaîtront guère un cadre familial sécurisant et deviendront des victimes faciles, les jeunes dépourvus d'éducation et de formation professionnelle seront vite attirés par des promesses de gains rapides illégaux, qu'ils proviennent du commerce des drogues, de la traite humaine ou du vol d'organes.

Dans son acte constitutif, l'UNESCO retient « qu'une paix fondée sur les seuls accords économiques et politiques des gouvernements ne saurait entraîner l'adhésion unanime, durable et sincère des peuples et que, par conséquent, cette paix doit être établie sur le fondement de la solidarité in-

at least signed – have succeeded in doubling the number of children forced to abandon a living environment that guaranteed them security and equilibrium. Conflicts that they do not understand expose these children to threats for which their families are unprepared. The lack of food, water and hygiene facilities goes hand in hand with the loss of a regular living environment: school, the playground, family meals, relaxation and sleep. This life is replaced by constant displacement, loss of landmarks, physical threats, under-age marriages and recruitment as child soldiers. It doesn't take a great deal of foresight to work out that these crimes against half a billion young human beings are creating generations who are growing up in an environment of desolation, destruction and hatred, which they risk passing on to their children. Babies born of forced marriages or rape will hardly know a secure family environment and will become easy victims, while young people lacking education and vocational training will quickly be lured by the promise of illegal, fast profits, whether from the drugs trade, human trafficking or organ theft.

In its Constitution, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) states that “a peace based exclusively upon the political and economic arrangements of governments would not be a peace which could secure the unanimous, lasting and sincere support of the peoples of the world, and that the peace must therefore be founded, if it is not to fail, upon the intellectual and moral solidarity of mankind”³. That struggles for political and economic power are at the root of conflicts is a truism. It should be noted, however, that in the twentieth century, many States sought and found a certain moral and intellectual solidarity when they undertook to define

2 « Les enfants dans les conflits », UNICEF, <https://www.unicef.fr/convention-droits-enfants/urgences/conflicts-armes/enfants-et-conflits/>.

3 “Constitution,” UNESCO, <https://www.unesco.org/en/legal-affairs/constitution>.

tellectuelle et morale de l'humanité³». Que ce sont les luttes pour le pouvoir politique et économique qui sont à l'origine des conflits est une vérité de La Palice. Il faut toutefois relever qu'au XX^e siècle, de nombreux États ont cherché et trouvé une certaine solidarité morale et intellectuelle quand ils se sont engagés pour définir les droits de l'enfant et pour leur donner des bases normatives.

Le Comité de protection de l'enfance de la Société des Nations

La Société des Nations, créée en 1919, instaure en 1924 le *Comité de protection de l'enfance* (CPE) (qui cessera ses activités en 1937). Ce comité est peu connu, mais significatif, puisqu'il est une des premières illustrations d'une approche transnationale, un concept novateur après une guerre qui avait confronté des blocs de nations. Dans les analyses du CPE, on retrouve certaines approches déjà amorcées au XIX^e siècle, quoique plus éparpillées. « On assiste ainsi à l'apparition parallèle de réseaux axés sur la protection du nourrisson, tandis que d'autres sont spécialisés dans la question scolaire, la lutte contre la prostitution, ou encore l'enfance abandonnée ou délinquante. C'est au sein de ce dernier réseau qu'une première tentative de regroupement au niveau international va intervenir.⁴ » Toutefois, une association internationale de protection de l'enfance créée en 1913 à Bruxelles voit ses activités à peine entamées interrompues par la guerre. Les millions d'orphelins et de réfugiés que la Grande Guerre a laissés suscitent de nouveaux élans d'entraide, fût-ce par la Croix-Rouge, le Save the Children Fund (créé en 1919), ou encore l'Union internationale de secours

the rights of the child and to give them a normative basis.

The League of Nations Child Welfare Committee

The League of Nations, created in 1919, set up the Child Welfare Committee in 1924 (it ceased operations in 1937). This little-known committee is nevertheless significant, as it is one of the first illustrations of a transnational approach, an innovative concept after a war that had pitted blocs of nations against each other. In the analyses by the Child Welfare Committee, we find certain approaches had already started to emerge in the nineteenth century, albeit in a more scattered fashion: “There was a parallel emergence of networks focusing on infant protection, while others specialised in education, the fight against prostitution, and abandoned or delinquent children. It was within the latter network that the first attempt was made to group together at international level”⁴. However, an International Association for the Protection of Children (Association internationale de protection de l'enfance) set up in Brussels in 1913 had seen its activities interrupted by the war. The millions of orphans and refugees left behind by the Great War had given rise to a new surge of mutual aid, whether through the Red Cross, the Save the Children Fund (created in 1919), or the International Save the Children Union (1920), based in Geneva⁵.

In 1921, experts from some thirty nations met in Brussels to revive the idea of an international association for child protection.

³ « Acte constitutif », UNESCO, <https://www.unesco.org/fr/legal-affairs/constitution>.

⁴ Joëlle Droux, « La tectonique des causes humanitaires : Concurrences et collaborations autour du Comité de protection de l'enfance de la Société des Nations (1880–1940) », *Relations internationales* 3, no. 151 (2013): 79–80.

⁵ Joëlle Droux, « L'internationalisation de la protection de l'enfance: acteurs, concurrences et projets transnationaux (1900–1925) », *Critique internationale* 3, no. 52 (2011): 19–23.

aux enfants (UISE, 1920), dont le siège est à Genève⁵.

En 1921, des experts d'une trentaine de nations se retrouvent à Bruxelles pour raviver l'idée d'une association internationale de protection de l'enfance. La jeunesse de la Société des Nations et l'absence d'un concept de collaboration multilatérale – incarné plus tard par les Nations Unies - ont pour conséquence la coexistence de nombreux comités ou groupes de travail nationaux, avec des champs d'action bien spécifiques qu'ils comptent défendre. « L'Organisation internationale du travail s'occupe des jeunes travailleurs, la Société des Nations de la traite des femmes et des enfants, et des questions d'hygiène ; du côté des associations privées, l'UISE et la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge se sont, quant à elles, arrogées le domaine de l'assistance humanitaire et sanitaire⁶. » Le congrès de Bruxelles aboutit bien à la création d'une Association internationale de protection de l'enfance (AIPE) qui compte s'engager contre la délinquance juvénile. Toutefois, elle est, dès ses débuts, affaiblie : elle n'admet pas les anciens Empires centraux et les États anglo-saxons qui, préférant la Croix-Rouge et l'UISE, s'opposent à son adhésion à la Société des Nations. Réduite à une association d'œuvres privées, l'AIPE perd son secrétariat général transféré de Bruxelles à Genève et intégré au Comité consultatif de protection de l'enfance. Les compétences de ce comité se concentreront peu à peu sur le domaine normatif, puisqu'il a mandat de préparer les décisions *ad hoc* de la Société des Nations. Tout au long de son existence, ce comité souffre de manque de moyens, tant financiers qu'humains et de tensions entre ses différents membres. En 1937, il

The youth of the League of Nations and the absence of a concept of multilateral collaboration – later embodied by the United Nations – meant that numerous national committees or working groups existed side by side, with very specific fields of action that they intended to defend. “The International Labour Organization dealt with young workers, the League of Nations with the trafficking of women and children, and hygiene issues; as for private associations, the International Save the Children Union and the League of Red Cross Societies took over the field of humanitarian and health assistance”⁶. The Brussels Congress did result in the creation of an International Association for the Promotion of Child Welfare (IAPCW), which intended to take action against juvenile delinquency. However, it was weakened from the outset: it did not admit the former Central Empires and the Anglo-Saxon States who, preferring the Red Cross and the International Save the Children Union, opposed its membership of the League of Nations. Reduced to an association of private organisations, the IAPCW lost its general secretariat, which was transferred from Brussels to Geneva and integrated into the Advisory Committee for the Protection of Children. This committee's remit gradually shifted to the normative sphere, as it was mandated to prepare ad hoc decisions for the League of Nations. Throughout its existence, the committee suffered from a lack of resources, both financial and human, and from tensions between its various members. In 1937, it was transformed into the Advisory Committee on Social Questions, which foreshadowed the Economic and Social Committee of the future United Nations⁷.

⁵ Joëlle Droux, « L'internationalisation de la protection de l'enfance : acteurs, concurrences et projets transnationaux (1900-1925) », *Critique internationale* 3, n° 52 (2011) : 19-23.

⁶ Droux, « La tectonique », 80.

⁶ Droux, « La tectonique », 80.

⁷ Droux, « L'internationalisation », 26-32.

sera transformé en Comité consultatif des questions sociales qui préfigurera le Comité économique et social des futures Nations Unies⁷.

Déclarations, conventions, protocoles, comités...

La *Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant*⁸ adoptée le 26 septembre 1924 par la Société des Nations est le premier texte international qui reconnaît les droits des enfants et les responsabilités des adultes à leur égard. Sachant qu'elle retient que « l'humanité doit donner à l'enfant ce qu'elle a de meilleur »⁹, il faut constater avec résignation que trop souvent elle donne à l'enfant ce qu'elle a de pire. La *Déclaration universelle des droits de l'Homme* de 1948 stipule que « [les enfants] ont droit à une aide et à une assistance spéciales »¹⁰, une assistance confiée par les Nations Unies (qui reprennent la Déclaration de Genève de 1924) à l'UNICEF, créée en 1946 pour aider les enfants (européens) victimes de la Seconde Guerre mondiale. Au début des années 1950, l'UNICEF étendra son action aux enfants défavorisés du monde entier.

Le 20 novembre 1959, les Nations Unies adoptent à l'unanimité la *Déclaration des Droits de l'enfant* qui réitère l'importance d'une éducation gratuite, de soins médicaux et de services sociaux appropriés et surtout d'un entourage lui garantissant « amour et [...] compréhension » (principe 6)¹¹. En 1966, deux pactes internationaux

Declarations, conventions, protocols, committees...

The Geneva Declaration of the Rights of the Child⁸, adopted on 26 September 1924 by the League of Nations, was the first international text to recognise the rights of children and the responsibilities of adults towards them. Although it states that “mankind owes to the Child the best that it has to give”⁹, we must note with resignation that all too often it gives to the child the worst of itself. The 1948 Universal Declaration of Human Rights stipulates that “childhood [is] entitled to special care and assistance”¹⁰, an assistance that the United Nations (which took up the Geneva Declaration of 1924) entrusted to the United Nations Children’s Fund (UNICEF), created in 1946 to help (European) children who were victims of the Second World War. In the early 1950s, UNICEF extended its activities to disadvantaged children throughout the world.

On 20 November 1959, the United Nations unanimously adopted the Declaration of the Rights of the Child, which reiterated the importance of free education, appropriate medical care and social services and, above all, an environment that guarantees “love and understanding” (principle VI)¹¹. In 1966, two international covenants adopted by the United Nations¹² supplemented the 1948 Universal Declaration of Human Rights: the International Covenant on Civil and Political Rights, and the In-

7 Droux, « L'internationalisation », 26-32.

8 Société des Nations, Déclaration de Genève des droits de l'enfant (1924), <https://www.humanium.org/fr/texte-integral-declaration-de-geneve/#:~:text=L'enfant%20qui%20a%20faim,doivent%20être%20recueillis%20et%20secourus>.

9 Société des Nations, Déclaration de Genève des droits de l'enfant.

10 G.A. Res. 217 (III) A, Déclaration universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948).

11 G.A. Res. 1386(XIV), Déclaration des droits de l'enfant (20 novembre 1959).

8 League of Nations, Geneva Declaration of the Rights of the Child (1924), <http://www.un-documents.net/gdrc1924.htm>.

9 League of Nations, Geneva Declaration of the Rights of the Child (1924).

10 G.A. Res. 217 (III) A, Universal Declaration of Human Rights (10 December 1948).

11 G.A. Res. 1386 (XIV), Declaration on the Rights of the Child (20 November 1959).

12 G.A. Res. 2200A (XXI), International Covenant on Civil and Political Rights and International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (16 December 1966).

adoptés par les Nations Unies¹² complètent la *Déclaration universelle des droits de l'Homme* de 1948 : le *Pacte international sur les Droits civils et politiques* et le *Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels*¹³. Ces pactes corroborent les droits de l'enfant déjà retenus par les déclarations qui les ont précédées. La Convention 138 de l'Organisation internationale du travail, adoptée en 1973, fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi (entre 15 et 18 ans)¹⁴.

65 ans après la Déclaration de Genève, la Convention internationale relative aux droits de l'Enfant (CIDE) de 1989 est « le premier texte international juridiquement contraignant de protection des Droits de l'Enfant [...] [et] le texte le plus complet de protection des droits des enfants, [car il aborde] tous les aspects des droits des enfants »¹⁵. Dans ses 54 articles, la Convention précise les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de tous les enfants en évoquant quatre principes de base : la non-discrimination, l'intérêt supérieur de l'enfant, le droit à la vie, à la survie et au développement ainsi que le respect de l'opinion de l'enfant. Adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, elle entre en vigueur moins d'un an plus tard, après sa ratification par 20 États. A ce jour (août 2024), la CIDE a été signée par tous les États membres des Nations Unies, à l'exception des États Unis¹⁶.

ternational Covenant on Economic, Social and Cultural Rights¹³. These covenants affirmed children's rights that had already been recognised by previous declarations. The International Labour Organization's Convention 138, adopted in 1973, sets the minimum age for employment (between 15 and 18 years)¹⁴.

Adopted 65 years after the Declaration of Geneva, the 1989 Convention on the Rights of the Child was “The first legally binding text that protects the rights of children [...] [and] the most comprehensive text for the protection of children’s rights, [as it addresses] all aspects of children’s rights”¹⁵. In its 54 articles, the Convention sets out the civil, political, economic, social and cultural rights of all children, citing four basic principles: non-discrimination; the best interests of the child; the right to life, survival and development; and respect for the views of the child. Adopted unanimously by the United Nations General Assembly on 20 November 1989, it came into force less than a year later, following ratification by 20 States. To date (August 2024), the Convention has been signed by all the Member States of the United Nations, with the exception of the United States¹⁶.

Globalisation has created markets where the poorest people produce for the profit of industrial companies, and it is imposing other normative instruments whose wording reflects a deplorable development. The Geneva Convention on the Worst Forms of Child Labour, adopted in 1999 by the

12 AG Rés. 2200A (XXI), Pacte international sur les Droits civils et politiques et Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels (16 décembre 1966).

13 Signés par le Luxembourg le 26 novembre 1974, ces pactes ont été ratifiés le 18 août 1983.

14 Organisation internationale du travail, Convention concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, 26 juin 1973, n° 138, UNTS 14862.

15 « Convention des droits de l'enfant : Présentation de la Convention internationale des droits de l'enfant », Humanium, <https://www.humanium.org/fr/convention/>.

16 Signée le 21 mars 1990 par le Luxembourg, la CIDE est ratifiée par la Chambre des Députés le 7 mars 1994.

13 Signed by Luxembourg on 26 November 1974, these covenants were ratified on 18 August 1983.

14 International Labour Organization, Minimum Age Convention, 26 June 1973, no. 138, UNTS 14862.

15 “Definition of the Convention on the Rights of the Child,” Humanium, <https://www.humanium.org/en/convention/definition/>.

16 Signed by Luxembourg on 21 March 1990, the Convention on the Rights of the Child was ratified by the Chamber of Deputies on 7 March 1994.

Générant des marchés où les plus démunis produisent pour le profit des sociétés industrielles, la globalisation impose d'autres instruments normatifs dont les énoncés reflètent une évolution déplorable. La Convention de Genève sur les pires formes de travail des enfants, adoptée en 1999 par l'Organisation internationale du Travail¹⁷, énumère ces pires formes de travail : esclavage, vente et traite des enfants, servitude pour dettes, servage, travail forcé ou obligatoire ; recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés ; utilisation des enfants à des fins de prostitution, de production de matériel ou de spectacles pornographiques ; utilisation, recrutement ou offre d'enfants aux fins d'activités illicites, comme la production ou la vente de drogues. Cette convention est complétée en 2000 et en 2011 par trois protocoles facultatifs. L'application de ces textes est contrôlée par un Comité des droits de l'enfant.

Le Comité des droits de l'enfant est composé de 18 experts indépendants chargés de surveiller la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant par ses États parties. Il surveille également l'application des Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention, qui portent sur l'implication d'enfants dans les conflits armés, ainsi que sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Ces 30 dernières années, la vie des enfants a été transformée par cette Convention, qui est l'instrument relatif aux droits de l'homme le plus largement ratifié de l'histoire. La Convention relative aux droits de l'enfant a incité les gouvernements à changer leurs lois et leurs politiques, pour que davantage d'enfants puissent accéder aux soins de santé et à la nutrition qui leur sont nécessaires. Il existe désor-

International Labour Organization¹⁷, lists the worst forms of child labour: slavery, the sale and trafficking of children, debt bondage, serfdom, forced or compulsory labour; forced or compulsory recruitment of children for use in armed conflict; the use of children in prostitution or in the production of pornographic materials or performances; and the use, procuring or offering of children for illicit activities, such as the production or sale of drugs. This convention was supplemented in 2000 and 2011 by three Optional Protocols. The application of these texts is monitored by the Committee on the Rights of the Child:

The Committee on the Rights of the Child (CRC) is the body of 18 independent experts that monitors implementation of the Convention on the Rights of the Child by its States parties. It also monitors implementation of the Optional Protocols to the Convention, on involvement of children in armed conflict and on the sale of children, child prostitution and child pornography.

Over the past 30 years, children's lives have been transformed by the most widely ratified human rights treaty in history. The Convention on the Rights of the Child has inspired governments to change laws and policies, so more children get the healthcare and nutrition they need. There are better safeguards in place to protect children from violence and exploitation. More children have their voices heard and participate in society. But there is still more work to be done¹⁸.

¹⁷ Organisation internationale du Travail, Convention sur les pires formes de travail des enfants, 17 juin 1999, n° 182, UNTS 2133, 161.

¹⁸ International Labour Organization, Worst Forms of Labour Convention, 17 June 1999, no. 182, UNTS 2133, 161.

"Treaty Bodies: Committee on the Rights of the Child," Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, <https://www.ohchr.org/en/treaty-bodies/crc>.

mais de meilleures garanties pour protéger les enfants de la violence et de l'exploitation. D'avantage d'enfants font entendre leurs voix et participent à la société. Il reste cependant encore beaucoup à faire¹⁸.

... et tout reste à faire

« Le droit n'a de véritable effet que s'il est respecté ». (Comité international de la Croix-Rouge¹⁹)

Toutes ces déclarations, conventions et protocoles témoignent des efforts entrepris depuis plus d'un siècle pour protéger les enfants afin de leur garantir une jeunesse à l'abri de menaces et de dangers. Toutefois, les dérives que connaissent les sociétés actuelles montrent aussi à quel point tous ces documents élaborés pendant de longues années et ratifiés après de plus longues années encore restent lettre morte.

Dans un communiqué du 5 juin 2023, l'UNICEF retient que « [plus de] 300 000 violations graves [ont été] commises à l'encontre des enfants en zones de conflit [dans le monde] au cours des 18 dernières années. [...] Depuis 2005, au moins 120 000 enfants à travers le monde ont été tués ou mutilés en raison d'un conflit, soit une moyenne de près de 20 enfants par jour »²⁰. Entre 2005 et 2022, plus de 120 000 enfants ont donc été tués et mutilés, au moins 105 000 recrutés par des forces ou groupes armés, 32 000 ont été enlevés et plus de 16 000 ont été victimes de violences sexuelles. 16 000 écoles et hôpitaux ont été attaqués et 22 000

... And everything is still to be done

“The law is effective only if complied with.”

- International Committee of the Red Cross¹⁹

All these declarations, conventions and protocols bear witness to the efforts made over more than a century to protect children and guarantee them a youth free from threats and dangers. However, the polarisation of today's societies also show the extent to which all these documents, drawn up over many years and ratified after even more years, remain a dead letter.

In a press release dated 5 June 2023, UNICEF noted that “more than 300,000 serious violations against children in conflict [have been] verified worldwide in [the] past 18 years. At least 120,000 children [were] killed or maimed by wars around the world across continents since 2005, an average of almost 20 a day”²⁰. Between 2005 and 2022, more than 120,000 children were killed and mutilated, at least 105,000 were recruited by armed forces or groups, 32,000 were abducted and more than 16,000 were victims of sexual violence. 16,000 schools and hospitals were attacked and 22,000 children were denied access to humanitarian aid²¹.

Published in 2023 as part of the Oslo Conference for Protecting Children in Armed Conflict, this press release could not take into account today's ongoing conflicts or the destruction of Gaza, with the targeted bombing of its schools and hospitals. Official figures can obviously only take into ac-

18 « Organes conventionnels : Comité des droits de l'enfant », Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, <https://www.ohchr.org/fr/treaty-bodies/crc>.

19 Comité international de la Croix-Rouge, *Enfants associés à des forces armées ou à des groupes armés* (2013), 5.

20 UNESCO, « 300 000 violations graves commises à l'encontre des enfants en zones de conflit au cours des 18 dernières années », communiqué de presse, 5 juin 2023, <https://www.unicef.fr/article/300-000-violations-graves-commises-a-lencontre-des-enfants-en-zones-de-conflit-au-cours-des-18-dernieres-annees/>.

19 International Committee of the Red Cross, *Children Associated with Armed Forces or Armed Groups* (2013), 5.

20 UNESCO, “More Than 300,000 Grave Violations Against Children in Conflict Verified Worldwide in Past 18 Years,” press release, 5 June 2023, <https://www.unicef.org/eca/press-releases/more-300000-grave-violations-against-children-conflict-verified-worldwide-past-18>.

21 UNESCO, “Grave Violations.”

enfants se sont vu refuser un accès à l'aide humanitaire²¹.

Publié en 2023 dans le cadre de la *Conférence d'Oslo sur la protection des enfants dans les conflits armés*, ce communiqué ne peut pas tenir compte des conflits qui sont toujours en cours ni de la destruction de Gaza avec le bombardement ciblé de ses écoles et de ses hôpitaux. Les chiffres officiels ne peuvent évidemment que tenir compte des cas confirmés : le bilan est donc sans aucun doute beaucoup plus lourd.

Les textes, les débats, les communiqués et les chiffres ne reflètent pas la désolation dans laquelle les enfants dans une zone de conflit doivent grandir. Confrontés à une violence

count confirmed cases, so the death toll is undoubtedly much higher.

Documents, debates, press releases and figures do not reflect the desolation in which children in a conflict zone have to grow up. Facing violence every day, driven from their homes, deprived of their friends and their reassuring daily routine, unable to sleep, seeing their loved ones killed and their homes destroyed, and suffering the effects of hunger, filth, violence and constant fear, how do they live and survive? What is the point of texts that guarantee their rights to freedom, education, a stable environment, food, drinking water and decent housing, when all these rights are trampled underfoot before their very eyes? It is certainly no consolation to suppose that a large proportion of these children are unaware that they have rights.

21 UNESCO, « Violations graves ».



Une femme porte son enfant souffrant de malnutrition dans un centre de traitement du district de Khokha, dans la province occidentale de Hodeida, au Yémen, le 11 juillet 2024. - A woman holds her malnourished child at a treatment centre in the Khokha district of Yemen's western province of Hodeida on 11 July 2024.

© Khaled Ziad / AFP

quotidienne, chassés de leur domicile, privés de leurs camarades et de leur quotidien rassurant, n'arrivant plus à dormir, voyant leurs proches tués, leurs logements détruits, souffrant de faim, de saleté, de violences et d'une peur constante, comment (sur) vivent-ils ? Quelle est l'utilité de textes qui garantissent leurs droits à la liberté, à l'éducation, à un entourage stable, à la nourriture, à l'eau potable, à un logement décent, quand tous ces droits sont bafoués devant leurs yeux ? Ce n'est certes pas une consolation de supposer qu'une grande partie de ces enfants ignorent qu'ils ont des droits.

Le droit d'aller à l'école est bafoué dans les zones de conflit

« Les enfants et les systèmes éducatifs sont souvent les premiers à subir les conséquences des conflits armés²². » Bien au-delà d'un cadre pour l'apprentissage de matières scolaires, une école est un creuset social : on y noue des relations amicales, on s'y confronte, on y joue, on y fait du sport, on apprend à connaître les valeurs inhérentes aux sciences, à la philosophie, la musique, l'art, la littérature. La scolarité – avec parfois ses aléas – est une phase importante dans la vie de chaque jeune, car elle lui permet de se mesurer à d'autres, elle lui fait connaître le bonheur d'un succès ou la tristesse d'un échec, des expériences indispensables à une vie d'adulte. Le cadre familial de la salle de classe, le chemin de l'école et la régularité d'un horaire contribuent à un rythme de vie sécurisant.

L'absence d'un tel cadre régulier, l'annulation de cours, des bâtiments scolaires détruits ou l'enlèvement de jeunes qui fréquentent des écoles sont malheureusement des phénomènes de plus en plus fréquents. Ils touchent les enfants en zones de conflit,

The right to go to school is violated in conflict zones

“Children and education systems are often on the front line of violent conflict”²². Much more than a setting for learning academic subjects, a school is a social melting pot: it's a place where you make friends, compete, play games, play sport and learn about the values inherent in science, philosophy, music, art and literature. Schooling – along with its ups and downs – is an important phase in the life of every young person, because it gives them the opportunity to measure themselves against others, to experience the joy of success or the disappointment of failure, experiences that are indispensable to adult life. The familiarity of the classroom, the route to school and the regularity of a timetable all contribute to a secure rhythm of life.

It is unfortunate that the absence of such a regular framework, the cancellation of courses, the destruction of school buildings or the abduction of young people attending school are increasingly frequent phenomena. They affect not only children in conflict zones but also the fifty million or so young refugees who, separated from their parents and often from their cultures, remain deprived of the means to train and educate themselves – with obvious consequences for future societies.

These consequences are manifold: children who live with constant violence develop serious traumas that can manifest themselves in emotional withdrawal, an inability to form normal relationships, aggressive behaviour, as well as self-mutilation, drug abuse and suicide attempts. Hundreds of thousands of young people who have known nothing but violence and aggression, with-

²² Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation, *La Crise cachée : les conflits armés et l'éducation* (UNESCO, 2011) <https://doi.org/10.54676/RAAO5850>.

²² Global Education Monitoring Report Team, *The Hidden Crisis: Armed Conflict and Education* (UNESCO, 2011), <https://doi.org/10.54676/CIHD8631>.

mais aussi les quelque 50 millions de jeunes réfugiés qui, séparés de leurs parents et souvent de leurs cultures, restent dépourvus des moyens de se former et de s'instruire – avec les conséquences que l'on devine pour les sociétés futures.

Ces conséquences sont multiples : des enfants qui vivent dans un contexte de violence constante développent des traumatismes graves qui peuvent se manifester par un retrait émotionnel, une incapacité de nouer des relations normales, des comportements agressifs, mais aussi des automutilations, des abus de drogue ou encore des tentatives de suicide. Des centaines de milliers de jeunes qui n'ont connu que violence et agressivité, sans aucune aide psychologique, qui n'ont pas appris ne fût-ce que les bases des matières scolaires ou d'une formation professionnelle sont des victimes faciles pour tous les pièges que des adultes criminels et irresponsables leur tendent. Une éducation dans un cadre structuré – y compris, dans la mesure des possibilités, à l'intérieur d'une ville assiégée ou d'un camp de réfugiés – aiderait les jeunes à alléger leurs traumatismes et à partager leurs expériences. Elle rassurerait aussi leurs parents qui sauraient que leurs enfants sont protégés et qu'ils ont accès à des repas, de l'eau potable ou encore des toilettes. Comme il est affirmé sur le site de l'UNICEF :

Le droit d'un enfant à l'éducation ne peut pas être préservé dans les zones de conflit si l'éducation elle-même n'est pas protégée. L'éducation peut sauver des vies. Quand ils ne vont pas à l'école, les enfants sont particulièrement à la merci de la maltraitance, de l'exploitation et du recrutement par des forces ou des groupes armés. L'école devrait être un lieu sûr où les enfants sont à l'abri des menaces et des situations de crise. Cela constitue également une mesure essentielle pour rompre le cycle des crises et

out any psychological help, who have not learned even the basics of school subjects or vocational training, are easy victims for all the traps set for them by criminal and irresponsible adults. Education in a structured setting – even, where possible, inside a besieged city or refugee camp – would help young people to alleviate their trauma and share their experiences. It would also reassure their parents, who would know that their children were protected and had access to meals, drinking water and toilets. As stated on the UNICEF website:

A child's right to education cannot be safeguarded in conflict zones without education itself being protected. Education can be a life-saver. Out of school, children are easy targets of abuse, exploitation and recruitment by armed forces and groups. School should provide a safe space where children can be protected from threats and crises. It is also a critical step to breaking the cycle of crisis and reduces the likelihood of future conflicts²³.

But in too many places, schools are no longer safe places. On 13 March 2024, the United Nations reported that more than 3,400 schools in Ukraine had been damaged and 365 completely destroyed since the start of the Russian aggression.

Recent figures indicate that at least 1.5 million internally displaced persons are children, of whom around 225,000 are of school age. Around three out of four children have witnessed the bombardments and artillery fire at first hand. Teachers have also been affected, with an estimated 43,000 displaced by the conflict²⁴.

²³ "Education Under Attack," UNICEF, <https://www.unicef.org/education-under-attack>.

²⁴ UN News, "Guerre en Ukraine: plus de 3.500 établissements d'enseignement endommagés ou détruits," UN press release [translated from French], 13 March 2024, <https://news.un.org/fr/story/2024/03/1144001>.

réduire le risque de conflits à l'avenir²³.

Mais, dans trop d'endroits, les écoles ne sont plus des lieux sûrs. Ainsi, le 13 mars 2024, l'ONU fait savoir qu'en Ukraine plus de 3 400 établissements scolaires ont été endommagés et 365 entièrement détruits depuis le début de l'agression russe.

Des données récentes indiquent qu'au moins 1,5 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays sont des enfants, dont environ 225 000 sont en âge d'être scolarisés. Environ trois enfants sur quatre ont été les témoins directs des bombardements et des tirs d'artillerie. Les enseignants ont également été touchés, puisqu'on estime à 43 000 le nombre d'enseignants déplacés par le conflit.²⁴

L'ONU estime que dans la bande de Gaza, 80% des bâtiments scolaires (abritant quelque 228 000 élèves et plus de 8 500 enseignants) ont été touchés par des attaques ciblées. Ces attaques – motivées par la supposition que les écoles servent de refuge aux terroristes du Hamas – ont encore aggravé une situation pédagogique très fragilisée par un long blocus²⁵.

Le droit de ne pas faire la guerre, ni de la subir n'existe que sur le papier

« D'après l'UNICEF, plus de 230 millions d'enfants (soit près d'un enfant sur dix dans le monde) vivent dans des pays ou des zones qui connaissent des conflits armés. 125 millions d'entre eux sont directement affectés par les combats dans le monde. L'ONU a vérifié

The United Nations estimates that in the Gaza Strip, 80% of school buildings (housing some 228,000 pupils and more than 8,500 teachers) have been hit by targeted attacks. These attacks – motivated by the assumption that the schools are being used as a refuge by Hamas terrorists – have further aggravated an educational situation that has been severely weakened by a long blockade²⁵.

The right not to wage war, or to be subjected to it, exists only on paper

“According to UNICEF, more than 230 million children (nearly one in ten worldwide) live in countries or areas affected by armed conflict. 125 million of them are directly affected by the fighting around the world. The UN has verified 266,000 cases of grave violations against children in over 30 conflict situations since the monitoring mechanism was established in 2005”²⁶.

Exposed to the sounds and horrors of combat and especially vulnerable to recruitment as child soldiers – a term that does not just refer to active combatants. As set out in the Paris Principles:

“A child associated with an armed force or armed group” refers to any person below 18 years of age who is or who has been recruited or used by an armed force or armed group in any capacity, including but not limited to children, boys and girls, used as fighters, cooks, porters, messengers, spies or for sexual purposes. It does not only refer

23 « L'éducation prise pour cible », UNICEF, <https://www.unicef.org/fr/education-prise-pour-cible>.

24 ONU Info, « Guerre en Ukraine : plus de 3.500 établissements d'enseignement endommagés ou détruits », communiqué de presse, 13 mars 2024, <https://news.un.org/fr/story/2024/03/1144001>.

25 ONU Info, « Gaza : plus de 200 écoles directement touchées depuis le début de l'opération militaire israélienne, selon l'ONU », communiqué de presse, 27 mars 2024, <https://news.un.org/fr/story/2024/03/1144396>.

26 UN News, “Gaza: plus de 200 écoles directement touchées depuis le début de l'opération militaire israélienne, selon l'ONU,” UN press release [translated from French], 27 March 2024, <https://news.un.org/fr/story/2024/03/1144396>.

26 “Children and armed conflicts,” Permanent mission of France to the United Nations in New York, 18 March 2022, <https://onu.delegfrance.org/children-and-armed-conflicts-10458>.

266 000 cas de violations graves à l'encontre d'enfants dans plus de 30 situations de conflit depuis l'instauration du mécanisme de suivi en 2005 »²⁶.

Exposés aux bruits et aux horreurs des combats et particulièrement vulnérables au recrutement comme enfants soldats – un terme qui ne désigne pas uniquement des combattants actifs.

« Un enfant associé à une force armée ou un groupe armé » est toute personne âgée de moins de 18 ans qui est ou a été recrutée ou employée par une force ou un groupe armé, quelle que soit la fonction qu'elle y exerce Il peut s'agir notamment, mais pas exclusivement, d'enfants, filles ou garçons, utilisés comme combattants, cuisiniers, porteurs, messagers, espions ou à des fins sexuelles. Le terme ne désigne pas seulement un enfant qui participe ou a participé directement à des hostilités²⁷.

A la fin des années 1990, Amnesty International, Human Rights Watch, Terre des Hommes, Jesuit Refugee Service, le Quaker United Nations Office (Genève) et Save the Children relancent la discussion autour d'une interdiction de recruter des jeunes de moins de 18 ans dans les armées – l'âge minimum en vigueur dans certaines armées étant de 15 ans à cette époque. Cette politique du « straight 18 » aboutit en 2000 à l'adoption du *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*. Dans son article 2, le Protocole stipule que « les États Parties veillent à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans ne fassent pas l'objet d'un enrôlement

to a child who is taking or has taken a direct part in hostilities²⁷.

At the end of the 1990s, Amnesty International, Human Rights Watch, Terre des Hommes, Jesuit Refugee Service, the Quaker United Nations Office (Geneva) and Save the Children relaunched the discussion around a ban on recruiting young people under the age of 18 into armies – at the time, the minimum age in force in some armies was 15. This ‘straight 18’ policy led to the adoption in 2000 of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflict. Article 2 of the Protocol stipulates that “States Parties shall ensure that persons who have not attained the age of 18 years are not compulsorily recruited into their armed forces”, while Article 4 expresses an unrealistic wish: “Armed groups, distinct from the armed forces of a State, should not under any circumstances, recruit or use in hostilities persons under the age of 18 years”²⁸.

In its Agenda 2030, the United Nations set “eradicating poverty in all its forms, everywhere in the world” as the first sustainable development goal²⁹. Coupled with the absence of support structures and a reassuring family environment, the precarious living conditions in megacities, where entire districts are run by mafia groups, only increase the vulnerability of young people, who are then tempted to seek (and sometimes find) a form of protection, if not social status, in armed groups. Others are forced to join:

²⁶ « Les enfants dans les conflits armés », Représentation permanente de la France auprès des Nations Unies à New York, 18 mars 2022, <https://onu.delegfrance.org/les-enfants-dans-les-conflits-armes-10456>.

²⁷ UNICEF, *Principes de Paris, Principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés* (Assemblée Générale des Nations Unies, 2007). Définition également reprise par le Comité international de la Croix-Rouge.

²⁸ UNICEF, *The Paris Principles: Principles and Guidelines on Children Associated with Armed Forces or Armed Groups* (UN General Assembly, 2007). This definition is also used by the International Committee of the Red Cross.

²⁹ G.A. Res. 54/263, Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflict, arts. 2 and 4.

²⁹ “Sustainable Development Goal 1,” United Nations Department of Economic and Social Affairs, <https://sdgs.un.org/goals/goal1>.

obligatoire dans leurs forces armées », tandis que l'article 4 exprime un souhait peu réaliste : « Les groupes armés qui sont distincts des forces armées d'un État ne devraient en aucune circonstance enrôler ni utiliser dans les hostilités des personnes âgées de moins de 18 ans »²⁸.

Dans leur Agenda 2030, les Nations Unies avaient retenu comme premier objectif de développement durable de « vouloir éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde »²⁹. Or, les conditions de vie précaires dans des mégapoles, dont des quartiers entiers sont dirigés par des groupes mafieux, et l'absence de structures de soutien ou de cadre familial rassurant ne font qu'accroître la vulnérabilité de jeunes qui sont dès lors tentés de chercher (et parfois de trouver) dans les groupes armés une forme de protection, sinon de statut social. D'autres y sont intégrés de façon forcée : leur enlèvement déstabilise et fragilise leurs familles et leurs villages, sapant ainsi un équilibre social déjà précaire :

Les enfants sont recrutés dans les forces ou les groupes armés parce qu'ils sont considérés comme faciles à manipuler, parce qu'ils ne sont pas vraiment conscients des dangers encourus et qu'ils n'ont pas encore la notion du bien et du mal. Dans certains cas, on leur fournit des armes meurtrières, on leur fait boire de l'alcool et on les drogue pour les inciter à la violence et leur enlever toute peur, ou on les constraint à devenir dépendants du groupe qui les a recrutés. Incapables de trouver une issue ou trop effrayés pour le faire, ces enfants deviennent parfois incontrôlables et dangereux à la fois pour eux-mêmes et pour les autres. Cependant, les enfants associés à

their abduction destabilises and weakens their families and villages, undermining an already precarious social balance:

Children are recruited into armed forces or armed groups because they are seen as being easily manipulated, not fully aware of the dangers involved, and having comparatively undeveloped notions of right and wrong. In some instances, they have been armed with lethal weapons or plied with alcohol and drugs to incite them to violence and fearlessness or forced to become dependent on the group that has recruited them. Unable or too fearful to find a way out, these children have sometimes become 'loose cannons,' a danger to themselves and others. However, children associated with armed forces or armed groups suffer physically, psychologically and socially: the effects of their involvement in conflict often persist long after the fighting has stopped³⁰.

The situation is especially worrying in Africa, where almost 40% of the population is under the age of 15. In a 2022 report³¹, the United Nations noted that the countries of Central and West Africa are a new epicentre for the recruitment of child soldiers, particularly because of the resurgence of Islamist militant movements. Beyond the Sahel, the situation is most concerning in South Sudan. In 2005, the United Nations Security Council established a monitoring and reporting mechanism on the recruitment of child soldiers in its Resolution 1612³². National committees analyse the situation in their respective countries (places of recruitment, groups responsible, methods of exploitation) and send their reports to the Special Representative of the UN

28 AG Rés. 54/263, Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, articles 2 et 4.

29 « Développement durable objectif 1 », Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, <https://sdgs.un.org/fr/goals/goal1>.

30 International Committee of the Red Cross, *Children Associated*, 4.

31 UN Secretary-General, *Children and Armed Conflict: Rep. of the Secretary-General*, UN doc. A/76/871-S/2022/493 (23 June 2022).

32 S.C. Res. 1612 (26 July 2005).

des forces ou à des groupes armés souffrent de séquelles physiques, psychologiques et sociales : les effets de leur participation au conflit perdurent souvent longtemps après la fin des hostilités³⁰.

La situation est particulièrement préoccupante en Afrique où près de 40% des habitants ont moins de 15 ans. Dans un rapport de 2022³¹, les Nations Unies retiennent que les pays d'Afrique centrale et occidentale sont un nouvel épicentre du recrutement d'enfants soldats, notamment en raison de la résurgence des mouvements militants islamistes. Au-delà du Sahel, la situation est particulièrement préoccupante au Soudan du Sud. En 2005, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a instauré par sa résolution 1612 un mécanisme de surveillance, de communication sur le recrutement des enfants-soldats³². Des comités nationaux analysent la situation dans les pays respectifs (lieux de recrutements, groupes responsables, méthodes d'exploitation) et transmettent leurs rapports au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le sort des enfants en temps de conflit armé.

Toutefois, ces analyses et ces rapports ne suffisent pas : il faut aussi insister encore et toujours sur le fait (souvent ignoré à dessein) que le recrutement d'enfants de moins de 15 ans dans un conflit armé est un crime de guerre³³. Mais, nous le savons, là où il n'y a pas de plaignant, il n'y a pas d'accusé.

Il ne faut cependant pas baisser les bras devant des situations qui selon les régions deviennent de plus en plus graves. Les grandes

Secretary-General for Children and Armed Conflict.

However, these analyses and reports are not enough: we must also insist again and again on the fact (often deliberately ignored) that the recruitment of children under the age of 15 in an armed conflict is a war crime³³. But, as we know, where there is no complainant, there is no accused.

However, we must not give up in the face of situations that are becoming increasingly serious, depending on the region. The major multinational and multilateral organisations, the countless non-governmental organisations working with commitment in the field, and the standard-setting instruments designed to protect children and guarantee them a peaceful youth, are realities. They must succeed in convincing the governments and armed groups that recruit children that the future and moral well-being of societies depend on children who have the chance to grow up without violence or hunger, surrounded by loving families and with access to a decent education. Governments that bomb schools and hospitals, denying children and young people the chance to build a future and heal their wounds, must also be clearly condemned.

The right to food is belied by the figures

“Every child who starves to death is murdered.”³⁴

Jean Ziegler

Article 25 of the 1948 Universal Declaration of Human Rights states that “Everyone has

30 Comité international de la Croix-Rouge, *Enfants associés*, 4.

31 Secrétaire général des Nations Unies, *Les enfants et les conflits armés*, UN doc. A/76/871-S/2022/493 (23 juin 2022).

32 SC Rés. 1612 (26 juillet 2005).

33 Statut de Rome de la Cour pénale internationale, art. 8, § 2(b)xxvi, UN doc. A/CONF.183/9 (17 juillet 1998).

33 Rome Statute of the International Criminal Court, art. 8, § 2(b)xxvi, UN doc. A/CONF.183/9 (17 July 1998).

34 Jean Ziegler, *Betting on Famine. Why the World Still Goes Hungry* (The New Press, 2013), 1963.

organisations multinationales et multilatérales, les innombrables ONG qui travaillent avec engagement sur le terrain, les instruments normatifs destinés à protéger les enfants et à leur garantir une jeunesse sereine sont des réalités. Ils doivent réussir à convaincre les gouvernements et les groupes armés qui recrutent des enfants que l'avenir et le bien-être moral des sociétés reposent sur des enfants qui ont la chance de grandir sans violence et sans faim, entourés par des familles aimantes et pouvant accéder à des formations scolaires dignes de ce nom. Il faut aussi condamner clairement les gouvernements qui bombardent des écoles et des hôpitaux, enlevant ainsi aux enfants et aux jeunes les possibilités de se construire un avenir et de soigner leurs blessures.

Le droit à l'alimentation est démenti par les chiffres

« *Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné* »³⁴.

Jean Ziegler

L'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 retient que « Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires. [...] La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales »³⁵. Le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* adopté en 1966 par les Nations Unies et ratifié par 172 États³⁶ reconnaît dans son article 11.2 « le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim »³⁷,

the right to a standard of living adequate for the health and well-being of himself and of his family, including food, clothing, housing and medical care and necessary social services. [...] Motherhood and childhood are entitled to special care and assistance»³⁵. Article 11 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, adopted by the United Nations in 1966 and ratified by 172 States³⁶, recognises “the fundamental right of everyone to be free from hunger”³⁷, making it binding on all signatory States.

In 2001, the first United Nations Special Rapporteur on the right to food, Jean Ziegler, defined this right as “the right to have regular, permanent and free access, either directly or by means of financial purchases, to quantitatively and qualitatively adequate and sufficient food corresponding to the cultural traditions of the people to which the consumer belongs, and which ensures a physical and mental, individual and collective, fulfilling and dignified life free of fear”³⁸.

This free and regular access to food is not guaranteed in a large number of regions. Regional conflicts, wars, deforestation, climate change, the effects of globalisation and the misuse of natural resources are all causes of the alarming figures for the early 2020s. In Afghanistan, 4 million children under the age of five are suffering from acute malnutrition; 2.2 million children in Yemen, 1 million in Kenya and almost 2 million in Somalia are dying of hunger; and in the Democratic Republic of the Congo 1.1 million children are not reaching the age of five. On 9 July 2024, the United

34 Jean Ziegler, *Destruction massive. Géopolitique de la faim* (Editions Le Seuil, 2011).

35 AG Rés. 217 (III) A, art. 25.

36 Ratification par le Luxembourg le 18 août 1983.

37 Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 11, ¶2, 16 décembre 1966, UNTS 14531.

35 G.A. Res. 217 (III) A, art. 25.

36 Ratified by Luxembourg on 18 August 1983.

37 International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, art. 11 ¶ 2, 16 December 1966, UNTS 14531.

38 UN Economic and Social Council, *Report by the Special Rapporteur on the Right to Food*, 2, UN doc. E/CN.4/2001/53 (7 February 2001).

lui donnant une valeur contraignante pour tous les États signataires.

En 2001, le premier Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler, définit ce droit comme « droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement, soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur, et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne »³⁸.

Cet accès libre et régulier à l'alimentation n'est pas assuré dans un grand nombre de régions. Conflits régionaux, guerres, déforestation, changement climatique, effets de la globalisation, usage abusif de ressources naturelles sont autant de causes pour les chiffres alarmants du début des années 2020. En Afghanistan, 4 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë, au Yémen 2,2 millions d'enfants meurent de faim, un million au Kenya, presque deux millions en Somalie, en République démocratique du Congo 1,1 million d'enfants n'atteignent pas leur cinquième année. Le 9 juillet 2024, les Nations Unies annoncent dans un communiqué de presse que, d'après des experts indépendants envoyés sur place, « la famine s'étend à toute la bande de Gaza » :

Fayez Ataya, âgé d'à peine 6 mois, est décédé le 30 mai 2024 et Abdulqader Al-Serhi, 13 ans, est mort le 1^{er} juin 2024 à l'hôpital Al-Aqsa de Deir Al-Balah. Ahmad Abu Reida, 9 ans, est mort le 3 juin 2024 dans la tente abritant sa famille déplacée à Al-Mawasi, à Khan Younès. Ces trois en-

³⁸ Conseil économique et social des Nations Unies, *Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*, 2, UN doc. E/CN.4/2001/53 (7 février 2001).

Nations announced in a press release that, according to independent experts sent to the region, “famine has spread throughout Gaza strip”:

Fayez Ataya, who was barely six months old, died on 30 May 2024 and 13-year-old Abdulqader Al-Serhi died on 1 June 2024 at the Al-Aqsa Hospital in Deir Al-Balah. Nine-year-old Ahmad Abu Reida died on 3 June 2024 in the tent sheltering his displaced family in Al-Mawasi, Khan Younis. All three children died from malnutrition and lack of access to adequate healthcare [...]. With the death of these children from starvation despite medical treatment in central Gaza, there is no doubt that famine has spread from northern Gaza into central and southern Gaza³⁹.

In conclusion: let's chase the darkness away from the cradle!

Deprived of a living environment that is not in ruins, a cherished parent who has not been killed, a school playground where they could find their friends and uninterrupted sleep at night, and suffering from hunger, thirst, diseases and sexual violence, millions of children around the world are being denied the most basic human rights. Stripped of their right to go to school and to eat their fill without having to steal or prostitute themselves, and surrounded by the constant noise of airstrikes or the silence of an ever-expanding desert, they will grow up traumatised, having lost all the markers that make a society thrive. Sick in body and mind, often without their parents, their fear and loneliness must be infinite.

³⁹ Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, “UN Experts Declare Famine Has Spread Throughout Gaza Strip,” UN press release, 9 July 2024, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/07/un-experts-declare-famine-has-spread-throughout-gaza-strip>.

fants sont morts de malnutrition et d'un manque d'accès à des soins de santé adéquats [...]. Au vu du décès de ces enfants, morts de faim en dépit du traitement médical qu'ils avaient reçu dans le centre de Gaza, il ne fait aucun doute que la famine s'est propagée du nord de Gaza au centre et au sud de Gaza³⁹.

En guise de conclusion : chassons les ténèbres du berceau !

Spoliés d'un cadre de vie qui n'est pas en ruine, d'un parent cher qui a été tué, d'une cour d'école où ils pourraient retrouver leurs amis, de nuits de sommeil ininterrompues, souffrant de faim, de soif, de maladies, de violences sexuelles, des millions d'enfants dans le monde sont privés des droits humains les plus élémentaires. Dépossédés de leur droit d'aller à l'école, de manger à leur faim sans devoir voler ou se prostituer, entourés par le bruit constant des attaques aériennes ou par le silence d'un désert qui ne cesse de s'étendre, ils grandiront traumatisés, ayant perdu tous les repères qui font qu'une société évolue. Malades de corps et d'esprit, souvent sans parents, leur peur et leur solitude doivent être infinies.

De nombreux traités, pactes, conventions, conférences, protocoles sont consacrés depuis longtemps à l'amélioration du sort des enfants, mais on ne peut que constater leur manque d'efficacité. Convaincues toutefois que le dialogue doit toujours primer, que tout échange permet des rapprochements, qu'il ne faut pas baisser les bras, les grandes organisations multinationales et les ONG continuent leur lutte pour les plus démunis dont on vole l'enfance.

Despite the existence of many treaties, pacts, conventions, conferences and protocols dedicated to improving the children's plight, their effectiveness remains questionable. However, convinced that dialogue must always prevail, that every exchange allows for rapprochements, and that giving up is not an option, major multinational organisations and non-governmental organisations are continuing to fight for the most deprived, whose childhoods are being stolen.

Let us give the final word to Victor Hugo, who on 22 September 1862, addressed the members of the International Congress of Social Sciences: "The child has in its cradle the peace or the war of the future. It is from this cradle that darkness must be driven away. Let us bring the dawn into childhood."⁴⁰

40 Letter from Victor Hugo on compulsory education. The letter was read in Brussels at the meeting of the Association internationale pour le progrès des sciences sociales on 23 September 1862 and published in *Le Progrès. Journal de l'éducation populaire*, no. 32 (4 October 1863): cxxvi.

39 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Des experts de l'ONU déclarent que la famine s'étend à toute la bande de Gaza », communiqué de presse de l'ONU, 9 juillet 2024, <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2024/07/un-experts-declare-famine-has-spread-throughout-gaza-strip>.

Donnons le mot de la fin à Victor Hugo, qui le 22 septembre 1862 s'adressait aux membres du Congrès international des sciences sociales : « L'enfant a dans son berceau la paix ou la guerre de l'avenir. C'est de ce berceau qu'il faut chasser les ténèbres. Faisons lever l'aurore dans l'enfance »⁴⁰.

⁴⁰ Lettre de Victor Hugo sur l'enseignement obligatoire. La lettre fut lue à Bruxelles lors de la séance du 23 septembre 1862 de l'Association internationale pour le progrès des sciences sociales et éditée dans *Le Progrès. Journal de l'éducation populaire*, n° 32 (4 octobre 1863) : cxxvi.

Portrait d'un enfant dans les ruines de Gaza. Depuis 1946, l'UNICEF milite pour les droits des enfants à travers le monde. En 1989, les Nations Unies ont adopté la Convention relative aux droits de l'enfant, qui garantit à chaque enfant le droit à la survie, au développement, à la protection et à la participation. Cette « loi fondamentale » universelle demeure aujourd'hui le pilier essentiel de l'action de l'UNICEF.

Portrait of a child in the ruins of Gaza. UNICEF has been campaigning for the rights of children worldwide since 1946. In 1989 the United Nations adopted the Convention on the Rights of the Child, which guarantees every child the right to survival, development, protection and participation. This worldwide

© UNICEF/UNI463724/El Baba 'basic law' for children is still the most important foundation of UNICEF's work today.



La mise en œuvre de la Convention internationale des droits de l'enfant : succès vérifiables ou simple ratification ?

Texte original en anglais, traduit en français
Original text in English, translated into French

Implementing the
United Nations Convention on
the Rights of the Child: genuine
successes or ratification alone?

Renate Winter a commencé sa carrière judiciaire en 1981 à Vienne, en tant que juge au Tribunal pour enfants. Depuis, elle a été juge internationale, vice-présidente puis présidente du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (TSSL) et juge internationale à la Cour suprême du Kosovo. Elle a également été présidente de l'Association internationale des juges et magistrats des tribunaux de la jeunesse et de la famille.

Renate travaille avec des organisations internationales, le Conseil de l'Europe, des organes des Nations Unies ainsi que l'Union européenne. Elle conseille les gouvernements sur des questions relatives à la justice des mineurs et à la protection des enfants, aux questions relatives aux femmes, aux enfants soldats, à la criminalité organisée et à l'intégration des demandeurs d'asile et des réfugiés. Elle assiste des gouvernements dans la rédaction de lois ainsi que le contrôle et l'évaluation de leurs systèmes judiciaires.

Elle a une longue expérience des projets européens de réforme judiciaire, tout comme des institutions judiciaires dans nombre de pays. En 2013, elle est devenue membre du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, au sein duquel elle a exercé les fonctions de vice-présidente, puis de présidente. Renate continue de conseiller les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales.

Renate Winter began her judicial career in 1981 in Vienna as judge of the Viennese Youth Court. She has since been an international judge, vice president and president of the Special Court of Sierra Leone, and an international judge at the Supreme Court in Kosovo. She has also been president of the International Association of Youth and Family Court Judges and Magistrates.

Renate works with international organisations, the Council of Europe, United Nations bodies and the European Union. She provides advice to governments on issues relating to juvenile justice and child protection, women's issues, child soldiers, organised crime, and the integration of asylum seekers and refugees. She assists governments in drafting laws and with monitoring and evaluating their justice systems.

She has longstanding experience with European projects on judicial reform and justice institutions in numerous countries. In 2013, she became a member of the United Nations Children's Rights Committee, subsequently serving as vice president and president of the Committee. Renate continues to advise governments, intergovernmental organisations and non-governmental organisations.

La Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989. Elle est entrée en vigueur le 2 septembre 1990 après avoir été ratifiée par un nombre d'États supérieur à celui requis. Certaines réserves ont été émises au début, mais elles se sont progressivement dissipées au cours des trois dernières décennies. En effet, selon les Nations Unies :

Ces 30 dernières années, la vie des enfants a été transformée par cette Convention, qui est l'instrument relatif aux droits de l'Homme le plus largement ratifié de l'histoire. La Convention relative aux droits de l'enfant a incité les gouvernements à changer leurs lois et leurs politiques, pour que davantage d'enfants puissent accéder aux soins de santé et à la nutrition qui leur sont nécessaires. Il existe désormais de meilleures garanties pour protéger les enfants de la violence et de l'exploitation. Davantage d'enfants font entendre leurs voix et participent à la société. Il reste cependant encore beaucoup à faire¹.

Ces succès apparents nous permettent d'espérer que « l'intérêt supérieur de l'enfant » sera bientôt pleinement pris en compte partout dans le monde et mis en œuvre dans le cadre de toute décision concernant un enfant. Mais cet espoir est-il fondé ?

En 1991, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a été créé pour superviser la mise en œuvre des droits de l'enfant dans tous les États qui ont ratifié la Convention :

Le Comité des droits de l'enfant est un organe composé de 18 experts indépendants qui surveille la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant

The Convention on the Rights of the Child was adopted by the General Assembly of the United Nations on 20 November 1989. It came into force on 2 September 1990 after being ratified by more than the minimum number of States. Some reservations were expressed at first, but these have gradually evaporated over the last three decades. Indeed, according to the United Nations:

Over the past 30 years, children's lives have been transformed by the most widely ratified human rights treaty in history. The Convention on the Rights of the Child has inspired governments to change laws and policies, so more children get the healthcare and nutrition they need. There are better safeguards in place to protect children from violence and exploitation. More children have their voices heard and participate in society. But there is still more work to be done.¹

These apparent successes imply that we can hope that “the best interests of the child” will be soon fully considered everywhere in the world and implemented as part of every decision that concerns a child. But is that hope well founded?

In 1991, the Committee of the Rights of the Child was set up to oversee the implementation of children’s rights in all States that have ratified the Convention:

The Committee on the Rights of the Child is the body of 18 independent experts that monitors implementation of the Convention on the Rights of the Child by its States parties. It also monitors the implementation of the Optional Protocols to the Convention, on involvement of children in armed conflict and on the sale of children, child pros-

¹ « Organes conventionnels : Comité des droits de l'enfant », Haut-commissariat des droits de l'homme aux Nations Unies, <https://www.ohchr.org/fr/treaty-bodies/crc>.

¹ “Treaty Bodies: Committee on the Rights of the Child,” United Nations Human Rights Office of the High Commissioner, <https://www.ohchr.org/en/treaty-bodies/crc>.



Khan Younès, Gaza – 9 octobre 2024 : Des enseignants bénévoles continuent d'assurer les cours dans une salle de classe en ruines à l'école Tabariya, largement détruite lors d'une attaque de l'armée israélienne, alors que la guerre entre Israël et Gaza entre dans sa deuxième année. Déterminés à maintenir le lien des enfants avec l'éducation, ces éducateurs rappellent que l'école est bien plus que quatre murs.

Khan Yunis, Gaza, 9 October 2024: Volunteer teachers continue to teach children in a wrecked classroom at Tabariya School, which was largely destroyed in an Israeli army attack, as the Israel–Gaza war moves into its second year. Volunteer educators are striving to connect children with education, showing that 'school' is more than just bricks and mortar.

© Abed Rabim Khatib / Anadolu / Anadolu via AFP

par les États parties. Il surveille également la mise en œuvre des Protocoles facultatifs à la Convention, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (ainsi que le Protocole facultatif sur les communications)².

Tous les États qui ont signé la Convention doivent présenter un rapport au Comité, qui de son côté publie des observations finales contenant des recommandations sur la manière dont chaque pays peut mieux remplir son mandat. Cela devrait signifier que dans tous les États, la vie des enfants continuera

stitution and child pornography (as well as the Optional Protocol on communications).²

All States that have signed up to the Convention have to report to the Committee, and the Committee publishes Concluding Observations with recommendations on how individual countries can better fulfil their mandate. This implies that in all States, children's lives will keep improving until there are no more hardships to eliminate. In that case, why are millions of children still suffering the consequences of violence, trafficking, lack of access to healthcare, and lack of a proper education – without even being aware that they have

² « Comité des droits de l'enfant », <https://www.ohchr.org/fr/treaty-bodies/crc>.

² “Committee on the Rights of the Child,” <https://www.ohchr.org/en/treaty-bodies/crc>.

à s'améliorer jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de difficultés à éliminer. Dans ce cas, pourquoi des millions d'enfants souffrent-ils encore des conséquences de la violence, de la traite d'êtres humains, du manque d'accès aux soins de santé et de l'absence d'éducation appropriée, sans même savoir qu'ils ont des droits ? Peut-être parce que personne ne le leur a dit ou peut-être parce que personne ne veut le leur dire.

Il est indéniable que la Convention internationale des droits de l'enfant est un document très important – le seul, d'ailleurs, à avoir été ratifié par tous les États membres des Nations Unies, à l'exception d'un seul. Cela n'est pas anodin. Il est également évident qu'il n'a fallu que 30 ans aux États membres pour reconnaître que l'enfant n'est pas un *objet* mais un *sujet* de droits (même si cela n'est pas encore totalement accepté dans de nombreux pays). Ce délai est plutôt rapide si on le compare au temps qu'il a fallu pour que les gens comprennent que les enfants sont des êtres humains à part entière, dotés d'un ensemble complet de droits de l'Homme.

Cependant, il y a une grande différence entre la ratification et la mise en œuvre d'une convention et cela constitue le sujet de ce chapitre.

Obstacles à la mise en œuvre de la Convention

Après avoir travaillé presque toute ma vie sur ce sujet en tant qu'experte, conseillère et juge et après avoir directement travaillé avec le Comité des droits de l'enfant pendant huit ans, mon expérience de la mise en œuvre de la Convention dans les différents États m'inspire des sentiments plutôt mitigés.

À ma connaissance, aucun des États parties n'a pleinement mis en œuvre la Convention. Il est vrai que certains pays ont

rights? Perhaps this is because nobody has told them, or perhaps it is because nobody wishes to tell them.

It is clear that the Convention on the Rights of the Child is a very important document – the only one, incidentally, that has been ratified by all Member States of the United Nations bar one. This should mean something. It is also clear that it has taken just 30 years for Member States to recognise that the child is not the *object* but the *subject* of law (although this is still not fully accepted in many countries). This timescale is rather quick, if one compares it with how long it took to get people to understand that children are fully fledged humans who have a full set of human rights.

However, there is a huge difference between ratifying and implementing a convention, and this is the subject of this chapter.

Barriers to implementing the Convention

After an almost lifelong career working on this subject as an expert, councillor and judge, and eight years of working directly with the Committee on the Rights of the Child, my experience on the implementation of the Convention across States is one that brings up rather mixed feelings.

To the best of my knowledge, none of the State Parties has fully implemented the Convention. It is true that some countries have made huge advances, such as the Nordic countries in Europe and a few small, rich countries that can afford to invest in children despite other "more important" issues. However, this leaves the not-so-small number of countries that have not made such improvements.

Some countries are far too poor to be able to address all the issues that it is a State's duty to deal with under the Convention. Even if

fait d'énormes progrès, comme les pays nordiques en Europe et une poignée de pays petits et riches qui peuvent se permettre d'investir dans les enfants malgré d'autres questions « plus importantes ». Un nombre non négligeable de pays n'a cependant pas fait de tels progrès.

Certains pays sont beaucoup trop pauvres pour être en mesure de traiter toutes les questions qu'un État a le devoir de traiter en vertu de la Convention. Même si ces pays reçoivent l'aide de donateurs (par exemple, pour mettre en place un système de travailleurs sociaux et les former), cette aide n'est pas durable : dès que l'aide prend fin, les travailleurs sociaux sont licenciés parce qu'il n'y a plus le budget pour les maintenir en poste. D'autres questions, comme l'achat d'armes, sont plus importantes pour les gouvernements que les droits de l'enfant.

Mon expérience m'a également montré que dans certains États, très peu de personnes connaissent l'existence de la Convention et encore moins son contenu. Si l'on demande à des diplomates, des étudiants ou des professionnels sur le terrain s'ils connaissent la Convention internationale des droits de l'enfant, beaucoup répondront qu'ils savent qu'elle existe ; mais si on leur demande ce qu'ils savent de son contenu, il n'est plus aussi certain qu'ils puissent en dire quoi que ce soit. Même au sein des ministères, bien des personnes n'ont pas lu la Convention et ne connaissent ni de près, ni de loin les droits de l'enfant tels qu'ils sont énoncés. Quant aux quelques personnes qui l'ont lue, elles ne pensent pas qu'il soit utile ou pertinent d'en parler à d'autres membres de leur gouvernement, souvent pour des raisons politiques.

Certains pays manquent d'expérience dans l'accomplissement des devoirs qui incombent aux États parties en ce qui concerne la mise en œuvre de la législation

these countries receive assistance from donors (for example, to establish a system of social workers and train them), this is not sustainable: as soon as the assistance ends, the social workers will be made redundant because there will be no funds in the budget to keep them employed. There are other issues – such as the purchase of weapons – that are more important to governments than children's rights are.

My experience has also shown me that in some States, very few people know about the existence of the Convention and even fewer are familiar with its contents. If one asks a diplomat, student or professional in the field whether they know about the Convention on the Rights of the Child, many will answer that they know that it exists; but if one asks what they know about the content, it is no longer a given that they will be able to say anything about it. Furthermore, many people in government departments have neither read nor become remotely familiar with the rights of children as set out in the Convention. The few who have do not think it useful or relevant to mention to others in their government, often for political reasons.

Some countries lack experience in performing the duties that Member States have in relation to implementing legislation that concerns children; they do not have staff with the necessary knowledge to do the job, the appropriate infrastructure, the services to facilitate implementation, the academic researchers, or the action plans and frameworks they need. Even if they receive assistance with planning, this tends not to lead to action being taken; at best, a few small projects are undertaken.

Added to this are the huge problems of religion, customs and tradition. Many countries – more than one might believe – have customs that forbid giving a child a voice.

relative aux enfants ; ils ne disposent ni du personnel formé pour effectuer ce travail, ni des infrastructures appropriées, ni des services chargés de faciliter la mise en œuvre, ni des chercheurs, ni des plans ou schémas directeurs dont ils auraient besoin. Même s'ils reçoivent de l'aide dans la planification, celle-ci ne débouche généralement pas sur des actions ; au mieux, quelques petits projets sont mis en œuvre.

À cela s'ajoutent les énormes problèmes posés par la religion, les coutumes et les traditions. De nombreux pays – plus nombreux qu'on ne le croit – ont des coutumes qui interdisent à l'enfant de s'exprimer. Beaucoup ont une religion dominante qui reconnaît les droits des familles mais pas ceux des enfants. Dans de nombreuses pratiques traditionnelles, les enfants n'ont aucun droit car, en tant qu'enfants, ils ne sont pas acceptés en tant qu'êtres humains à part entière. Ils sont considérés comme des « adultes en devenir » et n'ont donc pas les mêmes droits qu'un adulte. La Convention précise toutefois que les droits des enfants vont au-delà de ceux des adultes et incluent des droits supplémentaires liés à la protection³.

Même parmi les pays qui ne sont pas pauvres, qui sont informés et expérimentés, et qui ne sont pas soumis à la forte influence de coutumes, de religions et de traditions contraires aux droits de l'enfant, certains éprouvent des difficultés à mettre en œuvre les articles ratifiés par la Convention parce que cela coûte cher. Comme le souligne souvent la presse, il n'est pas rare que des hommes politiques estiment que, les enfants ne pouvant pas voter, dépenser de l'argent pour eux n'est pas une priorité. Ils peuvent dire que les enfants sont l'avenir de leur pays, mais ils ne les considèrent pas comme une priorité au présent. Ils peuvent

Many have a dominant religion that recognises the rights of families but not of children. In many traditional practices, children have no rights at all because, as children, they are not accepted as fully fledged humans. They are seen as “adults in the making,” and therefore they are not seen to have the same rights as an adult would. The Convention, however, specifies that children's rights go beyond those of adults to include additional rights that relate to protection³.

Even among those countries that are not poor, that are informed and experienced, and that are not under the strong influence of customs, religion and traditions that contradict children's rights, some face difficulties in implementing the articles ratified by the Convention because doing so is costly. As commonly highlighted in the press, it is not uncommon for politicians to be of the view that because children cannot vote, spending money on them is not a priority. They may say that children are the future of their country, but they do not consider them as part of their country's present. They may try to attract parents' votes by saying that education is important, while simultaneously limiting their investment in schools, universities and pre-schools to the low end of the financial scale. A very small number of countries have given people under the age of 18 the right to vote; however, even then, if one checks the party manifestos there is little in them that is relevant to young people's interests and needs. One hears arguments in this regard: “a 16-year-old doesn't need a manifesto; they either vote with their parents or against them, and that's all they think about.”

Ensuring that children's rights are granted in full does not come without a cost. There

³ AG Rés. 40/25, Convention relative aux droits de l'enfant (20 novembre 1989), arts. 3, 37 et 40.

³ G.A. Res. 44/25, Convention on the Rights of the Child (20 November 1989), arts. 3, 37 and 40.

essayer de capter le vote des parents en disant que l'éducation est importante, tout en limitant leurs investissements dans les écoles, les universités et les établissements préscolaires. Un très petit nombre de pays a accordé le droit de vote aux personnes de moins de 18 ans ; cependant, même dans ce cas, si l'on consulte les programmes des partis, on constate qu'ils n'ont pas grand-chose à voir avec les intérêts et les besoins des jeunes. On entend des arguments à ce sujet : « Un jeune de 16 ans n'a pas besoin d'un programme ; il vote avec ses parents ou contre eux et c'est tout ce à quoi il pense ».

Veiller à ce que les droits de l'enfant soient pleinement respectés a un coût. Il faut des programmes, une protection, des outils, des projets, des infrastructures et des cadres et tout cela implique des dépenses. Il est cependant bien plus coûteux de *ne pas* mettre en œuvre les droits de l'enfant. Dans les pays dits riches ou moyennement riches, le coût de la mise en œuvre de ces droits est bien inférieur à celui d'un système judiciaire qui doit au final gérer les conséquences de l'absence de protection des enfants contre la violence, du refus de leur donner accès aux systèmes de santé (par exemple en guise de punition pour un avortement illégal), de l'absence de politiques contre le harcèlement ou le recrutement de jeunes par des gangs et de l'incapacité à mettre en place un système d'aide sociale efficace pour aider les enfants.

Les devoirs des États

Les États membres qui sont réellement désireux de mettre en œuvre la Convention devraient envisager : de développer les compétences linguistiques et techniques de leurs enfants ; d'améliorer la viabilité des infrastructures d'aide aux enfants ; de fournir aux enfants un accès aux services essentiels, tels que la santé (dans la plupart des pays, l'offre de soins de santé spéciali-

is a need for programmes, protection, tools, projects, infrastructure and frameworks, and all of this involves spending. However, it is far more costly *not* to implement children's rights. In the so-called rich or medium-rich countries, far higher than the cost of implementing these rights is the cost to the justice system, which is often the consequence of not protecting children from violence, denying them access to healthcare systems (for example, as punishment for having an illegal abortion), failing to deal with bullying and gang membership among young people, and not establishing a social care system that is efficient at assisting children.

The duties of States

Member States that are really willing to implement the Convention should look at: developing the language and technical literacy of their children; improving the sustainability of the infrastructure for assisting children; providing children with access to essential services, such as health (in most countries, there is little or no specialist healthcare for children, including child-specific medication and institutions); and providing qualified education⁴, social assistance and care services (such as foster care, counselling and helplines). They should also allow children to get involved in political discussions by respecting Article 12 of the Convention (the right to be heard). Community involvement is key as well: in many States, communities, rather than the authorities in the capital, know best what their children need and how best to solve their problems.

A burning issue for children everywhere in the world today is the environment. A world in which climate change and turbocapital-

⁴ Qualified education is education provided by qualified staff with all the necessary equipment (books, computers, writing materials, etc.).

sés pour les enfants, y compris des médicaments et des institutions spécifiques, est limitée voire inexistante) ; et de fournir une éducation qualifiée⁴, une assistance sociale et des services de prise en charge (tels que le placement en famille d'accueil, le suivi psychologique ou des lignes d'assistance téléphoniques). Ils devraient également permettre aux enfants de participer aux discussions politiques en respectant l'article 12 de la Convention (le droit d'être entendu). L'implication des autorités locales est également essentielle : dans de nombreux États, ce sont elles, plutôt que les autorités centrales, qui savent le mieux ce dont leurs enfants ont besoin et comment résoudre au mieux leurs problèmes.

L'environnement est une question brûlante pour les enfants du monde entier. Un monde dans lequel le changement climatique et l'ultra-capitalisme causent simultanément des dommages n'est pas propice à la création d'environnements sûrs et sains, où les enfants peuvent jouer, vivre et grandir. Jouer dans un lieu où la priorité est d'extraire du pétrole, du cuivre ou de l'or est dangereux, tout comme l'est un climat sous lequel les forêts brûlent ou sous lequel les rivières en crue submergent des villages, des villes et même des îles entières. Quand est-ce que l'article 6 de la Convention – le droit de l'enfant à un développement sûr, lui permettant d'atteindre pleinement son potentiel – sera mis en œuvre dans ces territoires ?

Les recommandations de la Commission européenne sur les systèmes intégrés de protection de l'enfance, publiées en avril 2024, définissent un cadre général pour les mesures à prendre⁵. Avant tout, les pays

ism are both causing problems at the same time is not conducive to providing safe and healthy places for children to play, live and grow. To play in a place where the priority is to extract oil, copper or gold is dangerous – as is a climate where forests burn or rivers flood villages, cities and even whole islands. When will Article 6 of the Convention – a child's right to safe development to achieve their full individual strength and capacity – be implemented in these places?

The European Commission's recommendations on integrated child protection systems, published in April 2024, set out a general framework for what is needed⁵. Above all, countries need to use the resources they already available in a more efficient way. This includes:

- ▷ improving coordination and cooperation across sectors and authorities – something that does not happen routinely because of the widespread “turf mentality”;
- ▷ providing comprehensive, coordinated support – something often hindered by non-governmental organisations, institutions or agencies wanting to be seen as the most important source of support; and
- ▷ consulting children on what they need to be able to feel safe.

When asked about what they need to help them feel safe, children mentioned the following:⁶

⁴ L'enseignement qualifié est un enseignement dispensé par un personnel qualifié disposant de tout l'équipement nécessaire (livres, ordinateurs, matériel d'écriture, etc.).

⁵ Commission européenne, *Recommandation de la Commission du 23.4.2024 relative au développement et au*

⁶ European Commission, *Commission Recommendation of 23.4.2024 on Developing and Strengthening Integrated Child Protection Systems in the Best Interests of the Child* (April 2024), https://commission.europa.eu/document/download/36591cfb-1b0a-4130-985e-332fd87d40c1_en?filename=C_2024_2680_1_EN_ACT_part1_v8.pdf.

⁶ UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 24 on Children's Rights in the Child Justice System, UN doc. CRC/C/CG/24, art. 40.



Des enfants palestiniens assistent à un cours donné par l'enseignante Doha al-Attar (non visible sur l'image), 30 ans, mère de quatre enfants originaire de Rafah. Déplacée à Khan Younès, elle y organise, de sa propre initiative, des cours dans une salle de classe gravement endommagée. Son objectif : permettre aux enfants de poursuivre leur éducation et leur apporter un soutien alors que la guerre se poursuit entre Israël et le Hamas dans la bande de Gaza assiégée. Photographié le 4 décembre 2024.

Palestinian children attend a class run by teacher Doha al-Attar (not pictured), a 30-year-old mother of four from Rafah. Her class takes place in a heavily damaged schoolroom in Khan Yunis, where she was displaced. She says that the aim of this personal initiative is to resume education and support children as the war continues between Israel and the Palestinian Hamas group in the besieged Gaza Strip. Photographed on 4 December 2024.

© Bashar TALEB / AFP

doivent utiliser plus efficacement les ressources dont ils disposent déjà. Il s'agit notamment de :

- ▷ améliorer la coordination et la coopération entre les différents secteurs et les pouvoirs publics, ce qui n'est pas toujours le cas en raison de l'« esprit de clocher » très répandu ;
- ▷ fournir un soutien complet et coordonné – ce qui est souvent entravé par

- ▷ talking to someone in person, not online;
- ▷ help to combat bullying in schools and other establishments;
- ▷ information about safe spaces they can go to if their home or foster home is not safe;
- ▷ more information for adults on staying safe online;
- ▷ safe playgrounds, including for children in street situations⁷;

renforcement des systèmes intégrés de protection de l'enfance dans l'intérêt supérieur de l'enfant (avril 2024), https://commission.europa.eu/document/download/36591cfb-1b0a-4130-985e-332fd87d40c1_fr?filename=C_2024_2680_1_EN_ACT_part1_v8.pdf.

⁷ UNICEF defines children in street situations as “children whose world and livelihood depends upon what they can obtain in the streets”. See: “Children in Street Situations,” UNICEF, <https://www.unicef.org/iran/en/children-street-situations>.

- les organisations, les institutions ou les agences non gouvernementales qui veulent être vues comme la principale source d'aide ; et
- ▷ consulter les enfants sur ce dont ils ont besoin pour se sentir en sécurité.

Lorsqu'on leur a demandé ce dont ils avaient besoin pour se sentir en sécurité, les enfants ont cité les points suivants⁶ :

- ▷ la possibilité de parler à quelqu'un en personne, pas en ligne ;
- ▷ de l'aide pour lutter contre le harcèlement à l'école ou dans tout autre établissement ;
- ▷ des informations sur les lieux sûrs où ils peuvent se rendre s'ils ne se sentent pas en sécurité dans leur foyer ou leur famille d'accueil ;
- ▷ davantage d'informations pour les adultes sur la sécurité en ligne ;
- ▷ des aires de jeux sûres, y compris pour les enfants en situation de rue⁷ ;
- ▷ la présence d'officiers de police qu'ils connaissent (à Ankara, par exemple, un programme a été mis en place dans le cadre duquel des officiers de police spécialement formés portent un badge indiquant aux enfants qu'ils sont prêts à les aider) ;
- ▷ l'emploi de personnel scolaire supplémentaire (conseillers et travailleurs sociaux, par exemple) ;
- ▷ des amis dignes de confiance parmi les adultes ; et

- ▷ having police officers who are known by children (for example, in Ankara, a scheme was introduced where specially trained police officers wore a badge that signified to children that they would help);
- ▷ employing additional school staff (such as counsellors and social workers);
- ▷ having trustworthy friends among adults; and
- ▷ health professionals being able to explain health and social care to children.

Adults in different European countries discussing the European Commission's recommendations said that they wanted to be given information (especially around mental health and protection against discrimination in this regard) and help when they asked for it, and to work together – with children – where possible.

Establishing such a framework would go a long way to bringing a country forwards in its implementation of children's rights.

Do State Parties have the genuine will to make changes?

Some rights issues need to be implemented in every country that has ratified the Convention on the Rights of the Child. First, a country must have a juvenile law that protects children and a juvenile justice law (a penal law, including diversion and alternatives⁸, specialised for children)⁹. It is also necessary to have a court, or at least divisions in courts, that are deal only with

6 Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, Observation générale 24 sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants, UN doc. CRC/C/CG/24, art. 40.

7 Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies définit les enfants des rues comme « des enfants qui dépendent de la rue pour vivre ou travailler, seuls, avec des pairs ou avec leur famille ». Cf. Bureau International Catholique de l'Enfance, « Les enfants en situation de rue. Une réalité mondiale alarmante », <https://bice.org/fr/enfants-des-rues-ne-les-oublions-pas/#:~:text=Qu%27entend%2Don%20exactement%20par,pairs%20ou%20avec%20leur%20famille.>

8 A 'diversion' is a measure that gives a child the opportunity (with the child's consent) to put right the harm they have done without further contact with the justice system. Examples include community work, mediation and family conferences. An 'alternative' aims to give the child a chance to avoid being punished (especially with the deprivation of liberty). Examples of alternatives include warnings from the court, prohibition to visit certain places, and compulsory education. For more information, see: CRC/C/CG/24, art. 40.

9 G.A. Res. 44/24, arts. 37 and 40.

- ▷ des professionnels de santé en mesure d'expliquer les soins de santé et les services sociaux aux enfants.

Les adultes de différents pays européens qui ont discuté des recommandations de la Commission européenne ont déclaré qu'ils souhaitaient recevoir des informations (notamment sur la santé mentale et la protection contre la discrimination dans ce contexte) et de l'aide lorsqu'ils en faisaient la demande et, dans la mesure du possible, travailler avec les enfants.

La mise en place d'un tel cadre contribuerait grandement à faire progresser un pays dans la mise en œuvre des droits de l'enfant.

Les États parties ont-ils la volonté réelle de procéder à des changements ?

Certaines problématiques liées aux droits doivent être réglées par chaque pays ayant ratifié la Convention internationale des droits de l'enfant. Tout d'abord, un pays doit disposer d'un droit des mineurs qui protège les enfants et d'un droit pénal des mineurs (un droit pénal, incluant la déjudiciarisation et les alternatives⁸, spécialement conçu pour les mineurs)⁹. Il est également nécessaire de disposer de tribunaux, ou au moins de sections de tribunaux, qui ne s'occupent que des enfants. Il faut également employer des personnes spécialement formées pour travailler avec les enfants. Il s'agit notamment d'officiers de police, de juges, de procureurs, d'avocats, de travailleurs sociaux et, si la privation de liberté est utilisée

⁸ Une « déjudiciarisation » est une mesure qui donne à l'enfant la possibilité (avec son accord) de réparer le mal qu'il a fait sans avoir d'autres contacts avec la justice, par exemple à travers des travaux d'intérêt général, la médiation et les conférences familiales. Une « alternative » vise à donner à l'enfant une chance d'éviter d'être puni (en particulier par privation de liberté). Les exemples d'alternatives incluent les avertissements du tribunal, l'interdiction de se rendre dans certains lieux et l'éducation obligatoire. Pour plus d'informations, voir CRC/C/CG/24, art. 40.

⁹ AG Rés. 44/24, arts. 37 et 40.

children. This also requires employing people who are specially trained to work with children. These roles include police officers, judges, prosecutors, lawyers, social workers and, if deprivation of liberty is used as a last resort, prison officers. This will involve costs, but the payoff is that children who have been given an explanation and had their voices heard are more likely to understand and accept a decision¹⁰. Countries need to have a modern law that aims to make life less difficult for children who come into contact with the law.

Legal defence is another issue that should be dealt with by the law and through its implementation. There are still countries in which children can be given the death penalty, although the execution tends to be postponed until a child has reached adulthood. In my experience, more often than not, these children have never seen a lawyer, because their parents cannot afford one and the state has not provided one – despite the fact that the way confessions are reached seems to be more than questionable. In addition, lawyers are needed to protect child victims and witnesses from suffering and the risk of being retraumatised in court. How many States have laws that guarantee protection to children affected by or involved in civil procedures, such as divorce or being placed outside their immediate family?

Article 2 of the Convention deals with the principle of non-discrimination. It states that no child should feel discriminated against for any reason. This begs the question, what about the many girls growing up around the world? How many State Parties have equal rights for girls and boys (women and men) enshrined in their Constitution? In how many of those who have enshrined equal rights are girls not hampered by the

¹⁰ G.A. Res. 44/24; CRC/C/CG/24.

en dernier recours, d'agents pénitentiaires. Cela implique des coûts, mais le résultat est que les enfants qui ont reçu une explication et dont la voix a été entendue sont plus susceptibles de comprendre et d'accepter une décision¹⁰. Les pays doivent se doter d'une législation moderne qui vise à rendre la vie moins difficile aux enfants qui entrent en contact avec la loi.

La protection juridique est une autre question qui devrait être traitée par la loi et à travers sa mise en application. Il existe encore des pays dans lesquels les enfants peuvent être condamnés à la peine de mort, bien que l'exécution soit généralement reportée jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge adulte. D'après mon expérience, le plus souvent, ces enfants n'ont jamais vu d'avocat, parce que leurs parents n'ont pas les moyens d'en payer un et que l'État n'en a pas fourni – malgré le fait que la manière dont les aveux sont obtenus semble plus que douteuse. En outre, les avocats sont nécessaires pour protéger les enfants, victimes et témoins, de la souffrance et du risque d'être à nouveau traumatisés au tribunal. Combien d'États disposent de lois garantissant la protection des enfants concernés ou impliqués dans des procédures civiles telles que le divorce ou le placement en dehors de leur famille immédiate ?

L'article 2 de la Convention traite du principe de non-discrimination. Il stipule qu'aucun enfant ne doit se sentir discriminé pour quelque raison que ce soit. On peut donc se demander ce qu'il en est des nombreuses filles qui grandissent dans le monde. Dans combien d'États parties l'égalité des droits entre les filles et les garçons (femmes et hommes) est-elle inscrite dans la Constitution ? Dans combien de ces États qui ont inscrit l'égalité des droits dans la loi, les filles ne sont-elles pas entravées par

"glass ceiling," where the most senior roles are reserved for men? What happens to the girls in all those countries where there is no legal safeguard or where they are explicitly discriminated against in laws (for example, property ownership for males only), religion (for example, females being considered inferior to males), or customs (for example, where girls are sold into marriage)? Is there any plan for real gender equality – for the same education and investment in girls, to amplify their voices? Is there really any will to change?

On the subject of discrimination, in how many States do children with disabilities have an 'inclusive life' – in families, instead of being 'disposed of' in institutions; in schools, instead of having 'special education' so as not to disturb the education of the other children; in the workplace, instead of depending on the kindness of other people? Again, there is a big difference between having legal provisions and implementing them.

Another problem that one can find everywhere is the increasing amount of violence – in families, in schools, at work and in society. What can one expect from a child who has been beaten by their father, bullied at school, and joined a youth gang that is despised by society? Many countries are undertaking projects to counter violence, but these have small chances of success while violent role models remain cherished in politics, by the media and in traditions, and while violence persists in education, in the family, in schools and in institutions.

My experience of visiting children in prison in some countries has shown that good personnel, good tools, and an appropriate environment are highly successful in preventing reoffending. In other countries, juvenile prisons are horrific; in others, prisons for children and young people do not even

10 AG Rés. 44/24; CRC/C/CG/24.

le « plafond de verre » et les postes les plus élevés réservés aux hommes ? Qu’advient-il des filles dans tous les pays où il n’existe aucune protection juridique ou dans lesquels elles sont explicitement discriminées par la loi (où la propriété est par exemple réservée aux hommes), la religion (où les femmes sont par exemple considérées comme inférieures aux hommes) ou les coutumes (où les filles sont par exemple vendues en vue d’un mariage) ? Existe-t-il un plan pour une véritable égalité des sexes – pour une éducation et un investissement égaux dans l’avenir des filles, afin d’amplifier leur voix ? Existe-t-il vraiment une volonté de changement ?

En ce qui concerne la discrimination, dans combien d’États les enfants handicapés ont-ils une « vie inclusive » - en famille, au lieu d’être « rejetés » dans des institutions ; à l’école, au lieu de recevoir une « éducation spécialisée » pour ne pas perturber l’éducation des autres enfants ; au travail, au lieu de dépendre de la gentillesse d’autres personnes ? Encore une fois, il y a une grande différence entre l’existence de dispositions légales et leur mise en œuvre.

Un autre problème que l’on retrouve partout est l’augmentation de la violence – dans les familles, à l’école, au travail et dans la société. Que peut-on attendre d’un enfant qui a été battu par son père, harcelé à l’école et qui a rejoint un gang de jeunes méprisé par la société ? De nombreux pays lancent des projets de lutte contre la violence, mais ceux-ci ont peu de chances de réussir tant que la politique, les médias et les traditions continuent de l’exalter et tant qu’elle persiste dans l’éducation, la famille, l’école et les institutions.

L’expérience que j’ai acquise en rencontrant des enfants en prison dans certains pays a montré qu’un personnel compétent, de bons outils et un environnement approprié permettent d’éviter la récidive. Dans

exist, and children are imprisoned with adults, becoming their prey. On top of this, it can be argued that in these countries, for far too long the wrong children have been imprisoned for the wrong reasons.

Children deprived of liberty are at the bottom of the financial scale in most State Parties. They are not voters, they are seen as a nuisance, and most probably they will not work and pay taxes, so why invest in them? Even if the “good” closed institutions prove the opposite, politicians and people in general tend to believe in the negative stereotypes.

Similar problems can be seen when addressing children on the move, be they children from travelling communities, children in street situations, asylum seekers, refugees or trafficked children. Under the Optional Protocol on the sale of children, child prostitution and child pornography¹¹, all these children must be given protection in the State receiving them, even if they did not have that protection in the country they have come from. Whether they are accompanied by an adult or not, children on the move will face problems – and what those problems are will depend on why a child is on the move. A refugee child has the same rights to healthcare – including mental healthcare – as a child who was born in that country, even if the State in question says that not enough services are available. An asylum-seeking child or a child living or working on the streets has the same right to education (and duty to attend school), even if the State in question says that there are not enough schools and teachers. Likewise, a trafficked child has the right to redress and to be helped to find their way

¹¹ G.A. Res. 54/263, Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the Involvement of Children in Armed Conflict and on the Sale of Children, Child Prostitution and Child Pornography (16 March 2001).

d'autres pays, les prisons pour mineurs sont horribles ; dans d'autres encore, les prisons pour mineurs n'existent même pas et les enfants sont emprisonnés avec les adultes, devenant leur proie. On peut en outre affirmer que dans ces pays, on emprisonne depuis bien trop longtemps les mauvais enfants pour les mauvaises raisons.

Les enfants privés de liberté se trouvent au bas de l'échelle financière dans la plupart des États parties. Ils ne votent pas, sont considérés comme une nuisance et il est fort probable qu'ils ne travailleront pas et ne paieront pas d'impôts, alors pourquoi miser sur eux ? Même si les « bonnes » institutions fermées prouvent que la réinsertion est possible, les politiciens et les gens en général ont tendance à croire aux stéréotypes négatifs.

Des problèmes similaires se posent pour les enfants en mouvement, qu'il s'agisse d'enfants issus de communautés itinérantes, d'enfants en situation de rue, de demandeurs d'asile, de réfugiés ou d'enfants victimes de la traite d'êtres humains. En vertu du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants¹¹, tous ces enfants doivent bénéficier d'une protection dans l'État qui les accueille, même s'ils ne bénéficiaient pas de cette protection dans le pays d'où ils viennent. Qu'ils soient accompagnés d'un adulte ou non, les enfants en déplacement seront confrontés à des problèmes – et la nature de ces problèmes dépendra de la raison pour laquelle l'enfant est en déplacement. Un enfant réfugié a les mêmes droits aux soins de santé – y compris aux soins de santé mentale – qu'un enfant né dans le pays, même si l'État en question affirme qu'il n'y

back home, even if the justice system of the State in question denies the child any help because the child has refused to be a witness in court and is being kept in police custody.

According to the Convention, read in its entirety and ratified by all the State Parties that have signed it, a child arriving in a given country must automatically be dealt with in the same way as any child with that country's nationality. This principle is especially important in the time we are living through now, where more and more people on almost every continent are having to flee their home country.

Another problem, more pressing than ever before (perhaps with the exception of the Middle Ages), is the number of children who are being affected by war. This is addressed by not only the Convention but also (besides the Geneva protocols) the Optional Protocol on children in armed conflict¹².

There, first and foremost one has to deal with child soldiers, be they boys or girls. In almost all State Parties, the national armies do not use child soldiers; however, in quite a few, unofficial actors do. To a great extent, they do so without being stopped by the State, which is often too weak to have the means to prevent it. Certainly, international disarmament programmes are in place; but there are not enough programmes to help these children, most of whom are heavily traumatised and have never been to school or seen a doctor in their life. Very often, the families of child soldiers refuse to take their children back for traditional or religious reasons. This is especially true when it comes to girls, who can no longer be married off. This means there is almost no chance of a decent future for them.

11 AG Rés. 54/263, Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (16 mars 2001).

12 G.A. Res. 54/263.

a pas suffisamment de services disponibles. Un enfant demandeur d'asile ou un enfant vivant ou travaillant dans la rue a le même droit à l'éducation (et le même devoir d'aller à l'école), même si l'État en question affirme qu'il n'y a pas assez d'écoles et d'enseignants. De même, un enfant victime de la traite d'êtres humains a le droit d'obtenir réparation et celui d'être aidé à rentrer chez lui, même si le système judiciaire de l'État concerné lui refuse toute aide parce qu'il a refusé de témoigner devant un tribunal et qu'il est maintenu en garde à vue.

Selon la Convention, lue dans son intégralité et ratifiée par tous les États parties qui l'ont signée, un enfant arrivant dans un pays donné doit automatiquement être traité de la même manière que tout enfant ayant la nationalité de ce pays. Ce principe est particulièrement important à l'époque actuelle, où de plus en plus de personnes, sur presque tous les continents, doivent fuir leur pays d'origine.

Un autre problème, plus pressant que jamais dans l'histoire (à l'exception peut-être du Moyen-Âge), est le nombre d'enfants touchés par la guerre. Ce problème est abordé non seulement par la Convention, mais aussi (outre les protocoles de Genève) par le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés¹².

Ici il faut avant tout s'occuper des enfants soldats, qu'il s'agisse de garçons ou de filles. Dans presque tous les États parties, les armées nationales n'utilisent pas d'enfants soldats, mais dans un certain nombre d'États des acteurs non officiels le font. Dans une large mesure, ils le font sans être empêchés par l'État, qui est souvent trop faible pour pouvoir intervenir. Des programmes internationaux de désarmement existent certes, mais ils ne sont pas as-

In today's war-torn countries, it is not only the rights of children who have become soldiers that are violated. Where is the protection for children whose schools or kindergartens have been bombed? Where is the assistance for children who have been used as shields in front of cars? Where is there enough healthcare, education, food and secure places to play in refugee camps or the ruins of cities and villages? Who helps nine-year-old girls who have been married off by their fathers to somebody who can pay a price and feed them? Where is anyone stopping the recruitment of children by warmongering sides? And finally, where is the legal assistance for children who are accused of being a member of a terrorist group or are charged in a counter-terrorist context in front of a military court – especially given that the Convention clearly states that children must be dealt with in youth courts only¹³? Is it fear, hatred or a need for revenge that does not allow the implementation of even the most basic legal safeguards for those children?

This list of examples of ways in which the articles of the Convention and the recommendations of the Committee have not been implemented is far from complete. As stated at the beginning of this chapter: it is great to have the Convention. “But there is still more work to be done.”

As to when that will happen, it is difficult to predict: as one knows, children are only children, not fully fledged adults – thus, for many State Parties, they are less important.

Oh, yes, a child is a child is a child is a child ...

¹³ G.A. Res. 44/24, art. 40; CRC/C/CG/24.

sez nombreux pour aider ces enfants, dont la plupart souffrent de lourds traumatismes, ne sont jamais allés à l'école et n'ont jamais vu de médecin de leur vie. Très souvent, les familles des enfants soldats refusent de les reprendre pour des raisons liées à la tradition ou la religion. C'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de filles, qui ne peuvent plus être mariées. Elles n'ont donc pratiquement aucune chance d'avoir un avenir décent.

Dans les pays aujourd'hui déchirés par la guerre, il n'y a pas que les droits des enfants devenus soldats qui sont violés. Où est la protection des enfants dont les écoles ont été bombardées ? Où est l'assistance pour les enfants qui ont été utilisés comme boucliers humains ? Où y a-t-il suffisamment de soins de santé, d'éducation, de nourriture et d'endroits sûrs dans les camps de réfugiés ou dans les ruines des villes et des villages pour que les enfants puissent jouer ? Qui aide les fillettes de neuf ans qui ont été mariées par leur père à quelqu'un qui peut payer le prix et les nourrir ? Qui empêche le recrutement d'enfants par les belligérants ? Enfin, où est l'assistance juridique pour les enfants qui sont accusés d'être membres d'un groupe terroriste ou qui sont inculpés dans un contexte de lutte contre le terrorisme devant un tribunal militaire – d'autant plus que la Convention stipule clairement que les enfants ne doivent être traités que par des tribunaux pour mineurs¹³ ? Est-ce la peur, la haine ou le besoin de vengeance qui empêchent la mise en œuvre des garanties juridiques les plus élémentaires pour ces enfants ?

Cette liste d'exemples de la manière dont les articles de la Convention et les recommandations du Comité n'ont pas été mis en œuvre est loin d'être complète. Comme nous l'avons dit au début de ce chapitre,

13 AG Rés. 44/24, art. 40 ; CRC/C/CG/24.

l'existence de la Convention est une bonne chose, mais il reste encore beaucoup à faire.

172

Il est difficile de prédire quand cela se produira : comme chacun le sait, les enfants ne sont que des enfants, pas des adultes à part entière – et donc, pour de nombreux États parties, ils comptent moins.

Oh, oui, un enfant n'est qu'un enfant ...



*Des enfants jouent pendant le premier jour du mois sacré du Ramadan à la mosquée Nizamiye à Midrand, le 24 mars 2023.
Children play on the first day of the holy month of Ramadan at Nizamiye Mosque, Midrand, on 24 March 2023. © Madelene Cronjé / AFP*

Garantir les droits des enfants au nom de la justice climatique



Texte original en anglais, traduit en français
Original text in English, translated into French

Ensuring children's rights
for climate justice

Natasha Lepage est une militante luxembourgeoise pour la justice climatique et les droits de l'Homme. Elle a commencé à militer très jeune. En 2019, après avoir vu des milliers de jeunes descendre dans la rue pour exiger une action climatique, elle a rejoint Fridays For Future, le mouvement mondial de la jeunesse pour le climat qui au Luxembourg s'appelle Youth for Climate.

Depuis elle milite activement pour la protection du climat et le renforcement du pouvoir de décision des jeunes, notamment dans l'élaboration des politiques. En 2023, Natasha a représenté les jeunes du Luxembourg à la 78e session de l'Assemblée Générale de l'ONU en tant que Déléguée de la Jeunesse des Nations Unies. En 2024, elle est devenue la première Déléguée de la Jeunesse pour le Climat du Luxembourg, travaillant en étroite collaboration avec le ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et participant en tant que membre de la délégation nationale à la 29^e Conférence des États signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP29).

Outre son engagement international, Natasha est aussi activement impliquée dans la promotion des droits de l'enfant au Luxembourg en tant que jeune conseillère de l'OKAJU.

Natasha Lepage is a climate justice and human rights activist from Luxembourg. She began her activism at a young age, advocating for human rights and climate justice. In 2019, after witnessing thousands of young people taking the streets to demand climate action, she joined the global youth climate movement Fridays For Future, called Youth for Climate in Luxembourg.

Since then, she has been actively advocating for climate action, youth empowerment and the meaningful inclusion of young people in policymaking. In 2023, Natasha represented the youth of Luxembourg at the 78th Session of the United Nations General Assembly as a UN Youth Delegate. In 2024, she became Luxembourg's first Climate Youth Delegate, working closely with the Ministry of Environment, Climate and Biodiversity and participating as part of the national delegation to the 29th Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (COP29).

In addition to her international advocacy, Natasha is also actively engaged in promoting children's rights in Luxembourg, as an OKAJU Young Advisor.



Les Luxembourgeois appellent dans l'ensemble à une adaptation du système fiscal face aux enjeux du changement climatique. - Has Gen X been blindsided by climate change protests?

© Lex Kleren

Julien Wald est un militant pour la jeunesse originaire du Luxembourg, engagé dans la défense du climat et des droits de l'Homme. Il a représenté les jeunes du Luxembourg en tant que Délégué de la Jeunesse des Nations Unies (2023-2024) à la 78^e session de l'Assemblée Générale de l'ONU. Siégeant alors à la Troisième Commission, il a défendu les droits de l'Homme et le développement durable, en mettant l'accent sur les droits de l'enfant et les effets persistants du changement climatique.

En tant que jeune conseiller de l'OKAJU, il a contribué à l'élaboration de recommandations sur les droits de l'enfant, la santé mentale des jeunes et leur intégration dans les mécanismes de prise de décision. Il a commencé à militer pour le climat au sein de Youth for Climate Luxembourg en 2019, en organisant des manifestations et en collaborant avec la société civile pour promouvoir la justice climatique. Il a aussi engagé le dialogue sur des revendications politiques avec des décideurs, à l'échelle nationale et européenne.

Julien Wald is a youth advocate from Luxembourg with a background in climate and human rights activism. He served as UN Youth Delegate for Luxembourg (2023-2024), representing young people during the 78th Session of the UN General Assembly. At the Third Committee, he advocated for human rights and sustainable development, with a particular focus on the children's rights and the ongoing impacts of climate change.

As a Young Advisor to the Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKAJU), he helped develop recommendations on children's rights, mental health, and inclusive youth participation. He started as a climate activist with Youth for Climate Luxembourg in 2019, where he organised protests and worked alongside civil society to advance climate justice. He also engaged in policy demands with decision-makers at both the national and European level.

Les enfants sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. La crise climatique n'est pas seulement un enjeu environnemental, c'est aussi une violation directe des droits de l'enfant. Du droit à l'éducation au droit à la santé, presque tous les aspects du bien-être des enfants sont menacés par le changement climatique. Bien qu'ils y contribuent le moins, les enfants sont les plus affectés par ses rebondissements.

S'ils sont les plus vulnérables, les enfants et les jeunes sont toutefois aussi à l'avanguardie de la lutte pour la justice climatique. À travers des mouvements comme Fridays For Future, les jeunes militants secouent l'inaction politique et exigent des décisions urgentes pour le climat.

Mais le militantisme à lui seul ne suffit pas. La lutte contre le changement climatique nécessite une action coordonnée des gouvernements nationaux et des institutions internationales afin d'établir et de renforcer des cadres juridiques. Ces derniers doivent permettre un changement urgent et efficace, donnant la priorité aux enfants et à leurs droits dans les politiques climatiques.

Reconnaitre l'impact sur les enfants et les jeunes du changement climatique et des crises mondiales qui lui sont liées est essentiel pour protéger leurs droits. L'éducation au climat peut être considérée comme un moyen de combler le fossé de la polarisation climatique chez les enfants. En outre, la participation significative des jeunes à la prise de décision est importante pour responsabiliser les enfants et faire en sorte que leur voix soit entendue dans les décisions politiques et juridiques.

En abordant ces questions émergentes, nous ouvrons la voie à la justice climatique et à la solidarité intergénérationnelle.

Children are particularly vulnerable to the effects of climate change. The climate crisis is not only an environmental issue; it is a direct violation of children's rights. From the right to education to the right to health, climate change threatens nearly every aspect of a child's wellbeing. Despite contributing the least to the problem, children are disproportionately affected by its consequences.

Although they are the most vulnerable, children and young people are at the forefront of the fight for climate justice. Through movements like Fridays For Future, young activists are challenging political inaction and demanding urgent climate action.

However, activism alone is not enough. Addressing climate change requires coordinated action by national governments and international bodies to establish and strengthen legal frameworks. These must enable urgent and effective change, keeping children and their rights at the forefront of climate-related policies.

Recognising the impacts of climate change and its intersecting global crises on children and young people is essential to protecting their rights. Climate education can be seen as a means to bridge the gap in climate polarisation among children. Moreover, meaningful youth participation in decision-making is important to empower children and ensure that their voices are heard in political and legal decisions.

By addressing these emerging issues, we are paving the path for climate justice and intergenerational solidarity.

The legal framework for children's rights and the environment

There are a number of instruments that create a legal framework for children's rights and the environment. These include human

Le cadre juridique des droits de l'enfant et de l'environnement

Il existe un certain nombre d'instruments qui créent un cadre juridique pour les droits de l'enfant et pour l'environnement. Il s'agit notamment de la législation sur les droits de l'Homme, de celle sur l'environnement ainsi que des normes établies par des organismes internationaux, régionaux et nationaux.

Le droit international relatif aux droits de l'Homme

Le changement climatique n'est pas explicitement mentionné dans la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). Dans les observations générales il est néanmoins noté que la crise climatique a un impact sur les droits de l'enfant. Le Luxembourg a ratifié la CIDE en 1994. Le préambule de la CIDE mentionne l'importance de la protection de l'environnement naturel pour le développement et le bien-être des enfants. En outre, il établit que plusieurs droits fondamentaux sont liés à l'environnement naturel, en particulier le droit à la santé (article 24(2)(c)) et le droit à l'éducation (article 29(1)(e)).

En 2023, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a reconnu dans son Observation générale n° 26 que la crise climatique compromet gravement la pleine jouissance des droits de l'enfant. Les États ont l'obligation légale de prendre des mesures urgentes pour protéger les jeunes de l'impact environnemental. L'intérêt supérieur de l'enfant doit être au cœur de toutes les politiques climatiques¹. Les gouvernements évaluent l'impact du changement climatique sur les enfants. Les États doivent

rights law, environmental laws, and standards set by international, regional and national bodies.

International human rights law

Climate change is not explicitly mentioned in the Convention on the Rights of the Child (CRC). However, the General comments include the climate crisis as impacting on the rights of the child. Luxembourg has been a party to the CRC since 1994. The CRC preamble mentions the importance of protecting the natural environment for the development and wellbeing of children. Additionally, it establishes that several substantive rights are related to the natural environment, specifically the right to health (Article 24(2)(c)) and the right to education (Article 29(1)(e)).

In 2023, the Committee on the Rights of the Child recognised in General comment No. 26 that the climate crisis severely undermines the full enjoyment of children's rights. States have a legal obligation to take urgent action to protect young people from environmental impact. The best interests of children must be a primary consideration in all climate policies.¹ Governments assess how climate change affects children. States must adopt more ambitious and effective climate measures in order to protect the rights of children.² A failure to act on climate change may amount to a violation of these rights.

Climate obligations

According to the Paris Agreement (2015), states have agreed to mitigate climate change and keep global average tempera-

¹ Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation générale 26 sur les droits de l'enfant et l'environnement, en mettant l'accent sur le changement climatique, UN doc. CRC/C/GC/26, § 16.

² UN Committee on the Rights of the Child, General comment 26 on children's rights and the environment, with a special focus on climate change, UN doc. CRC/C/GC/26, § 16.

² CRC/C/GC/26, § 8.

prendre des mesures climatiques plus ambitieuses et plus efficaces afin de protéger les droits des enfants². L'inaction climatique peut constituer une violation de ces droits.

Obligations en matière de climat

En signant l'Accord de Paris (2015), les États se sont engagés à atténuer le changement climatique et maintenir les températures moyennes mondiales bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, idéalement à 1,5°C³. Le préambule reconnaît que les enfants sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. En outre, les États doivent tenir compte des groupes vulnérables lorsqu'ils prennent des mesures pour s'adapter au changement climatique ou pour en atténuer les effets du. Pour remplir leurs obligations, les États doivent par conséquent protéger explicitement les droits de l'enfant. Le Luxembourg a l'obligation de protéger les droits de l'enfant dans toute la mesure du possible⁴.

La réduction des émissions devrait de surcroît être une priorité afin de permettre aux enfants de jouir pleinement de leurs droits et leur éviter de subir des dommages irréversibles.

La CIDE et l'Accord de Paris constituent une base pour protéger les droits de l'enfant dans le contexte du changement climatique. Toutefois, ces cadres juridiques sont encore très fragmentaires et insuffisamment appliqués.

Ils ont néanmoins été utilisés par des enfants et des jeunes comme base juridique

tures well below 2°C above pre-industrial levels, ideally 1.5°C.³ The preamble acknowledges that children are particularly vulnerable to the effects of climate change. Additionally, states must take vulnerable groups into account in measures to adapt to and mitigate the effects of climate change. Therefore, in order to fulfil their obligations, states must explicitly protect children's rights. Luxembourg has an obligation to protect children's rights to the maximum possible extent.⁴

In addition, emissions reduction should be a priority in order to support children's full enjoyment of their rights and to prevent irreversible damage that could harm them.

The CRC and the Paris Agreement provide a foundation to protect children's rights in the context of climate change. However, these legal frameworks are still quite fragmented and under-enforced.

Nonetheless, they have been used as the legal basis for strategic litigation by children and young people. Governments have a legal obligation to take actionable steps to enforce these rights. Current inaction on climate change is having a negative impact on the wellbeing and development of children.

The climate crisis as a polycrisis

The Children's Climate Risk Index of the United Nations Children's Fund (UNICEF) shows that one billion children live in countries that are at extremely high risk to the impacts of climate change.⁵ The climate crisis has a devastating impact on chil-

² CRC/C/GC/26, § 8.

³ Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Accord de Paris, art. 1, § 2, ¶ a.

⁴ CCNUCC, Accord de Paris, art. 4.

³ United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), The Paris Agreement, art. 2, § 1, ¶ a.

⁴ UNFCCC, Paris Agreement, art. 4.

⁵ United Nations Children's Fund (UNICEF), *The climate crisis is a child rights crisis: Introducing the Children's Climate Risk Index* (UNICEF Division of Communications, 2023).

pour des litiges stratégiques. Les gouvernements ont l'obligation légale de prendre des mesures concrètes pour faire respecter ces droits. L'inaction actuelle en matière de changement climatique a un impact négatif sur le bien-être et le développement des enfants.

La crise climatique, une polycrise

L'indice de risque climatique pour les enfants de l'UNICEF montre qu'un milliard d'enfants vivent dans des pays extrêmement menacés par le changement climatique⁵. La crise climatique a un impact dévastateur sur la vie, la santé, l'éducation et le bien-être des enfants dans le monde entier. Qu'il s'agisse de risques sanitaires accrus ou d'insécurité alimentaire croissante, les risques auxquels les enfants sont confrontés sont disproportionnés.

dren's lives, health, education and wellbeing worldwide. From increased health risks to rising food insecurity, the risks children face are disproportionately high.

179

Globally, children are experiencing – and will continue to experience – climate and environmental hazards, shocks and stresses. The climate crisis affects children worldwide, particularly in the Global South, where its consequences are the worst.

Repeated exposure to climate and environmental hazards undermines rights: the right to health, the right to adequate food and water, the right to education and the right to life. It is apparent that the climate crisis is not an isolated issue but rather deeply intertwined with other global challenges, such as conflicts, political and economic instability, water security, the energy crisis and pandemics. Scholars refer to this as a polycrisis.⁶ This concept recognises that

5 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), *La crise climatique est une crise des droits de l'enfant : Présentation de l'Indice des risques climatiques pour les enfants* (UNICEF Division de la Communication, 2021).

6 Jani Siirilä and Arto O. Salonen, 'Towards a sustainable future in the age of polycrisis,' *Frontiers in Sustainable*



En septembre 2019, les étudiants ont été rejoints par des syndicats, des ONG et des responsables politiques pour l'événement « Unis pour la justice climatique »

In September 2019 in Luxembourg, students were joined by unions, NGOs, and political leaders for the event "United for Climate Justice."

© Christophe Olinger

Dans le monde entier, les enfants subissent - et continueront de subir – le stress, les risques et les bouleversements causés par le changement climatique. La crise climatique touche les enfants du monde entier, en particulier ceux des pays du Sud où ses conséquences sont les plus graves.

L'exposition répétée aux risques climatiques et environnementaux porte atteinte aux droits : droit à la santé, droit à une alimentation et à une eau suffisantes, droit à l'éducation et droit à la vie. Il est évident que la crise climatique n'est pas un enjeu isolé, mais qu'elle est au contraire étroitement liée à d'autres défis mondiaux, tels que les guerres, l'instabilité politique et économique, la sécurité de l'eau, la crise énergétique et les pandémies. C'est ce que les spécialistes appellent une polycrise⁶. Ce concept reconnaît que les multiples crises mondiales sont interconnectées, qu'elles se renforcent et s'amplifient les unes les autres, et que les enfants sont au centre de ces crises, dont ils subissent souvent les conséquences les plus graves.

Comprendre le changement climatique à travers le prisme d'une telle polycrise met en évidence la nécessité de solutions systémiques, intergénérationnelles et fondées sur les droits. Elle souligne le besoin urgent d'économies résilientes au changement climatique, de sensibilisation et d'éducation au climat, de systèmes de santé plus solides et d'un cadre garantissant que l'action climatique est prise en compte à tous les niveaux de l'élaboration des politiques.

En outre, la crise climatique et les problèmes mondiaux qui lui sont liés peuvent à long terme avoir des répercussions importantes sur la santé mentale des enfants

multiple global crises are interconnected, reinforcing and amplifying one another, with children at the centre, often bearing the brunt of their consequences.

Understanding climate change through the lens of such a polycrisis highlights the need for systemic, rights-based and intergenerational solutions. It underscores the urgent need for climate-resilient economies, climate awareness and education, stronger healthcare systems and a framework that ensures that climate action is considered at all levels of policymaking.

Moreover, the climate crisis and associated global issues can have important long-term implications for children's mental health, resulting in climate anxiety and eco-anxiety.⁷ Anxiety is an emotion that some children experience as a result of feeling overwhelmed by the complexity and lack of clear solutions to tackle global challenges. Children are facing added physiological stress, followed by feelings of hopelessness and frustration due to political inaction towards climate change. For young people, the polycrisis deepens mental health challenges leading to rising eco-anxiety and further stress. These stressors violate a child's right to the highest attainable standard of health.

In this context, only early climate-focused education and awareness building can prepare children to face these global challenges.

Climate education as a means to bridge the gap in climate polarisation

Education is an essential tool in addressing the climate crisis, yet many school curricula

6 Jani Siirilä et Arto O. Salonen, 'Towards a sustainable future in the age of polycrisis', *Frontiers in Sustainable Development* 5 (2024) : <https://doi.org/10.3389/frsus.2024.1436740>.

7 Caroline Hickman et al., 'Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey,' *The Lancet Planetary Health* 5, no. 12 (2021): 863-873.

et susciter une anxiété climatique et une éco-anxiété⁷. L'anxiété est une émotion que certains enfants éprouvent parce qu'ils se sentent dépassés par la complexité des défis mondiaux et par l'absence de solutions claires pour les relever. Les enfants sont confrontés à un stress physiologique supplémentaire, accompagné d'un sentiment de désespoir et de frustration causés par l'inaction politique face au changement climatique. Pour les jeunes, la polycrise aggrave les problèmes de santé mentale, ce qui se traduit par une éco-anxiété croissante et un stress supplémentaire. Ces facteurs de stress violent le droit de l'enfant au meilleur état de santé possible.

Dans ce contexte, seules une éducation et une sensibilisation précoce axées sur le climat peuvent préparer les enfants à faire face à ces défis mondiaux.

L'éducation au climat comme moyen de combler le fossé de la polarisation climatique

L'éducation est un outil essentiel pour faire face à la crise climatique, mais de nombreux programmes scolaires n'abordent pas suffisamment la science du climat, la justice environnementale et les impacts sociaux du réchauffement climatique. En l'absence d'une connaissance globale du climat, les enfants et les jeunes ne disposent pas des outils nécessaires pour comprendre, s'engager et répondre aux défis actuels du changement climatique.

La manière dont le changement climatique est enseigné est très importante. Lors de récentes consultations avec des enfants et des jeunes au Luxembourg, nombre d'entre eux

fail to adequately cover climate science, environmental justice and the social impacts of global warming. Without comprehensive climate literacy, children and young people do not have the tools to understand, engage and respond to the ongoing challenges of climate change.

The way climate change is taught deeply matters. During recent consultations with children and young people in Luxembourg, many students experienced climate fatigue and a sense of hopelessness and frustration, because they were repeatedly exposed to the alarming effects of climate change without seeing actionable solutions. This contributed to eco-anxiety, a growing phenomenon among children and youth. Conversely, the lack of adequate climate education can lead to climate denial, apathy or misinformation. In order to overcome polarisation and disengagement, there is a need for inclusive, empowering and systematic climate education.

Moreover, climate education should be interdisciplinary, integrating climate literacy across all disciplines, such as social sciences, natural sciences and civics. Extending beyond the presentation of facts, education should teach children and young people analytical skills and how to evaluate and assess challenges related to climate change.

A high-quality climate education will support children's right to information and participation by allowing them to take informed action and engage in public discourse. This will also equip them to better understand the broader triple planetary crisis of climate change, biodiversity loss and pollution.

Furthermore, the Committee on the Rights of the Child has stated that adolescents, as they approach adulthood, must have access to an education that is suitable and supports

⁷ Caroline Hickman et al., 'Climate anxiety in children and young people and their beliefs about government responses to climate change: a global survey,' *The Lancet Planetary Health* 5, n° 12 (2021) : 863-873.

ont confié ressentir une fatigue climatique et un sentiment de désespoir et de frustration, pour avoir été exposés de manière répétée aux effets alarmants du changement climatique sans perspective de solution réalisable. Cela alimente l'éco-anxiété, un phénomène croissant chez les enfants et les jeunes. À l'inverse, l'absence d'éducation climatique adéquate peut conduire au déni, à l'apathie ou à la désinformation. Afin de surmonter la polarisation et le renoncement, il est nécessaire de mettre en place une éducation climatique inclusive, responsabilisante et systématique.

En outre, l'éducation au climat devrait être interdisciplinaire et intégrer les connaissances venant notamment des sciences sociales, des sciences naturelles et de l'éducation civique. Au-delà de la présentation des faits, l'éducation devrait enseigner aux enfants et aux jeunes comment analyser et évaluer les défis liés au changement climatique.

Une éducation climatique de qualité renforcera le droit des enfants à l'information et à la participation en leur permettant d'agir en connaissance de cause et de s'engager dans le débat public. Elle leur fournira aussi les outils pour mieux comprendre la triple crise planétaire que constituent le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution.

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a par ailleurs déclaré qu'à l'approche de l'âge adulte les adolescents doivent avoir accès à une éducation adaptée leur permettant de relever les défis locaux et mondiaux, y compris le changement climatique et la dégradation de l'environnement⁸.

Il est essentiel de reconnaître le droit à

⁸ Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation générale 20 sur la mise en œuvre des droits de l'enfant pendant l'adolescence, UN doc. CRC/GC/20, §12.

them in tackling local and global challenges including climate change and environmental degradation.⁸

It is crucial to recognise the right to education as the most effective means to bridge the gap in climate polarisation and shift the narrative from climate inaction to climate agency.

Youth climate activism

Children are at the frontline of the fight for environmental justice. From small local protests to global mobilisation, children and youth activists have organised actions and protests to raise awareness, engage political authorities and demand urgent climate action.

The Fridays For Future (FFF) movement began in August 2018 with a single student sitting outside the Swedish Parliament every Friday. Greta Thunberg was only 15 years old when she decided to start her 'Skolstrejk för klimatet' (school strike for climate). What started as an individual protest quickly became a global movement. By March 2019, young people in over 125 countries had organised the first global climate strike, with more than 1.6 million participants.⁹ For the first time in history, children and youth mobilised on an international scale to demand climate justice.

In Luxembourg, over 15,000 students participated in the first climate strike in 2019. As part of this global movement, young activists have fought to hold their governments accountable to the Paris Agreement. At the core of this mobilisation was the call

⁸ UN Committee on the Rights of the Child, General comment 20 on the implementation of the rights of the child during adolescence, UN doc. CRC/C/GC/20, § 12.

⁹ BBC, 'School strike for climate: Protests staged around the world', BBC, 24 May 2019, <https://www.bbc.com/news/world-48392551>.

l'éducation comme le moyen le plus efficace de combler le fossé de la polarisation climatique et de passer de l'inaction à l'action climatique.

Le militantisme climatique de la jeunesse

Les enfants sont en première ligne dans la lutte pour la justice environnementale. Des petites manifestations locales à la mobilisation mondiale, les enfants et les jeunes militants ont multiplié les actions pour sensibiliser l'opinion, interpeller les pouvoirs publics et exiger une action climatique urgente.

Le mouvement Fridays For Future (FFF) a commencé en août 2018 avec une seule lycéenne assise devant le parlement suédois tous les vendredis. Greta Thunberg n'avait que 15 ans lorsqu'elle a décidé de lancer sa « Skolstrejk för klimatet » (grève scolaire pour le climat). Ce qui n'était au départ qu'une action individuelle s'est rapidement transformé en un mouvement mondial. En mars 2019, des jeunes de plus de 125 pays ont organisé la première grève mondiale pour le climat, qui a réuni plus de 1,6 million de participants⁹. Pour la première fois dans l'histoire, des enfants et des jeunes s'étaient mobilisés à l'échelle internationale pour réclamer la justice climatique.

Au Luxembourg, plus de 15 000 étudiants ont participé à la première grève pour le climat en 2019. Dans le cadre de ce mouvement mondial, les jeunes militants se sont battus pour que leurs gouvernements tiennent les engagements qu'ils avaient pris en signant l'Accord de Paris. Au cœur de cette mobilisation se trouvait l'appel à une justice climatique internationale et intergénérationnelle, reconnaissant que la crise climatique affecte de manière dispro-

for international and intergenerational climate justice, recognising that the climate crisis disproportionately affects young people and future generations.

183

The fight for climate justice is not just a youth movement; it requires intergenerational collaboration. Children and young people must engage in meaningful dialogue with policymakers. Adolescents in particular should be recognised as agents of change who bring creativity, passion and innovative solutions to the challenges posed by climate change.¹⁰

Tackling the climate crisis is a crucial issue for current and future generations. Therefore, to achieve true climate justice, change must be supported by political action and intergenerational efforts to secure a liveable planet for future generations.

In addition to these political means, young people have turned to the courts to advance children's rights in the context of climate action. This form of strategic litigation can be seen as an expression of activism. It seeks to challenge political inaction, expand existing legal frameworks and reinforce the understanding that climate change is fundamentally a human rights issue.

Defenders of children's rights

Children around the world are defending their own rights. In *Sacchi et al. v. Argentina and others* (2021), 16 children brought a complaint before the Committee on the Rights of the Child. They argued that several states had failed to take adequate climate action, thereby violating several children's rights in the CRC. Although the case was dismissed on procedural grounds, the Committee acknowledged that states can bear

⁹ BBC, 'School strike for climate: Protests staged around the world', BBC, 24 mai 2019, <https://www.bbc.com/news/world-48392551>.

¹⁰ CRC/C/GC/20, §2.

tionnée les jeunes et les générations futures.

Le combat pour la justice climatique n'est pas qu'un mouvement de jeunesse ; il nécessite une collaboration intergénérationnelle. Les enfants et les jeunes doivent s'engager dans un dialogue constructif avec les décideurs politiques. Les adolescents en particulier devraient être reconnus comme des agents du changement qui apportent créativité, passion et solutions innovantes aux défis posés par le changement climatique¹⁰.

La lutte contre la crise climatique est un enjeu crucial pour les générations actuelles et futures. Par conséquent, pour parvenir à une véritable justice climatique, le changement doit être soutenu par une action politique et des efforts intergénérationnels afin de léguer une planète vivable aux générations futures.

Outre la mobilisation politique, les jeunes se sont tournés vers les tribunaux pour faire avancer les droits de l'enfant dans le contexte de l'action climatique. Ces litiges stratégiques peuvent être considérée comme une forme de militantisme. Ils visent à remettre en question l'inaction politique, à élargir les cadres juridiques existants et à faire comprendre que le changement climatique est fondamentalement une question de droits de l'Homme.

Défenseurs des droits de l'enfant

Partout dans le monde, des enfants défendent leurs propres droits. Dans l'affaire *Sacchi et al. c. Argentine et autres* (2021), 16 enfants ont déposé une plainte devant le Comité des droits de l'enfant. Ils ont fait valoir que plusieurs États n'avaient pas pris les mesures adéquates pour lutter contre le changement climatique, violant ainsi plusieurs droits de l'enfant énoncés dans la Conven-

extraterritorial responsibility for greenhouse gas emissions and that transboundary environmental harm may give rise to state responsibilities.

In *Duarte Agostinho v. Portugal and Others* (2024), a group of six young Portuguese citizens similarly alleged that Portugal and 32 other states had violated several human rights within the European Convention on Human Rights (ECHR), due to present and future impacts of climate change. The European Court of Human Rights (ECtHR), like the Committee on the Rights of the Child, recognised the existential nature of climate change and the fact that states have assumed international climate obligations. However, it declared the case inadmissible on procedural grounds as the applicants had not exhausted all domestic solutions. Unlike the Committee on the Rights of the Child, the ECtHR refused to broaden the extraterritorial jurisdiction of the ECHR.

Although both cases were unsuccessful, they did help to define the current legal limits of, and establish the legal constraints for future climate litigations by children. For instance, the successful judgement in *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz and Others v. Switzerland* (2024), before the ECtHR, may offer valuable guidance for future claims by defenders of children's rights. In this case, the ECtHR clarified the admissibility criteria in climate-related cases: individual applicants must demonstrate a "high intensity of exposure" to the adverse consequences and a "pressing need" for protection due to insufficient state measures.¹¹ Associations, however, may be granted standing if they were lawfully established, pursue a purpose of human rights protection, and are genuinely qualified and representative of affected individuals.¹²

10 CRC/GC/20, § 2.

11 *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz and Others v Switzerland* App no 53600/20 (ECtHR, 9 April 2024), § 487.

12 App no 53600/20, § 502.

tion internationale des droits de l'enfant. Bien que l'affaire ait été classée sans suite pour des raisons de procédure, le Comité a reconnu que les États peuvent porter une responsabilité extraterritoriale pour les émissions de gaz à effet de serre et que les dommages environnementaux transfrontaliens peuvent donner lieu à des responsabilités étatiques.

Dans l'affaire *Duarte Agostinho c. Portugal et autres* (2024), un groupe de six jeunes citoyens portugais a allégué de la même manière que le Portugal et 32 autres États avaient violé plusieurs droits de l'Homme énoncés dans la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH), en raison des impacts présents et futurs du changement climatique. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a, tout comme le Comité des droits de l'enfant, reconnu la nature existentielle du changement climatique et le fait que les États ont endossé des obligations internationales en matière de climat. Elle a toutefois déclaré l'affaire irrecevable pour des raisons de procédure, les requérants n'ayant pas épousé toutes les solutions au niveau national. Contrairement au Comité des droits de l'enfant, la Cour européenne des droits de l'Homme a refusé d'élargir la compétence extraterritoriale de la CEDH.

Bien qu'aucune de ces deux affaires n'ait abouti, elles ont contribué à définir les limites et contraintes juridiques actuelles que les enfants devront prendre en compte dans les futurs litiges climatiques. L'arrêt rendu avec succès dans l'affaire *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse* (2024), devant la Cour européenne des droits de l'Homme, constitue ainsi un précédent précieux pour les défenseurs des droits de l'enfant qui déposeront des plaintes à l'avenir. Dans cette affaire, la Cour européenne des droits de l'Homme a clarifié les critères de recevabilité dans les affaires liées au climat :

This judgement shows a procedural advantage of relying on associations to bring forward climate related claims before human rights courts. This could offer a potential path for future children's rights defenders.

Moving forward

The fight against climate change is not only about the environment but also about international solidarity, justice and ensuring that children's rights are at the centre of climate policy.

Legal frameworks play a crucial role in protecting children from the impacts of climate change. However, without enforcement and meaningful action, these rights remain theoretical¹³. We must ensure that environmental policies are child-sensitive, acknowledging the disproportionate impact of climate change on children and making their needs a priority in all climate-related decisions. This includes the meaningful engagement of children and young people in national, regional and international climate negotiations and decision-making. Climate action cannot be truly effective unless it is intergenerational, fostering collaboration between young people and policymakers to create impactful and inclusive solutions. Education must be at the forefront of ensuring the engagement of future generations, recognising the importance of climate literacy to bridge the gap in climate polarisation. Access to quality education is an essential tool to ensure climate and social justice and safeguard children's rights.

Governments must recognise the interconnectedness of global crises and guarantee

¹³ Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, Analytical Study on the Relationship Between Climate Change and the Full and Effective Enjoyment of the Rights of the Child - Report of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, UN doc. A/HRC/35/13.



Fridays for Future in Luxembourg © Natasha Lepage

les requérants individuels doivent démontrer une « forte intensité d'exposition » aux conséquences négatives et un « besoin urgent » de protection en raison de l'insuffisance des mesures prises par l'État¹¹. Les associations peuvent quant à elles être habilitées à intenter une action si elles sont légalement constituées, poursuivent un objectif de protection des droits de l'Homme et sont réellement qualifiées et représentatives des personnes concernées¹².

Cet arrêt montre l'avantage procédural qu'il y a à s'appuyer sur des associations pour introduire des plaintes liées au climat devant les tribunaux des droits de l'Homme. Cela pourrait constituer une voie potentielle pour les futurs défenseurs des droits de l'enfant.

Aller de l'avant

La lutte contre le changement climatique ne se limite pas à l'environnement, elle a aussi pour but de renforcer la solidarité et la justice internationales, et de garantir que les droits de l'enfant soient au cœur de la politique climatique.

Les cadres juridiques jouent un rôle déterminant dans la protection des enfants contre les effets du changement climatique. Sans application ni action significative, ces droits restent néanmoins théoriques¹³. Nous devons veiller à ce que les politiques environnementales tiennent compte des besoins des enfants, en reconnaissant l'impact disproportionné que le changement climatique a sur eux et en faisant de leurs besoins une priorité dans toutes les décisions.

that children's rights are at the centre of all policies.

As recent climate litigation before international human rights bodies has shown, there are substantial legal grounds for the defenders of children's rights to pursue justice. We must use all existing means to the fullest extent to expand the recognition of climate change as a human rights issue.

The voices of children and young people are loud and clear on the streets, but they must be heard in courtrooms, parliaments and global climate negotiations as well. It is time to tackle the root cause of climate change before it is too late and children suffer its worst consequences. Promoting social awareness as early as possible and providing high-quality climate education are essential tools in empowering a new generation to understand the challenges and fight for our climate.

11 *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz et autres c. Suisse [GC]* App n° 53600/20 (CEDH, 9 avril 2024), § 487.

12 App n° 53600/20 (CEDH, 9 avril 2024), § 502.

13 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Étude analytique sur la relation entre les changements climatiques et le plein exercice effectif des droits de l'enfant - Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, UN doc. A/HRC/35/13.

sions liées au climat. Cela inclut une implication réelle des enfants et des jeunes dans les négociations et les prises de décision sur le climat aux niveaux national, régional et international. L'action climatique ne peut être réellement efficace qu'en étant intergénérationnelle, qu'en encourageant la collaboration entre les jeunes et les décideurs politiques pour élaborer des solutions efficaces et inclusives. L'éducation doit être une priorité afin de garantir l'engagement des générations futures et de reconnaître l'importance de la connaissance du climat pour combler le fossé de la polarisation climatique. L'accès à une éducation de qualité est un outil primordial pour garantir la justice climatique et sociale et protéger les droits des enfants.

Les gouvernements doivent reconnaître l'interconnexion des crises mondiales et garantir que les droits de l'enfant sont au centre de toutes leurs politiques.

Comme l'ont montré les récents litiges relatifs au climat portés devant les instances internationales des droits de l'Homme, les défenseurs des droits de l'enfant disposent d'une base juridique solide pour obtenir gain de cause. Nous devons utiliser tous les moyens existants pour étendre la reconnaissance du changement climatique en tant qu'impératif lié aux droits de l'Homme.

La voix des enfants et des jeunes tonne dans les rues, mais elle doit également se faire entendre dans les tribunaux, les parlements et les négociations mondiales sur le climat. Il est temps de s'attaquer aux causes profondes du changement climatique avant qu'il ne soit trop tard et que les enfants n'en subissent les pires conséquences. Promouvoir la sensibilisation sociale le plus tôt possible et fournir une éducation climatique de qualité sont des outils essentiels pour permettre à une nouvelle génération de comprendre les défis qui nous attendent et se battre pour notre climat.

L'incorporation de la Convention internationale droits de l'enfant en Écosse : un chantier de cent ans

Texte original en anglais, traduit en français
Original text in English, translated into French

Incorporating the United
Nations Convention on
the Rights of the Child in
Scotland: one hundred
years in the making

Bruce Adamson est un avocat spécialisé dans les droits de l'Homme. En tant que Children and Young People's Commissioner Scotland (Commissaire à l'enfance et à la jeunesse en Écosse) de 2017 à 2023, il a obtenu des changements législatifs sur l'âge de la responsabilité pénale, les châtiments corporels infligés aux enfants, la fin de l'emprisonnement des enfants et l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) dans le droit écossais. Il a présidé l'ENOC – European Network of Ombudspersons for Children (Réseau européen des Défenseurs des enfants) – de 2019 à 2022 et enseigné à la faculté de droit de l'Université de Glasgow de 2023 à 2024.

Bruce Adamson is a human rights lawyer. As Children and Young People's Commissioner Scotland from 2017 to 2023, he secured legislative changes on the age of criminal responsibility, the physical punishment of children, ending the imprisonment of children, and the incorporation of the United Nations Convention on the Rights of the Child into Scots law. He was a chair of the European Network of Ombudspersons for Children from 2019 to 2022 and professor in practice at the University of Glasgow School of Law from 2023 to 2024.

Il y a cent ans, Eglantyne Jebb, réformatrice sociale britannique et fondatrice de Save the Children, œuvrait à la rédaction de la première Déclaration internationale des droits de l'enfant¹. Cette déclaration exprimait la reconnaissance au niveau international que les enfants affamés devaient être nourris, que les enfants malades devaient être soignés et que, en temps de détresse, ils devaient être les premiers à être secourus. La déclaration avait vu le jour à une époque d'incertitude mondiale, où les conflits et l'instabilité économique affectaient gravement les enfants. En réponse, les gouvernements ont reconnu que la protection des droits de l'enfant devait être une priorité.

Un siècle plus tard, le 16 juillet 2024, l'Écosse a fait un grand pas en avant avec l'entrée en vigueur de la Loi relative à l'incorporation de la Convention des droits de l'enfant des Nations unies de 2024². Cette loi incorpore pleinement et directement la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) dans le droit interne écossais, pour autant que ses dispositions relèvent des compétence de l'Écosse.

La loi de 2024 accorde une protection importante aux droits humains des enfants et des adolescents en Écosse. Elle crée des cadres nouveaux favorisant l'instauration d'une culture dans laquelle les droits de l'enfant sont au cœur du processus décisionnel. Elle définit aussi clairement les responsabilités des acteurs institutionnels – tous ceux qui doivent respecter, protéger et mettre en œuvre les droits des enfants.

La loi contient un certain nombre d'éléments qui s'appliqueront à toutes les missions de service public relevant de la compétence législative du Parlement écossais³, y compris cer-

One hundred years ago, Eglantyne Jebb, the British social reformer and founder of Save the Children, led the drafting of the first International Declaration on the Rights of the Child¹. This declaration expressed the international recognition that hungry children should be fed; that sick children should receive healthcare; and that, in times of distress, children should be the first to receive relief. The declaration was made at a time of global uncertainty, with conflict and economic instability deeply affecting children. In response, governments recognised that protecting children's rights had to be a priority.

A century later, on 16 July 2024, Scotland took a major step forward as the United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 came into force². The Act fully and directly incorporates the United Nations Convention on the Rights of the Child into domestic Scots law, in so far as is competent for a devolved jurisdiction.

The Act provides important protection for the human rights of children and young people in Scotland. It creates new systems to build a culture where children's rights are at the heart of decision-making. It also provides clear accountability for duty bearers – all those who have the responsibility to respect, protect and fulfil children's rights.

There are a number of elements of the Act that will apply to all public functions within the legislative competence of the Scottish Parliament³, including certain functions

1 Sociétés des Nations, Déclaration de Genève (1924), <http://www.un-documents.net/gdrc1924.htm>.

2 United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 (ASP 1).

3 Le Parlement écossais a été créé par la loi de 1998 sur l'Écosse (Scotland Act 1998), qui a limité ses pouvoirs législatifs (§29), notamment en réservant certaines compétences au Parlement britannique (annexe 5), en protégeant certaines lois contre les modifications (an-

1 League of Nations, Geneva Declaration of the Rights of the Child (1924), <http://www.un-documents.net/gdrc1924.htm>.

2 United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 (ASP 1).

3 The Scottish Parliament was established by the Scotland Act 1998, which placed limitations on its legislative powers (§ 29) including reserving some matters to the UK Parliament (Schedule 5), protecting some legislation from modifications (Schedule 4), and requiring

taines de celles qui sont « sous-traitées » à des prestataires. Ces éléments sont les suivants :

- ▷ Les autorités publiques ne seront pas autorisées à agir d'une manière incompatible avec la Convention internationale des droits de l'enfant.
- ▷ Les enfants et leurs représentants pourront saisir les tribunaux pour faire valoir directement leurs droits au titre de la Convention.
- ▷ Si une législation nouvelle ou existante du Parlement écossais enfreint la Convention, les tribunaux auront le pouvoir d'émettre des déclarations d'annulation (qui empêchent la loi d'être appliquée) ou des déclarations d'incompatibilité (qui précisent la violation sans avoir d'incidence sur son application).
- ▷ Dans la mesure du possible, la législation existante devra être interprétée d'une manière compatible avec la Convention.
- ▷ Le Commissaire écossais à l'enfance et à la jeunesse ainsi que la Commission écossaise des droits de l'Homme disposeront de pouvoirs accrus pour intenter des actions en justice afin de protéger les droits de l'enfant.
- ▷ Le gouvernement écossais devra publier un cadre pour les droits de l'enfant pour montrer comment il répond aux exigences de la Convention et expliquer ses plans pour faire progresser les droits de l'enfant.
- ▷ Le gouvernement écossais et les organismes publics sont tenus d'établir des rapports réguliers et de procéder à des révisions pour contrôler la mise en œuvre.

L'importance de l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant

Au cours des cent dernières années, un large

nexe 4) et en exigeant le respect de la Convention européenne des droits de l'homme.

which are 'contracted out' to other providers. These elements include:

- ▷ Public authorities will not be allowed to act in a way that is incompatible with the United Nations Convention on the Rights of the Child.
- ▷ Children and their representatives will have the power to go to court to directly enforce their rights under the Convention.
- ▷ If new or existing legislation from the Scottish Parliament breaches the Convention, the courts will have the power to issue strike-down declarators (which stop the law having effect) or incompatibility declarators (which make the breach clear but don't impact its effect).
- ▷ Wherever possible, existing legislation will have to be read in a way that is compatible with the Convention.
- ▷ The Children and Young People's Commissioner Scotland and the Scottish Human Rights Commission will have enhanced powers to take court action to protect children's rights.
- ▷ The Scottish Government will have to publish a Children's Rights Scheme to show how it is meeting the requirements of the Convention and explain its plans to progress children's rights.
- ▷ There are regular reporting and review requirements for the Scottish Government and public bodies to monitor implementation.

The importance of incorporating the Convention on the Rights of the Child

Over the last hundred years, a wide array of international laws has set out the human rights of children and young people, but the

compliance with the European Convention on Human Rights.

éventail de lois internationales a défini les droits humains des enfants et des adolescents, mais la Convention internationale des droits de l'enfant est particulière. Il s'agit du premier instrument international juridiquement contraignant à intégrer non seulement l'ensemble des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux pour les personnes de moins de 18 ans, mais aussi certains aspects du droit humanitaire et des droits environnementaux.

L'importance croissante accordée aux droits humains des enfants dans l'éducation a permis aux enfants écossais d'être de plus en plus sensibilisés aux droits de l'enfant. Dans le cadre du trentième anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse, a demandé aux enfants de décrire les droits de l'Homme en seulement sept mots.

Ils ont alors donné des réponses comme celles-ci :

« Les droits aident avant même de demander »,

– qui résume l'obligation positive que les droits imposent aux États de procurer aux enfants ce dont ils ont besoin.

« Mes droits sont mon armure »,

– qui illustre l'élément protecteur des droits.

« Mes droits me donnent pouvoir, liberté, courage »,

– qui souligne que les enfants peuvent être responsabilisés par les droits et qui reconnaît leur droit à participer à la prise de décision.

Ces trois P – procurer, protéger et participer – ainsi que l'obligation d'adopter une approche préventive, reflètent les intentions des rédacteurs de la Convention internationale des droits de l'enfant.

United Nations Convention on the Rights of the Child is special. It is the first legally binding international instrument to incorporate the full range of civil, cultural, economic, political and social rights, as well as aspects of humanitarian law and environmental rights, for everyone up to the age of 18.

Thanks to the growing focus on education on children's human rights, there is a developing awareness of children's rights among children in Scotland. As part the thirtieth anniversary of the Convention on the Rights of the Child, the Children and Young People's Commissioner Scotland asked children to describe human rights in just seven words.

They came up with seven-word stories like:

“Rights are help before you even ask.”

– explaining the positive obligation that rights place on States to provide the things children need

“My rights are my armour to me.”

– demonstrating the protective element of rights

“My rights give me power, freedom, courage.”

– highlighting that children can be empowered by rights, and recognising their right to participate in decision-making

Those three Ps – provision, protection, and participation – along with the obligation to take a preventative approach, capture the intentions of the drafters of the Convention on the Rights of the Child.

Another child said:

“We have rights. Dinosaurs didn't. They died.”⁴

⁴ “7-Word Story – We Have Rights, Dinosaurs Didn't. They Died,” Children and Young People's Commissioner Scotland, <https://www.cypcs.org.uk/resources/we-have-rights-dinosaurs-didnt/>.

Un autre enfant a écrit :

« Nous avons des droits. Les dinosaures n'en avaient pas. Ils sont morts »⁴.

Il n'est pas question ici de suggérer qu'il y aurait un lien de cause à effet entre l'absence de droits chez les dinosaures et leur extinction, mais plutôt de souligner que la mise en place d'une solide culture des droits de l'enfant ainsi que d'une approche préventive pourrait être essentielle pour notre avenir.

La Convention internationale des droits de l'enfant a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1989. Elle est depuis devenue le traité international sur les droits de l'Homme le plus rapidement et le plus largement ratifié de l'histoire. Elle a changé la façon dont les enfants sont considérés et traités dans le droit international. La Convention a réalisé les aspirations de la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, qui proclamait que l'enfance avait « droit à une aide et à une assistance spéciales » et a élevé les enfants du statut d'objets passifs de soins et de charité à celui d'êtres humains dotés d'un ensemble de droits propres.

Les droits contenus dans les 54 articles de la Convention internationale des droits de l'enfant sont universels, interdépendants et corrélatifs. Ils couvrent tous les aspects de la vie de l'enfant et expliquent comment les autorités doivent collaborer pour permettre à tous les enfants et adolescents de jouir de l'ensemble de leurs droits.

La Convention exige des États qu'ils adoptent des mesures juridiques globales pour garantir la protection des droits de l'enfant et le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a clairement indiqué que « pour que les

That is not to suggest a causal link between the lack of a strong rights framework for dinosaurs and their extinction; rather, it implies that building a strong children's rights culture and preventative approach might be essential to our future.

The Convention on the Rights of the Child was adopted by the United Nations General Assembly in 1989, and it became the most rapidly and widely ratified international human rights treaty in history. It changed the way children are viewed and treated in international law. The Convention breathed life into the Universal Declaration of Human Rights (1948), which proclaimed that childhood is entitled to special care and assistance. It proclaims children's status as human beings with a distinct set of rights, not just as passive objects of care and charity.

The rights contained in the 54 articles of the Convention on the Rights of the Child are universal, interdependent and interrelated. The articles cover all aspects of a child's life and explain how those in power must work together to make sure all children and young people can enjoy all their rights.

The Convention requires States to adopt comprehensive legal measures to ensure that children's rights are protected, and the United Nations Committee on the Rights of the Child has made clear that “for rights to have meaning effective remedies must be available to redress violations”⁵.

The right to an ‘effective remedy’ applies to all the rights in the Convention, and no distinction should be made among civil, cultural, economic, political, and social rights in terms of justiciability. An effective remedy means resolving the problem or provid-

⁴ « 7-Word Story – We Have Rights, Dinosaurs Didn't. They Died », Children and Young People's Commissioner Scotland, <https://www.cypcs.org.uk/resources/we-have-rights-dinosaurs-didnt/>.

⁵ UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 5 on General Measures of Implementation of the Convention on the Rights of the Child (arts 4, 42, and 44, ¶ 6), UN doc. CRC/GC/2003/5, ¶ 24.

droits aient un sens il faut pouvoir disposer de moyens de recours utiles pour obtenir réparation en cas de violation »⁵.

Le droit à un « recours effectif » s'applique à tous les droits énoncés dans la Convention et aucune distinction ne doit être faite entre les droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux en termes de justiciabilité. Un recours effectif signifie résoudre le problème ou fournir un dédommagement suffisant, accessible et dans un délai raisonnable.

Le Royaume-Uni ayant ratifié la Convention internationale des droits de l'enfant en 1991, elle faisait déjà partie des obligations internationales dévolues à l'Écosse par le Scotland Act 1998⁶. Toutefois, en raison du système dualiste, qui exige que les lois soient adoptées au niveau national pour avoir un effet direct, ces obligations n'étaient pas directement applicables devant les tribunaux.

Le Scotland Act 1998 prévoit que les affaires étrangères sont réservées au Parlement britannique, à l'exception de l'observation et de la mise en œuvre des obligations internationales et de l'assistance aux ministres britanniques dans la mise en œuvre des obligations internationales. Par conséquent, même si les obligations de la Convention internationale des droits de l'enfant concernant les questions réservées ne relèvent pas de la compétence du Parlement écossais, les obligations concernant les questions dévolues sont transférées aux ministres écossais. En pratique, cela signifie que le gouvernement écossais doit mettre en œuvre la Convention en ce qui concerne les responsabilités dévolues et veiller à ce que les droits de l'enfant soient respectés, protégés et mis en œuvre dans la législation, la politique et l'administration écossaises.

ing restitution in a sufficient, accessible and reasonably prompt way.

The UK ratified the Convention on the Rights of the Child in 1991, so it was already part of the international obligations, which were devolved to Scotland by the Scotland Act 1998⁶. However, because of the dualist system, which requires law to be passed at a domestic level to have a direct effect, these obligations were not directly enforceable in court.

The Scotland Act 1998 provides that foreign affairs are reserved to the UK Parliament, with the exceptions of observing and implementing international obligations and assisting UK ministers with implementing international obligations. Therefore, even though the obligations of the Convention on the Rights of the Child in relation to reserved matters are outside legislative competence, the obligations in relation to devolved matters are transferred to the Scottish ministers. In practice, this means that the Scottish Government has to implement the Convention in relation to devolved responsibilities and ensure that children's rights are respected, protected and fulfilled in Scotland's law, policy and practice.

In ratifying the Convention on the Rights of the Child, State Parties take on an obligation in international law to implement its provisions. General Comment No. 5 states that “[e]nsuring that all domestic legislation is fully compatible with the Convention and that the Convention's principles and provisions can be directly applied and appropriately enforced is fundamental”⁷. The Committee on the Rights of the Child is clear that “subsidiary governments legislate within the framework of the UNCRC”⁸.

⁵ Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU, Observation Générale 5 sur les mesures d'application générales de la Convention relative aux droits de l'enfant (arts. 4, 42 et 44, ¶ 6), UN doc. CRC/GC/2003/5, ¶ 24.

⁶ The Scotland Act 1998 (§ 46).

⁷ The Scotland Act 1998 (§ 46).

⁸ CRC/GC/2003/5, ¶ 20.



*Une enfant célébrant l'adoption de la Convention internationale droits de l'enfant en Écosse.
A child celebrating the United Nations Convention on the Rights of the Child being passed in Scotland.*

© Bruce Adamson

En ratifiant la Convention internationale des droits de l'enfant, les États parties s'engagent, en vertu du droit international, à mettre en œuvre ses dispositions. L'Observation générale n° 5 prévoit qu'« [i]l est essentiel de faire en sorte que la législation nationale soit pleinement compatible avec la Convention et que les principes et les dispositions de cet instrument puissent être directement et correctement appliqués »⁷. Le Comité des droits de l'enfant indique clairement que « les autorités légifèrent dans les limites de la Convention »⁸.

Certains des droits énoncés dans la Convention internationale des droits de l'enfant correspondent à des droits énoncés dans la Convention européenne des droits de

Some of the rights in the Convention on the Rights of the Child correlate with rights in the European Convention on Human Rights⁹, which was brought into Scottish law through the Human Rights Act 1998¹⁰ and the Scotland Act 1998. These are primarily civil and political rights, and courts in Scotland have significant experience in ensuring protection from torture, the right to a fair hearing, respect for private and family life, and the right to expression and association, among others. Scotland also benefits from UK-wide equality laws that protect children from discrimination.

Some of the economic, social and cultural rights in the Convention on the Rights of

7 CRC/GC/2003/5, § 2.

8 CRC/GC/2003/5, § 20.

9 Council of Europe, Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, 4 November 1950, CETS no. 005.

10 Human Rights Act 1998 (§ 42) (UK).

l'Homme⁹, transposée dans le droit écossais par le biais de la loi sur les droits de l'Homme de 1998¹⁰ et du Scotland Act 1998. Il s'agit principalement de droits civils et politiques et les tribunaux écossais ont une grande expérience en matière de protection contre la torture, de droit à un procès équitable, de respect de la vie privée et familiale, et de liberté d'expression et d'association. L'Écosse bénéficie également des lois britanniques sur l'égalité qui protègent les enfants contre la discrimination.

Certains des droits économiques, sociaux et culturels énoncés dans la Convention internationale des droits de l'enfant étaient déjà entrés dans le droit écossais par le biais de législations spécifiques sur des questions telles que la famille, la justice, l'éducation, l'assistance sociale, le logement, la santé et la protection sociale. Toutefois, il n'existe pas d'approche globale permettant de rassembler ces droits de manière à comprendre leur nature interdépendante.

Le chemin vers l'incorporation

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a souligné l'importance de l'incorporation de la Convention dans les législations nationales pour garantir le respect, la protection et la réalisation des droits de l'enfant au niveau local. Comme le souligne le Comité, cette incorporation exige que les dispositions de la Convention internationale des droits de l'enfant puissent être directement invoquées devant les tribunaux et appliquées par les autorités nationales¹¹. Le Comité a constamment demandé au Royaume-Uni et à ses juridictions décentralisées (une fois celles-ci instaurées) de veiller à ce que les dispositions et les principes de la Convention soient direc-

the Child were already part of Scottish law through specific legislation on issues such as families, justice, education, social work, housing, health and social welfare. However, there was no holistic approach to bring those rights together in a way that would allow an understanding of their interrelated nature.

The journey to incorporation

The United Nations Committee on the Rights of the Child has highlighted the importance of incorporation in ensuring that children's rights are respected, protected and fulfilled at a local level. This incorporation, as emphasised by the Committee, requires that the provisions of the Convention on the Rights of the Child can be directly invoked before the courts and applied by national authorities¹¹. The Committee consistently called on the UK and its devolved jurisdictions (once these were established) to ensure that the provisions and principles of the Convention are directly applicable under domestic law¹².

As mentioned earlier, the Scotland Act 1998 made clear that the implementation of human rights obligations was devolved, with the UK retaining enforcement powers to ensure compliance¹³. When Scotland regained its own Parliament in 1999, one of the early calls from the country's exception-

⁹ Conseil de l'Europe, Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, 4 novembre 1950, CETS n° 005.

¹⁰ Human Rights Act 1998 (§ 42) (Royaume Uni).
¹¹ CRC/GC/2003/5, ¶ 1, 20.
¹² UN Committee on the Rights of the Child, Concluding Observations on the UK and Northern Ireland, UN doc. CRC/C/15/Add.188, ¶ 8-9; UN Committee on the Rights of the Child, Concluding Observations on the UK and Northern Ireland, UN doc. CRC/C/GBR/CO/4, ¶ 10-11; UN Committee on the Rights of the Child, Concluding Observations on the Fifth Periodic Report of the UK and Northern Ireland, UN doc. CRC/C/GBR/CO/5, ¶ 7.

¹³ Bruce Adamson, "The Protection of Human Rights in the Legislative Process of Scotland," in *Parliaments and Human Rights: Redressing the Democratic Deficit*, ed. M. Hunt, H. Hooper and P. Yowell (Hart Publishing, 2015), 200.

tement applicables en vertu de la législation nationale¹².

Comme indiqué précédemment, le Scotland Act de 1998 précisait que la mise en œuvre des obligations en matière de droits de l'Homme était dévolue à l'Écosse, le Royaume-Uni conservant des pouvoirs d'exécution pour garantir le respect des droits de l'Homme¹³. Lorsque l'Écosse a regagné son propre parlement en 1999, l'un des premiers appels lancés par la société civile exceptionnellement forte du pays¹⁴ a été la création d'un Commissaire à l'enfance.

L'indépendance des institutions de défense des droits de l'enfant étant un principe fondamental aux termes des normes définies par les Nations Unies¹⁵, le Parlement écossais a pris l'initiative exceptionnelle de mettre en place une commission parlementaire spéciale transpartisane pour rédiger élaborer la législation¹⁶. C'est l'une des seules fois où une commission du Parlement écossais a présenté une loi. Ce n'était pas le résultat d'une initiative gouvernementale ou de la proposition d'un parti politique, mais d'une initiative du

ally strong civil society¹⁴ was the creation of a Children's Commissioner.

Reflecting on independence as a fundamental principle for Independent Children's Rights Institutions as set out in United Nations standards¹⁵, the Scottish Parliament took the extraordinary step of setting up a special cross-party committee of the Parliament to develop the legislation¹⁶. This is one of the only times that a committee of the Scottish Parliament has introduced legislation. It was not the outcome of a government initiative or the proposal of a political party – rather, it was driven by the legislature itself. This made an important point about the role of the Commissioner, while underlining the critical role of the Parliament in acting as a guarantor for children's human rights.

On 26 March 2003, the Scottish Parliament unanimously agreed to "create a friend – a powerful friend – for all of Scotland's children and young people"¹⁷; that is, the Children and Young People's Commissioner. In the final debate, the Convener of the Committee Karen Gillon MSP said: "This gives us the chance to make a real difference by creating an independent, high-profile and influential post. [...] the most significant legacy that we, as members of parliament, can leave our children and our children's children."¹⁸

12 Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observations finales, UN doc. CRC/C/15/Add.188, ¶ 8-9; Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observations finales : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, UN doc. CRC/C/GBR/CO/4, ¶ 10-11; Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observations finales concernant le cinquième rapport périodique du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, UN doc. CRC/C/GBR/CO/5, ¶ 7.

13 Bruce Adamson, « The Protection of Human Rights in the Legislative Process of Scotland », dans *Parliaments and Human Rights: Redressing the Democratic Deficit*, dir. M. Hunt, H. Hooper et P. Yowell (Hart Publishing, 2015), 200.

14 Kasey McCall-Smith, « Incorporating the CRC in Scotland », dans *Incorporating the United Nations Convention on the Rights of the Child into National Law*, dir. U. Kilkelly, L. Lundy et B. Byrne (Intersentia, 2021), 307.

15 Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation Générale 2 sur Le rôle des institutions nationales indépendantes de défense des droits de l'homme dans la protection et la promotion des droits de l'enfant, UN doc. CRC/GC/2002/2; AG Rés. 48/134, Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, Annexe.

16 Commissioner for Children and Young People (Scotland) Act 2003 (ASP 17).

14 Kasey McCall-Smith, "Incorporating the CRC in Scotland," in *Incorporating the United Nations Convention on the Rights of the Child into National Law*, ed. Ursula Kilkelly, Laura Lundy and Bronagh Byrne (Intersentia, 2021), 307.

15 UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 2 on the Role of Independent National Human Rights Institutions in the Promotion and Protection of the Rights of the Child, UN doc. CRC/GC/2002/2; G.A. Res. 48/134, National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights, Annex (20 December 1993).

16 Commissioner for Children and Young People (Scotland) Act 2003 (ASP 17).

17 Scottish Parliament, *Official Report*, 26 March 2003, col. 16963.

18 Scottish Parliament, *Official Report*, 26 March 2003, col. 16963.

corps législatif lui-même. Cela a permis de mettre en évidence le rôle particulier dévolu au Commissaire, tout en soulignant le rôle essentiel du Parlement écossais en tant que garant des droits humains des enfants.

Le 26 mars 2003, le Parlement écossais a décidé à l'unanimité de « créer un ami – un ami puissant – pour tous les enfants et les jeunes d'Écosse »¹⁷, le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse. Lors du débat final, la présidente de la commission, Karen Gillon, a déclaré : « Cela nous donne l'occasion de faire avancer les choses en créant un poste indépendant, de haut niveau et influent. [...] il s'agit de l'héritage le plus important que nous, députés, pouvons laisser à nos enfants et aux enfants de nos enfants »¹⁸.

La création du Commissaire à l'enfance et à la jeunesse a été citée comme un tournant décisif qui a donné une dimension politique aux droits de l'enfant. Elle a en effet inscrit dans la loi un point d'entrée permettant aux enfants de s'exprimer dans le processus de prise de décision politique en Écosse¹⁹. Ce statut juridique ainsi que les relations de travail étroites que le Commissaire entretient avec la société civile et les enfants eux-mêmes, a été la marque des progrès réalisés par l'Écosse après la décentralisation en matière de droits de l'enfant et de l'évolution vers l'incorporation des droits de l'enfant²⁰.

En 2009, la baronne Walmsley a présenté le projet de loi sur les droits de l'enfant²¹ à la

The creation of the Children and Young People's Commissioner has been cited as a key turning point in the political dimension of children's rights in that it created a clear, legally enshrined entry point for children's voices into political decision-making in Scotland¹⁹. That legal status, alongside the Commissioner's close working relationship with civil society and with children themselves has been a hallmark of Scotland's post-devolution progress on children's rights and the move towards incorporation²⁰.

In 2009, Baroness Walmsley introduced the Children's Rights Bill²¹ into the UK House of Lords. The Bill was drafted by the Rights of the Child UK (ROCK) Coalition, and sought to incorporate the United Nations Convention on the Rights of the Child and its Optional Protocols into UK law. However, because of the general election in May 2010, the Bill could not progress beyond the first reading. Although it did raise the profile of children's rights and facilitate conversations on how best to protect them, subsequent UK Parliaments have not progressed this work.

The following year, in January 2011, the Welsh Measure²² was passed at what was then the National Assembly for Wales and is now Senedd Cymru (Welsh Parliament). This placed a duty on all Welsh Ministers to have due regard to the substantive rights and obligations within the Convention on the Rights of the Child and its Optional Protocols. This meant that they needed to

17 Parlement écossais, Official Report, 26 March 2003, cm. 16963.

18 Parlement écossais, Official Report, 26 March 2003, cm. 16963.

19 Elaine E. Sutherland, « Child and Family Law: Progress and Pusillanimity », dans *Law Making and the Scottish Parliament: The Early Years*, dir. E. E. Sutherland, K. E. Goodall, G. F.M. Little et F. P. Davidson (Edinburgh University Press, 2011), 60.

20 McCall-Smith, « Incorporating the CRC in Scotland », 307–312.

21 Children's Rights Bill, 2009–10, HL, <https://publications.parliament.uk/pa/ld200910/ld-bills/008/10008.i-ii.html>.

19 Elaine E. Sutherland, “Child and Family Law: Progress and Pusillanimity,” in *Law Making and the Scottish Parliament: The Early Years*, ed. Elaine E. Sutherland, Kay E. Goodall, Gavin F.M. Little, and Fraser P. Davidson (Edinburgh University Press, 2011), 60.

20 McCall-Smith, “Incorporating the CRC in Scotland,” 307–312.

21 Children's Rights Bill, 2009–10, HL, <https://publications.parliament.uk/pa/ld200910/ld-bills/008/10008.i-ii.html>.

22 Rights of Children and Young Persons (Wales) Measure 2011 (nawm 2).

Chambre des Lords du Royaume-Uni. Ce projet de loi rédigé par la coalition ROCK (Rights of the Child UK – « Droits de l'enfant Royaume-Uni ») visait à intégrer la Convention internationale des droits de l'enfant ainsi que ses Protocoles facultatifs dans le droit britannique. Cependant, en raison des élections générales de mai 2010, le projet de loi n'a pas dépassé le stade de la première lecture. Bien qu'il ait permis d'attirer l'attention sur les droits de l'enfant et de lancer un débat sur la meilleure façon de les protéger, les législatures suivantes n'ont pas repris l'examen du texte.

L'année suivante, en janvier 2011, ce qui était alors l'Assemblée nationale du Pays de Galles et qui est aujourd'hui le Senedd Cymru (le Parlement gallois) a adopté une mesure²² imposant à tous les ministres gallois l'obligation de veiller au « respect approprié » (*due regard*) des droits et obligations énoncés dans la Convention internationale des droits de l'enfant ainsi que ses Protocoles facultatifs. Cela signifie qu'ils doivent tenir compte des droits énoncés dans la Convention lorsqu'ils prennent des décisions. Il s'agit là d'une avancée significative pour les droits de l'enfant au Pays de Galles, puisqu'il met en place une approche proactive du respect de la Convention et offre davantage de possibilités d'influencer la manière dont les droits de l'enfant sont intégrés dans la législation et dans l'élaboration des politiques. Il ne s'agit cependant pas d'une incorporation pleine et entière²³.

take reasonable steps to consider the rights set out in Convention when making decisions. This was significant step forward for children's rights in Wales, creating a proactive approach to compliance and more opportunity to influence how children's rights are embedded in legislation and through policy making; however, it was not full incorporation²³.

In 2011, the Scottish Government began consulting on the Rights of Children and Young People Bill, which aimed to give Scottish Ministers similar duties to those set out in the Welsh Measure. Despite the consultation specifically excluding incorporation, many respondents, including 25% of the public bodies consulted, called for the incorporation of the Convention into Scots law anyway²⁴.

Calls for incorporation also came from children and young people themselves. Children between nine and thirteen years old who took part in the Children's Parliament consultation sessions demonstrated a clear understanding of the key issues, and expressed concerns that the 'due regard' model could mean that "children's rights might be forgotten about"²⁵. They expressed that

²² Rights of Children and Young Persons (Wales) Measure 2011 (nawm 2).

²³ Senedd Cymru/Parlement gallois, Official Record, Y Cyfarfod Llawn - Y Bumed Senedd [Plenary - Fifth Senedd], 2 octobre 2018, ¶ 65, <https://record.senedd.wales/Plenary/5353>; Bruce Adamson, « Annual Rhodri Morgan Memorial Lecture » (25 septembre 2018, Senedd Cymru/Parlement gallois, Cardiff); Simon Hoffman et Sean O'Neill, *The Impact of Legal Integration of the UN Convention on the Rights of the Child in Wales* (Equality and Human Rights Commission, 2018); Simon Hoffman, « The UN Convention on the Rights of the Child, Decentralisation and Legislative Integration: A Case Study from Wales, » *International Journal of Human Rights* 23, no. 3 (janvier 2019) : 374.

²⁴ The analysis of consultation responses states that "[t]here was a general feeling that the proposals should go further. [...] Many respondents, particularly among children's rights and other representative organisations, called for incorporation of the UNCRC [the Convention] in legislation." See: Scottish Government, *Analysis of Responses to the Rights of Children and Young People (Scotland) Bill* (2011), 17.

²⁵ Together – Scottish Children's Rights Alliance, *Rights of Children & Young People Bill Overview of Consultation Responses*, February 2012, Edinburgh.

En 2011, le gouvernement écossais a entamé une consultation sur le Projet de loi relatif aux droits des enfants et des jeunes, qui visait à donner aux ministres écossais des obligations similaires à celles de leurs homologues gallois. Bien que la consultation ait spécifiquement exclu l'incorporation de la Convention dans le droit écossais, de nombreux répondants, dont 25% des organismes publics consultés, ont de tout de même réclamé cette mesure²⁴.

Des appels à l'incorporation ont également été lancés par des enfants et des jeunes. Les enfants âgés de neuf à treize ans qui ont participé aux sessions de consultation du Parlement des enfants ont montré qu'ils comprenaient bien les questions importantes et ont exprimé leur crainte que le modèle du « respect approprié » puisse signifier que « les droits de l'enfant pourraient être oubliés »²⁵. Ils ont indiqué que les droits et les devoirs étaient importants pour les services publics, notamment la police, les écoles et les services sociaux. Les enfants ont clairement appelé à « faire respecter les droits de l'enfant plutôt de laisser aux gens la possibilité de les respecter ou non »²⁶.

Cependant, le gouvernement écossais a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'avait pas l'intention d'incorporer la Convention internationale des droits de l'enfant dans le droit écossais²⁷ et, pendant l'examen du projet de



Le Parlement écossais en session - A meeting of the Scottish Parliament

© Contains information licensed under the Scottish Parliament Copyright Licence

they felt rights and duties were important for public services, including the police, schools, and social services. There was a clear call from children to “enforce children’s rights instead of just letting it be optional to people”²⁶.

However, the Scottish Government had repeatedly stated that it did not intend to incorporate the Convention on the Rights of the Child into Scots law²⁷, and while the Bill was being considered there was a significant move away from an approach based on

²⁴ L'analyse des réponses à la consultation indique que « le sentiment général est que les propositions devraient aller plus loin. [...] De nombreux répondants, en particulier parmi les organisations de défense des droits de l'enfant et d'autres organisations représentatives, ont demandé l'incorporation de la CIDE dans la législation ». Voir : Gouvernement écossais, *Analysis of Responses to the Rights of Children and Young People (Scotland) Bill* (2011), 17.

²⁵ Together – Scottish Children’s Rights Alliance, *Rights of Children & Young People bill Overview of Consultation Responses*, février 2012, Edinburgh.

²⁶ Children and Young People’s Commissioner Scotland and Together (Scottish Alliance for Children’s Rights) (2018), *Briefing Paper: Incorporation in Context*, 2, <https://www.cypcs.org.uk/wpcypcs/wp-content/uploads/2020/03/briefing-together-incorporation-in-context.pdf>.

²⁷ Voir les déclarations qu'Aileen Campbell, députée et ministre écossaise de l’Enfance et de la Jeunesse avait

26 Children and Young People’s Commissioner Scotland and Together (Scottish Alliance for Children’s Rights) (2018), *Briefing Paper: Incorporation in Context*, 2, <https://www.cypcs.org.uk/wpcypcs/wp-content/uploads/2020/03/briefing-together-incorporation-in-context.pdf>.

27 See: statements by Aileen Campbell MSP, Minister for Children and Young People in Education Committee, *Official Report – 8 October 2013* (Scottish Parliament), col. 2948 and in Education Committee, *Official Report – 17 December 2013* (Scottish Parliament), col. 3153f.

loi, il s'est considérablement éloigné d'une approche fondée sur les droits de l'enfant pour mettre l'accent sur le bien-être de l'enfant. La loi qui en a résulté, la loi (écossaise) de 2014 sur les enfants et les jeunes qui en a résulté (*Children and Young People (Scotland) Act 2014*) a été affaiblie, pour se limiter à imposer aux ministres écossais l'obligation de garder la Convention relative aux droits de l'enfant « sous considération », de promouvoir la « sensibilisation et la compréhension » de ses principes et dispositions, de « prendre en compte » l'avis des enfants et de rendre compte de sa mise en œuvre aux niveaux national et local.

Les appels à l'intégration lancés par la société civile, les enfants et les jeunes se sont poursuivis, notamment grâce à l'obtention en 2016 d'une nouvelle recommandation du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies²⁸. En 2017, le bureau du Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse a fait de l'incorporation sa priorité stratégique, parallèlement aux réformes juridiques nécessaires sur les châtiments corporels infligés aux enfants, l'âge de la responsabilité pénale et l'emprisonnement des enfants²⁹.

Le Parlement écossais des jeunes a fait de l'incorporation le point central de sa campagne « Right Here, Right Now » (Ici, Maintenant) de 2017, reflétant le fait que 76% des 70 000 jeunes qui avaient répondu à sa consultation sur le manifeste des jeunes avaient demandé que la Convention internationale des droits de l'enfant soit pleinement incorporée dans

children's rights in favour of a focus on child welfare. The resulting Children and Young People (Scotland) Act 2014 was diluted down to simply place a duty on Scottish Ministers to keep the Convention on the Rights of the Child "under consideration", to raise "awareness and understanding" of its principles and provisions, to "take account" of children's views, and to report on implementation at national and local levels.

Calls for incorporation from civil society and from children and young people continued, including through securing another clear recommendation from the United Nations Committee on the Rights of the Child in 2016²⁸. In 2017, the office of the Children and Young People's Commissioner Scotland made incorporation its key strategic priority alongside the necessary legal reforms on the physical punishment of children, the age of criminal responsibility and the imprisonment of children²⁹.

The Scottish Youth Parliament made incorporation the focus of its 2017 campaign 'Right Here, Right Now', reflecting that 76% of the 70,000 young people who responded to its youth manifesto consultation had called for the United Nations Convention on the Rights of the Child to be fully incorporated into Scots law³⁰.

Together (Scottish Alliance for Children's Rights) led a series of Scottish University Insight Institute seminars, which brought together over three hundred people to explore the incorporation and implementa-

faites devant la commission d'éducation, 2013(2) *Official Report - 8 October* (Parlement écossais), cm. 2948 et Education Committee, 2013(3) *Official Report - 17 December* (Parlement écossais), cm. 3153f.

²⁸ CRC/C/GBR/CO/5, § 7.

²⁹ Jennifer Drummond, « A Force for Change – Our New Children's Commissioner is Pushing for Major Shifts in Legislation Covering Equal Protection, the Age of Criminal Responsibility and UNCRC Incorporation. How will the Scottish Government respond? », *Children in Scotland Magazine* 182 (octobre-novembre 2017), 8–12.

²⁸ CRC/C/GBR/CO/5, § 7.

²⁹ Jennifer Drummond, "A Force for Change – Our New Children's Commissioner is Pushing for Major Shifts in Legislation Covering Equal Protection, the Age of Criminal Responsibility and UNCRC Incorporation. How will the Scottish Government respond?" *Children in Scotland Magazine*, 182 (October–November 2017): 8–12.

³⁰ See: Scottish Youth Parliament (n.d.), *Right Here, Right Now*, <https://syp.org.uk/campaign/right-here-right-now/>.

le droit écossais³⁰.

Together (Scottish Alliance for Children's Rights), l'alliance écossaise pour les droits des enfants, a dirigé une série de séminaires du Scottish Universities Insight Institute, auxquels ont participé plus de trois cents personnes, afin d'examiner l'incorporation et la mise en œuvre de la Convention en Écosse. Parmi les participants figuraient le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse, le ministre de la Puériculture et de la Petite Enfance, des membres de conseils de la jeunesse, des fonctionnaires, des universitaires, des organisations de la société civile et des représentants du secteur public³¹.

Les enfants et les jeunes ont continué à plaider pour l'incorporation de leurs droits au plus haut niveau du gouvernement, notamment lors de la première et de la deuxième réunion annuelle du Cabinet avec les enfants et les jeunes, en 2017³² et en 2018³³. Les jeunes conseillers du Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse ont joué un rôle important en maintenant l'incorporation à l'ordre du jour du Parlement écossais³⁴.

Ce qui est resté clair et cohérent tout au long de ce travail, c'était l'appel à l'incorporation intégrale et immédiate dans la loi écossaise. Cette pression continue a conduit la majorité

tion of the Convention in Scotland. The participants included the Children and Young People's Commissioner Scotland, the Minister for Childcare and Early Years, members of youth councils, government officials, academics, civil society organisations and the public sector³¹.

Children and young people continued to advocate at the highest levels of government for their rights to be recognised through incorporation, including at the first and second annual Cabinet Meeting with Children and Young People in 2017³² and in 2018³³. The Young Advisors to the Children and Young People's Commissioner Scotland played an important role in keeping incorporation on the Scottish Parliamentary agenda³⁴.

What was clear and consistent throughout all this work was the call for full and direct incorporation to the maximum extent in Scottish law. This continuous pressure led to the majority of the political parties committing to incorporation in their manifestos. In 2018, it also led to the Scottish Government committing in its Programme for Government to incorporate the United Nations Convention on the Rights of the Child into Scots law.

The commitment from the Scottish Government and the broad support of parties

30 Cf. Parlement écossais des jeunes (s.d.), *Right Here, Right Now*, <https://syp.org.uk/campaign/right-here-right-now/>.

31 Voir : Together (Scottish Alliance for Children's Rights) (s.d.), UNCRC 2017 Seminars, <https://www.togetherscotland.org.uk/resources-and-networks/state-of-childrens-rights-webinars/state-of-childrens-rights-webinars-2017/>.

32 Gouvernement écossais, *Actions Agreed at the Cabinet Meeting with Children and Young People: Progress Report*, février 2018, <https://www.gov.scot/publications/actions-agreed-cabinet-meeting-children-young-people-28-february-2017-9781788515733/>.

33 Gouvernement écossais, *Second Annual Cabinet Meeting with Children and Young People*, mai 2018, <https://www.gov.scot/publications/second-annual-meeting-of-ministers-with-children-and-young-people/>.

34 Voir : Children and Young People's Commissioner Scotland, *Promote, Protect, Defend: A Report on Children and Young People as Human Rights Defenders in Scotland* (CCYP/2019/1).

31 See: Together (Scottish Alliance for Children's Rights) (n.d.), UNCRC 2017 Seminars, <https://www.togetherscotland.org.uk/resources-and-networks/state-of-childrens-rights-webinars/state-of-childrens-rights-webinars-2017/>.

32 Scottish Government, *Actions Agreed at the Cabinet Meeting with Children and Young People: Progress Report*, February 2018, <https://www.gov.scot/publications/actions-agreed-cabinet-meeting-children-young-people-28-february-2017-9781788515733/>.

33 Scottish Government, *Second Annual Cabinet Meeting with Children and Young People*, May 2018, <https://www.gov.scot/publications/second-annual-meeting-of-ministers-with-children-and-young-people/>.

34 See: Children and Young People's Commissioner Scotland, *Promote, Protect, Defend: A Report on Children and Young People as Human Rights Defenders in Scotland* (CCYP/2019/1).

des partis politiques écossais à réclamer l'incorporation dans leurs programmes. En 2018, elle a également conduit le gouvernement écossais à s'engager, dans son programme de gouvernement, à incorporer la Convention des droits de l'enfant dans le droit écossais.

L'engagement du gouvernement écossais ainsi que le large soutien des partis au Parlement écossais ont été bien accueillis, mais il n'y avait toujours pas de plan clair, ni de calendrier de mise en œuvre. En réponse à cela, le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse et Together (Scottish Alliance for Children's Rights) ont créé en octobre 2018 un groupe d'experts chargé de produire un modèle d'incorporation pour l'Écosse. S'appuyant sur l'expertise d'éminents juristes et universitaires nationaux et internationaux, ce groupe a rédigé un projet de loi en quelques semaines. Il l'a ensuite soumis, de concert avec Mikiko Otani, membre du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, au vice-premier ministre et à la ministre de l'Enfance et de la Jeunesse le 20 novembre 2018, ce jour étant à la fois celui du vingt-neuvième anniversaire de la Convention et celui de la Journée mondiale de l'enfance.

Il a fallu attendre deux années supplémentaires de consultations pour que le gouvernement écossais ne présente son projet de loi, le 1^{er} septembre 2020³⁵ – notamment en raison de la pandémie de COVID-19. Le projet de loi³⁶ a été adopté à l'unanimité par le Parlement écossais le 16 mars 2021³⁷.

across the Scottish Parliament was welcome, but there was no clear plan or time-frame attached to the commitment. In response to this, in October 2018 the Children and Young People's Commissioner Scotland and Together (Scottish Alliance for Children's Rights) established an expert group to produce a model of incorporation for Scotland. Drawing on the expertise of leading international and domestic lawyers and scholars, the group drafted an initial Children's Rights (Scotland) Bill in a matter of weeks. The Advisory Group, alongside United Nations Committee on the Rights of the Child Member Mikiko Otani, presented the draft bill to the Deputy First Minister and the Minister for Children and Young People on 20 November 2018, which was both the twenty-ninth anniversary of the Convention and Universal Children's Day.

It took a further two years of consultation before the Scottish Government introduced its Bill on 1 September 2020³⁵ – partly because of the COVID-19 pandemic. The United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill³⁶ was passed unanimously by the Scottish Parliament on 16 March 2021³⁷.

The Children and Young People's Commissioner Scotland issued the following statement:

³⁵ United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill [As Introduced] Session 5 (2020), SP Bill [80] (Scot.), <https://www.parliament.scot/-/media/files/legislation/bills/s5-bills/united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-incorporation-scotland-bill/introduced/bill-as-introduced-united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-scotland-bill.pdf>.

³⁶ United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill [As Passed], Session 5 (2021), SP Bill [80B] (Scot.), <https://www.parliament.scot/-/media/files/legislation/bills/s5-bills/united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-incorporation-scotland-bill/stage-3/bill-as-passed.pdf>.

³⁷ Parlement écossais, *Official Report*, 16 March 2021, col. 121–124.

³⁵ United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill [As Introduced] Session 5 (2020), SP Bill [80] (Scot.), <https://www.parliament.scot/-/media/files/legislation/bills/s5-bills/united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-incorporation-scotland-bill/introduced/bill-as-introduced-united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-scotland-bill.pdf>.

³⁶ United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill [As Passed], Session 5 (2021), SP Bill [80B] (Scot.), <https://www.parliament.scot/-/media/files/legislation/bills/s5-bills/united-nations-convention-on-the-rights-of-the-child-incorporation-scotland-bill/stage-3/bill-as-passed.pdf>.

³⁷ Scottish Parliament, *Official Report*, 16 March 2021, col. 121–124.

A cette occasion, le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse a publié le communiqué suivant :

Incorporer la Convention internationale des droits de l'enfant dans le droit écossais est la chose la plus importante que nous puissions faire pour protéger et promouvoir les droits des enfants et des jeunes. Les responsables politiques ne peuvent plus ignorer ou oublier opportunément les droits de l'enfant. S'ils le font, les enfants et les jeunes pourront s'y opposer et disposeront d'un système de réparation efficace en cas de problème.

Il ne fait aucun doute que cela améliorera la vie de tous les enfants, ceux qui en ressentiront le plus les bienfaits sont toutefois les enfants dont les droits sont les plus menacés – les enfants vivant dans la pauvreté, les enfants handicapés, les jeunes aidants, ceux qui ont connu le système de placement, les enfants noirs ou issus d'autres minorités ethniques. Leurs droits seront désormais au cœur de chaque politique, de chaque loi et de chaque décision budgétaire. Cela entraînera des changements significatifs dans des domaines tels que la lutte contre la pauvreté et la promotion de la santé mentale, que les enfants eux-mêmes ont identifiés comme des priorités. Cela se traduira également par un meilleur soutien aux familles.

Cette loi donne du pouvoir aux enfants – ils seront consultés et écoutés. Les enfants et les jeunes, ainsi que d'autres militants, se sont battus sans relâche pour l'incorporation pendant de nombreuses décennies et la journée d'aujourd'hui témoigne de leur détermination. Le gouvernement et les décideurs doivent savoir que tous les regards sont braqués sur eux et que les enfants n'hésiteront pas à leur demander des comptes³⁸.

Incorporating the UNCRC [United Nations Convention on the Rights of the Child] into Scots law is the most important thing we can do to protect and promote the rights of children and young people. People in power can no longer ignore or conveniently forget about children's rights. If they do, children and young people can challenge and will have a meaningful system of redress when things go wrong.

There's no question this will improve life for all children, but those who will feel the biggest impact are children whose rights are most at risk – children living in poverty, disabled children, young carers, those who have experience of the care system, children from black and minority ethnic backgrounds. Their rights will be at the centre of every policy, law, or budgetary decision from now on. This will lead to significant change in things like addressing poverty and supporting mental health which children themselves have identified as priorities. It will also mean better support for families.

This law gives children power – they will be consulted and listened to. Children and young people, as well as other campaigners, have fought tirelessly for incorporation for many decades, and today is testament to their determination. The government and decision-makers should know that all eyes are on them and children won't hesitate to hold them to account.³⁸

However, in April 2021, the UK Government in the form of the Attorney General and the Advocate General for Scotland challenged the Bill on the basis that the Scottish Parliament had exceeded its legislative com-

cm. 121–124.

³⁸ Children and Young People's Commissioner Scotland, « New Law on Rights Makes Government Accountable to Children », communiqué de presse, 16 mars 2021,

38 Children and Young People's Commissioner Scotland, “New Law on Rights Makes Government Accountable to Children,” press release, 16 March 2021, <https://www.cypcs.org.uk/news-and-stories/uncrc-incorporation-makes-government-accountable-scotland/>.

En avril 2021, le gouvernement britannique, par l’intermédiaire du Procureur général et de l’Avocat général pour l’Écosse, a toutefois contesté le projet de loi au motif que le Parlement écossais avait outrepassé ses compétences législatives. La Cour suprême a reconnu que certaines dispositions du projet de loi dépassaient effectivement la compétence législative et étaient en contradiction avec l’article 29(2)(c) du Scotland Act de 1998, dans la mesure où elles cherchaient à limiter le pouvoir du Parlement britannique de légiférer pour l’Écosse³⁹. La Cour suprême a clairement indiqué qu’il ne s’agissait pas d’une contestation de l’incorporation de la Convention internationale des droits de l’enfant, mais d’une clarification de l’étendue des pouvoirs dévolus : « Personne ne conteste le droit du Parlement écossais de considérer la Convention internationale des droits de l’enfant comme une convention importante et de lui donner effet, à condition qu’il le fasse dans les limites de sa compétence législative »⁴⁰.

Un projet de loi amendé a été présenté au Parlement écossais. Il a de nouveau été adopté à l’unanimité, le 7 décembre 2023, et a reçu l’assentiment royal le 16 janvier 2024, avec l’obligation d’entrer en vigueur dans un délai de six mois.

Le fait que l’adoption de la loi écossaise relative à l’incorporation de la Convention internationale des droits de l’enfant ait eu tant de succès est attribué à une base solide pour la compréhension de la Convention, après des années de campagne et de plaidoyer, de pédagogie et de soutien de la part des orga-

petence. The Supreme Court agreed that certain of the Bill’s provisions were, indeed, outwith legislative competence, contrary to Section 29(2)(c) of the Scotland Act 1998, in that they sought to limit the power of the UK Parliament to make laws for Scotland³⁹. The Supreme Court was clear that this was not a challenge to the incorporation of the Convention on the Rights of the Child itself, but rather a clarification of the scope of devolved power: “No-one disputes the right of the Scottish Parliament to regard the UNCRC [United Nations Convention on the Rights of the Child] as an important convention and to give effect to it, provided that it does so within the limits of its legislative competence”⁴⁰.

An amended Bill was brought back to the Scottish Parliament. It was again unanimously passed on 7 December 2023 and received the Royal Assent on 16 January 2024, with a requirement that it come into force within six months.

The successful passage of the United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act is attributed to the development of a strong platform for understanding the Convention following years of campaigning, education and support delivered by children’s rights organisations in Scotland, as well as to increased sectoral legislation delivering incremental implementation⁴¹.

<https://www.cypcs.org.uk/news-and-stories/uncrc-incorporation-makes-government-accountable-scotland/>.

39 Reference by the Attorney General and the Advocate General for Scotland – United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill (2021) UKSC 42, at 90.

40 Reference by the Attorney General and the Advocate General for Scotland – United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill (2021) UKSC 42, at 32.

39 Reference by the Attorney General and the Advocate General for Scotland – United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill (2021) UKSC 42, at 90.

40 Reference by the Attorney General and the Advocate General for Scotland – United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Bill (2021) UKSC 42, at 32.

41 Kasey McCall-Smith, “The Devil Is in the Details: Entrenching Human Rights Protections in the UK’s Devolved Nations,” *Northern Ireland Legal Quarterly* 74, no. 1 (Spring 2023): 103.

nisations de défense des droits de l'enfant en Ecosse, ainsi qu'à une législation sectorielle accrue permettant une mise en œuvre progressive⁴¹.

Autres lacunes législatives

La voie vers l'incorporation n'a pas été un processus isolé. Comme mentionné précédemment, un certain nombre d'autres modifications législatives urgentes ont été apportées en parallèle du processus d'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant.

- ▷ Le 7 novembre 2020, les enfants ont enfin obtenu une protection complète contre les châtiments corporels grâce à la loi écossaise de 2019 sur la protection égale des enfants contre les agressions⁴².
- ▷ Le 17 décembre 2021, l'âge de la responsabilité pénale est passé de huit à douze ans (il reste cependant inférieur de deux ans à la norme minimale internationale) en vertu de la loi écossaise de 2019 sur l'âge de la responsabilité pénale⁴³.
- ▷ Le 28 août 2024, tous les enfants ont été retirés des prisons écossaises et placés dans des structures d'accueil sécurisées en application de la loi écossaise de 2024 sur la prise en charge et la justice des mineurs⁴⁴.

Chacun de ces changements est le fruit de longues campagnes menées par les défenseurs des droits de l'Homme et chaque texte législatif a nécessité une élaboration politique et une rédaction juridique complexes. Néan-

Other legislative gaps

The move towards incorporation was not an isolated process. As mentioned earlier in this chapter, a number of other urgently needed legislative changes were made in parallel to the progress on incorporating the Convention on the Rights of the Child.

- ▷ On 7 November 2020, children were finally given comprehensive protection from physical punishment through the Children (Equal Protection from Assault) (Scotland) Act 2019⁴².
- ▷ On 17 December 2021, the age of criminal responsibility moved from eight to twelve (albeit still two years below the international minimum standard) through the Age of Criminal Responsibility (Scotland) Act 2019⁴³.
- ▷ On 28 August 2024, all children were removed from Scottish prisons and accommodated in welfare-based secure care settings through the Children (Care and Justice) (Scotland) Act 2024⁴⁴.

Each of these changes resulted from long campaigns by human rights defenders, and each piece of legislation required complex policy development and legal drafting. Nevertheless, the cumulative effect of these changes on Scotland's progress was profound.

The United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024

The Act takes a 'maximalist' approach to fully and directly incorporating the Convention of the Rights of the Child into Scot-

⁴¹ Kasey McCall-Smith, « The Devil Is in the Details: Entrenching Human Rights Protections in the UK's Devolved Nations », *Northern Ireland Legal Quarterly* 74, n° 1 (printemps 2023), 103.

⁴² Children (Equal Protection from Assault) (Scotland) Act 2019 (ASP 16).

⁴³ Age of Criminal Responsibility (Scotland) Act 2019 (ASP 7).

⁴⁴ Children (Care and Justice) (Scotland) Act 2024 (ASP 5).

⁴² Children (Equal Protection from Assault) (Scotland) Act 2019 (ASP 16).

⁴³ Age of Criminal Responsibility (Scotland) Act 2019 (ASP 7).

⁴⁴ Children (Care and Justice) (Scotland) Act 2024 (ASP 5).

moins, l'effet cumulé de ces changements sur les progrès de l'Écosse a été profond.

Loi écossaise de 2024 relative à l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant

La loi adopte une approche « maximaliste » pour incorporer la Convention internationale des droits de l'enfant pleinement et directement dans le droit écossais, dans la mesure où cela est possible dans le cadre des compétences dévolues. La première partie de la loi définit cette approche maximaliste. L'article 1 définit les « exigences de la CIDE [Convention internationale des droits de l'enfant] » comme incluant la Convention et les deux Protocoles facultatifs ratifiés par le Royaume-Uni. Il s'agit du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants.

Pour rester dans le cadre des compétences dévolues, certaines parties de la Convention internationale des droits de l'enfant ont été retirées de l'Annexe 1. Il s'agit notamment des articles relatifs à la nationalité et à l'apatriodie (article 7), au regroupement familial (article 10), à l'élaboration d'accords internationaux relatifs au déplacement d'enfants au-delà des frontières (article 11), à la fourniture d'une assurance sociale (article 26) et au recrutement militaire (article 38, paragraphe 3), ainsi que de plusieurs articles des Protocoles facultatifs. La loi permet toutefois d'inclure ces articles ultérieurement, dans l'éventualité d'une nouvelle dévolution de pouvoirs ou si le Royaume-Uni ratifie davantage de protocoles facultatifs.

La loi impose l'inclusion du troisième Protocole facultatif établissant une procédure de présentation de communications (OPIC) au cas où le Royaume-Uni le ratifierait. Ceci est particulièrement nécessaire car l'OPIC crée un cadre juridique qui permet au Comité

tish law as far as possible within devolved competence. Part 1 of the Act sets out this maximalist approach. Section 1 defines “the UNCRC [United Nations Convention on the Rights of the Child] requirements” to include the Convention and the two Optional Protocols that the UK has ratified. These are the Optional Protocol on the involvement of children in armed conflict, and the Optional Protocol on the sale of children, child prostitution and child pornography.

To stay within devolved competence, some parts of the Convention on the Rights of the Child have been removed from Schedule 1. These include articles relating to nationality and statelessness (Article 7), family reunification (Article 10), development of international agreements relating to moving children across international borders (Article 11), provision of social insurance (Article 26), and military recruitment (Article 38(3)), as well as several articles of the Optional Protocols. However, the Act allows for these to be included in the event of further devolution or if the UK ratifies more of the Optional Protocols.

The Act makes it a requirement to include the third Optional Protocol on a Communications Procedure (OPIC) if the UK ratifies it. This is particularly relevant because OPIC creates a judicial mechanism, with the United Nations Committee on the Rights of the Child hearing complaints alleging that a child's rights have been violated. Since the OPIC came into force in 2014, a growing body of children's rights jurisprudence has emerged, with several hundred communications and more than 120 decisions and views on the merits concerning various matters on children's rights. This has improved the understanding of complex and sensitive children's rights matters and has led to legislative changes and better outcomes for children in certain cases. The

des droits de l'enfant des Nations Unies d'entendre les plaintes alléguant que les droits d'un enfant ont été violés. L'entrée en vigueur de l'OPIC en 2014, a donné naissance à une jurisprudence croissante en matière de droits de l'enfant, avec plusieurs centaines de communications et plus de 120 décisions et d'avis sur le fond. Cela a permis de mieux comprendre les questions complexes et épineuses liées aux droits de l'enfant et a conduit à des changements législatifs et, dans certains cas, à des dénouements plus positifs pour les enfants. La diversité des affaires s'est accrue ces dernières années, englobant désormais des questions telles que les droits de garde transfrontaliers, les enlèvements internationaux de mineurs, la violence à l'encontre des enfants, la justice des mineurs et la protection de l'enfance.

L'article 4(2)(e) de la loi prévoit expressément qu'une cour ou un tribunal écossais statuant sur une question en rapport avec la Convention peut prendre en considération les avis et les conclusions de l'OPIC et ainsi profiter de sa jurisprudence croissante. La section 4 fait également référence à des sources d'interprétation plus larges, telles que les préambules de la Convention des droits de l'enfant et de ses Protocoles. Les outils d'interprétation les plus puissants seront l'inclusion spécifique des Observations générales (section 4(2)(c)) et des Observations finales (section 4(2)(d)).

Les interprétations de la Convention des droits de l'enfant par le Comité, telles qu'elles sont énoncées dans les Observations générales, sont un outil essentiel pour comprendre la Convention dans un monde en rapide mutation. C'est particulièrement vrai pour les Observations générales les plus récentes du Comité, notamment celles portant sur les droits de l'enfant et l'environnement, avec un accent particulier mis sur le changement climatique (OG26)⁴⁵, sur les droits de l'enfant

diversity of cases has expanded in recent years, encompassing issues like cross-border custody rights, international child abduction, violence against children, youth justice and child protection.

Section 4 (2)(e) of the Act specially allows that a Scottish court or tribunal that is deciding a question in connection with the Convention may take into account views and findings under OPIC, so Scottish courts can directly benefit from the growing jurisprudence of the Committee. Section 4 also refers to broader aids to interpretation, such as the preambles to the Convention on the Rights of the Child and its protocols. The most powerful interpretive tools will be the specific inclusion of General Comments (Section 4(2)(c)) and Concluding Observations (Section 4(2)(d)).

The Committee's authoritative interpretations of the Convention on the Rights of the Child, as set out in General Comments, have been an essential tool in understanding the Convention in a rapidly changing world. This is especially true of the Committee's recent General Comments, such as those on children's rights and the environment with a special focus on climate change (GC26)⁴⁵, children's rights in relation to the digital environment (GC25)⁴⁶, and the significant update on children's rights in the child justice system (GC24)⁴⁷. These provide important guidance on how to interpret the Convention on the Rights of the Child in the context of emerging issues. It is worth noting that in the first judgment under the Incorporation Act, the High

⁴⁵ UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 26 on Children's Rights and the Environment with a Special Focus on Climate Change, UN doc. CRC/C/GC/26.

⁴⁶ UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 25 on Children's Rights in Relation to the Digital Environment, UN doc. CRC/C/GC/25.

⁴⁷ UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 24 on Children's Rights in the Child Justice System, UN doc. CRC/C/GC/24.

en relation avec l'environnement numérique (OG25)⁴⁶ et sur l'importante mise à jour des droits de l'enfant dans le système de justice des mineurs (OG24)⁴⁷. Ces Observations générales fournissent des indications importantes sur la manière d'interpréter la Convention des droits de l'enfant dans le contexte des questions émergentes. Il convient de noter que dans le premier arrêt rendu en vertu de la loi sur l'incorporation, la Haute Cour de justice d'Écosse a fait spécifiquement référence aux Observations générales 12 et 24 comme étant pertinentes pour les actions du Lord Advocate, lorsqu'il s'agit de déterminer si un enfant doit faire l'objet de poursuites pénales et pour encadrer ces poursuites⁴⁸.

La nouvelle Observation générale 27 sur le droit des enfants à l'accès à la justice et à des recours effectifs (qui, au moment de la rédaction du présent document, est en cours d'élaboration) arrive à point et sera particulièrement bénéfique pour l'Écosse, qui continue à développer ses recours internes. En outre, l'article 4(2)(f) de la loi sur l'incorporation permet de prendre en considération les rapports des Journées de débat général (JDG) organisées par le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, y compris ceux qui n'aboutissent pas à une nouvelle Observation générale. Par exemple le rapport sur la protection et l'autonomisation des enfants en tant que défenseurs des droits de l'homme (2018)⁴⁹ et du rapport sur les enfants de pa-

Court of Justiciary made specific reference to General Comments 12 and 24 as relevant to the actions of the Lord Advocate in determining whether to prosecute a child, and to the conduct of a prosecution⁴⁸.

The timing of the new General Comment 27 on children's right to access justice and effective remedies (which, at the time of writing, is under development) will be particularly beneficial as Scotland further develops its domestic remedies. Furthermore, Section 4(2)(f) of the Act extends consideration to include reports on Days of General Discussion, which allows even those reports that do not ultimately result in a new General Comment to be used. Examples include the report on protecting and empowering children as human rights defenders (2018)⁴⁹ and the report on children of incarcerated parents (2011)⁵⁰.

The inclusion of Concluding Observations as an aid to interpretation allows Scottish courts to look at the specific suggestions and general recommendations made by the Committee under Article 45(d) of the Convention on the Rights of the Child. Section 4(2)(g) provides a broader catchall provision that allows courts to consider any other international and comparative law. While it is not yet clear how much weight Scottish courts will place on these wider aids to interpretation, this section gives a clear indication of the maximalist approach that the Scottish Parliament intends the courts to take.

générale 26 sur les droits de l'enfant et l'environnement, en mettant l'accent sur le changement climatique, UN doc. CRC/C/GC/26.

⁴⁶ Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation générale 25 sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique, UN doc. CRC/C/GC/25.

⁴⁷ Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observation générale 24 sur les droits de l'enfant dans le système de justice pour enfants, UN doc. CRC/C/GC/24.

⁴⁸ References by HMA to the High Court of Judiciary in the summary prosecutions by the Procurator Fiscal Dundee v. JH & LL and the Commissioner for Children and Young People in Scotland (2025), HCJAC 2.

⁴⁹ Comité des droits de l'enfant de l'ONU, *Journée de débat général (JDG) 2018 Protéger et autonomiser les Enfants en tant que Défenseurs des Droits Humains Rapport*, 2018.

⁴⁸ References by HMA to the High Court of Judiciary in the summary prosecutions by the Procurator Fiscal Dundee v. JH & LL and the Commissioner for Children and Young People in Scotland (2025), HCJAC 2.

⁴⁹ UN Committee on the Rights Of The Child, *Day of General Discussion (DGD) 2018 Protecting and Empowering Children as Human Rights Defenders Report*, 2018.

⁵⁰ UN Committee on the Rights of the Child, *Report and Recommendations of the Day of General Discussion on Children of Incarcerated Parents*, 2011.

rents incarcérés (2011)⁵⁰.

L'inclusion des Observations finales comme outil d'interprétation permet aux tribunaux écossais de prendre en considération les suggestions spécifiques et les recommandations générales du Comité, conformément à l'article 45(d) de la Convention internationale des droits de l'enfant. L'article 4(2)(g), contient une disposition plus large qui permet aux tribunaux de prendre en considération tout autre droit international et comparé. Bien qu'il ne soit pas encore clair quel poids les tribunaux écossais accorderont à ces outils d'interprétation plus larges, cet article donne une indication claire de l'approche maximaliste que le Parlement écossais souhaite que les tribunaux adoptent.

La deuxième partie de la loi définit les obligations des autorités publiques et indique clairement qu'il est illégal pour une autorité publique d'agir, ou de s'abstenir d'agir, d'une manière incompatible avec les exigences de la Convention internationale des droits de l'enfant. La définition des « autorités publiques » a été élargie pour inclure toute personne exerçant des fonctions de nature publique, y compris les fonctions exercées dans le cadre d'autres contrats ou accords avec une autorité publique, même si ces dernières ne sont pas financées par des fonds publics.

Compte tenu des limites de la dévolution et de la clarification de ces limites par la Cour suprême, l'article 6(2) précise que seules les fonctions découlant du Parlement ou de l'État de droit écossais entrent dans le champ d'application, mais non celles du Parlement britannique – quand bien même ces fonctions du Parlement britannique seraient en relation avec des questions dévolues. Cela crée une situation complexe à court terme, en particulier pour les aspects de l'éducation, du

Part 2 of the Act sets out the duties on public authorities and makes clear that it is unlawful for a public authority to act, or fail to act, in connection with a relevant function in a way that is incompatible with the requirements of the Convention on the Rights of the Child. The definition of 'public authorities' has been given broad scope to include all those that deliver functions of a public nature, including functions carried out under other contract or through other arrangements with a public authority, even when they are not publicly funded.

Given the limits of devolution and the Supreme Court's clarification on those limits, Section 6(2) makes clear that that scope of relevant functions is only those that derive from the Scottish Parliament or rule of law, but not from the UK Parliament – even if those UK Parliament functions relate to devolved matters. This creates a complicated picture in the short term, especially for aspects of education, family law and social work where the devolved law finds its origin in UK legislation. Such laws will be outside the scope of the Act even if they have been amended by the Scottish Parliament. In the longer term, all devolved matters can be repatriated through Acts of the Scottish Parliament and brought within scope of the Act.

The first case taken under the Incorporation Act was related to determining scope, with the Lord Advocate arguing that the independent nature of prosecution meant that the Act did not apply to prosecutorial decisions. The Children and Young People's Commissioner intervened in the case, arguing that it was clear that the intention of the Scottish Parliament had been to include all functions of a public nature and that any restriction related only to those things reserved to the UK Parliament. The

⁵⁰ Comité des droits de l'enfant de l'ONU, *Rapport et recommandations de la journée de débat général sur les enfants de parents incarcérés*, 2011.

droit de la famille et du travail social où la loi dévolue trouve son origine dans la législation britannique. De telles lois n'entrent pas dans le champ d'application de la loi sur l'incorporation, même lorsqu'elles ont été modifiées par le Parlement écossais. À plus long terme, toutes les questions dévolues peuvent être rapatriées par le biais de lois du Parlement écossais et entrer dans le champ d'application de la loi.

La première affaire jugée en vertu de la loi sur l'incorporation concernait la détermination du champ d'application, le Lord Advocate soutenant qu'en raison de la nature indépendante de l'autorité de poursuites pénales la loi ne s'appliquait pas aux décisions du ministère public. Le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse est intervenu dans le débat, arguant qu'il était évident que l'intention du Parlement écossais était d'inclure toutes les fonctions de nature publique et que les seules restrictions concernaient les questions réservées au Parlement britannique. La Haute Cour de justice d'Écosse a reconnu que la loi s'appliquait clairement aux décisions du ministère public⁵¹.

Le tribunal s'est également référé à une déclaration du Secrétaire du Cabinet à la Justice et aux Affaires intérieures soulignant que l'intention du gouvernement avait été d'étendre les protections des droits « au-delà de l'équité des procédures pénales, la prise de décision du ministère public. Nous parlons ici d'un nouveau motif de contestation qui n'existe pas encore »⁵².

Si l'objectif d'une approche fondée sur les droits est d'éviter les litiges, l'opposabilité des obligations prévues par la loi est un mécanisme important de responsabilisation qui

High Court of Justiciary agreed that the Act clearly applies to prosecutorial decisions⁵¹.

The court also referred to a statement from the Cabinet Secretary for Justice and Home Affairs pointing out that government intention had been to extend rights protections “beyond the fairness of criminal proceedings and into prosecutorial decision making. We are talking about a new ground of challenge which does not exist at the moment”⁵².

While the purpose of a rights-based approach is to avoid litigation, the justiciability of the duties in the Act is an important accountability mechanism that helps to drive culture change. The Act enables all under-18s to raise claims against a public authority that has contravened the incorporated articles of the Convention (Section 7), and all legislation raised before the courts requires interpretation in line with the Convention.

The Act provides a wide array of remedies. Proceedings can be brought against a public authority in any civil court or tribunal that has the jurisdiction to grant the remedy sought, and the Convention can be relied on in any legal proceedings. Human rights bodies – such as the Children and Young People's Commissioner Scotland and the Scottish Human Rights Commission – can bring cases in their own name. The Children and Young People's Commissioner has produced a Children's Rights Strategic Litigation Toolkit to inform its use of the new powers⁵³.

⁵¹ References by HMA to the High Court of Judiciary in the summary prosecutions by the Procurator Fiscal Dundee v. JH & LL and the Commissioner for Children and Young People in Scotland (2025), HCJAC 2.

⁵² Parlement écossais, Official Report, 24 April 2024, cm. 128.

⁵³ References by HMA to the High Court of Judiciary in the summary prosecutions by the Procurator Fiscal Dundee v. JH & LL and the Commissioner for Children and Young People in Scotland (2025), HCJAC 2.

⁵² Scottish Parliament, *Official Report*, 24 April 2024, col. 128.

⁵³ Children and Young People's Commissioner Scotland, *Children's Rights Strategic Litigation Toolkit* (CCYP/2022/04), October 2014, <https://www.cypsc.org.uk/wpcypcs/wp-content/uploads/2022/11/Strate>



Bruce Adamson, Commissaire à l'enfance et à la jeunesse en Écosse de 2017 à 2023, sous la forme d'une figurine Lego.

Bruce Adamson, Children and Young People's Commissioner Scotland from 2017 to 2023, as a LEGO figure.

© Bruce Adamson

contribue à faire évoluer les mentalités. La loi permet à tout mineur de porter plainte contre une autorité publique qui aurait enfreint les articles de la Convention (article 7) et toute législation portée devant les tribunaux doit être interprétée conformément à la Convention.

La loi offre un large éventail de voies de recours. Une action contre une autorité publique peut être intentée devant tout tribunal civil ayant compétence à accorder la réparation demandée et la Convention peut être invoquée dans toute procédure judiciaire. Les organes de défense des droits de l'Homme – tels que le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse d'Écosse et la Commission écossaise des droits de l'Homme – peuvent intenter des actions en leur nom propre. Le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse a élaboré une brochure détaillée qui aide les mineurs à utiliser au mieux les nouveaux pouvoirs dont ils disposent⁵³.

Plusieurs dispositions importantes reconnaissent le caractère spécifique de l'accès des mineurs à la justice et leur droit à un recours effectif. Les délais habituels d'un an ou de trois mois pour la Court of Session, la Cour suprême d'Écosse, ne s'appliquent pas à la minorité, de sorte que l'horloge ne commence à tourner que lorsque l'enfant atteint l'âge de 18 ans (articles 7(11) et 7(13)).

En ce qui concerne les recours judiciaires, l'article 9 prévoit que les tribunaux écossais sont expressément tenus de prendre en considération l'avis de l'enfant sur l'efficacité du recours et qu'ils doivent le faire de manière à favoriser l'enfant. La loi précise qu'il existe une présomption selon laquelle un enfant est capable de se forger une opinion, quel que

There are several important provisions to recognising the distinct nature of children's access to justice and right to an effective remedy. The usual time limits of one year, or three months for the Court of Session, are disapplied for the period of childhood, so the clock doesn't start ticking until a child turns 18 (Sections 7(11) and 7(13)).

In terms of judicial remedies, Section 9 provides that Scottish courts are specifically required to consider the views of the child about the effectiveness of the remedy, and they must do so in a manner that the child prefers. The Act makes clear that there is a presumption that a child of any age is capable of forming a view. This has the potential to radically change judicial practice and puts Scotland in an exciting position with the development of the new General Comment on Access to Justice and Effective Remedy.

Part 4 of the Act focuses on legislation. Section 23 ensures that all new laws and regulations are compatible with the Convention on the Rights of the Child by requiring a statement of compatibility in line with well-established practice relating to other incorporated rights obligations⁵⁴. All legislation must be interpreted in line with the Convention (Section 24). The courts can strike down existing legislation that is incompatible with the Convention (Section 25) and issue incompatibility declarators for any future legislation (Section 26).

While the other parts of the Act relate specifically to the direct incorporation of the Convention on the Rights of the Child into domestic law, Part 3 reflects the comprehensive approach that Scotland wanted to take to its implementation. This reflects the wider obligation in Article 4 of the Conven-

⁵³ Children and Young People's Commissioner Scotland, *Children's Rights Strategic Litigation Toolkit* (CCYP/2022/04), octobre 2014, <https://www.cypcs.org.uk/wpcypcs/wp-content/uploads/2022/11/Strategic-Litigation-Toolkit-FINAL.pdf>.

gic-Litigation-Toolkit-FINAL.pdf.

⁵⁴ See: Adamson, "Protection of Human Rights".

soit son âge. Cela peut changer radicalement la pratique judiciaire et place l'Écosse dans une position intéressante, alors même qu'une nouvelle Observation générale sur le droit de l'enfant d'accéder à la justice et à des voies de recours effectives est en cours d'élaboration.

La quatrième partie de la loi se concentre sur la législation. L'article 23 garantit que toutes les nouvelles lois et réglementations seront compatibles avec la Convention internationale des droits de l'enfant en exigeant une déclaration de compatibilité, conformément aux meilleures pratiques déjà établies en lien avec d'autres obligations juridiques incorporées⁵⁴. Toute législation doit être interprétée conformément à la Convention (article 24). Les tribunaux peuvent abroger toute législation existante incompatible avec la Convention (article 25) et émettre des déclarations d'incompatibilité pour toute législation future (article 26).

Alors que les autres parties de la loi concernent spécifiquement l'incorporation directe de la Convention internationale des droits de l'enfant dans le droit interne, la troisième partie reflète l'approche globale que l'Écosse a voulu adopter pour sa mise en œuvre. Cela fait écho à l'engagement plus large de l'article 4 de la Convention, qui demande aux États de « prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre » la Convention ainsi que les recommandations plus larges relatives aux mesures générales de mise en œuvre énoncées dans l'Observation générale n° 5⁵⁵. La loi prévoit une série de mesures de mise en œuvre volontaristes et réactives destinées à aider les parties prenantes à remplir leurs obligations positives et négatives en matière d'application des droits de la Convention, à savoir : un schéma directeur pour les droits de l'enfant (articles 14 à 16) ; des évaluations

tion, which requires States to “undertake all appropriate legislative, administrative, and other measures for the implementation” of the Convention and the wider recommendations in relation to the General Measures of Implementation set out in General Comment 5⁵⁵. The Act sets out a range of proactive and responsive implementation measures designed to support duty-bearers to give effect to both the positive and negative obligations required to deliver Convention rights, namely: a children's rights scheme (Sections 14–16); child rights and wellbeing impact assessments (Section 17); and reporting obligations on public authorities (Section 18) and on the Scottish Parliament itself (Section 21).

Scotland has long prided itself on its approach to child participation, and the country has been at the forefront of the development of implementation tools, such as Children's Rights Impact Assessments. The new scheme set out in section 14 of the Incorporation Act has the potential to fully embed rights-based practice into the work of the Scottish Government. As stated in Section 14 of the Act, the scheme includes obligations to:

- a. ensure that children are able to participate in the making of decisions that affect them with access to such support and representation (for example from children's advocacy services) as they require to do so,
- b. identify and address any situation where a child's rights are (or are at a significant risk of) not being fulfilled,
- c. raise awareness of and promote the rights of children,
- d. promote complaints handling procedures that children can understand and use,

⁵⁴ Voir: Adamson, « Protection of Human Rights ».

⁵⁵ CRC/GC/2003/5.

55 CRC/GC/2003/5.

d'impact sur les droits et le bien-être de l'enfant (article 17) ; et l'obligation d'établir des rapports faite aux autorités publiques (article 18) et au Parlement écossais lui-même (article 21).

L'Écosse est depuis longtemps fière de son approche en matière de participation des enfants et a été à l'avant-garde de l'élaboration d'outils de mise en œuvre, tels que les évaluations d'impact sur les droits de l'enfant. Le nouveau schéma directeur, défini à l'article 14 de la loi sur l'incorporation, a le potentiel d'intégrer pleinement les pratiques fondées sur les droits dans le travail du gouvernement écossais. Il prévoit les obligations suivantes :

- a. veiller à ce que les enfants puissent participer à la prise des décisions qui les concernent, en bénéficiant de l'assistance et de la représentation nécessaires à cet effet (par exemple par le biais des défenseurs des enfants) ;
- b. identifier et remédier à toute situation dans laquelle les droits de l'enfant ne sont pas (ou risqueraient de ne pas être) respectés ;
- c. sensibiliser aux droits des enfants et les promouvoir ;
- d. promouvoir des procédures de traitement des plaintes que les enfants peuvent comprendre et utiliser ;
- e. veiller à ce que les enfants aient un accès effectif à la justice ;
- f. protéger les droits des enfants dans le cadre de leurs interactions avec les personnes (autres que les autorités publiques) qui fournissent des services les concernant ;
- g. prendre en compte les droits des enfants dans le processus budgétaire du gouvernement écossais ;
- h. veiller à ce que les actions du gouvernement écossais contribuent à atteindre tous les objectifs nationaux pour les enfants que ce dernier s'est fixés conformément à la première partie du Community

- e. ensure that children have effective access to justice,
- f. protect the rights of children in relation to their interactions with persons, other than public authorities, who provide services which affect children,
- g. consider the rights of children in the Scottish Government's budget process,
- h. ensure that their [the Scottish Government's] actions contribute to any national outcome for children determined by them under Part 1 of the Community Empowerment (Scotland) Act 2015 [for example, to reduce poverty and inequality],
- i. prepare and publish child rights and wellbeing impact assessments,
- j. use, and promote the use of, inclusive ways of communicating that ensure that children can receive information and express themselves in ways that best meet their needs (in relation to speech, language or otherwise)⁵⁶.

To support the Act, the Scottish Government has brought forward a series of guidance documents⁵⁷.

Looking forward

Professor Ann Skelton, Chair of the United Nations Committee on the Rights of

⁵⁶ United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 (ASP 1) § 14, ¶ 3.

⁵⁷ Children and Families Directorate, UNCRC (Incorporation) (Scotland) Act 2024 – Part 2: Statutory Guidance, September 2024, <https://www.gov.scot/publications/statutory-guidance-part-2-uncrc-incorporation-scotland-act-2024-2/>; Children and Families Directorate, UNCRC (Incorporation) (Scotland) Act 2024 – Part 3: Statutory Guidance, September 2024, <https://www.gov.scot/publications/statutory-guidance-part-3-uncrc-incorporation-scotland-act-2024-2/>; Children and Families Directorate, United Nations Convention on the Rights of the Child (UNCRC): Clarification of Inherent Obligations, September 2024, <https://www.gov.scot/publications/clarification-inherent-obligations-united-nations-convention-rights-child-uncrc/>; and Children and Families Directorate, United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024: Sources to Guide Interpretation, September 2024, <https://www.gov.scot/publications/>

Empowerment (Scotland) Act 2015 [par exemple, pour réduire la pauvreté et les inégalités],

- i. préparer et publier des études d'impact sur les droits et le bien-être des enfants ; et
- j. utiliser et promouvoir l'utilisation de modes de communication inclusifs qui garantissent que les enfants reçoivent des informations et puissent s'exprimer de la manière qui répond le mieux à leurs besoins (en termes d'élocution, de langue ou autre).⁵⁶

Pour soutenir la loi, le gouvernement écossais a présenté une série lignes directrices⁵⁷.

Regard vers l'avenir

La professeure Ann Skelton, présidente du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, a déclaré que la loi écossaise de 2024 sur l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant est l'un des textes législatifs nationaux les plus impressionnantes au monde en matière de droits de l'enfant⁵⁸. Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a salué les progrès réalisés

the Child, has said that the United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 is one of the most impressive pieces of domestic legislation on children's rights in the world⁵⁸. The United Nations Committee on the Rights of the Child commended Scotland's progress in its latest Concluding Observations⁵⁹. The incorporation of the Convention, along with the other recent legislative changes in Scotland, sends a clear message that Scotland wants to take children's rights seriously. However, the fulfilment of rights requires more than just legal change.

In Scotland we are seeing growing levels of engagement from public authorities, children's rights organisations, parenting organisations, and those delivering services to children. Also, children themselves are growing in confidence in the use of children's rights. But the question of whether the incorporation of the Convention on the Rights of the Child delivers for children should be judged based on what children themselves have called for. Have we delivered a system that ensures that "rights are help before you even ask"? Does it protect children so that they feel that "my rights are my armour to me", and do children feel that "My rights give me power, freedom, courage"? Those will be the true tests and the questions that we cannot wait another hundred years to answer.

⁵⁶ United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 (ASP 1) § 14, ¶ 3.

⁵⁷ Children and Families Directorate, *UNCRC (Incorporation) (Scotland) Act 2024 – Part 2: Statutory Guidance*, septembre 2024, <https://www.gov.scot/publications/statutory-guidance-part-2-uncrc-incorporation-scotland-act-2024-2/>; Children and Families Directorate, *UNCRC (Incorporation) (Scotland) Act 2024 – Part 3: Statutory Guidance*, septembre 2024, <https://www.gov.scot/publications/statutory-guidance-part-3-uncrc-incorporation-scotland-act-2024-2/>; Children and Families Directorate, *United Nations Convention on the Rights of the Child (UNCRC): Clarification of Inherent Obligations*, septembre 2024, <https://www.gov.scot/publications/clarification-inherent-obligations-united-nations-convention-rights-child-uncrc/>; et Children and Families Directorate, *United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024: Sources to Guide Interpretation*, septembre 2024, <https://www.gov.scot/publications/sources-guide-interpretation-united-nations-convention-rights-child-incorporation-scotland-act-2024/>.

⁵⁸ Ann Skelton, FTT Health and Education Chamber, Scotland UNCRC Training, 2–4 octobre 2024, Glasgow.

[sources-guide-interpretation-united-nations-convention-rights-child-incorporation-scotland-act-2024/](https://www.gov.scot/publications/sources-guide-interpretation-united-nations-convention-rights-child-incorporation-scotland-act-2024/).

⁵⁹ Ann Skelton, FTT Health and Education Chamber, Scotland UNCRC Training, 2–4 October 2024, Glasgow.

⁵⁹ UN Committee on the Rights of the Child, *Concluding Observations on the Combined Sixth and Seventh Periodic Reports of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland*, UN doc. CRC/C/GBR/CO/6-7.

par l'Écosse dans ses dernières Observations finales⁵⁹. L'incorporation de la Convention, tout comme les autres changements législatifs qui ont récemment eu lieu en Écosse, sont un signe clair de sa volonté de prendre au sérieux les droits de l'enfant. Toutefois, la réalisation des droits exige plus que de simples changements juridiques.

En Écosse, nous constatons un engagement croissant des autorités publiques, des organisations de défense des droits de l'enfant, des organisations de parents et des prestataires de services aux enfants. Par ailleurs, les enfants eux-mêmes sont de plus en plus confiants dans l'utilisation de leurs droits. Mais la question de savoir si l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant est bénéfique pour les enfants doit être jugée sur la base de ce que les enfants eux-mêmes ont demandé. Avons-nous mis en place un système qui garantisse que « les droits aident avant même de demander » ? Ce système protège-t-il les enfants de manière à ce qu'ils aient le sentiment que « mes droits sont mon armure » et que « mes droits me donnent du pouvoir, de la liberté, et du courage » ? Tels seront les véritables tests et les questions auxquelles nous ne pourrons pas attendre un autre siècle pour répondre.

59 Comité des droits de l'enfant de l'ONU, Observations finales concernant le rapport du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord valant sixième et septième rapports périodiques, UN doc. CRC/C/GBR/CO/6-7.

Les droits de l'enfant en Irlande et les 20 ans de l'Ombudsman for Children's Office : des origines aux enjeux futurs

Texte original en anglais, traduit en français
Original text in English, translated into French

Children's rights in Ireland and 20 years of the Ombudsman for Children's Office: where we came from and what lies ahead

Niall Muldoon est l’Ombudsman for Children (Défenseur des droits de l’enfant) d’Irlande. Psychologue du conseil et psychologue clinicien et conseiller, il a été nommé en 2015 par le président irlandais Michael D. Higgins. En tant qu’Ombudsman for Children, Niall s’est attaché à créer une Irlande où les enfants et les jeunes sont activement entendus, en particulier les plus vulnérables d’entre eux.

Niall Muldoon is Ireland’s Ombudsman for Children. Niall, who is a counselling and clinical psychologist, was appointed in 2015 by President Michael D. Higgins. As Ombudsman for Children, Niall has focused on generating an Ireland where children and young people are actively heard, especially those who are the most vulnerable.

La ratification par l'Irlande de la Convention internationale des droits de l'enfant

Le chemin qui a mené l'Irlande à reconnaître les droits de l'enfant a été semé d'embûches, marqué par de nombreux scandales tout comme par l'influence de l'Église catholique sur la société irlandaise. Au début du XX^e siècle, les principales personnalités politiques irlandaises semblaient pourtant avoir adopté une approche commune concernant la reconnaissance des enfants en tant que détenteurs de droits individuels. C'est ce qui ressort de l'adoption par l'État irlandais de la Déclaration des droits de l'enfant de 1924, également connue sous le nom de Déclaration de Genève - le premier document international sur les droits de l'Homme à traiter spécifiquement des droits de l'enfant.

En 2015, un exemplaire original de la Déclaration a été donné à l'Ombudsman for Children's Office (« Bureau du Défenseur des droits de l'enfant »). Ce document présente un certain nombre de particularités. Tout d'abord, il est traduit en irlandais et en anglais. La traduction irlandaise a eu lieu en septembre et octobre 1923, avant même que la Déclaration ne soit approuvée par la Société des Nations. Il s'agissait là d'un effort délibéré visant à nationaliser des principes à vocation universelle¹. Deuxièmement, la déclaration que l'Ombudsman for Children's Office a reçue est signée par 18 des personnalités publiques les plus en vue en Irlande à l'époque, hommes et femmes confondus. Elle porte par exemple les signatures des chefs de file des principales confessions religieuses d'Irlande - chrétiennes ou non. Plus frappant encore, elle porte les signatures de William T. Cosgrave, le chef du premier gouvernement de l'État

Ireland's ratification of the United Nations Convention on the Rights of the Child

Ireland's road to recognising children's rights was a bumpy one, marked by a history of scandals and impacted by the Catholic Church's influence on Irish society. However, in the early twentieth century, Ireland's key political figures seemed to be taking a somewhat unified approach to recognising children as individual rights holders. This is evident from the State's endorsement of the 1924 Declaration of the Rights of the Child, also known as the Declaration of Geneva – the first international human rights document in history to specifically address children's rights.

Notably, in 2015 an original copy of the Declaration was donated to Ireland's Ombudsman for Children's Office, and it has some distinctive features. Firstly, it is translated into Irish and English. The Irish translation took place in September and October 1923 in advance of the Declaration's endorsement by the League of Nations. This was part of a deliberate effort to localise or nationalise principles that were intended for universal application¹. Secondly, the Declaration that the Ombudsman for Children's Office received is signed by 18 of the most prominent public figures, men and women, in Ireland at that time. For instance, it bears the signatures of the leading lights in all the main churches in Ireland – Christian and otherwise. More striking, though, is that it carries the signatures of William T. Cosgrave, the head of the first government of the recently established independent Irish State, and his chief political adversary, Eamon de Valera. These were two men who had taken opposing sides in a bitter dispute over the nature of the political settlement

¹ InQuest, *1924 Declaration of the Rights of the Child: Research Report Donated to the Ombudsman for Children's Office* (2016).

¹ InQuest, *1924 Declaration of the Rights of the Child: Research Report Donated to the Ombudsman for Children's Office* (2016).

irlandais indépendant, et de son principal adversaire politique, Eamon de Valera. Ces deux hommes avaient des visions opposées de l'accord politique qui devait permettre à l'Irlande d'accéder à l'indépendance et, un an auparavant, leur affrontement avait dégénéré en guerre civile. Leur signature commune de la Déclaration de Genève indique donc qu'il existait un consensus dans le nouvel État irlandais sur les principes qu'elle énonçait.

Cependant, l'effet de la Déclaration a été limités en Irlande, car sa ratification n'a eu aucun impact sur la législation ou la politique irlandaises. En outre, dans les décennies qui ont immédiatement suivi l'indépendance, l'Église catholique a exercé une influence considérable sur la société irlandaise. L'État, qui manquait de ressources, a ainsi délégué à divers ordres religieux des pans entiers de l'action publique en matière d'éducation, de santé et de services sociaux. L'enseignement social catholique était également omniprésent, ce qui avait une incidence directe sur les droits - et la protection - des enfants. L'Église insistait en particulier sur le caractère sacré de la famille irlandaise et continuait à soutenir que l'État n'avait pas à s'immiscer dans la cellule familiale².

Pendant la majeure partie du XX^e siècle, l'approche irlandaise de la protection de l'enfance était essentiellement réactive. Ce système a toutefois commencé à être remis en question à partir des années 1970, lorsque des affaires très médiatisées ont révélé les insuffisances et les abus au sein de certaines institutions, en particulier celles gérées par des organismes religieux. En mars 1993, un homme de 48 ans du com-

that underpinned Irish independence and over which a destructive civil war had been fought just a year before. Thus, we can understand from this action that despite the deep political divisions that existed in the new Irish State, there was agreement regarding the principles enunciated in the Declaration of Geneva.

However, the Declaration's effect in Ireland was somewhat limited, as its signing had no impact on Irish law or policy. Furthermore, in the immediate post-independence decades in Ireland, from the 1920s onwards, the Catholic Church exercised a huge influence over Irish society. Thus, the under-resourced State was content to offload to various religious orders the responsibility for vast areas of public policy in respect of education, health and social services. Catholic social teaching was also pervasive, and this had a direct bearing on the rights afforded – and the protections provided – to children. In particular, the Church emphasised the sanctity of the Irish family unit, continuing to endorse that what a family chooses to do is of no concern to the State².

Throughout much of the twentieth century, Ireland's approach to children's welfare was primarily reactive. However, from the 1970s onwards, this system began to face increasing scrutiny as high-profile cases revealed the inadequacies and abuses within institutional settings, in particular those managed by religious bodies. For example, in March 1993, a forty-eight-year-old County Kilkenny father of two was convicted of rape, incest and assault committed between 1976 and 1991. An investigation into this case was ordered when it emerged that his daughter, the victim in this case, had had more than 100 contacts with the health

² Pour plus d'informations sur l'influence de l'Église catholique sur la société irlandaise après l'indépendance, voir, par exemple, John H. Whyte, *Church and State in Modern Ireland 1923–1979*, 2e éd. (Gill & Macmillan, 1980).

² For further information on the influence of the Catholic Church on Irish society post-independence, see, for example: J. H. Whyte, *Church and State in Modern Ireland 1923–1979*, 2nd ed. (Gill & Macmillan, 1980).

té de Kilkenny, père de deux enfants, a par exemple été reconnu coupable de viols, d'inceste et de violences, commis entre 1976 et 1991. Une enquête sur cette affaire a été ordonnée lorsqu'il est apparu que la victime, en l'occurrence sa fille, avait eu plus de 100 contacts avec les services de santé au fil des ans pour le traitement de blessures physiques graves³. L'enquête sur l'inceste de Kilkenny, menée en 1993 par la juge Catherine McGuinness, a mis en lumière l'incapacité de l'Irlande à protéger ses enfants et il a été noté qu'« en 1993, la protection de l'enfance jouait un rôle très mineur dans les activités du gouvernement central et des services sociaux et de santé »⁴. L'enquête a recommandé de clarifier et de préciser les droits de l'enfant dans la Constitution irlandaise, l'accent très fort qui y est mis sur les droits de la famille pouvant être interprété comme une primauté des droits des parents sur ceux des enfants⁵. Ce constat a été repris en 1996 par le rapport du groupe de révision de la Constitution, puis en 1998 par le Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant.

Au cours des années 1980 et 1990, l'Irlande a connu d'importants changements sociétaux, notamment une croissance économique, une plus grande mobilité sociale et un changement d'attitude du public à l'égard du rôle de l'État dans le domaine de la protection sociale. Au cours de cette période, les enfants ont été de plus en plus reconnus comme des détenteurs de droits individuels plutôt que comme des bénéficiaires passifs des soins et de la protection des adultes. Les groupes de pression et les

service over the years for the treatment of serious physical injuries³. The 1993 Kilkenny Incest Investigation, led by Judge Catherine McGuinness, shone a light on Ireland's failure to protect its children, and it was noted that "in 1993, child protection played a very minor role in the business of central government and the health and social services"⁴. The investigation recommended that the Irish Constitution include a clearer and stronger articulation of the rights of the child, because the very strong emphasis on the rights of the family in the Constitution may be interpreted as placing a higher value on the rights of parents than on the rights of children⁵. This was echoed by the report of the Constitution Review Group in 1996, and subsequently by the United Nations Committee on the Rights of the Child in 1998.

During the 1980s and 1990s, Ireland experienced significant societal changes, including economic growth, greater social mobility, and a shift in public attitudes towards the role of the State in social welfare. This period saw a growing recognition of children as individual rights holders rather than passive recipients of adult care and protection. Advocacy groups and civil society organisations began to exert pressure on the government to reform the child protection and welfare system, calling for a more proactive and rights-based approach to children's issues⁶. The 1991 Child Care Act marked an early attempt to reform child

³ Catherine McGuinness, *Kilkenny Incest Investigation : Report presented to Mr Brendan Howlin T.D. Minister for Health by South Eastern Health Board* (The Stationery Office, 1993).

⁴ Helen Buckley and Caroline O'Nolan, *An Examination of Recommendations from Inquiries into Events in Families and Their Interactions with State Services, and Their Impact on Policy and Practice* (Government Publications, 2013), 8.

⁵ McGuiness, *Kilkenny Incest Investigation*.

³ Catherine McGuinness, *Kilkenny Incest Investigation: Report presented to Mr Brendan Howlin T.D. Minister for Health by South Eastern Health Board* (The Stationery Office, 1993).

⁴ Helen Buckley and Caroline O'Nolan, *An Examination of Recommendations from Inquiries into Events in Families and Their Interactions with State Services, and Their Impact on Policy and Practice* (Government Publications, 2013), 8.

⁵ McGuiness, *Kilkenny Incest Investigation*.

⁶ K. Burns and C. McGregor, "Child Protection and Welfare Systems in Ireland: Continuities and Discontinuities of the Present," in *National Systems of Child Protection*, ed. L. Merkel-Holguin, J. Fluke, and R. Krugman, vol 8, *Child Maltreatment* (Springer, 2019), 115–138.



La ministre de l'Enfance et de la Jeunesse, Frances Fitzgerald, à la bibliothèque Chester Beatty du château de Dublin, lors de la conférence de presse de la Children's Rights Alliance. L'organisation a appelé ses 100 membres à se mobiliser en faveur du « oui » lors du référendum sur les droits de l'enfant du 10 novembre 2012.

Minister for Children and Youth Affairs Frances Fitzgerald in the Chester Beatty Library in Dublin Castle at the Children's Rights Alliance press conference. The conference called for the Alliance's 100-strong membership to mobilise a 'Yes' vote in the Children's Referendum on 10 November 2012.

© PA Images / Alamy Stock Photo

organisations de la société civile ont commencé à faire pression sur le gouvernement pour qu'il réforme le système de protection et d'aide sociale de l'enfance, appelant à une approche plus volontariste et davantage fondée sur les droits⁶. La loi de 1991 sur la protection de l'enfance a marqué une première tentative de réforme des services de protection et d'aide sociale à l'enfance ; toutefois, elle n'a pas créé d'organisme indépendant chargé de veiller à l'application des droits de l'enfant⁷.

protection and welfare services; however, it did not create an independent body to oversee children's rights⁷.

Thus, prompted by consistent reports of the State's ineffective approach to child protection throughout the twentieth century, the State began to move towards more concrete recognition of the rights of the child. In 1992, Ireland signed and ratified the United Nations Convention on the Rights of the Child⁸, demonstrating a recognition of children's specific needs and vulnerabilities and the need for a changed approach to child protection. Unlike its ratification of the

6 K. Burns et C. McGregor, « Child Protection and Welfare Systems in Ireland : Continuities and Discontinuities of the Present », dans *National Systems of Child Protection*, dir. L. Merkel-Holguin, J. Fluke et R. Krugman, vol. 8, *Child Maltreatment* (Springer, 2019), 115–138.

7 Child Care Act 1991 (Act No. 17/1991) (Ir.), <https://www.irishstatutebook.ie/eli/1991/act/17/enacted/en.html>.

7 Child Care Act 1991 (Act No. 17/1991) (Ir.).

8 See: Children's Rights Alliance, *The United Nations Convention on the Rights of the Child* (2010), <https://assets.gov.ie/23814/5339ee8c9c564b37969703db-9781bc0d.pdf>.

Ainsi, aiguillonné par des rapports qui tout au long du tout au long du XX^e siècle ont souligné l’inefficacité de l’action publique en matière de protection de l’enfance, l’État irlandais a commencé à évoluer vers une reconnaissance plus concrète des droits de l’enfant. En 1992, l’Irlande a signé et ratifié la Convention internationale des droits de l’enfant (CIDE)⁸, démontrant ainsi qu’elle reconnaissait les besoins et les vulnérabilités spécifiques des enfants et la nécessité d’une nouvelle approche en matière de protection de l’enfance. Contrairement à ce qui s’est passé lorsqu’elle a ratifié la Déclaration de 1924, l’Irlande a, en ratifiant la CIDE, endossé l’obligation légale de mettre en œuvre ses dispositions. Ces dernières définissent les normes minimales qui doivent être respectées dans et par tous les États afin de garantir le respect des droits de l’enfant. En outre, l’Irlande est devenue responsable devant le Comité des droits de l’enfant des Nations Unies, qui a publié des rapports périodiques sur les progrès réalisés par l’Irlande en matière de droits de l’enfant.

Mise en place de l’Ombudsman for Children’s Office

L’Ombudsman for Children’s Office (« Bureau du Défenseur des droits de l’enfant ») est né de la nécessité pour l’Irlande de disposer d’une institution spécialisée dans la protection et la promotion des droits et du bien-être des enfants.

La Convention internationale des droits de l’enfant souligne la nécessité pour les États de mettre en place des organismes indépendants chargés de surveiller et de promouvoir ces droits⁹. En ratifiant la Convention, l’Ir-

1924 Declaration, when Ireland ratified the Convention it took on a legal obligation to implement its provisions. These provisions set out the minimum standards that need to be addressed in, and by, all States in order to ensure that children’s rights are respected. Moreover, Ireland became accountable to the United Nations Committee on the Rights of the Child, which has issued periodic reports on the progress Ireland had made in respect of children’s rights.

Setting up the Ombudsman for Children’s Office

The establishment of the Ombudsman for Children’s Office in Ireland was shaped by the need for a dedicated institution to protect and promote the rights and welfare of children.

The United Nations Convention on the Rights of the Child emphasises the need for States to establish independent bodies to monitor and promote these rights⁹. By ratifying the Convention, Ireland became obliged to align its domestic policies with international standards and to demonstrate a commitment to upholding children’s rights in a meaningful and transparent manner. The first Minister of State for Children, Austin Currie, was appointed in December 1994 and proposed the establishment of the Ombudsman for Children’s Office in 1996. However, this did not progress, and in 1998 the United Nations Committee on the Rights of the Child explicitly recommended creating an Ombudsman for Children to provide an independent mechanism for addressing complaints and pro-

⁸ Cf: Children’s Rights Alliance, *The United Nations Convention on the Rights of the Child* (2010), <https://assets.gov.ie/23814/5339ee8c9c564b37969703db9781bc0d.pdf>.

⁹ Comité des droits de l’enfant des Nations Unies, Observation générale 5 sur les mesures générales de mise

9 UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 5 on General Measures of Implementation of the Convention on the Rights of the Child, UN doc. CRC/GC/2003/5; UN Committee on the Rights of the Child, General Comment 2 on the Role of Independent National Human Rights Institutions in the Promotion and Protection of the Rights of the Child, UN doc. CRC/GC/2002/2.

lande s'est engagée à aligner ses politiques nationales sur les normes internationales et à démontrer sa volonté de défendre les droits de l'enfant de manière significative et transparente. Le premier secrétaire d'État à l'Enfance, Austin Currie, nommé en décembre 1994, a proposé la création d'un bureau de défenseur des droits de l'enfant en 1996. Cette proposition n'a toutefois rien donné et, en 1998, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a explicitement recommandé la création d'un poste de défenseur des droits de l'enfant, afin que l'Irlande dispose d'un mécanisme indépendant pour traiter les plaintes et promouvoir les droits de l'enfant dans tous les domaines de la politique publique¹⁰.

Le gouvernement irlandais a alors entamé des consultations sur la création d'un défenseur des droits de l'enfant. Ce processus s'est appuyé sur des études comparatives d'institutions similaires dans d'autres pays, notamment la Norvège, qui avait créé un bureau de défenseur des droits de l'enfant dès 1981¹¹. Ces modèles internationaux ont démontré l'efficacité potentielle d'un médiateur indépendant pour sauvegarder les droits des enfants et peser sur les décisions politiques.

C'est dans ce contexte d'évolution des attitudes sociétales, d'obligations internationales et de réformes législatives que l'Ombudsman for Children's Office a été officiellement créé en 2004 en vertu de

moting children's rights across all areas of public policy¹⁰.

The Irish Government then initiated consultations on establishing an ombudsman for children. The process was informed by comparative studies of similar institutions in other jurisdictions, including Norway, which had established an ombudsman's office for children as early as in 1981¹¹. Such international models demonstrated the potential effectiveness of an independent ombudsman in safeguarding children's rights and influencing policy change.

Against this backdrop of evolving societal attitudes, international obligations and legislative reforms, the Ombudsman for Children's Office was formally established in 2004 under the Ombudsman for Children Act 2002¹². It was created as an independent statutory body with a dual mandate: to promote the rights and welfare of children under the age of 18; and to investigate complaints made by children or on their behalf against public bodies, schools and voluntary hospitals. Establishing the Ombudsman for Children's Office marked a significant step forward in protecting and promoting children's rights in Ireland, reflecting both a response to domestic challenges and an alignment with international best practices. It signalled a commitment to ensuring that children's voices are heard in matters that affect them and that their rights are upheld in all areas of public life.

The first Ombudsperson for Children was Emily Logan, who took up office on 26 March 2004. Our first Annual Report, published in September 2006, outlined our

en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant, UN doc. CRC/GC/2003/5 ; Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, Observation générale 2 sur le rôle des institutions nationales indépendantes de défense des droits de l'Homme dans la promotion et la protection des droits de l'enfant, UN doc. CRC/GC/2002/2.

¹⁰ Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, Observations finales sur le rapport initial de l'Irlande, UN doc. CRC/C/15/Add.85.

¹¹ Mary Seneviratne, « Ombudsmen for Children », *Journal of Social Welfare and Family Law* 23, no. 2 (2001) : 217.

¹⁰ UN Committee on the Rights of the Child, Concluding Observations on Ireland's Initial Report, UN doc. CRC/C/15/Add.85.

¹¹ Mary Seneviratne, "Ombudsmen for Children," *Journal of Social Welfare and Family Law* 23, no. 2 (2001): 217.

¹² Ombudsman for Children Act 2002 (Act No. 22/2002) (Ir.).

l’Ombudsman for Children Act de 2002¹². Il a été créé en tant qu’organe statutaire indépendant doté d’un double mandat : promouvoir les droits et le bien-être des mineurs et enquêter sur les plaintes déposées par des enfants ou en leur nom contre des organismes publics, des écoles et des *voluntary hospitals* (hôpitaux privés à but non lucratif). La création de l’Ombudsman for Children’s Office a marqué une avancée significative dans la protection et la promotion des droits de l’enfant en Irlande, représentant à la fois une réponse aux défis nationaux et un alignement sur les meilleures pratiques internationales. Elle témoigne d’un engagement à faire entendre la voix des enfants dans les affaires qui les concernent et à faire respecter leurs droits dans tous les domaines de la vie publique.

La première Ombudsperson for Children d’Irlande a été Emily Logan, qui a pris ses fonctions le 26 mars 2004. Notre premier rapport annuel, publié en septembre 2006, décrit nos succès, nos défis et le travail accompli au cours de notre première année d’existence. Logan notait alors :

Le développement d’une nouvelle institution est toujours une tâche plus difficile et plus complexe à l’intérieur qu’il n’apparaît à l’extérieur. Cette première année, avec son mélange de défis, de frustrations et d’enthousiasme généré par la bonne volonté et la collaboration de tant de parties intéressées et de parties prenantes, n’a pas dérogé à la règle. [...] [D]es efforts considérables ont été déployés pour instaurer une culture d’indépendance, d’engagement et de travail acharné dans l’intérêt des enfants et des jeunes et pour définir des normes claires et de haut niveau dans le traitement des plaintes et les relations avec le public¹³.

successes, challenges and work done in our first year of establishment. Logan noted:

The development of a new institution is invariably more difficult and complex within than it appears from without. This first year has been the usual mix of challenge, frustration and the excitement generated by the goodwill and collaboration of so many interested parties and stakeholders. [...] [C]onsiderable effort was invested in establishing a culture of independence, of commitment and hard work for the interests of children and young people, of developing clear and high standards in dealing with complaints and with the public.¹³

She continued: “The establishment of this Office is part of a growing international consensus and momentum on how we should respect our children. In Ireland, the development of the Office is a strong statement and demonstration of policy change in relation to children and young people in Irish society”¹⁴.

What the Ombudsman for Children’s Office does

The Ombudsman for Children’s Office has three main functions:

- ▷ Complaints: to investigate complaints regarding actions of public bodies;
- ▷ Participation and rights education: to promote the rights and welfare of children; and
- ▷ Policy, research and legislation: to provide research and policy advice to the Irish Government and other bodies.

12 Ombudsman for Children Act 2002 (Act No. 22/2002) (Ir.), <https://www.irishstatutebook.ie/eli/2002/act/22/enacted/en/html>.

13 Ombudsman for Children’s Office, *Annual Report*

13 Ombudsman for Children’s Office, *Annual Report 2005* (September 2006), 1, <https://www.oco.ie/app/uploads/2006/09/AnnualReport2005.pdf>.

14 Ombudsman for Children’s Office, *Annual Report 2005*, 2.

Elle ajoutait : « La création de ce Bureau s'inscrit dans le cadre d'un consensus et d'un élan international croissant sur la manière dont nous devons respecter nos enfants. La création de ce Bureau est le signal fort d'un changement de politique à l'égard des enfants et des jeunes dans la société irlandaise »¹⁴.

Ce que l'Ombudsman for Children's Office fait

L'Ombudsman for Children's Office a trois fonctions principales :

- ▷ Plaintes : enquêter sur les plaintes concernant les actions d'organismes publics ;
- ▷ Participation et éducation aux droits : promouvoir les droits et le bien-être des enfants ;
- ▷ Politique, recherche et législation : fournir des études et des conseils politiques au gouvernement irlandais et à d'autres organismes.

La fonction « plaintes et enquêtes » consiste à traiter les plaintes déposées par des enfants ou en leur nom contre des organismes publics, des écoles et des hôpitaux privés à but non lucratif¹⁵. Ce mécanisme est essentiel pour garantir que la voix des enfants soit entendue et que leurs droits soient respectés dans les différents secteurs. Nous sommes habilités à recevoir des plaintes concernant toute action (ou absence d'action) d'un organisme public ou d'une organisation perçue comme ayant porté préjudice à un enfant¹⁶. La procédure d'enquête est conçue pour être accessible et adaptée aux enfants, afin de les encourager à exprimer leurs préoccupations et à demander

The complaints and investigations function deals with complaints from or on behalf of children against public bodies, schools and voluntary hospitals¹⁵. This mechanism is vital for ensuring that children's voices are heard and their rights upheld across various sectors. We are authorised to receive complaints about any action (or lack of action) by a public body or organisation that is perceived to have adversely affected a child¹⁶. The investigation process is designed to be accessible and child-friendly, encouraging children to raise concerns seek redress without fear of retaliation or intimidation.

After receiving a complaint, we can begin investigations to determine whether there has been an administrative failure or a breach of children's rights. An investigation can be triggered by a specific complaint, or it can be initiated independently by the Ombudsman if he or she suspects that there are systemic issues. After the investigation, we may issue recommendations to the relevant bodies to address identified breaches or failures¹⁷. Although these recommendations are not legally binding, there is a general expectation that public bodies comply; if they do not, they may face public disapproval or we may advocate further.

The Ombudsman for Children's Office also has the broader mandate of promoting and safeguarding children's rights as outlined in national and international law, including the United Nations Convention on the Rights of the Child¹⁸. As part of this, we undertake a range of activities aimed at raising public awareness of children's rights and advocating for a rights-based approach to policies and practices that affect children. These include public awareness campaigns, workshops and educational programmes

¹⁴ 2005 (septembre 2006), 1, <https://www.oco.ie/app/uploads/2006/09/AnnualReport2005.pdf>.

¹⁵ Ombudsman for Children's Office, *Annual Report 2005*, 2.

¹⁶ Ombudsman for Children Act 2002, § 8–9.

¹⁷ Ombudsman for Children Act 2002, § 10.

¹⁸ Ombudsman for Children Act 2002, § 8–9.

¹⁹ Ombudsman for Children Act 2002, § 10.

²⁰ Ombudsman for Children Act 2002, § 13.

²¹ Ombudsman for Children Act 2002, § 7 ¶ 1.

réparation sans craindre ni représailles, ni intimidation.

Après avoir reçu une plainte, nous pouvons ouvrir une enquête pour déterminer s'il y a eu une défaillance administrative ou une violation des droits de l'enfant. Une enquête peut être déclenchée par une plainte spécifique ou être diligentée de manière indépendante par l'Ombudsman s'il soupçonne l'existence de problèmes systémiques. À l'issue de l'enquête, l'Ombudsman peut adresser des recommandations aux organes compétents afin de remédier aux manquements ou aux défaillances constatés¹⁷. Bien que ces recommandations ne soient pas juridiquement contraignantes, on attend généralement des organismes publics qu'ils s'y conforment ; s'ils ne le font pas, ils s'exposent à la désapprobation de l'opinion publique ou à des mesures supplémentaires que nous pouvons préconiser.

L'Ombudsman for Children's Office a également pour mission plus large de promouvoir et de sauvegarder les droits de l'enfant tels qu'ils sont définis dans le droit national et international, y compris la Convention internationale des droits de l'enfant¹⁸. Dans ce cadre, nous proposons une série d'activités visant à sensibiliser le public aux droits de l'enfant et à promouvoir des politiques et des pratiques à l'égard des enfants qui soient fondées sur ces droits. Il s'agit notamment de campagnes de sensibilisation, d'ateliers et de programmes éducatifs destinés aux enfants, aux adolescents, aux parents, aux éducateurs et au grand public. Nous développons du matériel adapté aux enfants et des initiatives éducatives conçues pour permettre aux enfants de comprendre et exercer leurs droits. L'un des aspects essentiels de notre mission consiste à nous engager directement auprès des enfants et des jeunes

targeted at children, young people, parents, educators and the general public. We develop child-friendly materials and educational initiatives designed to empower children to understand and exercise their rights. A core aspect of our role is to directly engage with children and young people to ensure that their views are considered in decisions that will affect them. This engagement is facilitated through consultations, surveys, focus groups and other participatory methods. In particular, we focus on ensuring the inclusion of marginalised and vulnerable groups of children, who may face additional barriers to having their voices heard.

In addition, the Ombudsman for Children's Office plays a critical role in shaping national policy and practice to align with children's rights and best interests.¹⁹ This involves providing independent advice and recommendations to the Government, public bodies, and other relevant stakeholders on legislative and policy matters that impact children. We regularly review draft legislation, participate in policy consultations, and provide expert input about the potential effects of proposed changes on children's rights. Furthermore, we monitor Ireland's compliance with international obligations, especially those set out in the Convention on the Rights of the Child. We prepare and submit reports to international bodies, such as the United Nations Committee on the Rights of the Child, to identify areas where Ireland is not fully meeting its commitments and recommend corrective actions²⁰.

¹⁷ Ombudsman for Children Act 2002, § 13.

¹⁸ Ombudsman for Children Act 2002, § 7 ¶ 1.

¹⁹ Ombudsman for Children Act 2002, § 7 ¶ 1.

²⁰ See, for example: Ombudsman for Children's Office, *Report of the Ombudsman for Children's Office to the UN Committee on the Rights of the Child Pursuant to the Combined Fifth and Sixth Reports Submitted by Ireland under the Simplified Reporting Procedure* (2022), <https://www.oco.ie/app/uploads/2022/09/Report-of-the-Ombudsman-for-Childrens-Office-to-the-UN-Committee-on-the-Rights-of-the-Child.pdf>.

afin de nous assurer que leurs opinions sont prises en compte dans les décisions qui les concernent. Cet engagement est facilité par des consultations, des enquêtes, des groupes de discussion et d'autres méthodes participatives. Nous veillons en particulier à inclure les groupes d'enfants marginalisés et vulnérables, qui peuvent être confrontés à des obstacles supplémentaires pour faire entendre leur voix.

En outre, l'Ombudsman for Children's Office joue un rôle essentiel dans l'élaboration de politiques et de pratiques nationales conformes aux droits et à l'intérêt supérieur de l'enfant¹⁹. Cela implique de fournir des conseils et des recommandations au gouvernement, aux organismes publics et à d'autres parties prenantes sur des questions législatives et politiques impactant les enfants. Nous examinons régulièrement les projets de loi, participons aux consultations politiques et apportons l'avis d'experts sur les effets potentiels des changements proposés sur les droits de l'enfant. En outre, nous veillons à ce que l'Irlande respecte ses obligations internationales, en particulier celles énoncées dans la Convention internationale des droits de l'enfant. Nous préparons et soumettons des rapports aux organismes internationaux, tels que le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, afin d'identifier les domaines dans lesquels l'Irlande ne respecte pas pleinement ses engagements et de recommander des mesures correctives²⁰.

Notre travail s'étend à la promotion de changements systémiques qui renforcent la protection et la promotion des droits

Our advocacy work extends to promoting systemic changes that enhance the protection and promotion of children's rights. This work is informed by our investigations, research and engagement with children. It involves calling for reforms in areas such as child protection, education, health and social services, as well as promoting the implementation of a rights-based approach across all sectors of government and public administration. We also guide and support public bodies, organisations and individuals working with or for children. This includes offering best practice guidelines, training and resources to help these entities better understand and fulfil their obligations under children's rights legislation. By supporting a child-centred approach across all sectors, we aim to foster a culture of respect for children's rights in all areas of public life.

The first ten years of the Ombudsman for Children's Office: 2004 to 2014

As mentioned previously, the Ombudsman for Children's Office was set up in the context of numerous child-protection scandals in Ireland, with the State recognising a need for a different approach in this area.

We began by prioritising the establishment of a strong knowledge base, which would inform and guide our work to deliver the best results for children. The research we commissioned during our first decade included baseline research on children's rights in Ireland²¹, with a focus on barriers preventing the full enjoyment of rights for children; and research related to separated

19 Ombudsman for Children Act 2002, § 7 ¶1.

20 Cf, par exemple : Ombudsman for Children's Office, *Report of the Ombudsman for Children's Office to the UN Committee on the Rights of the Child Pursuant to the Combined Fifth and Sixth Reports Submitted by Ireland under the Simplified Reporting Procedure* (2022), <https://www.oco.ie/app/uploads/2022/09/Report-of-the-Ombudsman-for-Childrens-Office-to-the-UN-Committee-on-the-Rights-of-the-Child.pdf>.

21 Ombudsman for Children's Office, *Barriers to the Realisation of Children's Rights in Ireland* (2007).

de l'enfant. Ce travail s'appuie sur nos enquêtes, nos études et notre engagement auprès des enfants. Il consiste à demander des réformes dans des domaines tels que la protection de l'enfance, l'éducation, la santé et les services sociaux ainsi qu'à promouvoir dans tous les secteurs du gouvernement et de l'administration publique la mise en œuvre d'une approche fondée sur les droits. Nous guidons et soutenons également les organismes publics, les organisations et les personnes qui travaillent avec ou pour les enfants. Nous proposons notamment des lignes directrices sur les meilleures pratiques, des formations et des ressources pour aider ces entités à mieux comprendre et remplir leurs obligations en conformité avec la législation sur les droits de l'enfant. En soutenant une approche centrée sur l'enfant dans tous les secteurs, nous visons à promouvoir une culture de respect des droits de l'enfant dans tous les domaines de la vie publique.

Les dix premières années de l'Ombudsman for Children's Office : 2004-2014

Comme indiqué précédemment, l'Ombudsman for Children's Office a été créé dans le contexte des nombreux scandales liés à la protection des enfants en Irlande, l'État ayant reconnu la nécessité de changer d'approche dans ce domaine.

Nous avons commencé par donner la priorité à l'établissement d'une base de connaissances solide, qui informerait et guiderait notre travail afin d'obtenir les meilleurs résultats pour les enfants. Les recherches que nous avons commandées au cours de notre première décennie d'existence comprenaient une étude de base sur les droits de l'enfant en Irlande²¹, axée sur les obstacles

children²², children seeking asylum²³ and children in care²⁴. Our key actions between 2004 and 2014 were as follows.

- ▷ Influencing changes in the justice system. We consulted young people (under the age of 18) who were imprisoned in St. Patrick's Institution – a closed, medium-security prison managed by the Irish Prison Service, which held remand and sentenced young people between 16 and 21 years old. After the consultation, we published a report in 2010²⁵ to highlight the problems associated with the institution, which included inappropriate facilities for children and a problematic culture of custody. On 7 April 2017, the Tánaiste and Minister for Justice and Equality, Frances Fitzgerald TD, announced the closure of St. Patrick's Institution. All children under 18 are now committed to Oberstown²⁶.
- ▷ Pushing for the recognition of children's rights in the Irish Constitution. We repeatedly engaged with the State on inserting a provision on the rights of the child into the Irish Constitution. As previously noted, as far back as 1993 recommendations had been made for the explicit recognition of children's rights in the Constitution in light of the State's repeated failure to protect children at risk. Between 2004 and 2008, we submitted four reports to the

22 The Separated Children in Europe Programme defines separated children as "children under 18 years of age who are outside their country of origin and separated from both parents, or previous/legal customary primary care giver." See: "Separated Children," Separated Children in Europe Programme, <https://www.separated-children-europe-programme.org/p/1/68/separated-children/>.

23 Ombudsman for Children's Office, *Separated Children Living in Ireland* (2009).

24 Ombudsman for Children's Office, *Education of Children in Care in Ireland: An Exploratory Study* (2013).

25 Ombudsman for Children's Office, *Young People in St. Patrick's Institution* (2011), <https://www.oco.ie/app/uploads/2010/10/St-Pats-Report.pdf>.

26 Oberstown is a children's detention campus for young people sentenced or remanded by the Courts.

21 Ombudsman for Children's Office, *Barriers to the Realisation of Children's Rights in Ireland* (2007).

qui empêchent les enfants de jouir pleinement de leurs droits, ainsi qu'une étude sur les mineurs non accompagnés²², les enfants demandeurs d'asile²³ et les enfants placés²⁴. Nos principales actions entre 2004 et 2014 ont été les suivantes :

Influencer les changements dans le système judiciaire. Nous avons consulté des mineurs incarcérés à l’Institution Saint-Patrick - une prison fermée de moyenne sécurité gérée par l’administration pénitentiaire irlandaise, qui accueillait des jeunes en détention provisoire et des jeunes condamnés âgés de 16 à 21 ans. Après la consultation, nous avons publié un rapport en 2010²⁵ pour souligner les problèmes liés à l’institution, notamment des installations inappropriées pour les enfants et une culture de la détention problématique. Le 7 avril 2017, le Tánaiste (le vice-Premier Ministre irlandais) et la ministre de la Justice et de l’Égalité, Frances Fitzgerald, ont annoncé la fermeture de l’Institution Saint-Patrick. Tous les mineurs sont désormais placés à Oberstown²⁶.

Promouvoir la reconnaissance des droits de l’enfant dans la constitution irlandaise. Nous avons à plusieurs reprises engagé un dialogue avec l’État sur la nécessité d’insérer une disposition sur les droits de l’enfant dans la constitution irlandaise. Comme indiqué précédemment, dès 1993, des recommandations en ce sens avaient été formulées, compte tenu de l’incapacité répétée de l’État à protéger les enfants en danger.

22 Les mineurs non accompagnés sont des mineurs se trouvant en dehors de leur pays d’origine, séparés de leurs parents ou de leurs représentants légaux.

23 Ombudsman for Children’s Office, *Separated Children Living in Ireland* (2009).

24 Ombudsman for Children’s Office, *Education of Children in Care in Ireland : An Exploratory Study* (2013).

25 Ombudsman for Children’s Office, *Young People in St. Patrick’s Institution* (2011), <https://www.oco.ie/app/uploads/2010/10/St-Pats-Report.pdf>.

26 Oberstown est un centre de détention pour enfants destiné aux jeunes condamnés ou placés en détention provisoire par les tribunaux.

Oireachtas²⁷ regarding a proposed constitutional amendment to recognise children’s rights²⁸. We recommended that any provision inserted into the Constitution should be modelled on the rights of the child as enshrined in the Convention. In 2010, proposed wording was published by the Oireachtas Committee on the Constitutional Amendment on Children, and the referendum on Children’s rights was held and passed in 2012. This amended the Constitution and recognised the explicit constitutional rights of children.

- ▷ Holding public bodies accountable. We launched a systemic investigation into the implementation of *Children First: The National Guidelines for the Protection and Welfare of Children*. Our report on this set out 11 findings of unsound administration against the relevant public bodies and made 22 recommendations for improving the system²⁹. In 2012, we published a follow-up report³⁰ examining the progress towards implementing these recommendations.

- ▷ Engaging with the United Nations Committee on the Rights of the Child.

27 The Oireachtas is the Irish Parliament.

28 See: Ombudsman for Children’s Office, *Submission to the All-Party Oireachtas Committee on the Constitution* (2005); Ombudsman for Children’s Office, *Advice on the Proposed Referendum on Children’s Rights* (2006); Ombudsman for Children’s Office, *Report to the Oireachtas on the Twenty-Eighth Amendment of the Constitution Bill 2007* (March 2007), <https://www.oco.ie/app/uploads/2007/03/ReporttwentyeighthamendmentofconstitutionMarch2007.pdf>; Ombudsman for Children’s Office, *Report to the Oireachtas on the Thirty-First Amendment of the Constitution (Children) Bill 2012* (October 2012), <https://www.oco.ie/app/uploads/2012/10/Report-Oireachtas-31-Amendment-Children-Bill-2012.pdf>.

29 Ombudsman for Children’s Office, “Statement on Investigation into Implementation of Children First,” 15 February 2010, <https://www.oco.ie/news/statement-investigation-implementation-children-first/>.

30 Ombudsman for Children’s Office, *Review Report – Follow up on progress made in relation to the recommendations of the investigation into Children First: National Guidelines for the Protection and Welfare of Children* (2012), <https://www.oco.ie/app/uploads/2012/03/OCOChildrenFirstReview.pdf>.

Entre 2004 et 2008, nous avons soumis à l’Oireachtas²⁷ quatre rapports concernant une proposition d’amendement constitutionnel visant à reconnaître les droits de l’enfant²⁸. Nous avons recommandé que toute disposition insérée dans la constitution s’inspire des droits de l’enfant tels qu’ils sont inscrits dans la CIDE. En 2010, la commission parlementaire chargée de l’amendement constitutionnel sur les droits de l’enfant a publié une proposition de formulation et l’amendement a finalement été adopté par référendum en 2012. Cet amendement a modifié la constitution et reconnu les droits constitutionnels explicites des enfants.

Demander des comptes aux organismes publics. Nous avons lancé une enquête systémique sur la mise en œuvre du programme Children First: The National Guidelines for the Protection and Welfare of Children (« Les enfants d’abord : Lignes directrices nationales pour la protection et le bien-être des enfants »). Dans notre rapport, nous avons constaté l’existence de 11 cas de mauvaise administration de la part des organismes publics concernés par l’enquête et formulé 22 recommandations visant à améliorer le système²⁹. En 2012, nous avons publié un rapport de suivi³⁰ examinant les

Our first report to the Committee, submitted in 2006³¹, reflected on advances made in children’s rights since 1998, commented on new issues and outlined outstanding concerns. The report welcomed the development of the first national children’s strategy, the establishment of the National Children’s Office and the Office of the Minister for Children, the development of indicators of child wellbeing, and the establishment of an independent monitoring mechanism (the Ombudsman for Children). In addition, it focused on areas of concern highlighted by children and their families, on which the Ombudsman for Children’s Office had a unique perspective. These were the need for Constitutional change to ensure respect for children’s rights; child abuse; healthcare; education; disability; poverty; corporal punishment; juvenile justice; and separated children seeking asylum. The Committee on the Rights of the Child visited us to meet our Youth Advisory Panel, first established in 2005, and hear directly from children about what it is like to be a child in Ireland. In 2007, we also submitted a report to the Committee on the examination of Ireland’s first report under the Optional Protocol on the involvement of children in armed conflict³².

- ▷ International reporting on children’s rights. We engaged in other international reporting mechanisms, submitting a report in 2011 for the twelfth
-
- 27 L’Oireachtas est le parlement irlandais.
- 28 Cf. : Ombudsman for Children’s Office, *Submission to the All-Party Oireachtas Committee on the Constitution* (2005) ; Ombudsman for Children’s Office, *Advice on the Proposed Referendum on Children’s Rights* (2006) ; Ombudsman for Children’s Office, *Report to the Oireachtas on the Twenty-Eighth Amendment of the Constitution Bill 2007* (mars 2007), <https://www.oco.ie/app/uploads/2007/03/ReporttwentyeighthamendmentofconstitutionMarch2007.pdf> ; Ombudsman for Children’s Office, *Report to the Oireachtas on the Thirty-First Amendment of the Constitution (Children) Bill 2012* (octobre 2012), <https://www.oco.ie/app/uploads/2012/10/Report-Oireachtas-31-Amendment-Children-Bill-2012.pdf>.
- 29 Ombudsman for Children’s Office, « Statement on Investigation into Implementation of Children First », 15 février 2010, <https://www.oco.ie/news/statement-investigation-implementation-children-first/>.
- 30 Ombudsman for Children’s Office, *Review Report – Follow up on progress made in relation to the recommendations of the investigation into Children First : National Guidelines for the Protection and Welfare of Children*
- 31 Ombudsman for Children’s Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child on the Examination of Ireland’s Second Report to the Committee* (2006), <https://www.oco.ie/app/uploads/2006/04/ReportonexaminationofirelandssecondreportApril20061.pdf>.
- 32 Ombudsman for Children’s Office, *Report on the Examination of Ireland’s First Report under the Optional Protocol to the CRC on the Involvement of Children in Armed Conflict* (2007).

progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces recommandations.

Collaborer avec le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. Notre premier rapport au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, soumis en 2006³¹, reflétait les progrès réalisés en matière de droits de l'enfant depuis 1998, abordait les nouveaux enjeux et soulignait les préoccupations en suspens. Le rapport saluait l'élaboration de la première stratégie nationale pour l'enfance, la création du National Children's Office (« Bureau national de l'enfance ») et du ministère de l'Enfance, l'élaboration d'indicateurs du bien-être des enfants et la mise en place d'un mécanisme de suivi indépendant (l'Ombudsman for Children). Le rapport s'est en outre concentré sur les sujets de préoccupation mis en avant par les enfants et leurs familles, que l'Ombudsman for Children's Office connaissait particulièrement bien. Parmi ces préoccupations, il y avait la nécessité d'une réforme constitutionnelle pour garantir le respect des droits de l'enfant ; la maltraitance des enfants ; la santé ; l'éducation ; le handicap ; la pauvreté ; les châtiments corporels ; la justice pour mineurs ; les demandes d'asile de mineurs non accompagnés. Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies nous a rendu visite pour rencontrer notre Youth Advisory Panel (« Comité consultatif de la jeunesse »), créé en 2005, et entendre des enfants parler de ce que c'est que d'être un enfant en Irlande. En 2007, nous avons également soumis au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies un rapport sur l'examen du premier rapport présenté par l'Irlande au titre du Protocole facultatif

session of the Working Group on Universal Periodic Review³³.

- ▷ Promoting children's participation and ensuring that they are heard. We carried out rights education workshops for children, produced resource materials for schools on children's rights, established a Youth Advisory Panel in 2005 to guide us in our work, and consulted with various vulnerable groups of children, such as separated children and children in care.
- ▷ Investigating complaints. In our first decade, we continued to examine and investigate complaints related to public bodies, with both the number and the complexity of complaints made to us increasing every year. Broadly, the most common complaints were related to education, health and housing.
- ▷ Advising on children's rights in legislation. As part of our powers under section 7 of the Ombudsman for Children Act 2002, we submitted advice on numerous pieces of legislation to highlight the need for children's rights to be recognised more comprehensively – in particular, relating to the importance of the best interests of the child and the voice of the child. Legislation commented on included the Criminal Law (Sexual offences) Bill 2006, the General Scheme of the Criminal Law (Trafficking in Persons and Sexual Offences) Bill 2006, the Immigration, Residence and Protection Bill 2008, the Adoption Bill 2009, the Child Care (Amendment) Bill 2009, the Health (Amendment) Bill 2010, and the Civil Partnership Bill 2009.

We worked diligently under pressure, with reduced staff numbers and somewhat limited resources, to fulfil the Office's functions

(2012), <https://www.oco.ie/app/uploads/2012/03/OCOChildrenFirstReview.pdf>.

³¹ Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child on the Examination of Ireland's Second Report to the Committee* (2006), <https://www.oco.ie/app/uploads/2006/04/ReportonexaminationofirelandssecondreportApril20061.pdf>.

³³ Ombudsman for Children's Office, *Submission for the Twelfth Session of the Working Group on Universal Periodic Review* (2011).

concernant l’implication des enfants dans les conflits armés³².

Rapports internationaux sur les droits de l’enfant. Nous avons participé à d’autres mécanismes internationaux d’établissement de rapports, en soumettant un rapport en 2011 pour la douzième session du Groupe de travail du Conseil des droits de l’Homme des Nations Unies sur l’Examen périodique universel (EPU)³³.

Promouvoir la participation des enfants et veiller à ce qu’ils soient entendus. Nous avons organisé des ateliers d’éducation aux droits de l’enfant, produit des ressources documentaires pour les écoles sur les droits de l’enfant, créé en 2005 un Youth Advisory Panel pour nous guider dans notre travail et consulté divers groupes d’enfants vulnérables, tels que les mineurs non accompagnés et les enfants placés.

Enquête sur les plaintes. Au cours de notre première décennie d’existence, nous avons continué à examiner et à instruire des plaintes contre des organismes publics, le nombre et la complexité des plaintes qui nous sont adressées augmentant chaque année. D’une manière générale, les plaintes les plus courantes concernaient l’éducation, la santé et le logement.

Conseils sur les droits de l’enfant dans la législation. Dans le cadre des pouvoirs qui nous sont conférés par l’article 7 de la loi de 2002, nous avons formulé des avis sur de nombreux textes de loi afin de souligner la nécessité d’une reconnaissance plus complète des droits de l’enfant, en particulier dans la prise en compte de l’intérêt supé-

across the three main areas: complaints; participation and rights education; and policy, research and legislation. We continued to raise awareness of, and promote the importance of, children’s rights in the face of the global financial crisis of 2008 and the explosive findings of the Commission to Inquire into Child Abuse (the Ryan Commission) in 2009. In particular, the Ryan Commission’s report in 2009 laid bare decades of widespread neglect and abuse across a network of State-supported and Church-run institutions where children who complained of their abusive treatment were not listened to or believed³⁴. “At best”, the fourth Commission report damningly observed, “abusers were moved, but nothing was done about the harm done to the child. At worst, the child was blamed and seen as corrupted by the sexual activity and was punished severely”³⁵. This in turn highlighted the importance of the Ombudsman for Children’s Office as an establishment working to promote and protect children’s rights in Ireland.

In addition, Tusla, the Child and Family agency, was established in 2014 as part of a major reform of the child protection and welfare system, and in response to the fact that a review of the Health Service Executive³⁶, which was responsible for children up to that point, did not make any mention of children whatsoever. This demonstrated that children in care and children with disabilities, some of the most vulnerable children in Ireland, were not considered as important by those with overall responsibility for their care. Ireland’s first national policy framework for children – *Better Outcomes,*

32 Ombudsman for Children’s Office, *Report on the Examination of Ireland’s First Report under the Optional Protocol to the CRC on the involvement of Children in Armed Conflict* (2007).

33 Ombudsman for Children’s Office, *Submission for the Twelfth Session of the Working Group on Universal Periodic Review* (2011).

34 The Commission to Inquire into Child Abuse, *The Commission Report*, 5 vols. (2009).

35 The Commission to Inquire into Child Abuse, *Commission Report*, vol. 4, chap. 6, 454.

36 Before the Child and Family Agency Act 2013 came into force, the health board (the Health Service Executive) was responsible for child protection and welfare in Ireland.

rieur et de la voix de l'enfant. Au nombre des textes de loi commentés figuraient le projet de loi de 2006 sur le droit pénal (infractions sexuelles), l'avant-projet de loi de 2006 sur le droit pénal (traite des personnes et infractions sexuelles), le projet de loi de 2008 sur l'immigration, la résidence et la protection, le projet de loi de 2009 sur l'adoption, le projet de loi de 2009 sur la garde des enfants (amendement), le projet de loi de 2010 sur la santé (amendement) et le projet de loi de 2009 sur le partenariat civil.

Nous avons travaillé avec diligence et sous pression, avec des effectifs réduits et des ressources limitées, pour remplir les fonctions de l'Ombudsman dans les trois domaines principaux : les plaintes, la participation et l'éducation aux droits ainsi que la politique, la recherche et la législation. Nous avons continué à sensibiliser et à promouvoir l'importance des droits de l'enfant durant la crise financière mondiale de 2008 ainsi qu'en 2009, lorsque la Commission d'enquête sur les abus envers les enfants (la Commission Ryan) a remis ses conclusions explosives. Le rapport de la Commission Ryan a notamment mis en lumière des décennies de négligence et de maltraitance dans un réseau d'institutions soutenues par l'État et gérées par l'Église, où les enfants qui se plaignaient d'être maltraités n'étaient ni écoutés, ni crus³⁴. « Dans le meilleur des cas », observe le quatrième rapport de la Commission, « les agresseurs étaient déplacés, mais rien n'était fait pour réparer les dommages causés à l'enfant. Dans le pire des cas, l'accusation était retournée contre l'enfant considéré comme corrompu par les actes sexuels et sévèrement puni »³⁵. Cela a mis en évidence l'importance de l'Ombudsman for Children's

Brighter Futures – was also published in 2014³⁷, and the first national framework for children's participation in decision-making was published in 2015 (this, in fact, was a world first also).

The past ten years of the Ombudsman for Children's Office: 2015 to 2025

In February 2015, I succeeded Emily Logan in the role of Ombudsman for Children. Our work up to 2017 was marked by two significant achievements that made a difference to two especially vulnerable groups of children: children living in direct provision, and children in contact with the justice system. Firstly, as a result of a recommendation made in the *Working Group Report to Government on Improvements to the Protection Process* (the McMahon Report)³⁸, in 2017 our remit was extended to receive complaints about the experience of children and families living in Direct Provision centres³⁹. Secondly, in that same year, after over a hundred years of detaining children in adult prisons, the Irish Government ended that practice and all young people under 18 years old who are remanded or convicted for a criminal offence are now placed in Oberstown Children's Detention Campus⁴⁰.

Our work since 2016 has been shining a light on a wide range of children's rights issues, with a focus on mental health, disability, homelessness, education and the chal-

³⁷ Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, *Better Outcomes Brighter Futures: The National Policy Framework for Children and Young People, 2014–2020* (The Stationery Office, 2014).

³⁸ Working Group to Report to Government on Improvements to the Protection Process, including Direct Provision and Supports to Asylum Seekers, *Final Report* (June 2015).

³⁹ Direct Provision is the term used to describe the accommodation, food, money and medical services you get while your international protection application is being assessed or while you are an asylum seeker.

⁴⁰ Ombudsman for Children's Office, *Annual Report 2017* (2018), <https://www.oco.ie/library/annual-report-2017/>.

³⁴ The Commission to Inquire into Child Abuse, *The Commission Report*, 5 vols. (2009).

³⁵ The Commission to Inquire into Child Abuse, *Commission Report*, vol. 4, chap. 6, 454.

Office en tant qu'institution œuvrant à la promotion et à la protection des droits de l'enfant en Irlande.

En outre, Tusla, l'Agence pour l'enfance et la famille, a été créée en 2014 dans le cadre d'une réforme majeure du système de protection et de bien-être des enfants et en réponse au fait qu'une évaluation du Health Service Executive (le système de santé publique irlandais)³⁶, qui était jusqu'alors responsable des enfants, ne mentionnait aucunement les enfants. Cela démontrait que les enfants placés et les enfants handicapés, qui comptent parmi les enfants les plus vulnérables d'Irlande, étaient considérés comme quantité négligeable par ceux-là mêmes qui étaient chargés de les prendre en charge. Le premier plan-cadre national irlandais pour les enfants – *Better Outcomes, Brighter Futures* (« De meilleurs résultats pour un avenir meilleur ») – a également été publié en 2014³⁷ et le premier plan-cadre national pour la participation des enfants à la prise de décision a été publié en 2015 - en réalité, il s'agissait même d'une première mondiale.

Les dix dernières années de l'Ombudsman for Children's Office : 2015-2025

En février 2015, j'ai succédé à Emily Logan au poste d'Ombudsman for Children. Notre travail jusqu'en 2017 a été marqué par deux réalisations importantes qui ont fait avancer les choses pour deux groupes de mineurs particulièrement vulnérables : ceux placés dans des structures d'accueil et ceux qui sont en contact avec le système

lenges faced by children in Direct Provision and those in the Traveller and Roma communities⁴¹. Unforeseen events – including Brexit, the COVID-19 pandemic, and Russia's invasion of Ukraine – and their impact on children's rights have led to significant additional work in the last few years.

Research commissioned by the Office in recent years has focused on progressing children's right to be heard through social and digital media in the context of public decision-making processes affecting them⁴²; the barriers that children with disabilities in Ireland face to realise their rights⁴³; and the avenues available for accessing citizenship in Ireland for children outside the European Economic Area⁴⁴. Our key actions since 2015 are as follows.

▷ Responding to the UK's vote for Brexit. With the Northern Ireland Commissioner for Children and Young People, we brought together young people, north and south of the border, who had not had any opportunity to have their views heard by those with influence in the Brexit negotiations. In a significant cross-border collaboration, a joint report was published in 2018⁴⁵. It represents the views of 120 young people from both sides of the island who came together at a conference to explore how Brexit could affect them. It outlines considerations and protec-

41 See, for example: Ombudsman for Children's Office, *Strategic Plan 2016–2018* (2016); Ombudsman for Children's Office, *Strategic Plan 2019–2021* (2019); Ombudsman for Children's Office, *Strategic Plan 2022–2024* (2022).

42 Ombudsman for Children's Office, *Digital Voices: Progressing Children's Right to Be Heard Through Social and Digital Media* (2021).

43 Ombudsman for Children's Office, *Mind The Gap: Research on Barriers to the Realisation of Rights of Children with Disabilities in Ireland* (2021).

44 Ombudsman for Children's Office, *Pathways to Irish Citizenship: Separated, Stateless, Asylum Seeking and Undocumented Children* (2020).

45 Ombudsman for Children's Office, *It's Our Brexit Too: Children's Rights, Children's Voices* (2018).

36 Avant l'entrée en vigueur de la loi de 2013 sur l'Agence pour l'enfance et la famille, le conseil de santé (Health Service Executive) était responsable de la protection et du bien-être des enfants en Irlande.

37 Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, *Better Outcomes Brighter Futures: The National Policy Framework for Children and Young People, 2014–2020* (The Stationery Office, 2014).

judiciaire. Premièrement, à la suite d'une recommandation formulée dans le rapport remis au gouvernement par le Groupe de travail sur les améliorations à apporter au processus de placement en structure d'accueil (le rapport McMahon)³⁸, notre mandat a été élargi en 2017 à la réception de plaintes d'enfants et de familles vivant dans des structures d'accueil (Direct Provision centres)³⁹. Deuxièmement, cette même année, après avoir détenu des enfants dans des prisons pour adultes pendant plus d'un siècle, le gouvernement irlandais a mis fin à cette pratique et tous les jeunes de moins de 18 ans placés en détention provisoire ou condamnés pour une infraction pénale sont désormais détenus au centre de détention pour mineurs d'Oberstown⁴⁰.

Depuis 2016, notre travail a mis en lumière un large éventail de questions relatives aux droits de l'enfant, avec une attention particulière accordée à la santé mentale, au handicap, au sans-abrisme, à l'éducation et aux défis auxquels sont confrontés les enfants placés en structures d'accueil ainsi que ceux issus de la communauté des gens du voyage et de la communauté rom⁴¹. Des événements imprévus – notamment le Brexit, la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie – et l'impact qu'ils ont eu sur les droits de l'enfant ont entraîné une surcharge de travail importante ces dernières années.

tions that should feed into decisions on areas such as education, child protection, freedom of movement, family life and health.

- ▷ Giving young people a platform for their stories. As part of World Children's Day celebrations, since 2018 we have organised an educational speakers' event called Child Talks. The main aim of this project is to elevate the voice of young people and provide a positive platform for all young people to tell stories that are personal to them.
- ▷ Empowering children with disabilities. We have developed a substantial body of work in the area of disability, focusing on the challenges faced by children with disabilities in Ireland. This includes the following reports: *Unmet Needs*, which set out the challenges experienced by children with disabilities who require an assessment of their needs⁴⁶; *Plan for Places*, which highlighted the failure of the State to properly plan for the provision of school places for all children with Special Educational Needs⁴⁷ (and a two-year progress update on the issue in 2024⁴⁸); and *Nowhere to Turn*, which focused on the lack of support and services for children with disabilities and their families⁴⁹. In 2019 and 2022, we also hosted Beyond Limits, a landmark national event specifically designed to empower children and young people with disabilities and their families by

38 Working Group to Report to Government on Improvements to the Protection Process, including Direct Provision and Supports to Asylum Seekers, *Final Report* (juin 2015).

39 En Irlande, 'Direct Provision' est le terme utilisé pour décrire le logement, la nourriture, l'argent et les services médicaux dont une personne bénéficie pendant que sa demande de protection internationale est en cours d'examen ou lorsqu'elle est demanduse d'asile.

40 Ombudsman for Children's Office, *Annual Report 2017* (2018), <https://www.oco.ie/library/annual-report-2017/>.

41 Cf., par exemple : Ombudsman for Children's Office, *Strategic Plan 2016–2018* (2016); Ombudsman for Children's Office, *Strategic Plan 2019–2021* (2019); Ombudsman for Children's Office, *Strategic Plan 2022–2024* (2022).

46 Ombudsman for Children's Office, *Unmet Needs: A Report on the Challenges Faced by Children in Ireland Who Require an Assessment of Their Needs* (2020).

47 Ombudsman for Children's Office, *Plan for Places – Forward Planning for the Provision of Schools Places for Children with Special Educational Needs: A Children's Rights Issue* (2022).

48 Ombudsman for Children's Office, *Two Years On Plan for Places* (2024), <https://www.oco.ie/library/two-years-on-plan-for-places-progress-update-on-forward-planning-for-the-provision-of-schools-places-for-children-with-special-educational-needs/>.

49 Ombudsman for Children's Office, *Nowhere to Turn – Children with Disabilities Left with No Support* (2023).

Les recherches commandées par l’Ombudsman for Children’s Office ces dernières années se sont concentrées sur les avancées du droit des enfants à être entendus par le biais des réseaux sociaux et des médias numériques dans les processus de prise de décision publique les concernant⁴²; les obstacles que rencontrent les enfants handicapés en Irlande pour faire valoir leurs droits⁴³; et les possibilités d'accès à la citoyenneté irlandaise pour les enfants originaires de pays n'appartenant pas à l'Espace économique européen⁴⁴. Nos principales actions depuis 2015 ont été les suivantes :

- ▷ Réagir au vote du Royaume-Uni en faveur du Brexit. Avec le Northern Ireland Commissioner for Children and Young People (« Commissaire à l'enfance et à la jeunesse en Irlande du Nord »), nous avons réuni des jeunes originaires des deux côtés de la frontière, qui n'avaient pas eu l'occasion de faire entendre leur point de vue aux personnes influentes, lors des négociations sur le Brexit. Cette importante collaboration transfrontalière a débouché sur la publication d'un rapport conjoint en 2018⁴⁵. Ce dernier rend compte des points de vue de 120 jeunes originaires des deux parties de l'île, qui s'étaient réunis lors d'une conférence explorant les conséquences que le Brexit aurait pour eux. Il propose des réflexions et des mesures de protection qui devraient être prises en compte dans les décisions qui concernent des domaines tels que l'éducation, la

focusing on the issues that were important to them, featuring the people they wanted to hear from, and providing information they asked for.

- ▷ Setting up a new Youth Advisory Panel. At the end of 2020 we established a new Youth Advisory Panel on a pilot basis to inform and advise the Ombudsman for Children’s Office on aspects of our work⁵⁰. The new panel is now fully integrated into our organisational work model.
- ▷ Taking part in conferences and events organised by the European Network of Ombudspersons for Children. As a member of this network, we have contributed to its annual conferences and other events covering a myriad of children's rights issues. These included ensuring a rights perspective for children in migration (2017); children and young people's mental health (2018); children's rights in the digital environment (2019); child rights impact assessments (2020); COVID-19: learning for the future (2021); children's rights and climate justice (2022); the role of independent children's rights institutions in the protection and promotion of the rights of the child (2023); and protecting and promoting the rights of children in alternative care (2024).
- ▷ Assessing the impact of COVID-19 measures on children's rights. In 2020, we published a report on the views and experiences of children living in Direct Provision accommodation during the COVID-19 pandemic⁵¹. Following on from a Direct Division report earlier that year that highlighted the experiences of these children⁵², we spoke to a

42 Ombudsman for Children’s Office, *Digital Voices: Progressing Children’s Right to Be Heard Through Social and Digital Media* (2021).

43 Ombudsman for Children’s Office, *Mind The Gap : Research on Barriers to the Realisation of Rights of Children with Disabilities in Ireland* (2021).

44 Ombudsman for Children’s Office, *Pathways to Irish Citizenship : Separated, Stateless, Asylum Seeking and Undocumented Children* (2020).

45 Ombudsman for Children’s Office, *It’s Our Brexit Too : Children’s Rights, Children’s Voices* (2018).

50 Ombudsman for Children’s Office, *Annual Report 2021* (2022), <https://www.oco.ie/library/annual-report-2021-resilience-tested/>.

51 Ombudsman for Children’s Office, *Life in Lockdown: A Direct Provision Experience* (2020).

52 Ombudsman for Children’s Office, *Direct Division Report* (2020).

- protection des enfants, la liberté de circulation, la vie familiale et la santé.
- ▷ **Donner aux jeunes une tribune pour raconter leur histoire.** Dans le cadre des célébrations de la Journée mondiale de l'enfance, nous organisons depuis 2018 un événement appelé Child Talks (« Paroles d'enfants »). L'objectif principal de ce projet est de faire entendre la voix des jeunes et de leur offrir à tous une tribune.
 - ▷ **Renforcer les capacités des enfants handicapés.** Nous avons développé un important corpus de travaux dans le domaine du handicap, en nous concentrant sur les défis auxquels sont confrontés les enfants handicapés en Irlande. Il s'agit notamment des rapports suivants : *Unmet Needs* (« Besoins insatisfaits »), qui expose les défis auxquels sont confrontés les enfants handicapés, dont il faut évaluer des besoins⁴⁶ ; *Plan for Places* (« Un plan pour des places »), qui souligne l'incapacité de l'État à offrir aux enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux suffisamment de places dans les écoles⁴⁷ (et en 2024 une mise à jour de l'état d'avancement de la question au cours des deux années écoulées⁴⁸) ; et *Nowhere to Turn* (« Personne à qui s'adresser »), qui se concentre sur le manque de soutien et de services pour les enfants handicapés et leurs familles⁴⁹. En 2019 et 2022, nous avons également organisé *Beyond Limits* («
- small number of children in Direct Provision centres about what life was like for them during the first lockdown. In addition, nearly two years after schools across Ireland were closed as part of the first COVID-19 lockdown, we published a child rights impact assessment detailing the impact that the closures in 2020 and 2021 had on children's rights⁵³. Although these school closures affected all children, our impact assessment focused on five particularly vulnerable groups of children: children experiencing mental health difficulties, homeless children, children living in Direct Provision, children with disabilities, and Traveller and Roma children.
- ▷ **Advising on legislation.** To promote the rights of children, we engaged with government departments and Oireachtas committees on legislation including the general scheme of the Criminal Law (Sexual Offences) Bill 2014⁵⁴, the Education (Admission) to Schools Bill 2016⁵⁵, the general scheme of the International Protection Bill 2015⁵⁶, the general scheme of the Adoption (Information and Tracing) Bill 2015⁵⁷, the general scheme of the Mental Health

⁵³ Ombudsman for Children's Office, *Child Rights Impact Assessment – The Impact of School Closures on Children's Rights in Ireland* (2022).

⁵⁴ Ombudsman for Children's Office, *Advice of the Ombudsman for Children on the General Scheme of the Criminal Law (Sexual Offences) Bill 2014* (2015), <https://www.oco.ie/app/uploads/2015/07/OCO-Advice-on-the-Criminal-Law-Sexual-Offences-Bill-2014.pdf>.

⁵⁵ Ombudsman for Children's Office, *Advice of the Ombudsman for Children on the Education (Admission to Schools) Bill 2016* (2017), <https://www.oco.ie/app/uploads/2017/04/Admission-Schools-2016-Submission.pdf>.

⁵⁶ Ombudsman for Children's Office, *Initial Observations of the Ombudsman for Children on the General Scheme of the International Protection Bill 2015* (2015), https://www.oco.ie/app/uploads/2017/10/OmbudsmanforChildren_Submission_GSInternationalProtectionBill2015.pdf.

⁵⁷ Ombudsman for Children's Office, *Submission by the Ombudsman for Children on the General Scheme of the Adoption (Information and Tracing) Bill 2015* (2015), <https://www.oco.ie/app/uploads/2015/11/Submission-by-the-Ombudsman-for-Children-on-the-General-Scheme-of-the-Adoption-Information-and-Tracing-Bill-2015.pdf>.

-
- 46 Ombudsman for Children's Office, *Unmet Needs : A Report on the Challenges Faced by Children in Ireland who Require an Assessment of Their Needs* (2020).
- 47 Ombudsman for Children's Office, *Plan for Places – Forward Planning for the Provision of Schools Places for Children with Special Educational Needs : A Children's Rights Issue* (2022).
- 48 Ombudsman for Children's Office, *Two Years On Plan for Places* (2024), <https://www.oco.ie/library/two-years-on-plan-for-places-progress-update-on-forward-planning-for-the-provision-of-schools-places-for-children-with-special-educational-needs/>.
- 49 Ombudsman for Children's Office, *Nowhere to Turn – Children with Disabilities Left with No Support* (2023).

Au-delà des limites »), un événement national novateur, spécialement conçu pour donner plus de pouvoir d'agir aux enfants, aux jeunes handicapés ainsi qu'à leurs familles, en se concentrant sur les questions qui les préoccupent le plus, en donnant la parole aux personnes qu'eux souhaitent entendre et en fournissant les informations qu'ils demandent.

- ▷ Mise en place d'un Youth Advisory Panel. Fin 2020, nous avons mis en place, à titre expérimental, un Youth Advisory Panel (« Comité consultatif de la jeunesse ») chargé d'informer l'Ombudsman for Children's Office et de nous conseiller sur certains aspects de notre travail⁵⁰. Ce comité consultatif est désormais pleinement intégré dans notre processus de travail.
- ▷ Participation aux conférences et événements organisés par l'ENOC (European Network of Ombudspersons for Children – « Réseau européen des Défenseurs des enfants »). En tant que membre de ce réseau, nous avons contribué à ses conférences annuelles et à d'autres événements couvrant un large éventail de sujets liés aux droits de l'enfant, notamment les droits des enfants en migration (2017) ; la santé mentale des enfants et des jeunes (2018) ; les droits de l'enfant dans l'environnement numérique (2019) ; les études d'impact sur les droits de l'enfant (2020) ; les leçons à tirer du COVID-19 (2021) ; les droits de l'enfant et la justice climatique (2022) ; le rôle des institutions indépendantes de défense des droits de l'enfant dans la protection et la promotion des droits de l'enfant (2023) ; la protection et la promotion des droits des enfants en accueil alternatif (2024).

(Amendment) Bill 2021⁵⁸, the review of the Equality Acts in 2021⁵⁹, the general scheme of the Child Care (Amendment) Bill 2023⁶⁰, and the provisions of the Health (Assisted Human Reproduction) Bill 2022⁶¹. We also made submissions to public bodies covering different policy areas affecting children's rights, including the Housing Commission⁶², Coimisiún na Meán (Ireland's media regulator)⁶³, the Low

58 Ombudsman for Children's Office, *General Scheme of the Mental Health Amendment Bill 2021: Observations by the Ombudsman for Children's Office* (2021), https://www.oco.ie/app/uploads/2021/12/OCO_Observations_General-Scheme-of-the-Mental-Health-Amendment-Bill-2021_Dec2021.pdf.

59 Ombudsman for Children's Office, *Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth: Consultation on the Review of the Equality Acts – Submission by the Ombudsman for Children's Office* (2021), https://www.oco.ie/app/uploads/2021/12/OCO_Final_Submission_2021_Review_of_Equality_Acts.pdf.

60 Ombudsman for Children's Office, *General Scheme of the Child Care (Amendment) Bill 2023: Observations by the Ombudsman for Children's Office* (2023), https://www.oco.ie/app/uploads/2023/06/OCO_JC-Children_Obs-GS-Child-Care-Amendment-Bill-2023_16June2023.pdf.

61 Ombudsman for Children's Office, *Provisions of the Health (Assisted Human Reproduction) Bill 2022 Relating to Surrogacy: Observations of the Ombudsman for Children's Office* (2022), <https://www.oco.ie/app/uploads/2022/05/OCO-observations-Health-Assisted-Human-Reproduction-Bill-2022-surrogacy.pdf>. We followed up on this submission in 2024: Ombudsman for Children's Office, *Health (Assisted Human Reproduction) Bill 2022: Follow-Up Observations by the Ombudsman for Children's Office* (2024), <https://www.oco.ie/app/uploads/2024/05/Ombudsman-for-Childrens-Office-follow-up-observations-on-the-Health-Assisted-Human-Reproduction-Bill-2022.pdf>.

62 Ombudsman for Children's Office, *The Housing Commission: Public Consultation on a Referendum on Housing in Ireland – Submission by the Ombudsman for Children's Office* (2022), <https://www.oco.ie/app/uploads/2022/09/OCO-submission-to-the-Housing-Commission-public-consultation-referendum-on-housing-260822.pdf>.

63 Ombudsman for Children's Office, *Coimisiún na Meán Call for Inputs on an Online Safety Code for Video-Sharing Platform Services: Submission by the Ombudsman for Children's Office* (2023), <https://www.oco.ie/app/uploads/2023/09/Ombudsman-for-Childrens-Office-submission-to-Coimisiun-na-Mean-Call-for-Inputs-4-September-2023.pdf>; and Ombudsman for Children's Office, *Coimisiún na Meán Consultation on the Draft Online Safety Code and Statutory Guidance Material: Observations of the Ombudsman for Children's Office* (2024), <https://www.oco.ie/app/uploads/2024/02/Ombudsman-for-Childrens-Office-observations-on-Coimisiun-na-Mean-draft-online-safety-code-and-statutory-guidance-31-Jan-24.pdf>.

50 Ombudsman for Children's Office, *Annual Report 2021* (2022), <https://www.oco.ie/library/annual-report-2021-resilience-tested/>

Évaluer l'impact des mesures prises contre le COVID-19 sur les droits de l'enfant. En 2020, nous avons publié un rapport sur les points de vue et les expériences des mineurs vivant dans des centres d'hébergement pour demandeurs d'asile pendant la pandémie de COVID-19⁵¹. Suite à la publication plus tôt dans l'année d'un rapport qui mettait en lumière les expériences vécues par ces enfants⁵², nous nous sommes entretenus avec un petit nombre d'enfants placés dans des centres d'hébergement pour savoir comment s'était déroulée leur vie lors du premier confinement. En outre, près de deux ans après la fermeture des écoles dans toute l'Irlande, durant le premier confinement, nous avons publié une étude détaillant l'impact des fermetures de 2020 et 2021 sur les droits de l'enfant⁵³. Bien que ces fermetures d'écoles aient touché tous les enfants, notre évaluation d'impact s'est concentrée sur cinq groupes d'enfants particulièrement vulnérables : les enfants avec des difficultés psychologiques, les enfants sans domicile fixe, les enfants vivant dans des centres d'hébergement pour demandeurs d'asile, les enfants handicapés et les enfants issus de la communauté des gens du voyage et de la communauté rom.

Conseil en matière de législation. Pour promouvoir les droits des enfants, nous avons entamé le dialogue avec le gouvernement et le parlement sur certains textes de loi, notamment l'avant-projet de loi sur le droit pénal (infractions sexuelles) de 2014⁵⁴, le projet de loi sur l'éducation (admission) dans

Pay Commission⁶⁴, and the National Disability Authority⁶⁵.

- ▷ Reporting on the safety and welfare of children in Direct Provision. In 2023, we published a special report on the safety and welfare of children in Direct Provision⁶⁶. This was the first time that a report of this kind was laid before the Oireachtas since the Ombudsman for Children's Office was established in 2004. The Ombudsman published this report because we were not satisfied with the response to our 2021 investigation on Direct Provision⁶⁷ and we felt that the crisis-driven response being executed by the Government had made the situation worse for children living in State-provided accommodation. Since we published our first investigation into Direct Provision in 2021, an own-volition investigation into the quality of the oversight of these centres by the State, progress on the White Paper on Direct Provision has stalled.
- ▷ Highlighting the long delays for children waiting for scoliosis surgery. In 2023 we published Ivy's Case⁶⁸, which highlighted the ongoing issues with delays for children waiting for scolio-

⁶⁴ Ombudsman for Children's Office, *Low Pay Commission: Examination of Retaining or Removing the Sub-Minimum Rates of the National Minimum Wage – Submission by the Ombudsman for Children's Office* (2023), <https://www.oco.ie/app/uploads/2023/08/Submission-by-the-Ombudsman-for-Childrens-Office-to-the-Low-Pay-Commission-July-2023.pdf>.

⁶⁵ Ombudsman for Children's Office, *Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth and National Disability Authority Consultation on the new National Disability Strategy – Submission by the Ombudsman for Children's Office* (2024), <https://www.oco.ie/app/uploads/2024/02/Ombudsman-for-Childrens-Office-submission-on-the-National-Disability-Strategy.pdf>.

⁶⁶ Ombudsman for Children's Office, *OCO Special Report on Safety and Welfare of Children in Direct Provision* (2023), <https://www.oco.ie/library/oco-special-report-on-safety-and-welfare-of-children-in-direct-provision>.

⁶⁷ Ombudsman for Children's Office, *Safety and Welfare of Children in Direct Provision – An Investigation by the Ombudsman for Children's Office* (2021).

⁶⁸ Ombudsman for Children's Office, *Scoliosis Treatment for Ivy* (2023).

⁵¹ Ombudsman for Children's Office, *Life in Lockdown: A Direct Provision Experience* (2020).

⁵² Ombudsman for Children's Office, *Direct Division Report* (2020).

⁵³ Ombudsman for Children's Office, *Child Rights Impact Assessment – The Impact of School Closures on Children's Rights in Ireland* (2022).

⁵⁴ Ombudsman for Children's Office, *Advice of the Ombudsman for Children on the General Scheme of the Criminal Law (Sexual Offences) Bill 2014* (2015), <https://www.oco.ie/app/uploads/2015/07/OCO-Advice-on-the-Criminal-Law-Sexual-Offences-Bill-2014.pdf>.

les écoles de 2016⁵⁵, l'avant-projet de loi sur la protection internationale de 2015⁵⁶, l'avant-projet de loi sur l'adoption (information et suivi) de 2015⁵⁷, l'avant-projet de loi sur la santé mentale (amendement) de 2021⁵⁸, la révision des Lois sur l'égalité » de 2021⁵⁹, l'avant-projet de loi sur la garde d'enfants (amendement) de 2023⁶⁰ et les dispositions du projet de loi sur la santé (procréation assistée) de 2022⁶¹. Nous avons également soumis des propositions à des organismes publics couvrant différents domaines politiques ayant un impact sur les

surgeries – something we first called attention to in 2017 in a report on the situation of children waiting for scoliosis treatment⁶⁹. This report raised huge concerns about the serious violations of the rights of children waiting for scoliosis treatment.

After I was reappointed as Ombudsman in 2021, an independent review of the Ombudsman for Children Act 2002, as amended, was carried out and reported on in 2022⁷⁰. The review envisages expanding the Ombudsman for Children's Office's powers in some areas, including extending our complaints remit to cover:

- ▷ young people over 18 who are detained in Oberstown, are in aftercare, or are still studying in secondary school;
 - ▷ privately-run early childhood education and care and school-age childcare settings; and
 - ▷ the administrative process leading up to making decisions concerning asylum, immigration, naturalisation and citizenship processes
- We continued to engage with the Committee on the Rights of the Child's periodic reporting process in 2015–2016 and in 2022–2023. In 2015, we reported that in spite of positive developments (such as the Constitutional amendment in 2012), the realisation of children's rights in Ireland was still an unfinished project⁷¹. In a complementary resource issued to the Committee – *A Word from the Wise*⁷² – we told the stories
-
- 55 Ombudsman for Children's Office, *Advice of the Ombudsman for Children on the Education (Admission to Schools) Bill 2016* (2017), <https://www.oco.ie/app/uploads/2017/04/Admission-Schools-2016-Submission.pdf>.
- 56 Ombudsman for Children's Office, *Initial Observations of the Ombudsman for Children on the General Scheme of the International Protection Bill 2015* (2015), https://www.oco.ie/app/uploads/2017/10/OmbudsmanforChildren_Submission_GSInternationalProtectionBill2015.pdf.
- 57 Ombudsman for Children's Office, *Submission by the Ombudsman for Children on the General Scheme of the Adoption (Information and Tracing) Bill 2015* (2015), <https://www.oco.ie/app/uploads/2015/11/Submission-by-the-Ombudsman-for-Children-on-the-General-Scheme-of-the-Adoption-Information-and-Tracing-Bill-2015.pdf>.
- 58 Ombudsman for Children's Office, *General Scheme of the Mental Health Amendment Bill 2021 : Observations by the Ombudsman for Children's Office* (2021), https://www.oco.ie/app/uploads/2021/12/OCO_Observations-General-Scheme-of-the-Mental-Health-Amendment-Bill-2021_Dec2021.pdf.
- 59 Ombudsman for Children's Office, *Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth : Consultation on the Review of the Equality Acts – Submission by the Ombudsman for Children's Office* (2021), https://www.oco.ie/app/uploads/2021/12/OCO_Final_Submission_2021_Review_of_Equality_Acts.pdf.
- 60 Ombudsman for Children's Office, *General Scheme of the Child Care (Amendment) Bill 2023 : Observations by the Ombudsman for Children's Office* (2023), https://www.oco.ie/app/uploads/2023/06/OCO_JC-Children_Obs-GS-Child-Care-Amendment-Bill-2023_16June2023.pdf.
- 61 Ombudsman for Children's Office, *Provisions of the Health (Assisted Human Reproduction) Bill 2022 Relating to Surrogacy : Observations of the Ombudsman for Children's Office* (2022), <https://www.oco.ie/app/uploads/2022/05/OCO-observations-Health-Assisted-Human-Reproduction-Bill-2022-surrogacy.pdf>. Nous avons donné suite à cette soumission en 2024 : Ombudsman for Children's Office, *Health (Assisted Human Reproduction) Bill 2022 : Follow-Up Observations by the Ombudsman for Children's Office* (2024), <https://www.oco.ie/app/uploads/2024/05/Ombudsman-for-Childrens-Office-follow-up-observations-on-the-Health-Assisted-Human-Reproduction-Bill-2022.pdf>.
- 69 Ombudsman for Children's Office, *Waiting for Scoliosis: A Children's Rights Issue* (2017).
- 70 Ombudsman for Children's Office, *Review of the Ombudsman for Children Act 2002* (2022). Work to progress recommendations in the report began in 2023.
- 71 Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child on the Examination of Ireland's Consolidated Third and Fourth Report to the Committee* (2015), https://www.oco.ie/app/uploads/2017/09/OCO_AltReportUNCRC_2015.pdf.
- 72 Ombudsman for Children's Office, *A Word from the Wise* (2015), <https://www.oco.ie/library/a-word-from-the-wise>.

droits de l'enfant, notamment la Commission du logement⁶², la *Coimisiún na Meán* (l'autorité de régulation des médias en Irlande)⁶³, la Commission des bas salaires⁶⁴ et l'Autorité nationale pour les personnes handicapées⁶⁵.

▷ **Rapport sur la sécurité et le bien-être des enfants vivant en centre d'hébergement pour demandeurs d'asile.** En 2023, nous avons publié un rapport spécial sur la sécurité et le bien-être des enfants vivant dans des centres d'hébergement pour demandeurs d'asile⁶⁶. C'était la première fois qu'un rapport de ce genre était remis au parlement irlandais depuis la création de l'Ombudsman for Children's Office en 2004. Nous avons publié ce rapport

of children involved in complaints on issues ranging from homelessness to needing special accommodations to complete the Leaving Certificate exam.

In 2022, for the first time, we submitted together with our alternative report⁷³ to the Committee a children's report entitled *Pieces of Us*⁷⁴, which gave voice to over 7,000 children who took part in a national online survey and in-depth focus group discussions. In September 2022, the Youth Advisory Panel travelled to Geneva to present and discuss the report with members of the Committee. Some of the areas of concern for the Committee included the mental health system for children in Ireland, the standard of living and increased poverty experienced by children in Ireland, and the many barriers that children in Ireland are facing in education.

62 Ombudsman for Children's Office, *The Housing Commission : Public Consultation on a Referendum on Housing in Ireland – Submission by the Ombudsman for Children's Office* (2022), <https://www.oco.ie/app/uploads/2022/09/OCO-submission-to-the-Housing-Commission-public-consultation-referendum-on-housing-260822.pdf>.

63 Ombudsman for Children's Office, *Coimisiún na Meán Call for Inputs on an Online Safety Code for Video-Sharing Platform Services : Submission by the Ombudsman for Children's Office* (2023), <https://www.oco.ie/app/uploads/2023/09/Ombudsman-for-Childrens-Office-submission-to-Coimisiún-na-Mean-Call-for-Inputs-4-September-2023.pdf> ; et Ombudsman for Children's Office, *Coimisiún na Meán Consultation on the Draft Online Safety Code and Statutory Guidance Material : Observations of the Ombudsman for Children's Office* (2024), <https://www.oco.ie/app/uploads/2024/02/Ombudsman-for-Childrens-Office-observations-on-Coimisiún-na-Mean-draft-online-safety-code-and-statutory-guidance-31-Jan-24.pdf>.

64 Ombudsman for Children's Office, *Low Pay Commission : Examination of Retaining or Removing the Sub-Minimum Rates of the National Minimum Wage – Submission by the Ombudsman for Children's Office* (2023), <https://www.oco.ie/app/uploads/2023/08/Submission-by-the-Ombudsman-for-Childrens-Office-to-the-Low-Pay-Commission-July-2023.pdf>.

65 Ombudsman for Children's Office, *Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth and National Disability Authority : Consultation on the new National Disability Strategy – Submission by the Ombudsman for Children's Office* (2024), <https://www.oco.ie/app/uploads/2024/02/Ombudsman-for-Childrens-Office-submission-on-the-National-Disability-Strategy.pdf>.

66 Ombudsman for Children's Office, *OCO Special Report on Safety and Welfare of Children in Direct Provision* (2023), <https://www.oco.ie/library/oco-special-report-on-safety-and-welfare-of-children-in-direct-provision>.

In 2024, we made a submission to the Committee in response to its draft General Comment No. 27 on children's rights to access to justice and effective remedies. Our submission focused on children's understandings of justice and remedies, and the barriers preventing children from gaining access to justice and effective remedies in Ireland. It was informed by the views of the Youth Advisory Panel⁷⁵.

We also continued to engage with the United Nations Human Rights Council Working Group on Universal Periodic Review during its twenty-fifth session⁷⁶ in 2015 and

the-wise/.

73 Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child Pursuant to the Combined Fifth and Sixth Reports*.

74 Ombudsman for Children's Office, *Pieces of Us: A Children's Report to the UN Committee on the Rights of the Child* (2022), <https://www.oco.ie/pieces-of-us/>.

75 Ombudsman for Children's Office, *Submission to the UNCRC on General Comment 27 Children's Rights to Access to Justice and Effective Remedies* (2024).

76 Ombudsman for Children's Office, *Submission for the Twenty-Fifth Session of the Working Group on Universal Periodic Review* (2015).

parce que nous n'étions pas satisfaits de la réponse à notre enquête de 2021 sur les centres d'hébergement pour demandeurs d'asile⁶⁷ et que nous estimions que la réponse hâtive que le gouvernement avait apporté à la crise n'avait fait que l'aggraver. Depuis la publication en 2021 de notre première enquête sur les centres d'hébergement pour demandeurs d'asile, une enquête qui avait pourtant été souhaitée par l'État, la rédaction du Livre blanc sur leur suppression est au point mort.

- ▷ Mise en évidence des longs délais d'attente pour la chirurgie de la scoliose chez les enfants. En 2023, nous avons publié l'*Ivy's Case*⁶⁸, qui mettait en évidence les problèmes persistants liés aux retards auxquels sont confrontés les enfants en attente d'une chirurgie de la scoliose – un problème sur lequel nous avions attiré l'attention pour la première fois dans un rapport de 2017⁶⁹. Ce rapport a suscité de vives inquiétudes quant aux graves violations des droits des enfants en attente d'un traitement de la scoliose.

Après ma reconduction au poste d'Ombudsman en 2021, un examen indépendant de la loi de 2002 sur l'Ombudsman for Children, telle qu'amendée, a été réalisé et rapporté en 2022⁷⁰. Ce réexamen prévoit de donner davantage de compétences à l'Ombudsman for Children's Office dans certains domaines, notamment en étendant notre champ de compétences en matière de plaintes :

its thirty-ninth session in 2021. In our submission to the Universal Periodic Review in 2021⁷⁷, we highlighted the need for child rights-based measures to ensure that children's rights were being fulfilled to the maximum extent of the State's available resources, given the significant challenges that the State was facing in mitigating the negative socio-economic effects of the COVID-19 pandemic.

For the first time, in 2024 we submitted an alternative report to the United Nations Committee on Economic, Social and Cultural Rights⁷⁸. Its purpose was to bring to the Committee's attention the State's progress and shortcomings in implementing children's economic, social and cultural rights under the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights.

With recent developments in 2023 and 2024, Ireland has made further significant steps towards promoting and protecting children's rights. These included the coming into operation of Coimisiún na Meán; the publication of the first programme plan for the Child Poverty and Well-Being Office established within the Taoiseach's Office⁷⁹; the publication by the Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth of the *National Policy Framework for Children and Young People 2023–2028*⁸⁰; and the establishment of Cuan, the Domestic, Sexual and Gender-Based Violence agency.

67 Ombudsman for Children's Office, *Safety and Welfare of Children in Direct Provision – An Investigation by the Ombudsman for Children's Office* (2021).

68 Ombudsman for Children's Office, *Scoliosis Treatment for Ivy* (2023).

69 Ombudsman for Children's Office, *Waiting for Scoliosis: A Children's Rights Issue* (2017).

70 Ombudsman for Children's Office, *Review of the Ombudsman for Children Act 2022* (2022). Les travaux visant à mettre en œuvre les recommandations du rapport ont débuté en 2023.

77 Ombudsman for Children's Office, *Submission to the Thirty-Ninth Session of the Universal Periodic Review Working Group* (2021).

78 Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights Pursuant to the Fourth Periodic Report Submitted by Ireland* (2024).

79 "Child Poverty and Well-Being Programme Office," Department of the Taoiseach, 2023, <https://www.gov.ie/en/campaigns/7c189-child-poverty-and-well-being-programme-office/>.

80 Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, *Young Ireland: The National Policy Framework for Children and Young People 2023–2028* (Government of Ireland, 2023).

- ▷ aux jeunes de plus de 18 ans détenus à Oberstown, qui font l'objet d'un suivi ou qui étudient encore dans l'enseignement secondaire ;
- ▷ aux structures privées d'éducation et d'accueil de la petite enfance ainsi qu'aux structures privées d'accueil des enfants en âge d'être scolarisés ; et
- ▷ à la procédure administrative préalable à la prise de décision en matière d'asile, d'immigration, de naturalisation et de citoyenneté.

Au cours des années 2015-2016 et 2022-2023, nous avons continué à collaborer au rapport périodique du Comité des droits de l'enfant. En 2015, nous avons signalé qu'en dépit d'évolutions positives (telles que l'amendement constitutionnel de 2012), l'application des droits de l'enfant en Irlande demeurait un chantier inachevé⁷¹. Dans un document complémentaire publié à l'intention du Comité – *A Word from the Wise* (« Un mot des sages »)⁷² – nous avons raconté les histoires d'enfants qui ont déposé plainte sur des questions allant du sans-abrisme au besoin d'aménagements spéciaux pour passer l'examen de fin d'études.

En 2022, pour la première fois, nous avons soumis au Comité, en même temps que notre rapport alternatif⁷³, un rapport sur les enfants intitulé *Pieces of Us* (« Des morceaux de nous »)⁷⁴, dans lequel nous avons donné la parole à plus de 7 000 enfants ayant participé à une enquête nationale en

However, while the State has made a commitment to children's rights in principle, which is to be welcomed, in practice there remain significant difficulties that lead to violations of children's rights. The Committee's Concluding Observations published in 2023⁸¹ raised a wide range of concerns, and made clear that extensive cross-sector reform is required to give effect to the Convention. They stressed that urgent measures must be taken by the State in six areas: non-discrimination, violence against children, mental health, standard of living, education, and child justice. Therefore, a key focus of our work in the years to come will be to ensure that the principles that inform children's rights and the rights themselves are embedded in legislative and policy frameworks so that the State meets its obligations under the Convention on the Rights of the Child and delivers for children in Ireland.

Incorporating the United Nations Convention on the Rights of the Child in Ireland

Change for the better is welcome, but Ireland has room for further improvement.

In our most recent submission to the United Nations Committee on the Rights of the Child (in 2022), we highlighted actions that we would like to see the Irish State take to live up to its commitments under the Convention on the Rights of the Child⁸². Among these actions is to fully incorporate the Convention into Ireland's domestic law.

Article 4 of the Convention requires the State to undertake all appropriate legisla-

71 Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child on the Examination of Ireland's Consolidated Third and Fourth Report to the Committee* (2015), https://www.oco.ie/app/uploads/2017/09/OCO_AltReportUNCRC_2015.pdf.

72 Ombudsman for Children's Office, *A Word from the Wise* (2015), <https://www.oco.ie/library/a-word-from-the-wise/>.

73 Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child Pursuant to the Combined Fifth and Sixth Reports* (2002).

74 Ombudsman for Children's Office, *Pieces of Us: A Children's Report to the UN Committee on the Rights of the Child* (2022), <https://www.oco.ie/pieces-of-us/>.

81 UN Committee on the Rights of the Child, *Concluding Observations on the Combined Fifth and Sixth Periodic Reports of Ireland* (2023), UN doc. CRC/C/IRL/CO/5-6.

82 Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child Pursuant to the Combined Fifth and Sixth Reports*.

ligne et à des discussions approfondies au sein de groupes de réflexion. En septembre 2022, le Youth Advisory Panel s'est rendu à Genève pour présenter le rapport et en discuter avec les membres du Comité. Parmi les sujets de préoccupation du Comité au sujet de l'Irlande figuraient le système de santé mentale pour les enfants, le niveau de vie et la montée de la pauvreté des enfants ainsi que les nombreux obstacles auxquels les enfants sont confrontés dans le domaine de l'éducation.

En 2024, nous avons soumis au Comité un avis sur son avant-projet pour l'Observation générale n° 27 sur le droit de l'enfant d'accéder à la justice et à des voies de recours effectives. Notre contribution s'est concentrée sur la compréhension que les enfants ont de la justice et des recours ainsi que sur les obstacles qui empêchent les enfants d'avoir accès à la justice et à des recours effectifs en Irlande. Elle s'est appuyée sur les avis du Youth Advisory Panel⁷⁵.

Nous avons également continué à collaborer avec le Groupe de travail du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies sur l'Examen périodique universel lors de sa vingt-cinquième session⁷⁶ en 2015 et de sa trente-neuvième session en 2021. Dans le texte que nous avons soumis à l'Examen périodique universel de 2021⁷⁷, nous avons souligné la nécessité d'adopter des mesures fondées sur les droits de l'enfant pour s'assurer que l'État, déjà confronté à des défis importants pour atténuer les effets socio-économiques négatifs de la pandémie de COVID-19, mobilise toutes les ressources disponibles pour faire appliquer les

tive, administrative and other measures for implementing the rights recognised in the Convention. This includes ensuring that the provisions of the Convention are given legal effect within the domestic legal system⁸³. Although the Committee does not prescribe how States should incorporate the Convention, it does emphasise the important role of domestic legislation. The Committee has highlighted that, while including sections on the rights of the child in national constitutions helps to underline the key message of the Convention – that children alongside adults are holders of human rights – this inclusion does not automatically ensure that the rights of children are respected. To promote the full implementation of these rights, the Committee emphasises the importance of ensuring that: domestic law reflects the general principles and standards of the Convention; rights can be directly invoked before the courts; and, where there is a conflict with domestic legislation, the Convention's provisions should prevail⁸⁴.

Although some of the principles and standards of the Convention on the Rights of the Child are reflected in Ireland's Constitution and in some sectoral laws, the State has not fully incorporated the Convention into Irish law. The referendum in 2012, which introduced an article on children's rights into the Irish Constitution, was a positive development that partly incorporated Articles 3 and 12 of the Convention. However, we have observed that some areas of legislation clearly lack a child rights-based approach, fall short of the standards set out in the Convention, or do not address children at all.

In each of its four reviews of Ireland since the country ratified the Convention on the Rights of the Child in 1992, the Committee

⁷⁵ Ombudsman for Children's Office, *Submission to the UNCRC on General Comment 27 Children's Rights to Access to Justice and Effective Remedies* (2024).

⁷⁶ Ombudsman for Children's Office, *Submission for the Twenty-Fifth Session of the Working Group on Universal Periodic Review* (2015).

⁷⁷ Ombudsman for Children's Office, *Submission to the Thirty-Ninth Session of the Universal Periodic Review Working Group* (2021).

⁸³ CRC/GC/2003/5, ¶ 19.

⁸⁴ CRC/GC/2003/5, ¶ 22.

droits des enfants.

En 2024, nous avons pour la première fois soumis un rapport alternatif au Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies⁷⁸. Son objectif était d'attirer l'attention du Comité sur les progrès et les lacunes de l'Irlande dans la mise en œuvre des droits économiques, sociaux et culturels des enfants en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

En 2023 et 2024, l'Irlande a pris de nouvelles mesures importantes pour promouvoir et sauvegarder les droits de l'enfant. Il s'agit notamment de la création de la Coimisiún na Meán (« Commission des médias ») ; de la publication du premier plan-programme pour le Child Poverty and Well-Being Office (« Bureau de lutte contre la pauvreté et pour le bien-être des enfants »), élaboré au sein du cabinet du Premier ministre irlandais⁷⁹ ; de la publication par le ministère de l'Enfance, de l'Égalité, du Handicap, de l'Intégration et de la Jeunesse du *National Policy Framework for Children and Young People 2023–2028* (« Plan-cadre de politique nationale pour les enfants et les jeunes 2023–2028 »)⁸⁰ ; et de la création de Cuan, l'agence de lutte contre les violences domestiques, sexuelles et sexistes.

Bien que l'État ait pris un engagement de principe en faveur des droits de l'enfant, ce dont il faut se féliciter, il subsiste dans la pratique des difficultés importantes qui conduisent à des violations de ces droits.

⁷⁸ Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights Pursuant to the Fourth Periodic Report Submitted by Ireland* (2024).

⁷⁹ « Child Poverty and Well-Being Programme Office », Department of the Taoiseach, 2023, <https://www.gov.ie/en/campaigns/7c189-child-poverty-and-well-being-programme-office/>.

⁸⁰ Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, *Young Ireland : The National Policy Framework for Children and Young People 2023–2028* (Government of Ireland, 2023).

has recommended that Ireland should fully incorporate the Convention into national legislation⁸⁵. We too have made this recommendation in the alternative reports that we have submitted to the Committee since our establishment in 2004⁸⁶, as we believe that incorporating the Convention can bring about system-wide change for children and their rights. There are three reasons for this.

First, incorporation would give practical effect to Ireland's recognition of children as rights-holders, which was first acknowledged a century ago when Ireland signed the 1924 Declaration of the Rights of the Child and was reaffirmed in Ireland's ratification of the Convention in 1992. Research has found that in countries where the Convention has been incorporated into domestic law, children are perceived as rights-holders and there appears to be a culture of respect for children's rights⁸⁷.

Second, full incorporation would mean that all the Convention's provisions would have legal effect for children in Ireland. Ireland is a dualist state, so an international treaty like the United Nations Convention on the Rights of the Child can only become part of domestic law, and thus be relied on in the courts, when it is incorporated into national law by an act of the Oireachtas. Research has found that incorporation cre-

⁸⁵ CRC/C/15/Add.85, ¶ 25; UN Committee on the Rights of the Child, *Concluding Observations: Ireland*, UN doc. CRC/C/IRL/CO/2, ¶ 8-9; UN Committee on the Rights of the Child, *Concluding Observations on the Combined Third and Fourth Periodic Reports of Ireland*, UN doc. CRC/C/IRL/CO/3-4, ¶ 8-9; CRC/C/IRL/CO/5-6, ¶ 6.

⁸⁶ Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child on the Examination of Ireland's Second Report*, 10; Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child on the Examination of Ireland's consolidated Third and Fourth Report*, 3; Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child Pursuant to the Combined Fifth and Sixth Reports*, 9.

⁸⁷ Simon Hoffman, "The UN Convention on the Rights of the Child, Decentralisation and Legislative Integration: A Case Study from Wales," *International Journal of Human Rights* 23, no. 3 (January 2019): 374–391.

Dans ses observations finales publiées en 2023⁸¹, le Comité a exprimé de nombreuses préoccupations et a clairement indiqué que d'importantes réformes intersectorielles étaient nécessaires pour donner effet à la Convention. Le Comité a souligné que l'État devait prendre des mesures urgentes dans six domaines : la non-discrimination, la violence envers les enfants, la santé mentale, le niveau de vie, l'éducation et la justice. L'une des priorités de notre travail dans les années à venir sera donc de veiller à ce que les principes sur lesquels reposent les droits de l'enfant ainsi que les droits eux-mêmes soient intégrés dans le cadre législatif et politique afin que l'État remplisse ses obligations au titre de la Convention internationale des droits de l'enfant et qu'il agisse en faveur des enfants en Irlande.

ates opportunities to use the Convention in legal action, with cases involving children successfully relying on the Convention in countries where it has been incorporated in a way that allows for direct enforcement⁸⁸.

Third, incorporation would lay the foundation for a range of measures to fully implement the Convention, ensuring that children's rights are systematically considered in law-making, policy-making and decision-making on matters affecting them. According to research, children's rights are better protected in countries that have given legal status to the Convention in a systematic way and then established the necessary systems to effectively support, monitor and

⁸¹ Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, Observations finales concernant le rapport de l'Irlande valant cinquième et sixième rapports périodiques (2023), UN doc. CRC/C/IRL/CO/5-6.

⁸⁸ Laura Lundy, Ursula Kilkelly and Bronagh Byrne, "Incorporation of the United Nations Convention on the Rights of the Child in Law: A Comparative Review," *International Journal of Children's Rights* 21, no. 3 (2013): 442–463.

Commission to Inquire into Child Abuse Report Vol. V
 ways • Institutional Abuse Survey • Additional Material
 Department of Education • Finance • Society • Kennedy to the Present
 Interviews • Conclusions • Recommendations

Commission to Inquire into Child Abuse Report Vol. IV
 Confidential Committee

Commission to Inquire into Child Abuse Report Vol. III

Commission to Inquire into Child Abuse Report Vol. II

Commission to Inquire into Child Abuse Report Vol. I



Incorporer la Convention internationale des droits de l'enfant dans le droit irlandais

Tout changement dans le bon sens est le bienvenu, mais l'Irlande peut encore faire mieux.

Dans notre dernière soumission au Comité des droits de l'enfant des Nations Unies (2022), nous avons souligné les mesures que l'État irlandais devrait prendre pour respecter ses obligations au titre de la Convention internationale des droits de l'enfant⁸². L'une de ces mesures consiste à intégrer pleinement la Convention dans le droit national irlandais.

En vertu de l'article 4 de la Convention, l'État est tenu de prendre toutes les mesures législatives, administratives et autres qui sont nécessaires pour mettre en œuvre les droits reconnus dans la Convention. Il doit ainsi veiller à ce que les dispositions de la Convention produisent des effets juridiques dans son système judiciaire⁸³. Bien que le Comité ne prescrive pas la manière dont les États doivent mettre en œuvre la Convention, il souligne le rôle important du droit national. Le Comité a souligné que, bien que l'inclusion d'articles sur les droits de l'enfant dans les constitutions nationales contribue à souligner le message clé de la Convention – à savoir que les enfants sont, au même titre que les adultes, détenteurs de droits de l'Homme –, cette inclusion ne garantit pas automatiquement le respect des droits de l'enfant. Pour promouvoir la pleine application de ces droits, le Comité souligne l'importance de veiller à ce que le droit national reflète les principes généraux et les normes de la Convention, que les droits puissent être invoqués directement devant les tribunaux

⁸² Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child Pursuant to the Combined Fifth and Sixth Reports*.

⁸³ CRC/GC/2003/5, ¶ 19.

enforce the implementation of the Convention⁸⁹.

For effective incorporation, the State needs to adopt what the Committee calls 'general measures of implementation'. As well as getting the legal framework right, implementation of children's rights requires:

- ▷ developing and implementing comprehensive national strategies that are rooted in the Convention;
- ▷ independent monitoring;
- ▷ comprehensive data collection;
- ▷ inter-agency coordination;
- ▷ child-friendly budgeting; and
- ▷ training to ensure that there is an understanding of children's rights and how to apply a child rights-based approach to decision-making.

In 2023, Ireland's new policy framework for children committed to providing a platform to realise the rights of children and establish an environment where the needs of children are central to everyone's agenda⁹⁰. Although the framework stops short of committing to incorporating the Convention on the Rights of the Child in Ireland, it commits to reviewing Irish legislation in relation to the provisions of the Convention⁹¹. This follows recommendations by the Committee in 2016⁹², and again in 2023⁹³, that the State should assess the extent to which legislation affecting children complies with the Convention. At the end

⁸⁹ Lundy, Kilkelly and Byrne, "Incorporation of the United Nations Convention," 13; Ursula Kilkelly, "The UN Convention on the Rights of the Child: Incremental and Transformative Approaches to Legal Implementation," *International Journal of Human Rights* 23, no. 3 (2019): 323–337.

⁹⁰ Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, *National Policy Framework for Children and Young People*.

⁹¹ Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, *National Policy Framework for Children and Young People*, 32.

⁹² CRC/C/IRL/CO/3-4, ¶ 11.

⁹³ CRC/C/IRL/CO/5-6, ¶ 6.

et qu'en cas de conflit avec le droit national, les dispositions de la Convention prévalent⁸⁴.

Bien que certains principes et normes de la Convention internationale des droits de l'enfant soient reflétés dans la constitution irlandaise et dans certaines lois sectorielles, l'État n'a pas entièrement intégré la Convention dans le droit irlandais. Le référendum de 2012, qui a introduit un article sur les droits de l'enfant dans la constitution irlandaise, a été un développement positif, grâce auquel les articles 3 et 12 de la Convention ont été partiellement incorporés. Cependant, nous avons constaté que certains domaines de la législation n'ont manifestement pas d'appui fondé sur les droits de l'enfant, ne respectent pas les normes énoncées dans la Convention ou n'évoquent même pas du tout les enfants.

Dans chacune des quatre évaluations de l'Irlande produites depuis qu'elle a ratifié la Convention internationale des droits de l'enfant en 1992, le Comité a recommandé que ce pays incorpore pleinement la Convention dans sa législation nationale⁸⁵. Nous avons également formulé cette recommandation dans les rapports alternatifs que nous avons soumis au Comité depuis notre création en 2004⁸⁶, car nous pensons que l'incorporation de la Convention peut entraîner un changement systémique en faveur des enfants et de leurs droits. Il y a trois raisons à cela :

of 2023, the former Special Rapporteur on Child Protection prepared a paper examining how best to conduct such a review⁹⁴ and the work to review compliance of our laws with the Convention commenced in 2024.

Ireland has a role model to look to in Scotland when it comes to incorporating the Convention. The landmark adoption of the United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024⁹⁵, which was fully commenced in July 2024, provides a blueprint for countries worldwide that have ratified the Convention and committed to implementing children's rights. In particular, the legislation:

- ▷ obliges public authorities to act in a way that is compatible with the Convention;
- ▷ provides for individuals to challenge the actions of public authorities if they are incompatible with the Convention, and gives the Commissioner for Children and Young People the power to bring or intervene in such proceedings;
- ▷ gives courts the power to decide if legislation is compatible with the Convention; and
- ▷ requires child rights impact assessments of proposed legislation and strategic decisions that will affect children.

Although the path to incorporation will require concerted commitment and effort across government, Scotland has shown that it can be done.

⁸⁴ CRC/GC/2003/5, ¶ 22.

⁸⁵ CRC/C/15/Add.85, ¶ 25 ; Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, Observations finales : Irlande, UN doc. CRC/C/IRL/CO/2, ¶ 8-9 ; Comité des droits de l'enfant des Nations Unies, Observations finales concernant le rapport de l'Irlande, valant troisième et quatrième rapports périodiques, UN doc. CRC/C/IRL/CO/3-4, ¶ 8-9 ; CRC/C/IRL/CO/5-6, ¶ 6.

⁸⁶ Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child on the Examination of Ireland's Second Report*, 10 ; Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child on the Examination of Ireland's consolidated Third and Fourth Report*, 3 ; Ombudsman for Children's Office, *Report to the UN Committee on the Rights of the Child Pursuant to the Combined Fifth and Sixth Reports*, 9.

⁹⁴ Conor O'Mahony, *Annual Report of the Special Rapporteur on Child Protection 2022* (n.p., 2023), <https://www.gov.ie/pdf/?file=https://assets.gov.ie/242675/ae5ade7f-2c30-45b2-942c-1a2fc87847b8.pdf#page=null>.

⁹⁵ United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 (ASP 1).

Premièrement, l'incorporation de la Convention rendrait opérante la reconnaissance des enfants comme détenteurs de droits, reconnaissance qui remonte à un siècle, lorsque l'Irlande a signé la Déclaration des droits de l'enfant de 1924, et qui a été réitérée en 1992, lorsque l'Irlande a ratifié la Convention. Des recherches ont montré que dans les pays où la Convention a été incorporée dans le droit national, les enfants sont perçus comme des détenteurs de droits et il semble y exister une culture de respect des droits de l'enfant⁸⁷.

Deuxièmement, l'incorporation complète signifierait que toutes les dispositions de la Convention auraient un effet juridique pour les enfants en Irlande. L'Irlande étant un État dualiste, un traité international tel que la Convention internationale des droits de l'enfant ne peut faire partie du droit national, et donc être invoqué devant les tribunaux, que s'il est incorporé dans le droit national par une loi du parlement. Des études ont montré que l'incorporation ouvre la possibilité d'invoquer la Convention dans des actions en justice et ont cité des cas d'enfants s'appuyant avec succès sur la Convention dans les pays où elle a été incorporée, de manière à obtenir application directe⁸⁸.

Troisièmement, l'incorporation poserait les bases d'une série de mesures visant à mettre pleinement en œuvre la Convention et à garantir que les droits de l'enfant soient systématiquement pris en compte dans l'élaboration des lois, des politiques et des

Conclusion

As we pause and reflect on the past 20 years of the Ombudsman for Children's Office, we are certainly frustrated that many of the issues we have been raising for some time now are still unresolved. Over the last ten years, we have emphasised the same issues repeatedly, with no progress to show for it. Worse, on some issues, there has even been regression. It borders on exasperating that, in the breakdown of complaints that we investigate each year, so many issues tend to recur. In other words, concerns that we consider to be systematic in nature and deeply damaging to our children are not being addressed.

In many ways, Ireland is a wonderful place to be a child. It is one of the richest countries in the world, and many of our children live in happy, loving homes. Our systems – in education, health and other areas – appear to work efficiently and well for the vast majority of our young people, who thankfully grow up in environments where they can expect to live happy and fulfilled lives. However, these same systems function less well, or not at all, for those who, through circumstances not of their own making, are utterly dependent on them. For them, the State is not delivering the security and certainty that is critical to allowing these children to enjoy the full suite of rights which, in ratifying the Convention on the Rights of the Child, Ireland says are theirs.

Children's issues are fighting for the Government's attention at a time when there is a housing crisis, a cost-of-living crisis, an international protection crisis, and when every public service is under increasing pressure. These issues are all having an unquantifiable impact on children too, yet they are not necessarily seen as children's issues. This separation of children from these core issues is protecting the State from hav-

⁸⁷ Simon Hoffman, « The UN Convention on the Rights of the Child, Decentralisation and Legislative Integration: A Case Study from Wales », *International Journal of Human Rights* 23, n° 3 (January 2019) : 374–391, <https://doi.org/10.1080/13642987.2018.1558978>.

⁸⁸ Laura Lundy, Ursula Kilkelly et Bronagh Byrne, « Incorporation of the United Nations Convention on the Rights of the Child in Law: A Comparative Review », *International Journal of Children's Rights* 21, n° 3 (2013) : 442–463, https://brill.com/view/journals/chil/21/3/article-p442_2.xml.

décisions qui concernent les mineurs. Des études ont montré que les droits de l'enfant sont mieux protégés dans les pays qui ont donné un statut juridique à la Convention de manière systématique et qui ont ensuite mis en place les dispositifs nécessaires pour soutenir, contrôler et faire appliquer efficacement la mise en œuvre de la Convention⁸⁹.

Pour une incorporation efficace, l'État doit adopter ce que le Comité appelle des « mesures générales d'exécution ». Outre la mise en place d'un cadre juridique adéquat, la mise en œuvre des droits de l'enfant requiert :

- ▷ l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales globales fondées sur la Convention ;
- ▷ un suivi indépendant ;
- ▷ une collecte exhaustive de données ;
- ▷ une coordination entre les services ;
- ▷ l'établissement d'un budget prenant en compte les besoins des enfants ; et
- ▷ une formation pour s'assurer que les droits de l'enfant sont bien compris et intégrés dans la prise de décision.

En 2023, l'Irlande s'est engagée dans son nouveau cadre politique pour les enfants et les jeunes à créer une plateforme permettant de concrétiser les droits de l'enfant et à créer un environnement dans lequel les besoins des enfants seraient une priorité⁹⁰. Bien que le plan-cadre ne s'engage pas à incorporer la Convention internationale des droits de l'enfant dans le droit irlandais, il contient un engagement à revoir la législation irlandaise au regard des dispositions de

ing to properly fulfil its obligations to them – but those hardest hit by each of those crises are children.

Issues like war, migration, climate change, online safety, and artificial intelligence (AI) have also changed the reality of childhood for this generation. How children learn to cope and thrive within this new reality is unclear, and for children who are born into vulnerable situations things are even more uncertain.

As we look ahead to the next 20 years and the type of Ireland we want for our children, our Office will continue to push for children's best interests to be placed at the heart of decisions that impact them.

⁸⁹ Lundy, Kilkelly et Byrne, « Incorporation of the United Nations Convention », 13 ; Ursula Kilkelly, « The UN Convention on the Rights of the Child: Incremental and Transformative Approaches to Legal Implementation », *International Journal of Human Rights* 23, n° 3 (2019) : 323–337, <https://doi.org/10.1080/13642987.2018.1558974>.

⁹⁰ Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, *National Policy Framework for Children and Young People*.

la Convention⁹¹. Cela fait suite aux recommandations formulées par le Comité en 2016⁹² et à nouveau en 2023⁹³, demandant à l'Irlande d'évaluer dans quelle mesure sa législation relative aux enfants est conforme à la Convention. À la fin de l'année 2023, l'ancien rapporteur spécial sur la protection de l'enfance a préparé un document examinant la meilleure façon de mener une telle révision⁹⁴ et le travail de vérification de la conformité de nos lois avec la Convention a commencé en 2024.

En ce qui concerne l'incorporation de la Convention, l'Écosse fournit à l'Irlande un modèle à suivre. L'acte pionnier qu'a constitué l'adoption de la loi écossaise relative à l'incorporation de la Convention internationale des droits de l'enfant, entrée pleinement en vigueur en juillet 2024⁹⁵, constitue un modèle pour tous les pays qui ont ratifié la Convention et se sont engagés à mettre en œuvre les droits de l'enfant. La législation écossaise :

- ▷ oblige les autorités publiques à agir d'une manière compatible avec la Convention ;
- ▷ prévoit la possibilité pour les particuliers de contester les actions des autorités publiques si celles-ci sont incompatibles avec la Convention et donne au Commissaire à l'enfance et à la jeunesse le pouvoir d'engager ou adhérer à de telles procédures ;
- ▷ donne aux tribunaux le pouvoir de décider si la législation est compatible avec la Convention ; et

91 Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth, *National Policy Framework for Children and Young People*, 32.

92 CRC/C/IRL/CO/3-4, § 11.

93 CRC/C/IRL/CO/5-6, § 6.

94 Conor O'Mahony, *Annual Report of the Special Rapporteur on Child Protection 2022* (s.é., 2023), <https://www.gov.ie/pdf/?file=https://assets.gov.ie/242675/ae5ade7f-2c30-45b2-942c-1a2fc87847b8.pdf#page=null>.

95 United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (Scotland) Act 2024 (ASP 1).

- ▷ exige la réalisation d'études d'impact sur les droits de l'enfant pour les propositions de loi et les décisions stratégiques qui concernent les enfants.

255

Bien que la voie vers l'incorporation nécessite un engagement et des efforts concertés de la part des pouvoirs publics, l'Écosse a montré qu'il était possible de s'y engager jusqu'au bout.



Quatre enfants se tiennent debout devant une fenêtre de Chamber Street à Dublin en 1890. Située dans un quartier connu sous le nom de The Liberties, cette rue se trouvait, aux XIX^e et XX^e siècles, dans une zone de logements collectifs à bas coût, tristement célèbre pour ses taudis et sa pauvreté.

Four children stand outside a window on Chamber Street in Dublin, 1890. The street was located in an area known as the Liberties. In the 19th and 20th centuries, the area was used for low-cost housing and tenements, becoming notorious for its slums and poverty.

© Courtesy of the Royal Society of Antiquaries of Ireland

Conclusion

En prenons du recul pour réfléchir aux 20 dernières années de l’Ombudsman for Children’s Office, nous sommes certainement frustrés de constater que bon nombre de problèmes que nous soulevons depuis longtemps ne sont toujours pas réglés. Au cours des dix dernières années, nous n’avons cessé d’attirer l’attention sur les mêmes problèmes, sans que cela n’amène d’avancées. Pire, sur certains points, il y a même eu régression. Il est quelque peu exaspérant de constater que, en examinant les plaintes que nous recevons chaque année, tant de problèmes reviennent sans cesse. En d’autres termes, des problèmes que nous considérons comme systématiques par nature et profondément préjudiciables à nos enfants ne sont pas traités.

À bien des égards, l’Irlande est un endroit merveilleux pour les enfants. C’est l’un des pays les plus riches au monde et beaucoup de nos enfants vivent dans des familles heureuses et aimantes. Nos systèmes d’éducation, de santé et autres semblent fonctionner efficacement pour la grande majorité de nos jeunes, qui grandissent heureusement dans un environnement où ils peuvent s’attendre à vivre une vie heureuse et éprouvante. Cependant, ces mêmes systèmes fonctionnent moins bien, voire pas du tout, pour ceux qui, dans des circonstances indépendantes de leur volonté, en sont totalement dépendants. A eux, l’État n’offre pas la sécurité et la certitude essentielles pour permettre à des enfants de jouir de l’ensemble des droits que l’Irlande, en ratifiant la Convention internationale des droits de l’enfant, a fait siens.

Les questions liées à l’enfance réclament l’attention du gouvernement à un moment où il y a une crise du logement, une crise du coût de la vie, une crise de la protection internationale et où l’ensemble des

services publics sont soumis à une pression croissante. Toutes ces crises ont aussi des répercussions incommensurables sur les enfants, bien qu'elles ne soient pas nécessairement considérées comme des crises liées à l'enfance. En séparant les enfants de ces problèmes capitaux, l'État se dispense de la nécessité de s'acquitter correctement de ses obligations à leur égard, alors que les enfants sont les personnes les plus durement touchées par chacune de ces crises.

Des enjeux tels que la guerre, la migration, le changement climatique, la sécurité en ligne et l'intelligence artificielle (IA) ont également modifié la réalité de l'enfance pour la génération actuelle. La manière dont les enfants apprennent à faire front et à s'épanouir dans cette nouvelle réalité n'est pas claire et cela est encore plus vrai pour les enfants qui sont nés dans des situations de vulnérabilités.

En envisageant les 20 prochaines années et le type d'Irlande que nous voulons pour nos enfants, l'Ombudsman continuera à faire son possible pour que l'intérêt supérieur des enfants soit placé au cœur des décisions qui les concernent.



Des mères et leurs enfants attendent l'ouverture des portes du centre de santé pour enfants, à Pusan, Corée
Mothers and children waiting for the doors to open at the children's health centre, Pusan, Korea

© Save the Children

Michel Anglade

Epilogue

259

Texte original en anglais, traduit en français
Original text in English, translated into French

Epilogue

Michel Anglade est le directeur du bureau de Save the Children à Genève, l'un des trois bureaux mondiaux de plaidoyer de l'organisation. Depuis 2018, il dirige les actions de plaidoyer et les initiatives politiques de Save the Children à Genève, œuvrant pour l'amélioration des pratiques et des politiques en faveur des droits de l'enfant.

Fort de trente ans d'expérience en tant que spécialiste des droits de l'enfant, travailleur humanitaire et expert en plaidoyer, Michel apporte une expertise précieuse à ce poste.

Avant d'occuper ses fonctions actuelles, il a passé sept ans à Singapour en tant que directeur des campagnes et du plaidoyer pour l'Asie chez Save the Children. Durant cette période, il a dirigé les actions de plaidoyer humanitaire de l'organisation en réponse au typhon Haiyan aux Philippines, au séisme de 2015 au Népal et à la crise des réfugiés rohingyas au Bangladesh.

De 2000 à 2011, Michel a occupé plusieurs postes de direction chez Oxfam, en Asie (basé en Inde) et en Afrique (basé au Kenya et au Sénégal). Il a débuté sa carrière dans l'aide humanitaire et au développement en 1995, travaillant avec Médecins Sans Frontières et Action Contre la Faim sur des missions au Soudan, en Somalie et dans d'autres régions.

Michel Anglade is the Director of Save the Children's office in Geneva, one of the organization's three global advocacy offices. Since 2018, he has led Save the Children's advocacy and policy efforts in Geneva, working to improve practices and policies that uphold children's rights.

With thirty years of experience as a child rights specialist, humanitarian worker, and advocacy practitioner, Michel brings a wealth of expertise to this role.

Before assuming his current position, he spent seven years as Save the Children's Campaign and Advocacy Director for Asia, based in Singapore. During this time, he led the organization's humanitarian advocacy efforts in response to Typhoon Haiyan in the Philippines, the 2015 Nepal earthquake, and the Rohingya refugee crisis in Bangladesh.

From 2000 to 2011, Michel held various leadership positions with Oxfam in Asia (based in India) and Africa (based in Kenya and Senegal). He began his career in humanitarian assistance and development in 1995, working with Doctors Without Borders and Action Against Hunger on assignments in Sudan, Somalia, and other regions.

Alors que nous célébrons le centième anniversaire de la Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant, adoptée par la Société des Nations en 1924, nous devrions prendre le temps de faire le bilan de ce qui a été accompli, mais aussi des défis qui restent à relever - et qui, dans certains cas, ne cessent de croître - pour que les droits de tous les enfants soient pleinement respectés.

Peu après avoir fondé le Save the Children Fund en 1919 à Londres (avec sa sœur Dorothy Buxton), Eglantyne Jebb s'est installée à Genève, où elle a vécu jusqu'à sa mort en 1928. Pourquoi cette Anglaise s'est-elle installée à Genève en 1920 ? Pourquoi quitter la trépidante Londres ? Parce qu'elle croyait au système multilatéral qui était en train de naître. Elle croyait en la Société des Nations, dont le siège s'était installé à Genève en novembre 1920. Elle était intuitivement convaincue que les droits de l'enfant devaient être universels et que la Société des Nations devait affirmer cette universalité (avec l'importante réserve qu'à son apogée, la Société des Nations comptait 58 États membres et qu'une grande partie du monde vivait sous le joug de régimes coloniaux abjects). Après avoir rédigé la Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant et l'avoir fait approuver par des membres éminents de l'Union internationale de secours aux enfants, Eglantyne Jebb réussit à persuader la Société des Nations d'adopter la déclaration, ce qui fut fait le 26 septembre 1924 lors de la cinquième assemblée de la Société.

Cent ans plus tard, que penserait Eglantyne Jebb de la situation des enfants dans le monde actuel ? L'ambition qui animait sa déclaration est-elle devenue réalité ?

Il est clair que des progrès importants ont été accomplis et qu'ils se sont même accélérés au cours des deux dernières décennies. Prenons l'exemple du droit à la vie. Depuis 2000, le nombre d'enfants qui meurent avant

As we celebrate the hundredth anniversary of the Geneva Declaration on the Rights of the Child being adopted by the League of Nations in 1924, it is worth taking the time to reflect on not only the achievements but also the remaining – and, in some cases, growing – challenges in fulfilling the rights of all children.

Soon after Eglantyne Jebb founded the Save the Children Fund in 1919 in London (together with her sister, Dorothy Buxton), she moved to Geneva, where she lived until her death in 1928. Why would this English lady move to Geneva in 1920? Why would she leave bustling London? Because she believed in the nascent multilateral system. She believed in the League of Nations, whose headquarters had moved to Geneva in November 1920. Her intuitive belief was that children's rights should be universal and that the League of Nations should affirm this universality (with the important caveats that at its peak the League of Nations had 58 member states, and large parts of the world were living under abject colonial rules). After drafting the Geneva Declaration on the Rights of the Child and having it endorsed by prominent members of the Union Internationale de Secours aux Enfants, Eglantyne Jebb successfully persuaded the League of Nations to endorse the declaration, which was done on 26 September 1924 during the Fifth Assembly of the League.

One hundred years later, what would Eglantyne Jebb think of the situation of children in the world today? Has the ambition of her Declaration been fulfilled?

Clearly, important progress has been made, and progress has even been accelerating over the past two decades. Let us take the example of the right to live. Since 2000, the global figure for children who die before their fifth birthday has more than halved.

leur cinquième anniversaire a été divisé par deux. En 2022, le monde a franchi une étape historique, lorsque le nombre de décès d'enfants est pour la première fois tombé sous la barre des 5 millions. Cependant, des décennies de progrès en matière de survie des enfants sont aujourd'hui menacées, car les principaux donateurs annoncent ou laissent entrevoir des réductions significatives du financement de l'aide. Les coupes dans les programmes de vaccination sont un danger mortel et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime qu'elles pourraient causer des centaines de milliers de décès supplémentaires. Les concepts d'humanité et de solidarité qui ont inspiré Eglantyne Jebb dans la création du Save the Children Fund ont été profondément ébranlés, avec un impact massif sur la vie des enfants.

Eglantyne Jebb, qui a été enseignante, serait également consternée par le fait que 251 millions d'enfants ne sont toujours pas scolarisés dans le monde et que les progrès réalisés pour réduire ce nombre ont stagné au cours de la dernière décennie.

Nous sommes confrontés à une baisse de l'aide des pays riches à un moment où, malheureusement, les pays en développement sont confrontés à des contraintes croissantes sur leur capacité à investir dans des services essentiels pour les enfants. Selon l'UNICEF, près de 400 millions d'enfants vivent dans des pays en situation de surendettement, ce qui les prive d'investissements essentiels pour leur avenir. Dans le monde, plus de 40 pays à faible revenu dépensent deux fois plus pour le service de la dette que pour la santé, y compris des pays avec une très forte population d'enfants. Dans les pays en développement, le service de la dette absorbe aujourd'hui 11 fois plus de dépenses que la protection sociale.

Eglantyne Jebb affirmait que « toute guerre est une guerre contre les enfants ». Le *Save*

In 2022, the world reached a historic milestone when child deaths dropped to just under 5 million for the first time. However, decades of progress in child survival are now at risk as major donors announce or indicate significant cuts to funding for aid. The cuts to immunisation programmes are “life-threatening”, and the World Health Organization (WHO) estimates that they could result in hundreds of thousands of additional deaths. The concepts of humanity and solidarity that inspired Eglantyne Jebb to create Save the Children Fund, have been profoundly shaken, with a massive impact on children's lives.

Eglantyne Jebb, who had been a teacher, would also be appalled that 251 million children are still out of school worldwide and that progress to reduce this number has stalled over the past decade.

We are confronted with declining aid from rich countries at a time when unfortunately, developing countries are facing increasing constraints on their ability to invest in key services for children. According to UNICEF, nearly 400 million children are living in countries in debt distress, which is squeezing out essential investment in their future. More than 40 low-income countries globally are spending twice as much on debt servicing as they are spending on health, and these include some countries with very large populations of children. In addition, debt servicing now consumes 11 times as much spending as social protection does across developing countries.

Eglantyne Jebb said that “Every war is a war against children”. The Save the Children Fund was created just after the First World War to help children in countries that had been hugely affected and impoverished by the war. The Geneva Declaration on the Rights of the Child was also an expression of the idealism that prevailed in the after-

the Children Fund a été créé juste après la Première Guerre mondiale pour aider les enfants des pays qui avaient été gravement touchés et appauvris par la guerre. La Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant était aussi l'expression de l'idéalisme qui prévalait au lendemain de la Première Guerre mondiale, lorsque le monde voulait abolir la guerre une fois pour toutes.

Cent ans plus tard, le tableau est sombre et la guerre contre les enfants perdure. En 2023, 473 millions d'enfants - plus d'un sur six - vivaient dans une zone de conflit. Ce nombre et cette proportion ont doublé depuis le milieu des années 1990. Le nombre de violations graves des droits de l'enfant dans les conflits a atteint 31.721 en 2023, le chiffre le plus élevé jamais enregistré depuis que ces violations sont répertoriées. Il y a actuellement 120 conflits dans le monde, dont très peu ont un processus de paix significatif ou une possibilité de paix en perspective. Les conflits se multiplient et durent plus longtemps, arrachant un lourd tribut aux enfants, sans qu'aucune fin ne soit en vue. Eglantyne Jebb estimerait certainement que sa mission n'a pas du tout été remplie. Elle serait assurément horrifiée par les violations massives des obligations découlant du droit humanitaire international commises par les parties impliquées dans ces conflits et par les immenses souffrances que cela inflige à un nombre croissant d'enfants.

J'imagine qu'Eglantyne Jebb, la fondatrice de l'organisation pour laquelle je travaille, nous dirait que la seule façon d'avancer est de protéger et de promouvoir sans relâche les droits de l'enfant. Elle serait certainement fière que la déclaration de Genève sur les droits de l'enfant ait inspiré la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989, qui est à ce jour le traité portant sur les droits de l'Homme le plus largement ratifié de l'histoire. Elle appellerait à la mise

math of the First World War, when the world wanted to ban war once and for all.

One hundred year later, the picture looks bleak and the war against children continues. In 2023, there were 473 million children – more than one in six – living in a conflict zone. This number and proportion have doubled since the mid-1990s. The number of grave violations of children's rights in conflict reached 31,721 in 2023, the highest figure ever recorded since the monitoring of these violations started. There are currently 120 conflicts around the world, very few of which have any meaningful peace processes or possibility of peace on the horizon. Conflicts are multiplying and they are lasting longer, with a huge toll on children and no end in sight. Clearly, Eglantyne Jebb would think that her mission has been drastically unfulfilled. She would certainly be abhorred by the massive breaches of obligations under international humanitarian laws by the parties involved in these conflicts and by the immense suffering this is inflicting on an increasing number of children.

I can imagine that Eglantyne Jebb, the founder of the organisation I work for, would tell us that the only way forward is to relentlessly protect and promote children's rights. She would certainly be proud that the Geneva Declaration on the Rights of the Child inspired the 1989 Convention on the Rights of the Child, the most widely ratified human rights treaty in history. She would call for the full implementation of the Convention in all countries around the world. She would call for justice and an end to impunity for the perpetrators of gross violations of children's rights in conflict. She would call for systematic accountability for children's rights.

Eglantyne in the Geneva of the 1920s was speaking about healthcare for children, about education, about food, and about



Un enfant coréen à la clinique Save the Children, à Pusan, Corée - A Korean child at the Save the Children clinic, Pusan, Korea

© Save the Children

en œuvre pleine et entière de la Convention dans tous les pays du monde. Elle exigerait que justice soit rendue et qu'il soit mis fin à l'impunité pour les auteurs de violations flagrantes des droits de l'enfant dans les conflits. Elle exigerait une transparence complète dans l'application des droits de l'enfant.

Dans la Genève des années 1920, Eglantyne parlait des soins de santé pour les enfants, de l'éducation, de l'alimentation et de l'impact durable de la Première Guerre mondiale. Mais elle ne pouvait pas prédire que, cent ans plus tard, une menace immense et

the long-lasting impact of the First World War. But she could not have predicted that, a hundred years later, a huge and major threat would be undermining all children's rights. I am writing about the impact of climate change. The outlook for children is increasingly worrying in a world that is now on track to see global temperatures rise by at least 2°C by 2100. Children are disproportionately impacted by climate change because of their unique physiological and developmental characteristics. One billion children are at extremely high risk of the impacts of the climate crisis. Children under 5 years old bear 88% of the global dis-

majeure saperait tous les droits de l'enfant. Je veux parler ici de l'impact du changement climatique. Les perspectives pour les enfants sont de plus en plus inquiétantes dans un monde où la température moyenne est désormais en passe d'augmenter d'au moins 2°C d'ici 2100. Les enfants sont affectés de manière disproportionnée par le changement climatique en raison de leurs caractéristiques physiologiques et développementales uniques. Un milliard d'enfants sont extrêmement exposés aux conséquences de la crise climatique. Les enfants de moins de 5 ans supportent 88% de la charge de morbidité mondiale liée au changement climatique. La crise climatique met en péril les progrès réalisés pour les enfants en matière de développement au cours des dernières décennies et aggrave les inégalités auxquelles ils font face partout dans le monde. Les enfants eux-mêmes se mobilisent et appellent à agir.

Eglantyne Jebb ne parlait pas de la voix et de la participation des enfants. Cette idée était peut-être trop farfelue pour son époque. Mais aujourd'hui, les enfants veulent participer et être entendus. Dans un contexte plutôt sombre, cette évolution est une lueur d'espoir. Les enfants devraient avoir les moyens d'exiger l'application de leurs droits, trop souvent violés par la cupidité ou l'inaction des adultes. Cent ans après l'adoption de la Déclaration de Genève sur les droits de l'enfant, le temps est venu de donner le pouvoir aux enfants.

ease burden associated with climate change. The climate crisis imperils the development gains made for children in past decades and deepens the inequality they face around the world. Children themselves are mobilising and calling for action.

Eglantyne Jebb did not speak about children's voices and children's participation herself. Maybe this idea was too far-fetched for her time. But now, children want to participate, and they want to be heard. This is certainly our silver lining. Children should be empowered to claim their rights, which too often are violated by the greed or inaction of adults. One hundred years since the adoption of the Geneva Declaration on the Rights of the Child, the time has come to shift power to children.

МЕЖДУНАРОДНЫЙ СОЮЗ ПОМОЩИ ДЕТЯМ.

МЕЖДУНА



Un siècle de droits de l'enfant

Rendre hommage à l'héritage
de la Déclaration de Genève et
s'engager pour son avenir

A Century of Children's Rights

Honouring the Geneva Declaration's
Legacy and Pledging Commitment
for its Road Ahead

Une invitation au dialogue international et à la réflexion commune sur l'avenir des droits de l'enfant

Ce livre est une contribution de l'OKAJU (Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher) au réseau ENOC (European Network of Ombudspersons for Children) et à l'AOMF (Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie). Il célèbre les 100 ans des droits de l'enfant, mettant en lumière les efforts continus et les réalisations significatives de ces réseaux dans la promotion et la protection des droits des enfants à travers le monde.

ENOC (European Network of Ombudspersons for Children)

ENOC, créé en 1997, est un réseau qui rassemble les médiateurs et défenseurs des droits des enfants en Europe. Leur mission est de protéger et promouvoir les droits des enfants selon la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. ENOC organise des conférences, des séminaires et publie des rapports pour sensibiliser aux enjeux des droits des enfants.

AOMF (Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie)

Fondée en 1998, l'AOMF regroupe les ombudsmans et médiateurs des pays francophones. Leur objectif est de défendre les droits des citoyens, y compris ceux des enfants. L'AOMF propose des formations, des ateliers et des échanges pour renforcer les institutions de médiation. Ils publient également des rapports et mènent des recherches sur les droits des enfants.

OKAJU (Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher)

L'OKAJU est l'ombudsman pour les enfants et les jeunes au Luxembourg. Son rôle est de promouvoir, sauvegarder et protéger les droits des enfants selon la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. En plus de sensibiliser aux droits de l'enfant, l'OKAJU écoute et assiste les enfants et adolescents, les encourageant à exprimer leurs idées et opinions librement. Il est contacté pour des conseils ou des réclamations individuelles concernant le non-respect des droits de l'enfant.

An invitation to international dialogue and common reflection on the future of children's rights

269

This book is a contribution from OKAJU (Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher) to the ENOC (European Network of Ombudspersons for Children) and AOMF (Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie) networks. It celebrates 100 years of children's rights, highlighting the ongoing efforts and significant achievements of these networks in promoting and protecting children's rights worldwide.

ENOC (European Network of Ombudspersons for Children)

ENOC, established in 1997, is a network that brings together ombudspersons and defenders of children's rights across Europe. Their mission is to protect and promote children's rights according to the United Nations Convention on the Rights of the Child. ENOC organizes conferences, seminars, and publishes reports to raise awareness about children's rights issues.

AOMF (Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie)

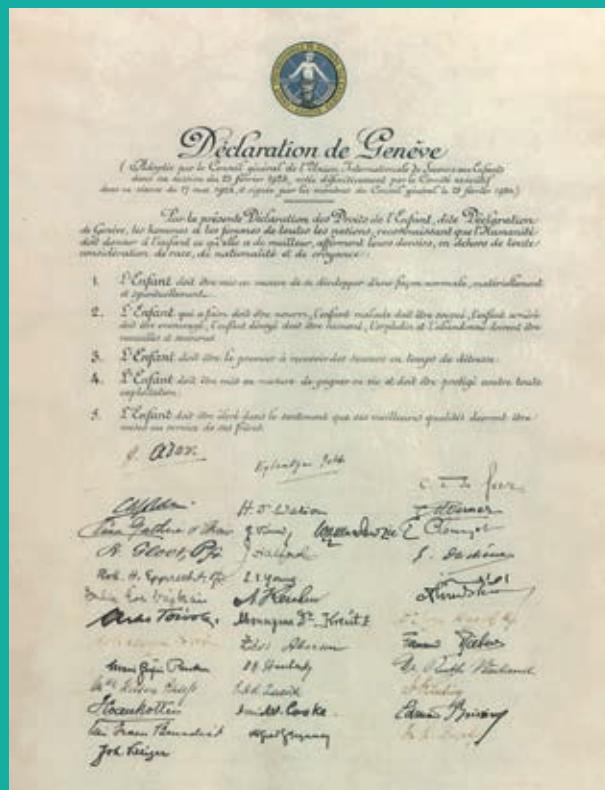
Founded in 1998, AOMF brings together ombudspersons and mediators from Francophone countries. Their goal is to defend the rights of citizens, including children's rights. AOMF offers training, workshops, and exchanges to strengthen mediation institutions. They also publish reports and conduct research on children's rights.

OKAJU (Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher)

OKAJU is the ombudsman for children and young people in Luxembourg. Its role is to promote, safeguard and protect children's rights in line with the International Convention on the Rights of the Child. As well as raising awareness about children's rights, OKAJU listens to and helps children and teenagers, encouraging them to freely express their ideas and opinions. You can get in touch with OKAJU for advice or to make a complaint in relation to children's rights.

Voyagez à travers un siècle d'engagement pour les droits de l'enfant, de la Déclaration de Genève de 1924 à aujourd'hui, en passant par la Convention des Nations Unies de 1989.

Découvrez l'évolution, les défis et le dévouement sans relâche pour la protection des enfants et l'implémentation de leurs droits.



The first declaration of the Rights of the Child, drafted by Eglantyne Jebb.

© Save the Children

Take a journey through a century of commitment to children's rights, from the 1924 Geneva Declaration to the present day, transiting through the 1989 United Nations' Convention.

Discover the evolution, the challenges and the relentless dedication to child protection and the implementation of children's rights.



CONVENTION ON THE RIGHTS OF THE CHILD

Design © UNICEF, 2019